

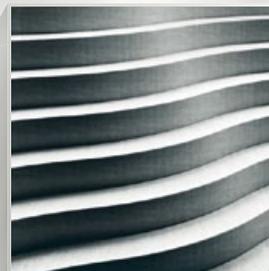
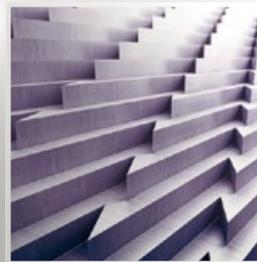


**Ciments Français**  
Italcementi Group

2013

RAPPORT ANNUEL

Document de référence



# Sommaire

## Message du directeur général

<b>1</b>	<b>Présentation du Groupe</b> .....	5
<b>2</b>	<b>Gouvernement d'entreprise</b> .....	33
<b>3</b>	<b>Commentaires sur l'exercice</b> .....	73
<b>4</b>	<b>Comptes consolidés</b> .....	91
<b>5</b>	<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b> .....	179
<b>6</b>	<b>Informations sur le développement durable</b> .....	209
<b>7</b>	<b>Informations sur la société et le capital</b> .....	249
<b>8</b>	<b>Assemblée générale</b> .....	263
<b>9</b>	<b>Informations complémentaires</b> .....	277



# 2013

## RAPPORT ANNUEL

### Document de Référence



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2014, conformément à l'article 212-13 de son Règlement Général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité des signataires.





## Message du directeur général, Giovanni Ferrario

L'exercice 2013 a continué de subir les retombées de la crise économique. La demande en matériaux de construction a été particulièrement affectée dans les pays d'Europe de l'Ouest. Par contre, la contribution des pays asiatiques s'est confirmée ainsi que la reprise de la zone Amérique du Nord. La situation reste contrastée en Égypte.

En dépit de ce contexte général encore difficile, les résultats opérationnels consolidés de Ciments Français pour 2013 se sont améliorés par rapport à 2012 (RBE courant + 4,8 %), si l'on exclut l'effet de

change très négatif et l'absence de ventes de CO<sub>2</sub>. Le chiffre d'affaires est stable (+0,2 % à taux de change comparables) et la rentabilité du groupe est meilleure grâce aux actions d'efficacité industrielle et de réduction des coûts (75,7 millions d'euros) et à la progression des prix de vente.

L'amélioration du cash flow et la maîtrise du besoin en fonds de roulement ont permis une amélioration de la position financière nette avec une baisse de l'endettement financier de plus de 90 millions d'euros, à 755,7 millions d'euros.

Le résultat net de l'exercice redevient nettement positif (114,7 millions d'euros), l'impact des dépréciations d'actifs étant très inférieur par rapport à 2012.

Compte tenu de cette évolution positive, le conseil d'administration a, cette année encore, proposé le versement d'un dividende de 3 euros.

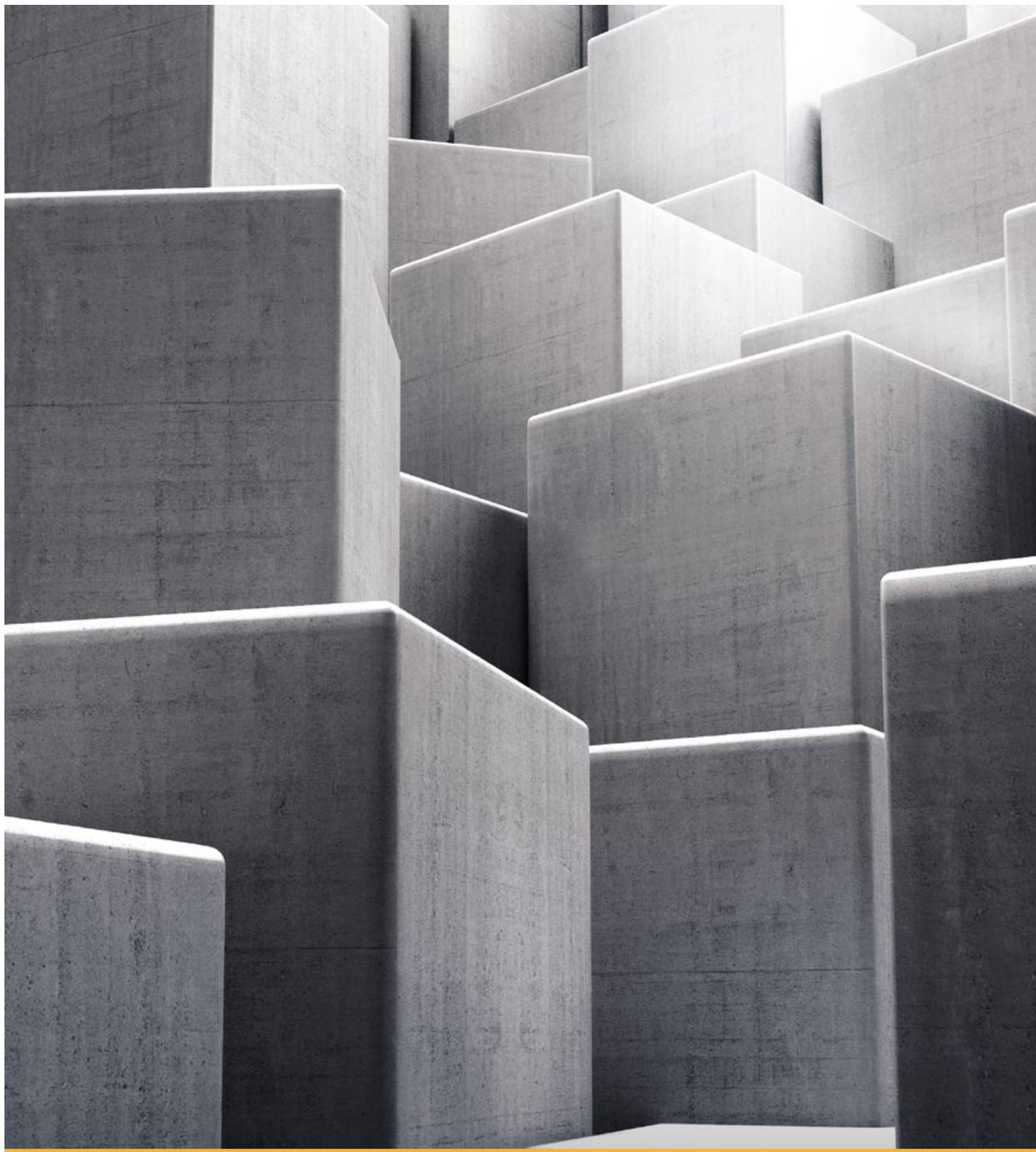
Le Groupe a lancé en fin d'année dernière sa nouvelle stratégie de marque **i.nova**. Axée sur des valeurs chères au Groupe comme l'innovation, la performance et la proximité avec les clients, **i.nova** vise une meilleure identification de nos produits grâce à une réorganisation complète des gammes de produits à travers le monde. Elle vient renforcer également la notoriété du Groupe à travers des codes immédiatement reconnaissables, quel que soit le marché. Avec des produits plus spécifiques et des services plus innovants, nous sommes aujourd'hui en mesure d'offrir à nos clients des solutions concrètes pour la réalisation de projets à grande valeur ajoutée.

Grâce à cette nouvelle stratégie et au travail de réorganisation et d'efficacité déjà mis en œuvre ces derniers temps avec des résultats largement conformes aux attentes, nous sommes prêts à aborder 2014.

L'évolution de l'économie dans les régions où nous sommes présents ainsi que les tendances qui sont apparues en 2013 annoncent une baisse plus limitée en Europe de l'Ouest, une hausse mesurée aux États-Unis et en Asie et une consolidation en Afrique du Nord avec une reprise en Égypte.

Les investissements stratégiques se poursuivront en 2014 et viendront en particulier renforcer l'outil industriel et les résultats en Bulgarie et au Kazakhstan.

Enfin, je tiens à saluer l'ensemble de nos équipes à travers le monde, qui ont su adapter leurs efforts à un environnement difficile et permis au Groupe d'envisager l'avenir avec confiance. Merci à tous.



Pour travaux traditionnels

---

# 1

## Présentation du Groupe

1.1	Chiffres clés .....	6
1.2	Historique .....	10
1.3	Structure générale du Groupe .....	11
1.4	Métiers et marchés du Groupe .....	14
1.5	Recherche et innovation .....	22
1.6	Technologies de l'information .....	24
1.7	Ressources humaines .....	25
1.8	Facteurs de risques .....	26

## 1.1 Chiffres clés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (*International Financial Reporting Standards*) émis par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) tel qu'approuvé par l'Union européenne au 31 décembre 2013.

Les tableaux ci-après présentent les chiffres clés pour chacun des deux exercices clos au 31 décembre.

### Principales informations consolidées

(en millions d'euros à l'exception du résultat par action et des effectifs)

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Chiffre d'affaires	3 591,5	3 727,4
Résultat brut d'exploitation courant	642,9	661,9
Résultat brut d'exploitation	633,9	666,6
Résultat net	114,7	(84,4)
dont part attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère du Groupe	48,1	(141,7)
Participations ne donnant pas le contrôle	66,6	57,4
Résultat par action (en euros)	1,36	(3,99)

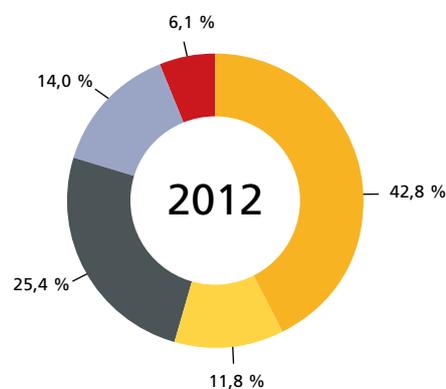
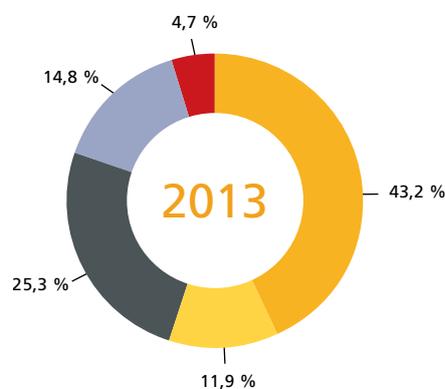
	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Total actifs non courants	4 637,5	4 958,2
Total actifs courants	1 557,1	1 744,2
Capitaux propres	3 508,9	3 782,9
Dont part attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère du Groupe	2 780,4	2 996,8
Participations ne donnant pas le contrôle	728,5	786,1
Total passifs non courants	1 651,3	1 814,9
Total passifs courants	1 034,4	1 104,6
Endettement net	755,7	846,2
Effectifs	14 512	14 776
Flux de trésorerie générés par l'activité	517,8	515,3
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(276,5)	(208,2)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(290,2)	(336,6)

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Contribution au chiffre d'affaires par zone géographique (après éliminations)

(en millions d'euros)	2013	2012	% évolution 2013/2012 à périmètre et taux de change comparables
Europe de l'Ouest	1 553,0	1 594,6	-2,6
Amérique du Nord	428,3	439,1	+0,8
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	909,1	946,9	+5,2
Asie	531,0	520,3	+9,2
Négoce et autres	170,0	226,6	-22,6
<b>TOTAL</b>	<b>3 591,5</b>	<b>3 727,4</b>	<b>+0,2 *</b>

\* -3,6 % en taux apparent.

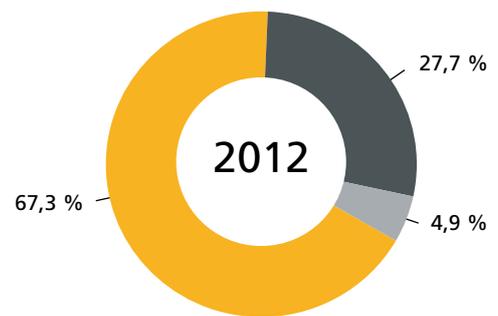
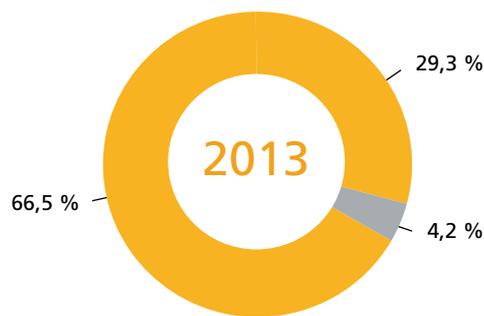


■ Europe de l'Ouest   
 ■ Amérique du Nord   
 ■ Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient   
 ■ Asie   
 ■ Négoce et autres

## Contribution au chiffre d'affaires par métier

(en millions d'euros)

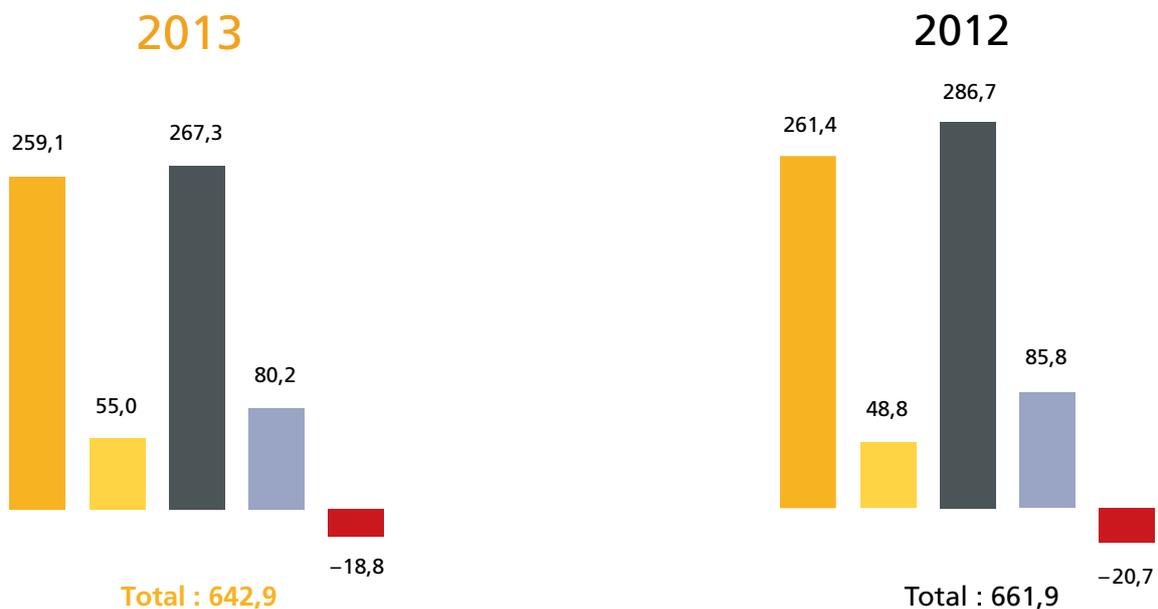
	2013	2012	% évolution 2013/2012 à périmètre et taux de change comparables
Ciment/clinker	2 388,2	2 509,8	+0,2
Granulats/béton prêt à l'emploi	1 053,9	1 033,2	+3,3
Autres	149,4	184,4	-16,7
<b>TOTAL</b>	<b>3 591,5</b>	<b>3 727,4</b>	<b>+0,2</b>



■ Ciment / clinker ■ Granulats/béton prêt à l'emploi ■ Autres

## Résultat brut d'exploitation courant par zone géographique

(en millions d'euros)



■ Europe de l'Ouest ■ Amérique du Nord ■ Europe Émergente, Afrique du Nord et Moyen Orient ■ Asie ■ Négoce et autres

Message du Directeur Général	<b>Chiffres clés</b>	<b>6</b>
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Volumes vendus par activité

(y compris ventes intra-Groupe)

Les volumes de ciment/clinker et granulats sont en millions de tonnes et ceux du béton prêt à l'emploi sont en millions de mètres cubes. En l'absence d'acquisition ou de cession significative, l'effet périmètre est nul.

**Ciment/clinker**  
(en millions de tonnes)



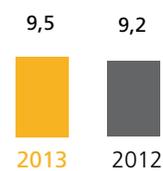
2013/2012 : - 3,8 %

**Granulats**  
(en millions de tonnes)



2013/2012 : - 2,6 %

**Béton prêt à l'emploi**  
(en millions de mètres cubes)



2013/2012 : + 3,1 %

## 1.2 Historique

1881	Constitution de la société Ciments Français.
1971	Apport de l'activité cimentière de Poliet et Chausson et accession à une position de leader sur le marché français.
1971 - 1991	Diversification dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) et amorce du développement international par des opérations de croissance externe : premières acquisitions aux États-Unis (1976), Canada (1985), Espagne et Turquie (1989 - 1990), Belgique, Grèce et Maroc (1990).  Endettement excessif.
1992	Prise de contrôle de Ciments Français par le groupe italien Italcementi.
1993 - 1997	Retour à des résultats bénéficiaires et diminution régulière de l'endettement.
1998 - 2000	Relance de la politique de croissance externe et consolidation des positions internationales avec l'acquisition de sociétés au Kazakhstan, en Bulgarie, en Thaïlande et au Maroc.
2001	Prise de contrôle conjoint de Zuari Cement Ltd en Inde et entrée sur le marché égyptien grâce à un partenariat stratégique dans Suez Cement Company (25 % du capital).
2002 - 2003	Renforcement des positions géographiques dans le sud de l'Inde, sur la côte est des États-Unis, en Égypte et sur le marché d'Istanbul en Turquie.  Rationalisation des structures en Thaïlande, au Maroc, en Grèce et en Espagne.
2004	Premier actionnaire de référence de Suez Cement Company (Égypte) avec 39,9 % du capital.
2005	Prise de contrôle de Suez Cement Company (51 % du capital) et d'Helwan Cement Ltd.
2006	Acquisition du solde des titres de Zuari Cement Ltd (Inde).
2007 - 2008	Acquisition de Fuping Cement en Chine (province du Shaanxi).  Renforcement du Groupe dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord et au Koweït.
2009	Abandon du projet de fusion transfrontalière entre Ciments Français SA et Italcementi S.p.A.
2010	Rachat des placements privés américains 2002 et 2006.
2011	Vente de Set Group Holding (Turquie) au conglomérat turc Limak Holding.  Cession d'Axim (adjuvants) au groupe suisse Sika.
2012	Vente de la participation dans le capital d'Afyon Cemento (Turquie) à Cimsa Cimento Sanayi ve Ticaret A.S.  Transfert du capital de Fuping Cement (Chine) dans West China Cement en échange d'une participation de 6,25 % dans West China Cement.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	<b>Historique</b>	<b>10</b>
Gouvernement d'entreprise	<b>Structure générale du Groupe</b>	<b>11</b>
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

### 1.3 Structure générale du Groupe

Ciments Français est organisé par zones géographiques, elles-mêmes structurées par métiers.

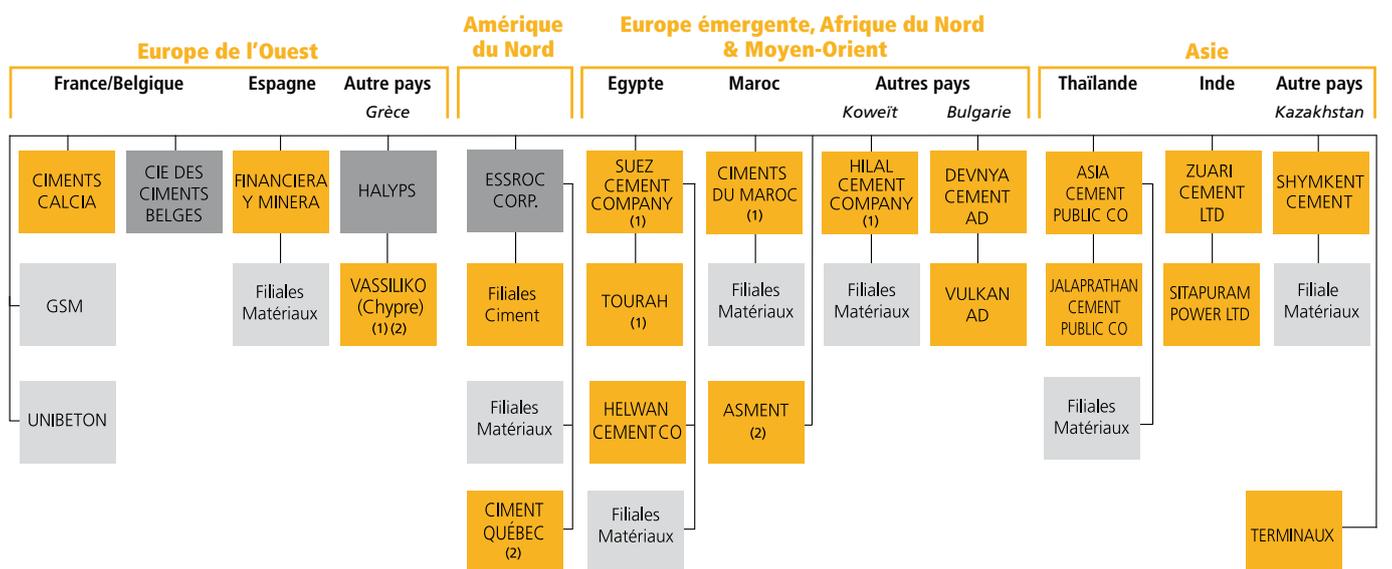
Au 31 décembre 2013, le Groupe comprend 149 sociétés (y compris Ciments Français) situées dans 17 pays différents. 106 sociétés sont détenues majoritairement par le Groupe, 24 sociétés sont sous contrôle conjoint et 19 sociétés sont consolidées par mise en équivalence.

Certaines filiales contrôlées par le Groupe comprennent des actionnaires minoritaires, notamment en Thaïlande (Asia Cement Company et Jalaprathan Cement Public Company), au Maroc (Ciments du Maroc) et en Égypte (Suez Cement Company et ses filiales), qui peuvent être des partenaires industriels ou financiers, des sociétés contrôlées par l'État (à la suite d'opérations de privatisation), ou le public pour les sociétés cotées.

Les principales sociétés en contrôle conjoint sont la Société des Carrières du Tournaisien en Belgique, ainsi que plusieurs sociétés dans l'activité matériaux de construction en France.

Les principales sociétés en équivalence sont Vassiliko à Chypre, Ciment Québec au Canada et Asment Temara au Maroc.

#### Organigramme simplifié du Groupe au 31 décembre 2013



(1) Société cotée. (2) Société mise en équivalence.

■ Ciment    ■ Matériaux de construction    ■ Ciment et matériaux de construction

## Découpage opérationnel

Le Groupe est organisé en quatre zones géographiques structurées par secteurs et métiers, auxquels s'ajoutent les activités Négoce ciment/clinker. Le siège, les holdings et le négoce de combustibles constituent la section « Autres ».

Zones géographiques & secteurs	Métiers
<b>Europe de l'Ouest</b>	
<i>France / Belgique</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (transports)
<i>Espagne</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (transports)
<i>Autre pays (Grèce)</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
<b>Amérique du Nord</b>	
<i>USA / Canada</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	
<i>Égypte</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (sacherie)
<i>Maroc</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
<i>Autres pays (Bulgarie, Koweït)</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (BPE)
<b>Asie</b>	
<i>Thaïlande</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
<i>Inde</i>	Ciment et clinker
<i>Autre pays (Kazakhstan)</i>	Ciment et clinker Matériaux de construction (BPE)
<b>Négoce ciment/clinker</b>	Ciment et clinker Matériaux de construction (BPE)
<b>Autres</b>	Négoce de combustibles, Siège et holdings

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	<b>Structure générale du Groupe</b>	<b>11</b>
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les ventes sont essentiellement réalisées sur les marchés locaux. Certaines filiales (Espagne, Maroc et Grèce) exportent vers d'autres pays principalement via les activités négoce (segment négoce ciment / clinker) qui alimentent les terminaux de Gambie, Mauritanie, Sri Lanka et Albanie. Par ailleurs, le négoce effectue les achats de combustibles pour les filiales du Groupe et celles d'Italcementi.

Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi.

### Activité de la société et relations avec ses filiales

La société Ciments Français exerce une activité de holding et d'assistance à ses filiales. Elle gère notamment son portefeuille de participations, le financement de ses opérations ou celles de ses filiales, les risques de change, de taux et de liquidité.

Elle octroie éventuellement des prêts à ses filiales et centralise les excédents de trésorerie du Groupe lorsque les réglementations le permettent. Elle émet également des garanties relatives aux engagements de ses filiales. Ces opérations sont rémunérées aux conditions de marché. En France, elle est la société mère du groupe fiscal intégré.

Ciments Français met à disposition de ses filiales son savoir-faire technique, ses procédés de fabrication industrielle et l'utilisation de ses brevets, qu'elle met régulièrement à jour, grâce aux travaux du Centre Technique Groupe (voir section 1.5 - Recherche et innovation) ; elle met également à disposition de ses filiales un certain nombre de services et compétences de fonctions centrales. Ces prestations sont refacturées aux filiales sur la base de leur chiffre d'affaires. Certaines de ces compétences assurées par la société mère Italcementi S.p.A., ainsi que les projets Groupe, sont refacturés à Ciments Français par Italcementi S.p.A. sur la base du temps passé, ou au prorata du chiffre d'affaires, ou suivant des clés spécifiques au projet. Les services et compétences mis à disposition des filiales sont notamment l'assistance juridique et fiscale, l'assistance financière, le contrôle de gestion, les procédures et l'audit, la gestion des assurances et l'assistance dans les domaines des ressources humaines et de l'informatique.

### Actionnaire majoritaire de Ciments Français SA

Ciments Français SA est détenue majoritairement par Italcementi S.p.A., elle-même majoritairement détenue par Italmobiliare S.p.A. Italcementi S.p.A. et Italmobiliare S.p.A. sont cotées sur le marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A.

Ciments Français bénéficie des financements organisés au niveau d'Italcementi Group qui lui permettent d'accéder à une capacité d'emprunt plus large et de profiter des synergies générées par une politique financière centralisée. Depuis 2010, Ciments Français SA se refinance auprès d'Italcementi Finance SA, filiale d'Italcementi S.p.A., par le biais de prêts interentreprises à long terme consentis à des conditions normales de marché. Cette politique permet d'obtenir un financement concurrentiel et d'assurer un équilibre entre la maturité moyenne des financements et la flexibilité et la diversification des sources.

Des informations complémentaires sur Italcementi Group sont fournies en section 7.6.

---

## 1.4 Métiers et marchés du Groupe

### Les métiers du Groupe

A l'origine, Ciments Français exerçait uniquement une activité de cimentier. Dès 1971, dans une logique d'intégration en aval de la filière, le Groupe a accompagné son développement international d'une diversification de ses activités dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi). Cette diversification permet de sécuriser des marchés, de mieux connaître les besoins des clients et de développer des produits plus innovants.

Les métiers du Groupe se résument en une suite de traitements destinés à valoriser des ressources naturelles pour les transformer en produits de qualité, répondant aux besoins du bâtiment et des travaux publics.

Au travers de ses trois métiers : ciment, granulats et béton prêt à l'emploi, Ciments Français exerce une activité cyclique et saisonnière, liée à la conjoncture économique et au climat des pays où il est implanté. La diversification géographique du Groupe permet, à cet égard, d'atténuer les effets de ces variations.

La demande en ciment, granulats et matériaux de construction varie en fonction des conditions météorologiques qui affectent le niveau d'activité dans le secteur de la construction. Le Groupe enregistre habituellement une diminution de ses ventes pendant les premier et quatrième trimestres, reflétant les impacts de l'hiver sur les marchés européen et nord-américain, et une augmentation de ses ventes aux second et troisième trimestres grâce aux meilleures conditions climatiques.

Ces métiers, en particulier celui du ciment, requièrent un niveau élevé d'investissements de maintien de l'outil industriel pouvant représenter de 5 à 10 % du chiffre d'affaires. Les investissements sont notamment liés à la maîtrise foncière des gisements de matières premières, au renouvellement et à la modernisation des installations, à l'amélioration de la productivité et au respect de l'environnement.

La conception, la réalisation et le suivi de ces investissements bénéficient des compétences du Centre Technique Groupe.

Ce savoir-faire technologique de pointe est mis au service d'entités opérationnelles dont l'activité reste locale.

Il n'existe pas, à ce jour, de dépendance significative du Groupe au plan de l'utilisation de brevets, licences ou de nouveaux procédés de fabrication, ni de contrats d'approvisionnements (industriels, commerciaux ou financiers).

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	<b>Métiers et marchés du Groupe</b>	<b>14</b>
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Le ciment

Les matières premières, après concassage, forment un mélange composé d'environ 80 % de calcaire et 20 % d'argile, qui est broyé pour obtenir le cru. Porté à une température voisine de 1 500° C dans un four rotatif, le cru subit ensuite des réactions chimiques complexes qui le transforment en clinker.

Le ciment est obtenu finalement en broyant finement le clinker avec divers ajouts qui déterminent les qualités attendues du produit final.

Les cimenteries du Groupe disposent de carrières dont les réserves substantielles leur permettent de faire face aux besoins d'exploitation à long terme. La durée de vie moyenne des carrières de cimenterie est de l'ordre du siècle.

Dans la plupart des pays où le Groupe est présent, les capacités de production de clinker sont utilisées à des niveaux élevés.

## Les granulats

Les granulats sont des sables et graviers naturels, extraits de carrières alluvionnaires ou de roches massives, puis concassés et criblés.

Environ 40 % des granulats entrent dans la fabrication du béton, le reste étant utilisé en l'état dans les travaux routiers.

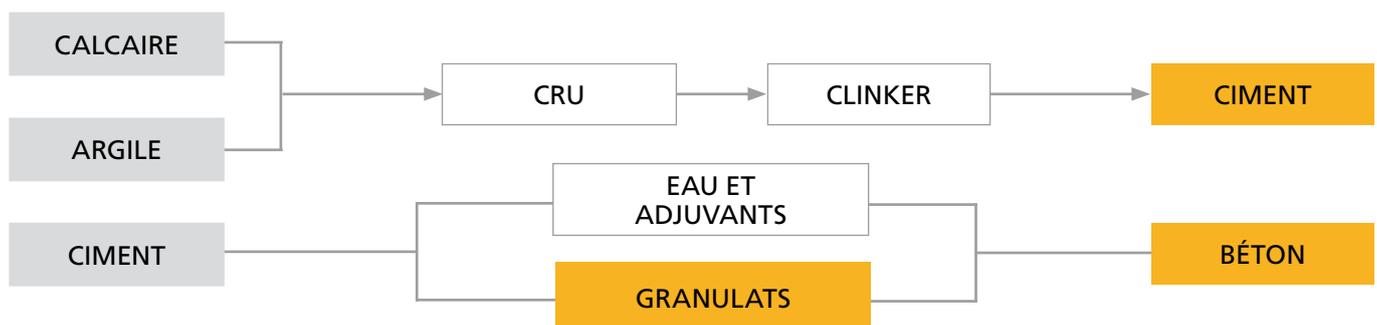
Les besoins d'approvisionnement sont satisfaits dans des conditions comparables à celles du ciment grâce à une gestion foncière adaptée et extrêmement dynamique qui assure le renouvellement des réserves, la durée moyenne d'exploitation d'une carrière de granulats étant généralement plus brève que celle des carrières de ciment.

## Le béton prêt à l'emploi

Le béton est un mélange de ciment, de granulats, d'eau et d'adjuvants, dont la composition doit répondre à des exigences techniques très rigoureuses.

Le béton prêt à l'emploi apporte une solution logistique répondant aux exigences des chantiers en termes de qualité, de quantité et de délais.

En intervenant dans ce métier, le cimentier, par sa connaissance de la chimie des matériaux, apporte un service supplémentaire à l'entreprise utilisatrice.



---

## Les marchés du Groupe

### Répartition par métier

Les ventes de ciment et de clinker représentent 66,5 % du chiffre d'affaires consolidé 2013 (67,3 % en 2012).

Les ventes de matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) représentent 29,3 % (27,7 % en 2012) de ce chiffre d'affaires (voir ventilation section 1.1).

Les volumes de ciment et de clinker vendus en 2013 représentent 37,9 millions de tonnes, soit un recul de 3,8 % par rapport à 2012.

Les volumes de granulats vendus en 2013, soit 30,4 millions de tonnes, ont diminué de 2,6 % par rapport à 2012.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus en 2013 ont augmenté de 3,1 % par rapport à 2012 et s'élèvent à 9,5 millions de mètres cubes (voir tableau des volumes par zone géographique en section 3.2).

### Répartition par zone géographique

Tous les grands cimentiers mondiaux ont opté pour une diversification géographique afin d'être présents sur de multiples marchés et de compenser ainsi le caractère cyclique de la demande, caractéristique de l'industrie du ciment. Ciments Français a par le passé développé cette stratégie en se diversifiant en dehors de son marché principal (France), dans l'Union européenne, en Amérique du Nord et sur le bassin méditerranéen (Turquie, Grèce, Maroc). Dès 1998, Ciments Français a relancé sa politique de croissance externe et consolidé ses positions internationales en procédant à l'acquisition de sociétés au Kazakhstan, en Bulgarie, au Maroc, en Thaïlande et en Inde. Dans le cadre de l'accroissement de sa présence autour du bassin méditerranéen, le Groupe a dynamisé ses investissements en Égypte en 2001 jusqu'à devenir en 2005 leader du marché. En 2006 et 2007, Ciments Français a renforcé sa présence en Asie et au Moyen-Orient grâce à des investissements en Chine et au Koweït, puis en 2008, par l'acquisition de sociétés dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord et au Koweït. Face au cycle industriel négatif déclenché par la crise mondiale en 2008, Ciments Français a revu son portefeuille d'activités et cédé certains de ses actifs, dont Set Group Holding (Turquie) en 2011, ainsi qu'Afyon (Turquie) et Fuping Cement (Chine) en 2012.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	<b>Métiers et marchés du Groupe</b>	<b>14</b>
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Chiffre d'affaires

### Contribution au chiffre d'affaires par pays (après éliminations)

(en millions d'euros)	2013		2012	
	Montant	%	Montant	%
France / Belgique	1 467,5	40,9	1 494,9	40,1
Espagne	65,0	1,8	79,2	2,1
Autre pays <sup>(1)</sup>	20,5	0,6	20,5	0,5
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 553,0</b>	<b>43,2</b>	<b>1 594,6</b>	<b>42,8</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>428,3</b>	<b>11,9</b>	<b>439,1</b>	<b>11,8</b>
Égypte	484,8	13,5	516,9	13,9
Maroc	320,4	8,9	323,0	8,7
Autres pays <sup>(2)</sup>	103,9	2,9	107,0	2,9
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>909,1</b>	<b>25,3</b>	<b>946,9</b>	<b>25,4</b>
Thaïlande	269,1	7,5	227,3	6,1
Inde	212,5	5,9	248,6	6,7
Autre pays <sup>(3)</sup>	49,4	1,4	44,4	1,2
<b>Asie</b>	<b>531,0</b>	<b>14,8</b>	<b>520,3</b>	<b>14,0</b>
Négoce ciment	135,3	3,8	176,4	4,7
Autres <sup>(4)</sup>	34,7	1,0	50,2	1,3
<b>TOTAL</b>	<b>3 591,5</b>	<b>100,0</b>	<b>3 727,4</b>	<b>100,0</b>

(1) Grèce. (2) Bulgarie et Koweït. (3) Kazakhstan. (4) Négoce de combustibles, siège et holdings.

### Marché et concurrence

Nos principaux concurrents, producteurs de ciment au niveau mondial, sont les groupes Lafarge (France), Holcim (Suisse), Cemex (Mexique) et Heidelberg Cement (Allemagne). En fonction des localisations géographiques de ces producteurs, la situation concurrentielle par pays peut varier.

A titre indicatif, les rangs pour l'activité ciment du Groupe peuvent être estimés pour les principaux pays comme suit :

Pays	Rang	Part de marché approximative <sup>(2)</sup>
France	2	30 %
Belgique	3	14 %
Espagne	7	6 %
Grèce	3	8 %
États-Unis & Canada (y compris Porto Rico)	1 <sup>(1)</sup>	5 % <sup>(1)</sup>
Égypte	1	15 %
Maroc	2	24 %
Bulgarie	1	31 %
Koweït	3	12 %
Thaïlande	4	14 %
Inde du sud	7 <sup>(1)</sup>	5 % <sup>(1)</sup>
Kazakhstan	6	8 %

(1) Marchés régionaux sur lesquels le Groupe est présent (source Ciments Français). (2) Estimations effectuées à partir de rapports d'analystes et d'études internes.

## Dispositif industriel et localisation des sites à fin 2013\*

	CIMENT			GRANULATS	BÉTON PRÊT À L'EMPLOI
	Cimenteries	Centres de broyage	Terminaux	Carrières	Centrales à béton
France / Belgique	10	1	–	77	187
Espagne	3	–	–	5	5
Grèce	1	–	–	1	1
Amérique du Nord	6	–	–	3	27
Égypte	5	–	–	–	20
Maroc	3	1	–	4	25
Bulgarie	1	1	–	–	–
Koweït	–	–	2	–	9
Thaïlande	3	–	–	–	31
Inde	2	1	–	–	–
Kazakhstan	1	–	–	–	2
Albanie	–	–	2	–	–
Sri Lanka	–	–	1	–	–
Mauritanie	–	1	–	–	2
Gambie	–	–	1	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>90</b>	<b>309</b>

\* Le dispositif ne comprend pas les installations des sociétés mises en équivalence ni les centrales inactives à fin 2013.

La capacité du Groupe dépasse 51 millions de tonnes de ciment. Les capacités de production situées dans les pays émergents représentent environ 61 % des capacités totales.

### Immobilisations corporelles nettes

(en millions d'euros)	2013	2012
Europe de l'Ouest	1 051,5	1 068,7
Amérique du Nord	695,8	768,4
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	943,0	977,6
Asie	445,4	518,2
Négoce et autres*	23,1	23,7
<b>TOTAL</b>	<b>3 158,9</b>	<b>3 356,6</b>

\* Autres : siège et holding.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	<b>Métiers et marchés du Groupe</b>	<b>14</b>
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les cimenteries, équipements industriels et carrières immobilisés sont détenus en pleine propriété. Les carrières exploitées sont des terrains dont le Groupe est propriétaire ou qui font l'objet de contrats octroyant les droits d'une exploitation à long terme et pour laquelle le Groupe a obtenu les autorisations administratives requises.

Les contrats de location financement immobilisés représentent une valeur nette de 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Le Groupe dispose également de terrains qui n'ont pas encore fait l'objet ou n'ont pas encore obtenu d'autorisation administrative d'exploitation.

## Investissements

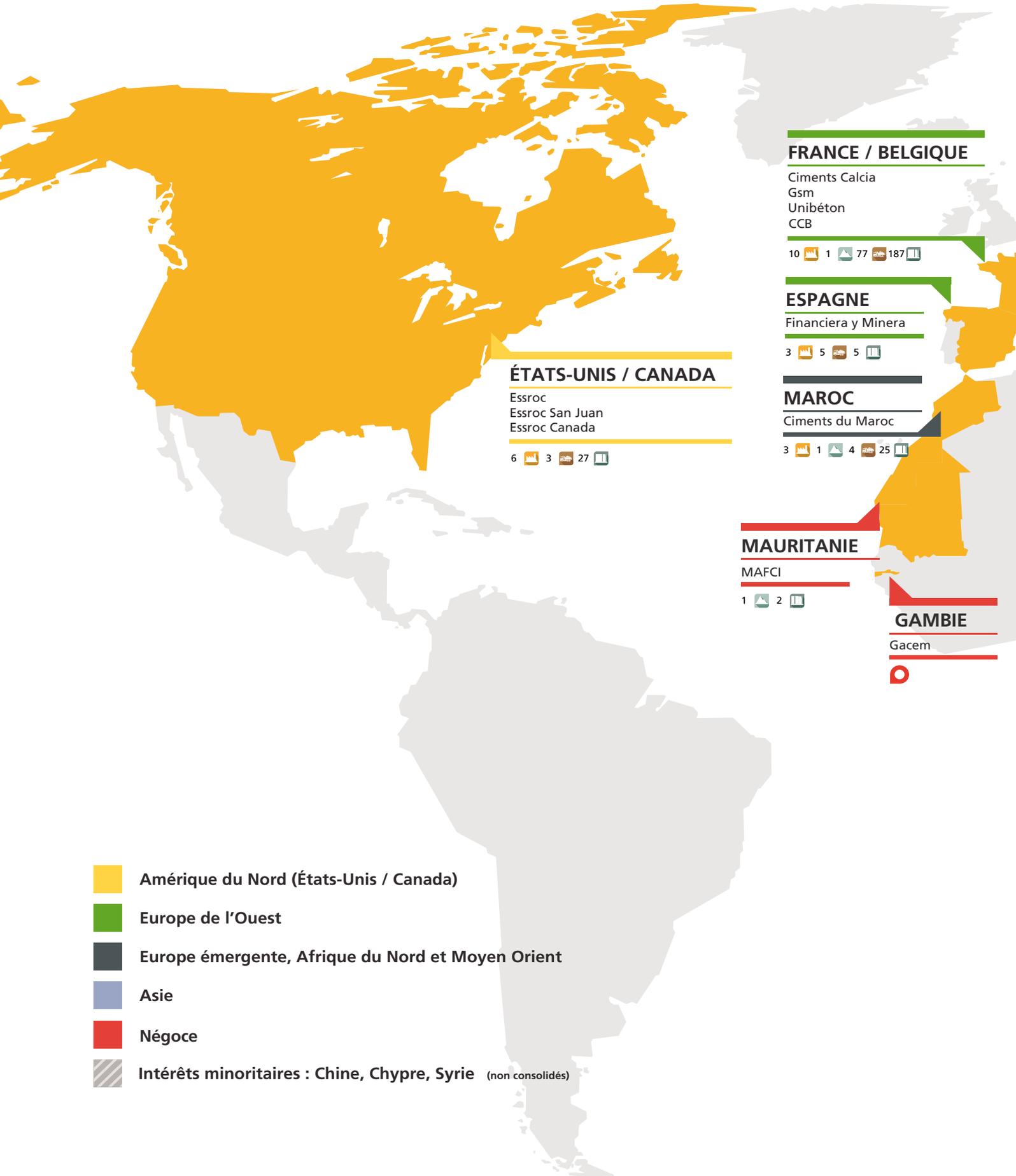
Les métiers du Groupe, et l'industrie cimentière en particulier, constituent une industrie fortement capitalistique, qui nécessitent des investissements significatifs (de 5 à 10 % de son chiffre d'affaires). Le coût d'une cimenterie se chiffre en centaines de millions d'euros. Ces métiers correspondent à des activités locales qui nécessitent généralement une implantation à proximité des sites de consommation. En effet, le transport terrestre de cette matière pondéreuse est coûteux et doit être intégré dans le calcul de rentabilité.

Au cours de l'année 2013, le Groupe n'a réalisé ni cession ni acquisition.

En 2012, le Groupe n'avait pas réalisé d'acquisition mais avait procédé à la vente des 51 % de titres qu'il détenait encore dans Afyon Cimento (Turquie) à Cimsa Cimento et vendu Fuping Cement (Chine) en échange d'une participation de 6,25 % dans le capital de West China Cement.

Les tensions sur les prix de l'énergie, principal poste de coût et les contraintes environnementales (contrôle des émissions) nécessitent également de moderniser le dispositif industriel existant en construisant des lignes de production plus performantes et plus respectueuses de l'environnement.

Par ailleurs, le Groupe développe des projets d'accroissement de capacité afin de pouvoir répondre à la croissance du marché de pays émergents (Bulgarie, Inde). Les investissements industriels (corporels et incorporels) réalisés au cours de l'exercice se sont élevés à 295,2 millions d'euros (voir section 3.3 – Investissements et financement).



**FRANCE / BELGIQUE**

Ciments Calcia  
Gsm  
Unibéton  
CCB

10 1 77 187

**ESPAGNE**

Financiera y Minera

3 5 5

**MAROC**

Ciments du Maroc

3 1 4 25

**ÉTATS-UNIS / CANADA**

Essroc  
Essroc San Juan  
Essroc Canada

6 3 27

**MAURITANIE**

MAFCI

1 2

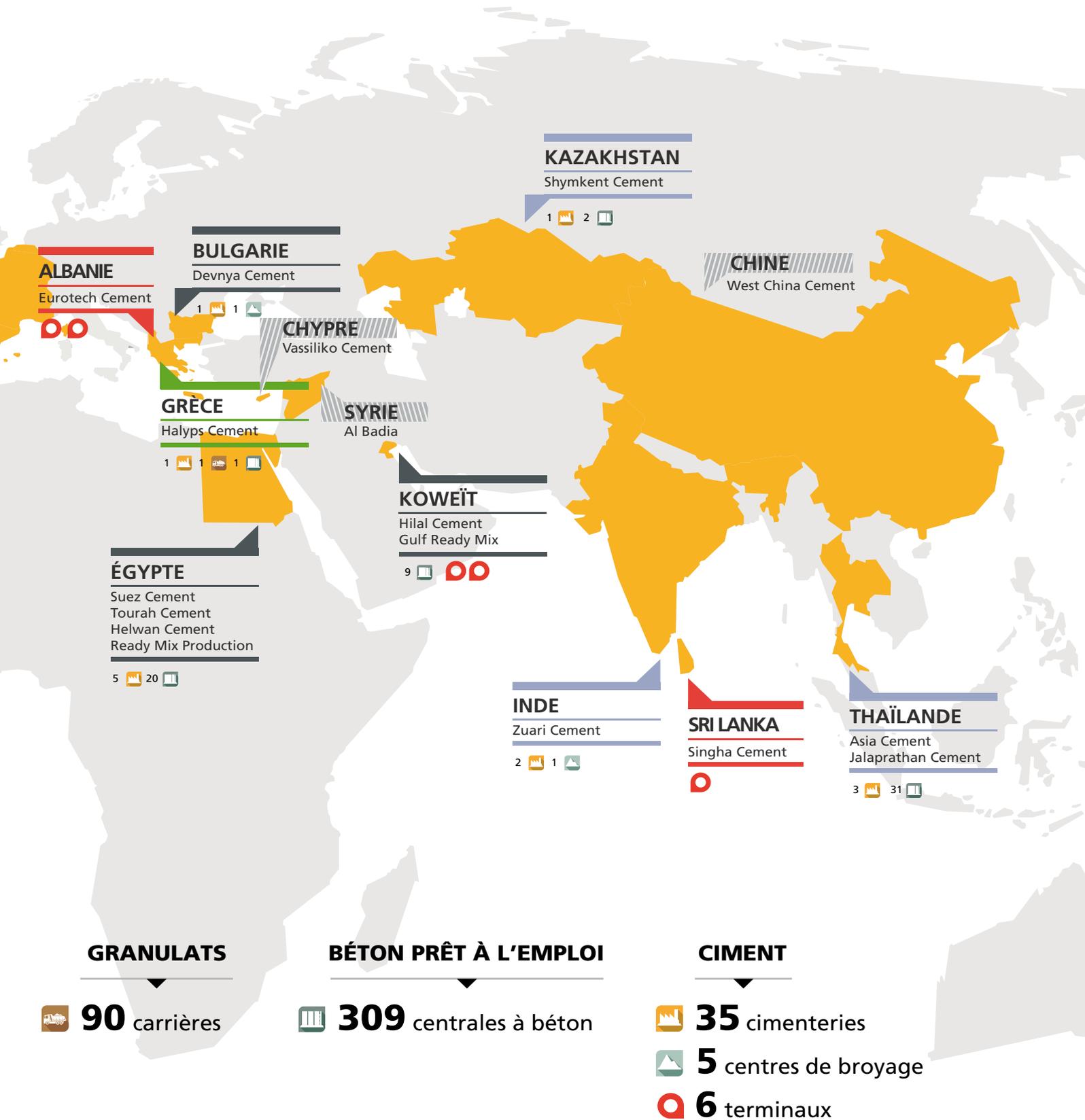
**GAMBIE**

Gacem



- Amérique du Nord (États-Unis / Canada)
- Europe de l'Ouest
- Europe émergente, Afrique du Nord et Moyen Orient
- Asie
- Négoce
- Intérêts minoritaires : Chine, Chypre, Syrie (non consolidés)

# Dispositif industriel au 31 décembre 2013



## 1.5 Recherche et innovation

### Recherche

#### Centre Technique Groupe S.p.A. (CTG)

Le Centre Technique Groupe S.p.A. (CTG) est un pôle technologique créé en 1994 afin de mettre en commun le savoir-faire et les compétences des équipes d'Italcementi et de Ciments Français. Société de droit italien basée à Bergame, le CTG est détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français et possède un établissement en Italie et un établissement en France (Guerville).

Le CTG est responsable :

- Des activités de recherche et de développement du Groupe ainsi que de la fourniture de services de laboratoire spécialisés dans les domaines susceptibles d'intéresser le Groupe (procédés de production, matériaux de production, produits de construction, etc.), assurant en même temps le développement de compétences et de ressources techniques pour tout le Groupe ;
- De l'assistance technique dans les domaines d'exploitation et d'entretien et durant les interventions visant l'amélioration des performances tout au long du cycle de production ;
- Du support aux évaluations techniques, à la programmation et à la définition des budgets d'investissements industriels ;
- Du déploiement des activités de devis, programmation, conception, réalisation et mise en service d'installations et systèmes de production stratégiques pour le Groupe.

Le CTG est structuré en différentes directions : Grands Projets, Technologies et Performances, Recherche et Développement, et Site de Guerville.

Au 31 décembre 2013, les effectifs du CTG s'élèvent à 343 personnes (371 au 31 décembre 2012), dont 251 au siège d'Italcementi à Bergame, 72 sur le site de Guerville et 20 détachées dans des filiales du Groupe.

#### Travaux et prestations réalisés par le Centre Technique Groupe S.p.A. au cours de l'année 2013

Les opérations d'ingénierie relatives à la modernisation de la cimenterie de Devnya Cement en Bulgarie (4 000 tonnes de clinker par jour) sont quasiment achevées.

Les offres de services pour la nouvelle cimenterie (7 000 tonnes de clinker par jour) et la centrale électrique de Gulbarga Cement en Inde ont été étudiées.

Les décisions techniques ont été prises dans le cadre de l'ouverture de la carrière de Barry en Belgique et le projet devrait démarrer en 2015.

La construction d'un broyeur à charbon (65 tonnes par heure) chez Suez Cement en Égypte a démarré en juillet.

En ce qui concerne Shymkent Cement (Kazakhstan), les démarches nécessaires ont été entreprises en vue de l'obtention de l'autorisation des opérations et les travaux pour la nouvelle ligne de production ont débuté en octobre.

Les études préliminaires à l'ouverture de la nouvelle carrière de calcaire à Gargenville (France) ont été réalisées. D'autres projets sont en cours qui concernent la construction d'un centre de broyage (1,2 million de tonnes par an) à Sholapur (état du Maharastra, Inde), un nouveau centre de broyage (0,45 million de tonnes par an) à Jorf Lasfar au Maroc et des études pour un nouveau terminal à Cochin en Inde.

Les études portant sur l'optimisation de la nouvelle cimenterie de Tetouan au Maroc (3 600 tonnes par jour) sont terminées.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	<b>Recherche et innovation</b>	<b>22</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

La construction d'un nouveau terminal sur le lac Ontario au Canada se poursuit ; elle devrait s'achever en avril 2014. Un nouveau terminal cimentier est en construction à Misurata en Libye. Au Sri Lanka, le transfert du terminal existant dans une zone voisine à Colombo est actuellement en cours. L'installation d'un système de récupération de chaleur pour la production d'énergie dans les fours à Pukrang en Thaïlande est terminée.

Dans le domaine des activités d'assistance technique, divers projets sont en cours concernant la boue de charbon à Tourah en Égypte, les plans énergétiques en France et au Maroc, l'utilisation de combustibles de substitution à Gaurain (Belgique) et le développement de « systèmes experts » pour les broyeurs et les fours.

Au cours de l'année 2013, le CTG a impliqué les filiales dans des activités ayant pour but d'accroître l'utilisation des combustibles de substitution dans les cimenteries.

Les activités de recherche et développement du CTG ont concerné les matériaux et les procédés. Huit demandes de brevet ont été déposées au cours de l'exercice.

De nouvelles formulations et des mesures d'amélioration des performances et de réduction des coûts sont actuellement à l'étude pour de nouveaux produits (i.like®, TX Active®, i.tech Cargo, Alipre®, Alicem, i.dro Drain).

Des formules pour divers types de clinker (en particulier sulfo-alumineux) font l'objet de tests.

Des études sur la valorisation biologique du CO<sub>2</sub> ont été menées conjointement avec un important laboratoire français avec pour objectif la réutilisation du CO<sub>2</sub> dans la production de biomasse, grâce aux microalgues.

## Innovation

Au cours de l'année 2013, le Groupe a poursuivi le développement de nouveaux produits, services et applications dans huit domaines thématiques différents : isolation thermique, isolation acoustique, produits conducteurs, nouvelles solutions dans le domaine photocatalytique, produits i.light, mortiers haute résistance, produits destinés à l'architecture et produits à base de ciment sulfo-alumineux. Ces produits seront commercialisés courant 2014.

La collaboration avec la société Sika dans le cadre de la recherche de synergies possibles entre les différentes gammes de produits après le transfert des activités adjuvants a encore été renforcée en 2013. Les synergies opérationnelles concernent de nouvelles initiatives conjointes en Inde, au Maroc, aux États-Unis et, pour finir, en Thaïlande avec la production de pré-mélanges.

Les ventes de produits à base de ciment sulfo-alumineux (gamme de produits i.speed ALI et i.tech ALI) se sont fortement développées, en raison également de l'extension progressive de la gamme au clinker et aux liants.

Au mois de mars, le Groupe a participé à l'Eurocoating 2013 à Nuremberg et effectué la promotion des produits sulfo-alumineux et le lancement du nouveau calcaire micronisé (micro calcaire i.tech) produit chez Devnya Cement en Bulgarie.

## i.nova

Au cours du mois de septembre 2013, le Groupe a lancé le concept i.nova, un nouveau système de promotion de la marque (*branding*) à l'international.

i.nova consiste en une réorganisation complète de la gamme de produits basée sur le concept de performance. Le client est placé au centre d'une stratégie basée non plus sur la simple fourniture de produits, mais sur la possibilité d'offrir des solutions (performances) répondant à ses multiples besoins.

Cette nouvelle approche de marché propose une gamme de produits structurée, homogène et cohérente à l'échelle internationale.

Elle offre en outre une nouvelle identité visuelle assurant une grande visibilité.

---

Tous les produits commercialisés par le Groupe sont donc désormais regroupés de façon simple et intuitive autour de 11 « familles de performance » pour offrir une vision complète et immédiate de la gamme de produits intégrant tous les secteurs d'activité (ciment, béton, chaux et mortier).

Les 11 familles de performance sont associées à une couleur et à un graphisme différent.

- **i.work** : pour travaux traditionnels
- **i.pro** : pour professionnels, grande facilité d'usage
- **i.tech** : pour des applications exigeant de très hautes performances
- **i.clime** : pour une haute performance thermique
- **i.speed** : pour une mise en œuvre rapide
- **i.flow** : auto-plaçants pour une meilleure ergonomie
- **i.sound** : pour une haute performance acoustique
- **i.idro** : pour une meilleure gestion de l'eau
- **i.design** : pour donner plus d'esthétique aux ouvrages
- **i.active** : pour une fonction dépolluante et auto-nettoyante
- **i.light** : pour laisser filtrer la lumière

De plus amples informations sont disponibles dans la partie 6.5 Production responsable - Recherche et innovation.

## 1.6 Technologies de l'information

En 2013, l'accent a été mis sur la réduction des coûts fixes. Cet objectif est atteint grâce à la consolidation progressive des applications et des infrastructures sans aucun impact sur le niveau de service ou la couverture opérationnelle globale.

Les principales réalisations de l'année 2013 en termes de projets d'entreprise peuvent être résumées comme suit :

- Développement du nouveau modèle de processus d'approvisionnement et son déploiement dans une première filiale. L'objectif principal est d'augmenter les capacités analytiques et d'améliorer les résultats dans le domaine des achats.
- Déploiement des outils de gestion de la relation client et des autres outils destinés aux équipes de vente dans la plupart des filiales. Le but est de renforcer l'efficacité des compétences commerciales ainsi que le développement de relations durables avec les clients.
- La mise en place à l'international d'outils de « digital marketing » afin de gérer et faciliter la nouvelle stratégie de marque et de marketing de l'entreprise.

Les enjeux pour 2014 demeureront en faveur de la réduction des coûts fixes au niveau des technologies de l'information ainsi que des autres équipes opérationnelles métiers.

Notons également le programme de « dématérialisation » qui vise à remanier les processus interne et externe comme les processus d'approvisionnement matériaux.

Par ailleurs, l'adoption de la technologie mobile figure toujours en tête des priorités techniques et devrait s'accélérer en 2014.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	<b>Recherche et innovation</b>	<b>22</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Technologies de l'information</b>	<b>24</b>
Informations sur le développement durable	<b>Ressources humaines</b>	<b>25</b>
Informations sur la société et le capital	Facteurs de risques	26
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 1.7 Ressources humaines

### Effectifs par zone géographique au 31 décembre <sup>(1)</sup>

	2013	2012
France	3 486	3 502
Belgique	534	549
Espagne	453	515
Grèce	165	174
Amérique du Nord	1 381	1 413
Égypte	4 502	4 573
Maroc	959	977
Bulgarie	341	358
Koweït	348	349
Thaïlande	876	858
Inde	802	795
Kazakhstan	291	289
Négoce	305	346
Autres <sup>(2)</sup>	69	78
<b>TOTAL</b>	<b>14 512</b>	<b>14 776</b>

(1) Par entité juridique.

(2) Comprend notamment les effectifs du siège.

### Effectifs par métier au 31 décembre

	2013	2012
Ciment et clinker	8 590	8 751
Matériaux de construction	3 742	3 819
Autres *	2 180	2 206
<b>TOTAL</b>	<b>14 512</b>	<b>14 776</b>

\* Y compris les fonctions siège et effectifs affectés à plusieurs métiers.

### Rémunérations variables

Le Groupe a depuis plusieurs années mis en place un programme de rémunérations variables annuelles (MBO – *Management By Objectives*) et pluriannuelles (LTI – *Long-Term Incentives*) pour les principaux cadres dirigeants. Ces rémunérations sont fonction du niveau de réalisation d'objectifs quantifiables, pondérés entre eux, déterminés pour un an (MBO) ou trois ans (LTI 2011-2013) et entrant dans le champ de responsabilité des intéressés.

### Intéressement du personnel

Des accords spécifiques existent pour les sociétés du Groupe en France. Ils sont signés pour trois ans et s'appuient sur des critères de performance (productivité, réalisation d'objectifs...). Les montants bruts distribués au cours de l'exercice 2013 au titre de l'intéressement sont de 3,1 millions d'euros (4,8 millions d'euros en 2012).

## Formation

En 2013, la formation s'est poursuivie essentiellement dans quatre domaines : développement du capital humain, efficacité, développement durable et innovation, conformité et limitation des risques.

- Soutien au projet de marque i.nova, visant à faciliter la compréhension de la nouvelle classification des produits, adapter l'argumentaire de vente, parfaire la connaissance approfondie des produits et simplifier la gestion des changements apportés par la nouvelle approche de marché ;
- Mise en place de la gestion des connaissances sur les processus de production et les technologies du ciment et du béton afin de renforcer le savoir-faire de base du Groupe et de le rendre plus accessible ;
- Création du module e-learning *Lock-out - Tag-out* (Verrouiller - Étiqueter) à l'appui de la norme Groupe sur la sécurisation des machines diffusée en langue locale dans tous les pays ;
- Début de la formation *Giving Sense to Safety* (Donner un sens à la sécurité) qui s'adresse aux personnes concernées au sein des cimenteries et vise à améliorer le comportement des managers dans le domaine de la sécurité.

Des informations détaillées sur la valorisation des personnes, la sécurité, la santé et les initiatives à caractère social sont disponibles dans la partie 6.3 Responsabilité sociale.

## 1.8 Facteurs de risques

Comme toute entreprise, le Groupe est exposé à des risques qui pourraient affecter ses activités, sa situation financière et son patrimoine. La gestion des risques (internes et externes, industriels, politiques, sociaux et financiers) fait partie des processus de décision et de gestion de l'entreprise ; elle représente un élément essentiel du système de gouvernance. La gestion des risques vise à soutenir la pérennité et l'amélioration des performances à travers la préservation des actifs et la réputation de la société, l'aide à la décision et la mobilisation des managers concernés pour réduire les risques et tirer partie des opportunités sous leur responsabilité directe.

La définition du risque est la survenance d'un évènement qui peut menacer la société ou le Groupe dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels à court ou moyen terme, ou stratégiques à long terme.

L'opportunité se définit comme la possibilité d'obtenir des résultats qui dépassent les objectifs fixés.

Le Groupe opère dans un secteur qui l'expose à des risques et incertitudes de nature variée (liés au contexte extérieur, risques opérationnels, financiers, de conformité, etc.).

Le programme de risques et conformité (*Risk & Compliance*) mis en place par le Groupe en 2008 permet d'assurer une approche structurée de la gestion des risques intégrée à la stratégie de développement du Groupe et à soutenir l'amélioration des performances.

Le dispositif de gestion des risques se compose de :

- Un cadre organisationnel comprenant la méthodologie et la définition des rôles et des responsabilités des acteurs ;
- Un processus d'identification, d'analyse et de traitement des risques selon les stratégies clairement définies dans les Principes de gestion des risques (*Risk Management Guidelines*) ;
- Un pilotage en continu, visant à mettre à jour en permanence la cartographie des risques et gérer les plans d'action nécessaires à la réduction de l'exposition aux risques. La quantification des risques et opportunités fait partie des principaux processus de gestion de l'entreprise comme l'exercice budgétaire, les prévisions de résultat ou l'analyse des grands projets d'investissements. La méthode Monte Carlo est utilisée afin d'obtenir l'exposition maximum aux facteurs de risques, ainsi que l'estimation de la probabilité d'atteindre les objectifs fixés.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	<b>Ressources humaines</b>	<b>25</b>
Informations sur la société et le capital	<b>Facteurs de risques</b>	<b>26</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Par l'intermédiaire de son département du développement durable, le Groupe contrôle l'application des programmes de prévention et de sécurité s'adressant aux employés des usines. Ces programmes sont complétés par une politique intégrée de gestion des risques financiers et des assurances.

## Protection des actifs et des personnes

### Assurances

Le Groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances de premier rang des polices d'assurances pour la couverture des risques liés à ses actifs et ses salariés et des risques de responsabilité civile envers les tiers, pour toutes les filiales du Groupe.

Les principaux risques faisant l'objet d'une couverture sont :

- La protection des biens et la couverture des pertes d'exploitation consécutives à toute interruption accidentelle de l'activité ;
- La responsabilité civile, les risques de pollution ou de dommages envers les tiers et les salariés causés par une défectuosité des produits ou du processus industriel ;
- La protection physique des salariés ;
- Ainsi qu'un certain nombre de polices annexes.

Dans le cadre de sa politique de couverture, le Groupe s'efforce d'optimiser ses coûts de gestion du risque entre la prise en compte directe et le transfert au marché. Toutes les polices sont négociées à l'intérieur d'un accord-cadre afin d'assurer une parfaite adéquation entre la probabilité de survenance du risque et les dommages qui en résulteraient pour chacune des filiales du Groupe. Dans ce cadre, qui évolue en fonction des politiques de prévention, de la sinistralité et de l'environnement de marché, le Groupe est couvert pour une limite générale de 150 millions d'euros pour la partie dommages directs et pertes d'exploitation, et de 150 millions d'euros pour la partie responsabilité civile et produits.

### Prévention des risques industriels

Le Groupe poursuit sa politique d'identification, de prévention et de maîtrise des risques inhérents à la protection des actifs dans le but de limiter les dommages aux biens et les pertes d'exploitation qui en découlent.

Le programme de protection du patrimoine (Property Preservation Program) comprend une série d'actions de motivation visant à responsabiliser chacun sur les risques encourus par le Groupe et ainsi contribuer à un meilleur entretien des sites et des équipements. Des objectifs, liés à la réalisation des indicateurs de performance déterminés sur les activités du programme, sont définis pour les responsables. Tous les établissements industriels du Groupe participent activement à ce programme et bénéficient de l'assistance d'auditeurs indépendants. L'objectif est d'établir une classification des risques et de mettre en œuvre une politique adaptée de prévention et de protection permettant la réduction des sinistres. Le programme est devenu un processus stable à l'intérieur du Groupe.

En 2013, le nouveau Programme de Protection de l'Environnement a été associé au programme de Protection du Patrimoine. Il a été appliqué dans certains de nos sites industriels. Il se poursuivra lors des prochains exercices pour devenir partie intégrante d'un processus Groupe consolidé.

Voir également la section 6 - Informations sur le développement durable.

## Risques politiques

Ciments Français dispose de polices d'assurances visant à limiter les conséquences financières d'éventuelles mesures ne permettant plus une exploitation normale de certaines de ses filiales dans les pays émergents.

## Risques de marché, de crédit et de liquidité

Le Groupe limite ses interventions à la gestion des positions découlant de son activité industrielle et commerciale, excluant toute opération spéculative. Cette gestion est assurée de manière centralisée par les équipes de la direction finance du Groupe sur des marchés organisés ou de gré à gré sur la base d'orientations approuvées par le conseil d'administration.

Les principaux risques de marché, de crédit et de liquidité auxquels le Groupe est exposé et les politiques de gestion mises en place pour réduire ces risques sont détaillés en note 19 des Notes explicatives aux comptes consolidés. Les informations chiffrées relatives à l'exposition du Groupe à ces risques ainsi que celles relatives aux instruments financiers utilisés pour réduire ces risques font également l'objet d'une présentation détaillée en note 19.

### Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût de l'endettement net du Groupe et à réduire l'exposition à ce type de risque. Deux natures de risques sont couvertes :

- Le risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé en cas de liquidation ou de remboursement anticipé de ces instruments ;
- Le risque de variation des flux futurs des actifs et passifs financiers à taux variable. Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais affectera l'évolution des frais financiers et en conséquence, les résultats futurs de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques, en privilégiant la couverture des flux futurs sur les court et moyen termes et la couverture du risque de variation sur la valeur de marché sur le long terme, dans le cadre de limites définies.

La couverture du risque de taux est principalement réalisée par la négociation de contrats d'échange de taux d'intérêts (swaps), de FRA (accords de taux futurs) et d'options de taux d'intérêt négociés sur le marché de gré à gré avec des banques de premier rang. Toute exposition en dérivés ne peut excéder l'exposition sous-jacente.

Une analyse de la sensibilité au risque de taux est donnée en note 19.5 des Notes explicatives aux comptes consolidés.

### Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

Les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles, de pièces de rechange et des investissements liés à la construction de nouvelles usines.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Gouvernement d'entreprise	Structure générale du Groupe	11
Commentaires sur l'exercice	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes consolidés	Recherche et innovation	22
Comptes annuels de Ciments Français SA	Technologies de l'information	24
Informations sur le développement durable	Ressources humaines	25
Informations sur la société et le capital	<b>Facteurs de risques</b>	<b>26</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

La politique du Groupe prévoit que les filiales empruntent et placent dans leur devise locale, sauf dans le cas de couverture de flux en devises étrangères. Cependant, le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

Dans le cadre de son activité de financement des filiales, Ciments Français peut en outre s'engager dans des contrats de financement dans une devise qui ne correspond pas à celle du prêt à sa filiale.

La politique du Groupe consiste à couvrir ces expositions lorsque les conditions de marché le permettent. L'exposition nette de chaque entité est déterminée sur la base des flux nets d'exploitation prévisionnels à l'horizon d'un à deux ans et des encours de financement ou placement engagés en devises autres que sa monnaie locale.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme, des swaps de devises ou des couvertures à composantes optionnelles conclues avec des banques de premier rang.

Une analyse de la sensibilité au risque de change est donnée en partie 4.6 note 19.5.

### **Risque sur marchés actions**

Le Groupe est peu exposé au risque sur marchés actions. Les titres disponibles à la vente, à l'exception des titres West China Cement, ne sont pas cotés et les actions propres de Ciments Français sont évaluées au coût d'acquisition en déduction des capitaux propres.

### **Risque sur les matières premières et produits énergétiques**

Les matières premières nécessaires à la production de ciment et de granulats sont extraites de carrières. Le Groupe dispose de réserves suffisantes pour couvrir ses besoins d'approvisionnement à moyen et long terme.

Le Groupe est exposé au risque de volatilité des prix de certains de ses approvisionnements énergétiques, notamment du charbon, du coke de pétrole, du gaz et de l'électricité. Le Groupe s'efforce de limiter ce risque en développant, lorsque cela est possible, l'utilisation de combustibles de substitution et en améliorant l'efficacité thermique de ses usines.

### **Risque de variation des cours des quotas d'émission de CO<sub>2</sub>**

Les sociétés européennes du Groupe sont exposées aux fluctuations du marché des droits d'émission de CO<sub>2</sub> sur le différentiel entre émissions réelles et quotas alloués. La politique du Groupe, conformément aux principes de développement durable, est de réduire les émissions spécifiques de CO<sub>2</sub> par l'optimisation des processus industriels et la promotion de l'utilisation de combustibles non fossiles. Sur la période 2009-2013, le Groupe a couvert une partie de son exposition par des contrats de vente de droits d'émission de CO<sub>2</sub> (fermes ou à composantes optionnelles) et d'achat de crédits de réduction des émissions (CER), avec l'objectif de diversifier et d'optimiser le portefeuille de droits d'émission de CO<sub>2</sub>.

### **Risques de crédit, de contrepartie et de liquidité**

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de défaillance d'un client ou d'une contrepartie.

Les clients qui souhaitent bénéficier de délais de paiement sont soumis à des procédures de vérification préalable. Par ailleurs, la gestion des encours clients fait l'objet d'un suivi régulier conformément aux procédures du Groupe. La concentration du risque de crédit relatif aux créances clients est limitée, dans la mesure où la base de la clientèle du Groupe est large et sans dépendance.

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un « rating » élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences spécialisées, actifs, capitaux propres, nature et échéances des transactions en respectant des règles de diversification des risques par contrepartie, sans concentration. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan. Aucun instrument financier n'est contracté avec des contreparties situées dans une zone géographique à risque politique ou financier (toutes les contreparties sont établies en Europe occidentale ou aux États-Unis d'Amérique).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de placements court terme très liquides à risque négligeable de variation de valeur (dépôts à terme, certificats de dépôt, OPCVM monétaires).

La politique financière centralisée est qu'à tout moment, les lignes de crédit confirmées disponibles doivent être suffisantes pour couvrir les échéances de la dette sur un horizon de deux ans.

Aucun prêt ou ligne de crédit confirmée consenti aux entités du Groupe ne contient de clause d'exigibilité anticipée ou d'annulation liée au non-respect de ratios financiers ou à des changements de notation financière (voir partie 4.6, note 19.3).

Au 31 décembre 2013, Ciments Français respecte l'ensemble de ses engagements contractuels.

### **Risque de rating**

La capacité du Groupe de se positionner de manière compétitive sur le marché du crédit dépend de différents facteurs parmi lesquels figurent les notations de crédit attribuées par les agences de rating reconnues. Les notations de crédit peuvent varier en fonction de l'évolution des résultats, de la situation financière, de la structure du crédit et du profil de liquidité. Une dégradation des notations de crédit peut influencer sur la capacité du Groupe à obtenir des financements, induisant en conséquence des répercussions négatives.

### **Risques juridiques**

La direction juridique suit l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle, si nécessaire avec le concours des conseils du Groupe. Dans le cadre normal des activités du Groupe et de ses filiales, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions (cf. note 21.1 des Notes explicatives aux comptes consolidés) sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible. Les litiges et procédures en cours ne faisant pas l'objet de provision sont décrits en note 21.2.

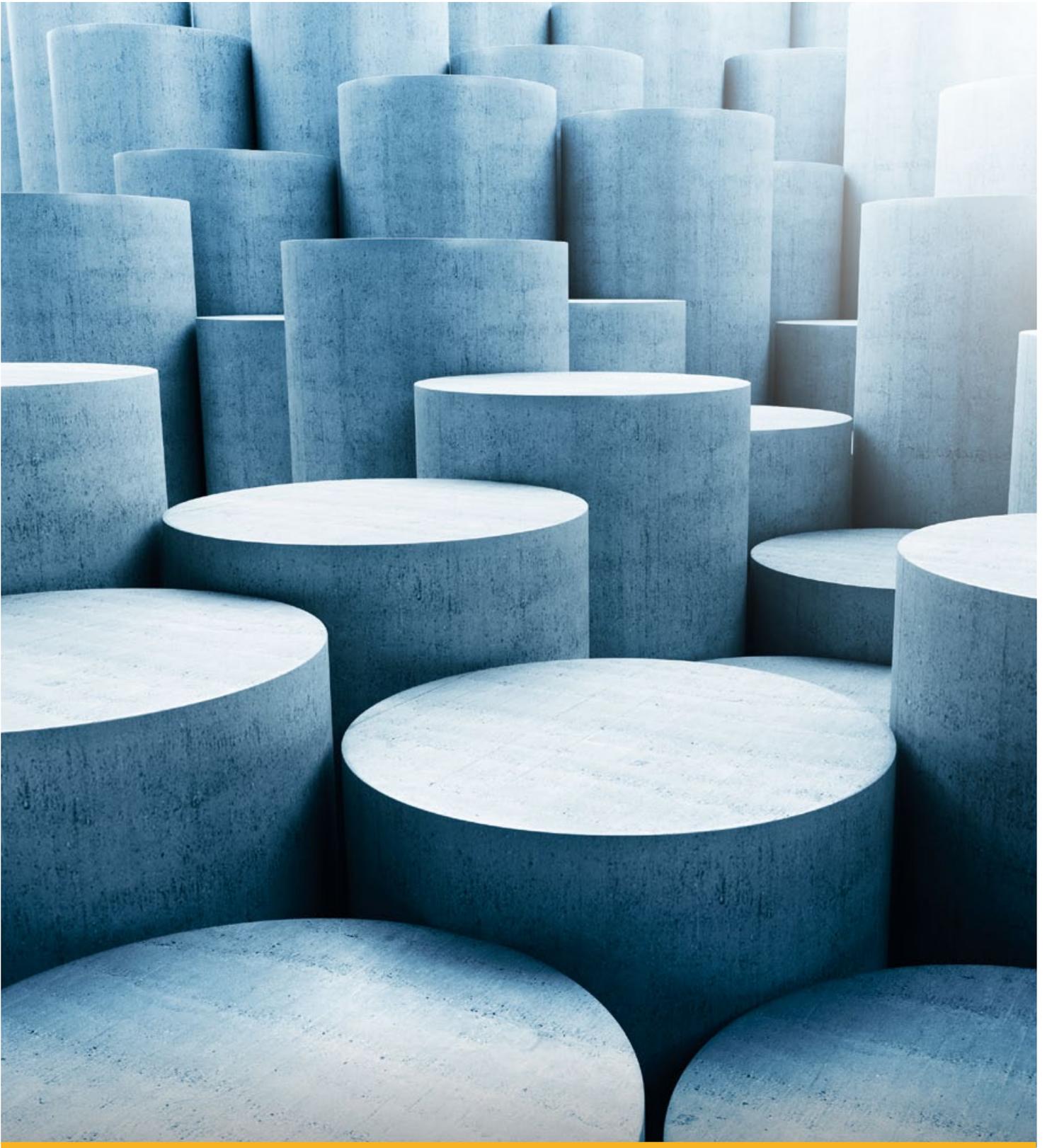
À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire, arbitrale ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou d'avoir eu au cours des 12 derniers mois, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

### **Risques de conformité**

Le Groupe est soumis à des réglementations particulières concernant la qualité des produits qu'il commercialise. Un suivi spécifique est mis en place de façon à garantir le respect des normes et standards locaux de chaque pays.

De même, le programme risque et conformité (*Risk and Compliance*) a permis de développer, dans tous les pays où le Groupe est présent, des actions ciblées de formation et de diffusion de procédures et recommandations qui visent à garantir l'application par les collaborateurs et employés des législations fiscales, sociales, administratives et environnementales auxquelles le Groupe est soumis. Ce programme est actualisé chaque année en fonction de l'évolution réglementaire.





Pour professionnels, grande facilité d'usage

---

## 2

## Gouvernement d'entreprise

2.1	Direction, administration et contrôle . . . . .	34
2.2	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction . . . . .	48
2.3	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital . . . . .	56
2.4	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques . . . . .	57
2.5	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil . . . . .	69

## 2.1 Direction, administration et contrôle

(Composition à l'assemblée générale du 11 avril 2014)

### Conseil d'administration

Président

**Jean-Paul MÉRIC** <sup>(1)</sup>

Vice-président

**Carlo PESENTI**

**Yves René NANOT**

*Président d'honneur* <sup>(1)</sup>

**Giovanni FERRARIO**

*Représentant permanent d'Italcementi Finance SA*

**Giampiero PESENTI**

*Représentant permanent d'Italcementi S.p.A.*

**Martina BARCAROLI**

**Élisabeth LULIN**

**Marc VIÉNOT**

**Dario MASSI**

**Sebastiano MAZZOLENI**

*Représentant permanent d'Italcementi Ingegneria Srl*

Secrétaire du conseil

**Graziano MOLINARI** <sup>(2)</sup>

(1) Nommé par le conseil d'administration du 11 avril 2013.

(2) Non administrateur.

(3) Nommé par l'assemblée générale ordinaire du 11 avril 2013.

### Direction

Directeur général

**Giovanni FERRARIO**

Directeur général délégué

**Fabrizio DONEGÀ** <sup>(1)</sup>

Directeur des ressources humaines

**Silvestro CAPITANIO**

Directeur administration et contrôle

**Carlo BIANCHINI**

Directeur financier

**Giovanni MAGGIORA**

### Commissaires aux comptes

Titulaires

**Ernst & Young Audit**

**KPMG Audit, Département de KPMG SA**

### Suppléants

**Auditex**

**KPMG Audit IS SAS** <sup>(3)</sup>

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>34</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Activités principales et mandats extérieurs exercés par les mandataires sociaux au cours des cinq dernières années

### Jean-Paul MÉRIC

Né le 21 mai 1943, nationalité française

Adresse professionnelle : Ciments Français - Tour Ariane - 5 place de la Pyramide - 92800 Puteaux

#### Fonction chez Ciments Français : président du conseil d'administration

(à compter du 12 avril 2013 ; précédemment : directeur général délégué)

Année d'entrée en fonction : 2010

Assemblée de fin de mandat : 2014

#### Exercice 2013

Président de : Ciments Calcia<sup>G</sup> (France) jusqu'au 11 avril 2013, GSM<sup>G</sup> (France) jusqu'au 13 mai 2013 et Unibéton<sup>G</sup> (France) jusqu'au 13 mai 2013

##### Autres mandats :

Président du conseil d'administration de Financiera y Minera<sup>G</sup> (Espagne) jusqu'au 24 juillet 2013 puis simple administrateur

Président administrateur délégué de Compagnie des Ciments Belges<sup>G</sup> (Belgique) jusqu'au 7 mai 2013

Vice-président de Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)

Directeur général délégué de Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc) jusqu'au 24 juillet 2013

Administrateur de : Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie) depuis le 18 avril 2013, Financiera y Minera<sup>G</sup> (Espagne), Italmed<sup>G</sup> (Chypre) et CTG<sup>G</sup> (Italie)

#### Exercice 2012

Président de : Ciments Calcia<sup>G</sup> (France), GSM<sup>G</sup> (France) et Unibéton<sup>G</sup> (France)

##### Autres mandats :

Président du conseil d'administration de Financiera y Minera<sup>G</sup> (Espagne)

Président administrateur délégué de Compagnie des Ciments Belges<sup>G</sup> (Belgique)

Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)

Administrateur de : Marvex<sup>G</sup> (Bulgarie) jusqu'au 24 avril 2012, Italmed<sup>G</sup> (Chypre), CTG<sup>G</sup> (Italie)

Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD<sup>G</sup> (Bulgarie) jusqu'au 12 avril 2012

#### Exercice 2011

Président de : Ciments Calcia<sup>G</sup> (France), GSM<sup>G</sup> (France) et Unibéton<sup>G</sup> (France)

##### Autres mandats :

Président du conseil d'administration de Financiera y Minera<sup>G</sup> (Espagne)

Président administrateur délégué de Compagnie des Ciments Belges<sup>G</sup> (Belgique)

Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)

Administrateur de : Marvex<sup>G</sup> (Bulgarie), Italmed<sup>G</sup> (Chypre), CTG<sup>G</sup> (Italie)

Président du directoire de C.F.E. N.V.<sup>G</sup> (Pays-Bas)

Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD<sup>G</sup> (Bulgarie)

#### Exercice 2010

Président de : Ciments Calcia<sup>G</sup> (France), GSM<sup>G</sup> (France) et Unibéton<sup>G</sup> (France)

Président-directeur général d'Essroc Corp.<sup>G</sup> (États-Unis)

Directeur général et administrateur d'Essroc Cement Corp.<sup>G</sup> (États-Unis)

Directeur général d'Essroc Canada Inc. (Canada)

##### Autres mandats :

Président du conseil d'administration de Financiera y Minera<sup>G</sup> (Espagne)

Président administrateur délégué de Compagnie des Ciments Belges<sup>G</sup> (Belgique), Cifrinter<sup>G</sup> (Luxembourg)

Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)

Administrateur de : Marvex<sup>G</sup> (Bulgarie), Ciment Québec<sup>G</sup> (Canada), Groupe Ciment Québec<sup>G</sup> (Canada), Italmed<sup>G</sup> (Chypre), CTG<sup>G</sup> (Italie)

Président du directoire de C.F.E. N.V.<sup>G</sup> (Pays-Bas)

Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD<sup>G</sup> (Bulgarie)

<sup>G</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Carlo PESENTI**

Né le 30 mars 1963, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

**Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 1998

Assemblée de fin de mandat : 2015

Vice-président du conseil d'administration depuis 2007

<b>Exercice 2013</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie) et Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse) depuis le 13 septembre 2013
<b>Exercice 2012</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr (Italie)
<b>Exercice 2011</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr (Italie)
<b>Exercice 2010</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr <sup>C</sup> (Italie)
<b>Exercice 2009</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr <sup>C</sup> (Italie)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>34</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Yves René NANOT

Né le 27 mars 1937, nationalité française

Adresse professionnelle : Ciments Français - Tour Ariane - 5 place de la Pyramide - 92800 Puteaux

### Fonction chez Ciments Français : administrateur

Précédemment président du conseil d'administration jusqu'au 11 avril 2013 ; président d'honneur à compter de cette date

Année d'entrée en fonction : 1993

Assemblée de fin de mandat : 2015

#### Exercice 2013

##### Autres mandats :

Administrateur de : Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie) jusqu'au 17 avril 2013, Essroc<sup>G</sup> (USA), Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company<sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2012

##### Autres mandats :

Administrateur de : Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie), Essroc<sup>G</sup> (USA), Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company<sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2011

##### Autres mandats :

Administrateur de : Rhodia<sup>C</sup> (France) jusqu'au 21 octobre 2011, Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie), Essroc<sup>G</sup> (USA), Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company<sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2010

##### Autres mandats :

Administrateur de : Rhodia<sup>C</sup> (France), Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie), Essroc<sup>C/G</sup> (USA), Set Group Holding<sup>C/G</sup> (Turquie), Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company<sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2009

##### Autres mandats :

Administrateur de : Rhodia<sup>C</sup> (France), Provimi<sup>C</sup> (France), Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie), Essroc<sup>G</sup> (USA), Set Group Holding<sup>G</sup> (Turquie), Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company<sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Giovanni FERRARIO**

Né le 3 novembre 1948, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

**Fonction chez Ciments Français : directeur général  
et représentant permanent de la société Italcementi Finance SA, administrateur depuis 2010**

Assemblée de fin de mandat : 2014

**Exercice 2013****Autres mandats :**Directeur général d'Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur de : Zuari Cement<sup>G</sup> (Inde), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande),Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp.<sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Président du conseil d'administration de : Centro Tecnico di Gruppo<sup>G</sup> (Italie) depuis le 4 avril 2013  
et Italgen S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Représentant permanent de la société Ciments Français<sup>C/G</sup> chez Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)**Exercice 2012****Autres mandats :**Directeur général d'Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo<sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement<sup>G</sup> (Inde), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande),Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp.<sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Représentant permanent de la société Sodecim<sup>G</sup> chez Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)**Exercice 2011****Autres mandats :**Directeur général d'Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo<sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement<sup>G</sup> (Inde), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande),Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp.<sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Représentant permanent de la société Sodecim<sup>G</sup> chez Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)**Exercice 2010****Autres mandats :**Directeur général d'Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo<sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement<sup>G</sup> (Inde), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande),Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp.<sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Représentant permanent de la société Sodecim<sup>G</sup> chez Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)**Exercice 2009****Autres mandats :**Directeur général d'Italcementi S.p.A.<sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo<sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement<sup>G</sup> (Inde), Asia Cement<sup>G</sup> (Thaïlande),Suez Cement Company<sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp.<sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A.<sup>G</sup> (Italie)Représentant permanent de la société Sodecim<sup>G</sup> chez Ciments du Maroc<sup>C/G</sup> (Maroc)<sup>C</sup> : société cotée en Bourse<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>34</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

### Fabrizio DONEGÀ

Né le 26 août 1963, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Ciments Français - Tour Ariane - 5 place de la Pyramide - 92800 Puteaux

#### Fonction chez Ciments Français : directeur général délégué depuis le 12 avril 2013

Année d'entrée en fonction : 2013

Assemblée de fin de mandat : 2014

#### Exercice 2013

##### Autres mandats :

Président du conseil d'administration de Compagnie des Ciments Belges<sup>G</sup> (Belgique) depuis le 7 mai 2013

Président de Ciments Calcia<sup>G</sup> (France) depuis le 11 avril 2013

Président et administrateur de Financiera y Minera<sup>G</sup> (Espagne) depuis le 24 juillet 2013

Directeur général délégué de Ciments du Maroc<sup>CG</sup> (Maroc) depuis le 24 juillet 2013

Administrateur de : Suez Cement Company<sup>CG</sup> (Égypte), Tourah Portland Cement Company<sup>G</sup> (Égypte), Helwan Cement Company<sup>G</sup> (Égypte), Italcementi for Cement Manufacturing Libya JS Co<sup>G</sup> (Libye)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Giampiero PESENTI**

Né le 5 mai 1931, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

**Fonction chez Ciments Français :**  
**Représentant permanent depuis 2004 de la société Italcementi S.p.A., administrateur depuis 1992**  
 Assemblée de fin de mandat : 2017

<b>Exercice 2013</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Vice-président de : Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie) et Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse) Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco) et Istituto Europeo di Oncologia (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2012</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Vice-président de : Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie) Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Istituto Europeo di Oncologia (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2011</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Vice-président de : Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie) Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Allianz (Italie), Istituto Europeo di Oncologia (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2010</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Vice-président de : Fincomind AG <sup>G</sup> (Italie), Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie) Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia (Italie), RCS Quotidiani (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2009</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Président de Franco Tosi S.r.l. <sup>G</sup> (Italie) Vice-président de : Fincomind AG <sup>G</sup> , Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Soparfinter SA <sup>G</sup> (Luxembourg), Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>34</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

### **Martina BARCAROLI**

Née le 7 juillet 1973, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Vovan & Associés – 7 rue de Madrid – 75008 Paris

#### **Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 2012

Assemblée de fin de mandat : 2014

**Exercice 2013** Avocate

**Exercice 2012** Avocate

### **Élisabeth LULIN**

Née le 8 mai 1966, nationalité française

Adresse professionnelle : Paradigmes et cætera – 23 rue Lecourbe – 75015 Paris

#### **Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 2013

Assemblée de fin de mandat : 2014

**Exercice 2013** Directeur général de Paradigmes et cætera

#### **Autres mandats :**

Administrateur de Société Générale<sup>c</sup> (France) jusqu'au 22 mai 2013, Safran<sup>c</sup> (France) et Bongrain<sup>c</sup> (France) et présidente du conseil d'administration de l'ENSCI

<sup>c</sup> : société cotée en Bourse

**Marc VIÉNOT**

Né le 1<sup>er</sup> novembre 1928, nationalité française

Adresse professionnelle : Société Générale - 17 cours Valmy - 92972 Paris - La Défense cedex

**Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 1999

Assemblée de fin de mandat : 2014

**Exercice 2013****Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale<sup>c</sup> (France)

Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)

Membre du conseil de surveillance du Groupe Barrière (France)

**Exercice 2012****Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale<sup>c</sup> (France)

Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)

Membre du conseil de surveillance du Groupe Barrière (France)

**Exercice 2011****Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale<sup>c</sup> (France)

Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)

Membre du conseil de surveillance du Groupe Barrière (France)

**Exercice 2010****Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale<sup>c</sup> (France)

Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)

Membre du conseil de surveillance du Groupe Barrière (France)

**Exercice 2009****Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale<sup>c</sup> (France)

Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)

Membre du conseil de surveillance du Groupe Barrière (France)

<sup>c</sup> : société cotée en Bourse

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>34</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

### Dario MASSI

Né le 26 janvier 1942, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

#### Fonction chez Ciments Français : administrateur

Auparavant représentant permanent de la Société Internationale Italcementi France, administrateur depuis 1992

Année d'entrée en fonction : 2010

Assemblée de fin de mandat : 2014

<b>Exercice 2013</b>	<b>Autre mandat :</b> Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2012</b>	<b>Autre mandat :</b> Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2011</b>	<b>Autre mandat :</b> Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2010</b>	<b>Autre mandat :</b> Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie)

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

### Sebastiano MAZZOLENI

Né le 11 mai 1968, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Via S. Sebastiano - 24129 Bergame (Italie)

#### Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent depuis 2004 de la société Italcementi Ingegneria Srl, administrateur depuis 1997

Assemblée de fin de mandat : 2014

<b>Exercice 2013</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2012</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2011</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2010</b>	<b>Autre mandat :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2009</b>	<b>Autre mandat :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

---

## Liens familiaux entre les membres du conseil

Giampiero Pesenti est le père de Carlo Pesenti et l'oncle de Sebastiano Mazzoleni.

## Examen de l'indépendance des administrateurs

Le conseil d'administration du 4 mars 2014 a procédé à un examen de la situation de chacun des administrateurs au regard des critères d'indépendance fixés par le code AFEP/MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées dans sa version de juin 2013.

Jean-Paul Méric, dirigeant mandataire social, n'est pas un administrateur indépendant.

Yves René Nanot, président de Ciments Français jusqu'en avril 2013, n'est pas un administrateur indépendant.

Eu égard aux fonctions qu'ils ont exercées ou exercent encore chez Italcementi S.p.A. et à la composition du capital de cette société, Carlo Pesenti, Dario Massi, les sociétés Italcementi S.p.A. (représentée par Giampiero Pesenti), la société Italcementi Finance SA (représentée par Giovanni Ferrario) et la société Italcementi Ingegneria Srl (représentée par Sebastiano Mazzoleni) ainsi que leurs représentants ne sont pas des administrateurs indépendants.

Marc Viénot, qui a été président de la Société Générale, banque avec laquelle la société entretient des relations d'affaires, n'exerce plus ce mandat depuis 1997 ; par ailleurs, bien qu'administrateur de Ciments Français depuis plus de douze ans, il a conservé toute l'indépendance d'esprit et l'objectivité nécessaires pour être considéré comme un administrateur indépendant.

Martina Barcaroli et Elisabeth Lulin sont des administrateurs indépendants.

En définitive, trois des administrateurs sur les dix composant le conseil d'administration de Ciments Français sont indépendants.

## Fonctionnement du conseil d'administration et des comités

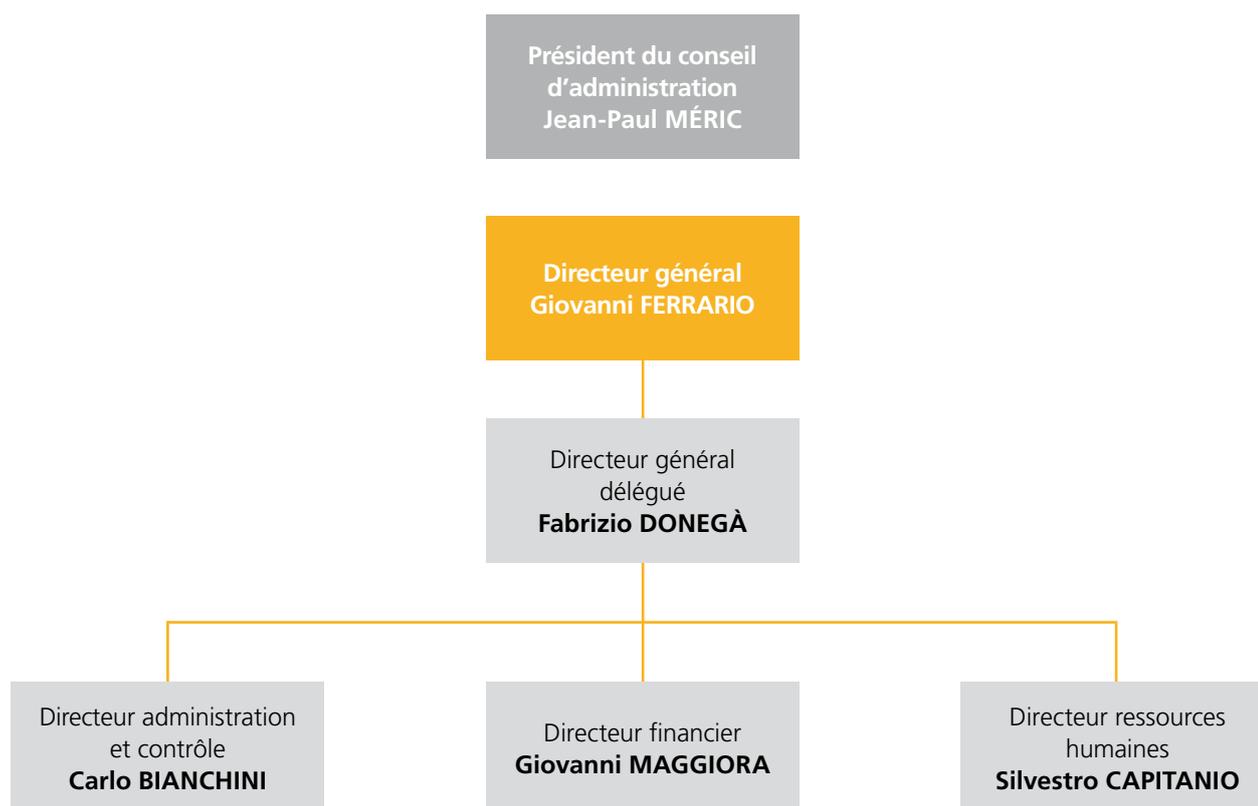
(Article L.225-37 du code de commerce)

Une information détaillée sur les conditions de préparation et d'organisation du conseil d'administration est donnée dans le rapport établi par le président du conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne.

Ce rapport, présenté en section 2.4, décrit notamment le fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés, les principales caractéristiques de son règlement intérieur, ainsi que les règles de comportement applicables à chacun de ses membres.

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>34</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Membres de la direction au 31 décembre 2013



**Jean-Paul MÉRIC** (né le 21 mai 1943 - 70 ans)

### Président du conseil d'administration

Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École Supérieure d'Électricité, Jean-Paul Méric a commencé sa carrière chez EDF, avant de rejoindre l'industrie cimentière, tout d'abord au CERILH (Centre d'Études et de Recherches de l'Industrie des Liants Hydrauliques) puis chez Ciments Français depuis 1985. Il est successivement nommé directeur de la recherche et du développement et directeur de la division Ciment France.

Directeur général délégué adjoint de Ciments Français de 1991 à 2010, il est d'abord responsable des activités France/Belgique du Groupe jusqu'en 1993, puis responsable des activités à l'international, notamment aux États-Unis, au Canada, au Maroc, en Turquie, en Grèce, en Bulgarie et au Kazakhstan, ainsi que de l'activité négoce. À partir de juillet 2006, Jean-Paul Méric a sous sa responsabilité l'ensemble des activités du Groupe en France, Belgique, Espagne, Maroc, États-Unis et Canada.

Jean-Paul Méric a été directeur général délégué de Ciments Français SA du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 11 avril 2013, date à laquelle il a été nommé président du conseil d'administration de Ciments Français.

---

**Giovanni FERRARIO** (né le 3 novembre 1948 - 65 ans)

**Directeur général**

Diplômé en économie et commerce de l'université Bocconi de Milan, Giovanni Ferrario a été nommé directeur général délégué (COO) d'Italcementi S.p.A. et Ciments Français SA en juin 2008.

Il a débuté sa carrière dans le Groupe Pirelli, où entré en 1973, il a assumé des responsabilités internationales, en Europe, aux États-Unis et au Brésil. De 1998 à 2001, il devient administrateur délégué de Pirelli Pneumatici, responsable des opérations nationales et internationales du secteur pneumatique, hissant Pirelli au rang des cinq premiers producteurs mondiaux. En 2001, il est nommé administrateur délégué et directeur général de Pirelli & C.

En février 2005, Giovanni Ferrario devient président et administrateur délégué d'Olivetti Tecnost jusqu'à sa nomination au sein d'Italcementi Group.

Il a, en outre, assumé les fonctions de conseiller senior chez Morgan Stanley pour le secteur industriel et le rôle de conseil pour de nombreux fonds d'investissement privés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, Giovanni Ferrario est directeur général de Ciments Français SA.

**Fabrizio DONEGÀ** (né le 26 août 1963 - 50 ans)

**Directeur général délégué**

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en mécanique de l'université de Gênes, en finance de l'entreprise de l'université Bocconi à Milan et en management de la Harvard Business School (États-Unis), Fabrizio Donegà a débuté sa carrière chez Italcementi en 1990, d'abord en tant que directeur assistance technique puis comme directeur d'usine.

De 1995 à 1998, il a occupé le poste de directeur Diagnostic et Performance au sein du siège social d'Italcementi. En 1999, il a été nommé directeur responsable de la Grèce et de la Bulgarie, auxquels s'ajoutèrent ensuite Chypre, le Kazakhstan et l'Égypte jusqu'en 2003. De 2004 à 2007, il a été directeur général adjoint d'Italcementi S.p.A. responsable des opérations industrielles d'Italcementi Group en Italie. D'octobre 2007 à avril 2013, il a été directeur général délégué adjoint de Ciments Français, responsable des activités en Bulgarie, Grèce, Chypre, Kazakhstan, Égypte et Koweït. Depuis le 12 avril 2013, il est directeur général délégué responsable des activités en France, Belgique, Espagne et Maroc.

**Carlo BIANCHINI** (né le 20 décembre 1955 - 58 ans)

**Directeur administration et contrôle**

Carlo Bianchini est diplômé en économie d'entreprise et en analyse stratégique de l'université Bocconi à Milan, où il a été assistant professeur de 1979 à 1990.

Il a commencé sa carrière chez Pirelli en 1980 où il a occupé différents postes au sein des départements stratégie, trésorerie internationale et finance en Italie et à l'étranger. En 1998, il rejoint Italtel S.p.A. comme directeur finance, puis Siemens ICN S.p.A. en tant que directeur administration et finance.

Il est entré chez Italcementi S.p.A. en 2000, comme responsable finance, administration et contrôle de la zone Italie ; en 2008, il est nommé directeur administration et contrôle d'Italcementi et rejoint Ciments Français SA en tant que directeur administration et contrôle.

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>34</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

**Giovanni MAGGIORA** (né le 18 novembre 1960 - 53 ans)

#### **Directeur financier**

Diplômé en sciences économiques de l'université de Turin et titulaire d'un MBA de l'université Bocconi à Milan, Giovanni Maggiora intègre le Groupe Fiat en 1987, où il occupe diverses fonctions dans les départements trésorerie, relations investisseurs et fusions et acquisitions en Italie et en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

En 2007, il rejoint Italcementi, où il s'occupe de développement international et plus particulièrement des projets du Groupe dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient.

En juillet 2008, il est nommé directeur financier d'Italcementi S.p.A. et de Ciments Français SA.

En 2010, il est nommé président-directeur général de la société Italcementi Finance SA, créée par Italcementi S.p.A. pour centraliser les refinancements d'Italcementi Group sur les marchés obligataires et bancaires internationaux.

**Silvestro CAPITANIO** (né le 20 juillet 1944 - 69 ans)

#### **Directeur des ressources humaines**

Titulaire d'une maîtrise en philosophie, diplômé de sciences sociales, Silvestro Capitanio a commencé son activité professionnelle au sein de la société Italmipianti du Groupe Finsider en s'occupant de l'organisation et de la gestion des ressources humaines.

Entré chez Italcementi en 1971, il gère les relations industrielles avant de devenir le responsable de la gestion des ressources humaines en Italie. En juillet 1994, il devient directeur central du personnel et du développement organisationnel d'Italcementi S.p.A. Il est ensuite nommé responsable de la direction fonctionnelle des ressources humaines du Groupe en décembre 1995, puis, en 2001, il rejoint Ciments Français SA en tant que directeur des ressources humaines.

## 2.2 Rémunération et avantages des membres des organes d'administration et de direction

Le Groupe applique les recommandations AFEP/MEDEF sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées.

### Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social (Tableau 1)

(en euros)	2013	2012
<b>Jean-Paul Méric - Président du conseil d'administration <sup>(1)</sup> à compter du 12 avril 2013</b> (précédemment directeur général délégué)		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)		
en qualité de directeur général délégué (jusqu'au 11 avril 2013)	959 034	788 139
en qualité de président du conseil d'administration (à compter du 12 avril 2013)	178 656	–
Jetons de présence	73 552	–
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	–	–
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	–	–
<b>Giovanni Ferrario - Directeur général</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	2 161 500	1 464 000
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	–	–
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	–	–
<b>Fabrizio Donegà <sup>(1)</sup> - Directeur général délégué (à compter du 12 avril 2013)</b>		
Rémunérations dues à compter du 12 avril 2013 (détaillées au tableau 2)	431 737	–
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	–	–
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	–	–
<b>Yves René Nanot <sup>(2)</sup> - Président du conseil d'administration jusqu'au 11 avril 2013</b>		
Rémunérations dues jusqu'au 11 avril 2013 (détaillées au tableau 2)	203 192	378 683
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	–	–
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>4 007 671</b>	<b>2 630 822</b>

(1) Nommé par le conseil d'administration du 11 avril 2013.

(2) Atteint par la limite d'âge statutaire à l'assemblée générale annuelle du 11 avril 2013.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	<b>Rémunérations des organes d'administration et de direction</b>	<b>48</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (Tableau 2)

Les rémunérations du directeur général et du directeur général délégué se composent des éléments suivants :

- une rémunération fixe annuelle ;
- une rémunération variable annuelle, octroyée sous conditions de performance économique et d'atteinte d'objectifs personnels. Elle est versée l'année suivante, lorsque tous les éléments de son calcul sont connus ;
- une rémunération variable pluriannuelle calculée sur la période 2011-2013, à verser en 2014, également octroyée sous condition de performance économique et d'atteinte d'objectifs personnels, et faisant référence à la valeur de l'action Italcementi S.p.A.

(en euros)	2013		2012	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Jean-Paul Méric</b>				
Rémunération fixe				
en qualité de directeur général délégué (jusqu'au 11 avril 2013)	175 000	175 000	458 000	458 000
en qualité de président du conseil d'administration (à compter du 12 avril 2013)	107 499	107 499	–	–
Total rémunération fixe	282 499	282 499	458 000	458 000
Rémunération variable				
en qualité de directeur général délégué (jusqu'au 11 avril 2013)	202 050 <sup>(1)</sup>	380 175	178 125 <sup>(2)</sup>	220 375
en qualité de président du conseil d'administration (à compter du 12 avril 2013)	–	–	–	–
Total rémunération variable	202 050	380 175	178 125	220 375
Rémunération exceptionnelle	553 981 <sup>(3)</sup>	553 981	–	–
Jetons de présence (Ciments Français)	32 856	20 864 <sup>(4)</sup>	–	–
Jetons de présence (filiales)	40 696	40 696	52 382	52 382
Avantages en nature <sup>(7)</sup> (voiture avec chauffeur) en qualité de directeur général délégué (jusqu'au 11 avril 2013)	28 003	28 003	99 632	99 632
Avantages en nature <sup>(7)</sup> (voiture avec chauffeur) en qualité de président du conseil d'administration (à compter du 12 avril 2013)	71 157	71 157	–	–
<b>Sous-total</b>	<b>1 211 242</b>	<b>1 377 375</b>	<b>788 139</b>	<b>830 389</b>
<b>Giovanni Ferrario</b>				
Rémunération fixe	750 000	750 000	750 000	750 000
Rémunération variable <sup>(2)</sup>	1 411 500 <sup>(5)</sup>	714 000	714 000	552 000
Jetons de présence (Ciments Français)	–	–	–	–
Jetons de présence (filiales)	–	–	–	–
Avantages en nature	–	–	–	–
<b>Sous-total</b>	<b>2 161 500</b>	<b>1 464 000</b>	<b>1 464 000</b>	<b>1 302 000</b>

(en euros)	2013		2012	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Fabrizio Donegà</b>				
Rémunération fixe (à compter du 12 avril 2013)	275 197	275 197	–	–
Rémunération variable <sup>(2)</sup> (à compter du 12 avril 2013)	115 000 <sup>(6)</sup>	–	–	–
Jetons de présence (filiales)	–	–	–	–
Avantages en nature <sup>(7)</sup> (voiture + appartement)	41 540	41 540	–	–
<b>Sous-total</b>	<b>431 737</b>	<b>316 737</b>	–	–
<b>Yves René Nanot</b>				
Rémunération fixe (jusqu'au 11 avril 2013)	42 691	42 691	150 000	150 000
Rémunération variable (jusqu'au 11 avril 2013)	–	–	–	–
Rémunération exceptionnelle	–	–	–	–
Jetons de présence (Ciments Français)	43 000	27 305 <sup>(4)</sup>	38 540	38 540
Jetons de présence (filiales)	93 842	93 842	105 813	105 813
Avantages en nature <sup>(7)</sup> (voiture avec chauffeur)	23 659	23 659	84 330	84 330
<b>Sous-total</b>	<b>203 192</b>	<b>187 497</b>	<b>378 683</b>	<b>378 683</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 007 671</b>	<b>3 345 609</b>	<b>2 630 822</b>	<b>2 511 072</b>

(1) En 2011, le conseil d'administration avait, sur proposition du comité des rémunérations, fixé les objectifs et critères du programme de rémunération variable pluriannuel 2011-2013 (*Long-Term Incentive Program – LTI*). Après évaluation de la réalisation des critères retenus – amélioration du résultat brut d'exploitation, évolution de la présence au Maroc, évolution des coûts fixes France/Belgique – le conseil, sur proposition du comité des rémunérations, a fixé à 202 050 euros la rémunération au titre du LTI.

(2) La rémunération variable due au titre de l'année N est versée en N + 1.

(3) M. Méric ayant fait valoir ses droits à la retraite, lui ont été versées une indemnité de départ à la retraite de 362 148 euros et des indemnités compensatrices de congés payés et d'expatriation pour 91 833 euros ; en outre, sur proposition du comité des rémunérations, le conseil d'administration lui a accordé une gratification exceptionnelle de 100 000 euros.

(4) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les personnes physiques résidentes fiscales françaises sont soumises à un prélèvement obligatoire non libératoire de 21 % (art.117 quater du CGI) et un prélèvement social de 15,5 % (art. L.136-7 du code de la sécurité sociale).

(5) En 2011, le conseil d'administration avait, sur proposition du comité des rémunérations, fixé les objectifs et critères du programme de rémunération variable pluriannuel 2011-2013 (*Long-Term Incentive Program – LTI*). Après évaluation de la réalisation des critères retenus – amélioration du résultat brut d'exploitation, plan d'amélioration des risques, plan d'amélioration de la satisfaction client – le conseil, sur proposition du comité des rémunérations, a fixé à 900 000 euros la rémunération au titre du LTI pour la période écoulée qui sera versée en 2014.

Sur proposition du comité des rémunérations, le conseil d'administration a fixé la part variable annuelle pour 2013 – établie en fonction d'objectifs liés au résultat consolidé (hors dépréciations d'actifs), au besoin moyen en fonds de roulement opérationnel, à la réalisation du plan d'efficacité France/Belgique et à l'achèvement du Safety Road Plan à 511 500 euros versés en 2014.

(6) Sur proposition du comité des rémunérations, le conseil d'administration a fixé la part variable annuelle pour 2013 – établie en fonction d'objectifs liés au résultat de Ciments Français, au résultat brut d'exploitation de la zone dont il a directement la supervision, à l'évolution de l'efficacité France/Belgique, à l'achèvement du plan sécurité sur la zone – à 115 000 euros auxquels s'ajoutent 30 000 euros au titre de ses anciennes fonctions, et qui seront versés en 2014.

(7) Montant comptable.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	<b>Rémunérations des organes d'administration et de direction</b>	<b>48</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

### Tableau sur les jetons de présence perçus par les mandataires sociaux non dirigeants (Tableau 3)

Les jetons de présence versés par Ciments Français SA comprennent une partie fixe et une partie variable tenant compte de la présence effective des administrateurs aux séances du conseil d'administration et des comités du conseil. La rémunération du président d'un comité est supérieure à celle d'un simple membre.

Le montant individuel brut versé à ses mandataires sociaux non dirigeants par Ciments Français SA ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 est indiqué ci-dessous. Le Groupe Ciments Français ne verse pas d'autre rémunération à ces personnes.

Jetons de présence (en euros)	2013		2012	
	Ciments Français	Filiales	Ciments Français	Filiales
<b>Administrateurs</b>				
Carlo Pesenti <sup>(1)</sup>	40 000	–	35 540	–
Giampiero Pesenti	51 000	–	47 960	–
Yves René Nanot <sup>(2)</sup>	43 000	93 842	38 540	105 813
Martina Barcaroli <sup>(3)</sup>	59 000	–	38 210	–
Élisabeth Lulin <sup>(4)</sup>	41 925	–	–	–
Sebastiano Mazzoleni	43 000	–	38 540	–
Dario Massi	52 000	–	47 540	–
Marc Viénot	66 000	–	53 960	–
<b>Anciens administrateurs</b>				
Italo Lucchini <sup>(5)</sup>	10 144	–	37 040	–
Victoire de Margerie <sup>(6)</sup>	–	–	34 040	–
Antoine Bernheim <sup>(7)</sup>	–	–	5 830	–
Comte de Ribes <sup>(7)</sup>	–	–	14 830	–
Pierfranco Barabani <sup>(8)</sup>	–	–	6 340	–
<b>TOTAL</b>	<b>406 069</b>	<b>93 842</b>	<b>398 370</b>	<b>105 813</b>

(1) Jetons reversés à la société Italmobiliare S.p.A.

(2) Président du conseil d'administration jusqu'au 11 avril 2013 puis simple administrateur à compter de cette date.

(3) Administrateur coopté lors du conseil du 29 février 2012.

(4) Administrateur coopté lors du conseil du 1<sup>er</sup> mars 2013.

(5) Administrateur démissionnaire le 1<sup>er</sup> mars 2013.

(6) Administrateur démissionnaire au 31 décembre 2012.

(7) Atteint par la limite d'âge statutaire à l'assemblée générale annuelle du 13 avril 2012.

(8) Représentant permanent de la Société Internationale Italcementi (Luxembourg), administrateur démissionnaire le 29 février 2012.

## Rémunération des mandataires sociaux de Ciments Français chez Italcementi S.p.A.

Ces rémunérations sont versées exclusivement au titre de mandats ou de contrats de travail chez Italcementi S.p.A. et ses sociétés contrôlées à l'exclusion de Ciments Français, et ne font pas l'objet de refacturation à Ciments Français. Les montants ci-après correspondent aux salaires bruts, avantages en nature et primes et bonus comptabilisés suivant le critère de la « competenza » (règle de la CONSOB Italienne). Ils ne comprennent pas les jetons de présence versés par Ciments Français et ses sociétés contrôlées.

Mandataire social	Mandat chez Ciments Français	Rémunération Italcementi S.p.A. due au titre de l'exercice	
		2013	2012
<i>(en euros)</i>			
Giovanni Ferrario	Directeur général de Ciments Français et représentant permanent d' <b>Italcementi Finance SA</b>	1 125 046	546 675
Giampiero Pesenti	Représentant permanent d' <b>Italcementi S.p.A.</b>	5 584 978	4 701 403
Dario Massi	Administrateur	40 000	85 835
Sebastiano Mazzoleni	Représentant permanent d' <b>Italcementi Ingegneria Srl</b>	41 458	45 000
Pierfranco Barabani	Représentant permanent de <b>Société Internationale Italcementi</b> (Luxembourg), administrateur démissionnaire le 29 février 2012	285 656	326 635
Italo Lucchini	Administrateur démissionnaire le 1 <sup>er</sup> mars 2013	45 833	66 200
<b>TOTAL</b>		<b>7 122 971</b>	<b>5 771 748</b>

Carlo Pesenti, administrateur de Ciments Français, ne reçoit pas de rémunération d'Italcementi S.p.A., il est rémunéré par Italmobiliare S.p.A. et une partie du coût à la charge de cette dernière est refacturée à Italcementi S.p.A.

La refacturation de la part fixe de cette rémunération s'élève à 1 662 milliers d'euros pour 2013 et 1 667 milliers d'euros pour 2012.

La refacturation de la part variable s'élève à 1 085 milliers d'euros pour 2013 et 784 milliers d'euros pour 2012.

Dans sa séance du 6 mars 2014, le conseil d'administration d'Italcementi S.p.A. décidera de la part variable de la rémunération de Carlo Pesenti au titre de 2013.

## Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du Groupe (Tableau 4)

Au cours de l'exercice 2013, il n'a pas été attribué d'option de souscription ou d'achat d'actions de la société Ciments Français SA ou de ses filiales.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	<b>Rémunérations des organes d'administration et de direction</b>	<b>48</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social (Tableau 5)

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été levée par aucun des dirigeants mandataires sociaux au cours de l'année 2013.

## Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du Groupe (Tableau 6)

Aucune action de performance de la société Ciments Français SA ou de ses filiales n'a été attribuée durant l'exercice 2013.

## Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social (Tableau 7)

Jusqu'à présent, aucune action de performance n'a été attribuée aux dirigeants mandataires sociaux de Ciments Français. Aucune action de performance n'est donc devenue disponible.

## Historique des attributions d'options de souscription d'actions et information sur les options de souscription (Tableau 8)

Le Groupe Ciments Français a ouvert de 1987 à 2008 des plans d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions Ciments Français au bénéfice des membres du personnel de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital sont détenus directement ou indirectement par la société, ainsi qu'au bénéfice des mandataires sociaux. Les plans en cours au 31 décembre 2013 sont exclusivement des plans de souscription d'actions ; les options sont exerçables trois ans après la date d'attribution pendant un délai de 7 ans. Les options attribuées sont annulées en cas de démission ou de licenciement ou lorsque le délai d'exercice est expiré.

Depuis 2008, Ciments Français n'attribue plus d'options sur actions.

Au sein du Groupe Ciments Français, il n'existe pas d'autre plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

	Plan du 12 février 2006	Plan du 14 avril 2008	Plan du 23 mars 2009	Plan du 23 mars 2010	Plan du 14 avril 2011	TOTAL
<b>Date d'assemblée</b>	12 avril 2001	12 avril 2001	12 avril 2001	11 avril 2006	11 avril 2006	
<b>Date du conseil d'administration</b>	12 février 2003	1 <sup>er</sup> mars 2005	1 <sup>er</sup> mars 2006	5 mars 2007	14 avril 2008	
<b>Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées</b>	171 400	169 400	155 000	166 400	152 900	<b>815 100</b>
dont par les mandataires sociaux de Ciments Français	55 500	55 000	60 000	60 000	60 000	<b>290 500</b>
Jean-Paul Méric	14 500	15 000	15 000	15 000	15 000	<b>74 500</b>
Giovanni Ferrario	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Fabrizio Donegà	5 000	0	0	0	0	<b>5 000</b>
Yves René Nanot	36 000	40 000	45 000	45 000	45 000	<b>211 000</b>
<b>Point de départ de l'exercice des options</b>	12 février 2006	14 avril 2008	23 mars 2009	23 mars 2010	14 avril 2011	
<b>Date d'expiration</b>	12 février 2013	13 avril 2015	22 mars 2016	22 mars 2017	13 avril 2018	
<b>Prix de souscription (en euros)</b>	45,59	70,88	117,29	140,28	108,55	
<b>Nombre d'actions acquises au 31 décembre 2013</b>	132 575	1 000	0	0	0	<b>133 575</b>
<b>Nombre cumulé d'options de souscription annulées ou caduques</b>	38 825	18 000	11 500	15 400	12 100	<b>95 825</b>
<b>Options de souscription d'actions restantes au 31 décembre 2013</b>	0	150 400	143 500	151 000	140 800	<b>585 700</b>

### Options consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux et options levées par ces derniers

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été consentie par Ciments Français ou ses filiales au cours de l'exercice.

800 options ont été levées pendant l'exercice par les dix premiers salariés non mandataires sociaux :

Date assemblée générale / Conseil d'administration Ciments Français	Catégorie *	Nombre d'options levées	Prix de souscription
<b>Autorisation du 12 avril 2001</b>			
14 février 2002	A	800	45,59

\* A = achat.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	<b>Rémunérations des organes d'administration et de direction</b>	<b>48</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	57
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Historique des attributions d'actions de performance (Tableau 9)

Jusqu'à présent, aucune action de performance n'a été attribuée aux dirigeants mandataires sociaux de Ciments Français.

## Contrat de travail, retraite spécifique, indemnité de départ et clause de non-concurrence en faveur des dirigeants mandataires sociaux (Tableau 10)

Dirigeant mandataire social		Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
Début mandat	Fin mandat	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
<b>Jean-Paul Méric</b>									
Président du conseil d'administration à compter du 12 avril 2013									
11 avril 2013	2014		X		X		X		X
<b>Giovanni Ferrario</b>									
Directeur général									
4 novembre 2009	2014		X		X		X		X
<b>Fabrizio Donegà</b>									
Directeur général délégué à compter du 12 avril 2013									
11 avril 2013	2014	X*			X		X		X
<b>Yves René Nanot</b>									
Président du conseil d'administration jusqu'au 11 avril 2013									
12 juillet 1993	11 avril 2013		X		X		X		X

\* Contrat suspendu depuis le 12 avril 2013.

## 2.3 Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital

### Nombre d'actions détenues par les mandataires sociaux au 31 décembre 2013

Mandataire social	Mandat	Nombre d'actions Ciments Français détenues	
		Personnes physiques	Personnes morales
Jean-Paul Méric	Président du conseil d'administration	9 400	
Carlo Pesenti	Vice-président du conseil d'administration et administrateur	50	
Giovanni Ferrario	Directeur général - Représentant permanent d' <b>Italcementi Finance SA</b>		50
Fabrizio Donegà	Directeur général délégué	–	–
Giampiero Pesenti	Représentant permanent d' <b>Italcementi S.p.A.</b>		29 768 225
Yves René Nanot	Administrateur	84 550	
Martina Barcaroli	Administrateur	50	
Élisabeth Lulin	Administrateur	50	
Sebastiano Mazzoleni	Représentant permanent d' <b>Italcementi Ingegneria Srl</b>		50
Dario Massi	Administrateur	50	
Marc Viénot	Administrateur	50	
<b>TOTAL</b>		<b>94 200</b>	<b>29 768 325</b>

### Transactions des mandataires sociaux sur les titres de la société en 2013

(Article 223-26 du règlement général de l'AMF)

	Nombre d'actions		Autres instruments financiers		Prix moyen (en euros)
	Achat	Vente	Achat ou souscription	Vente	
Yves René Nanot	–	5 000	–	–	41,185
Élisabeth Lulin	50	–	–	–	44,50

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	<b>Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital</b>	<b>56</b>
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	<b>Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>57</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## 2.4 Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

(Article L.225-37 du code de commerce)

Le présent rapport a été approuvé par le conseil d'administration du 4 mars 2014.

### Direction générale

Le conseil d'administration a décidé lors de sa réunion du 4 novembre 2009 de dissocier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général. Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration a nommé un directeur général délégué qui dispose des mêmes pouvoirs que le directeur général.

### Fonctionnement du conseil d'administration

#### Composition à l'assemblée du 11 avril 2014

Le conseil d'administration est composé de dix membres – deux femmes et huit hommes – dont trois sont indépendants au regard des critères retenus par la société. Un administrateur est considéré comme indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec Ciments Français, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement (code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF de juin 2013, qui est le code de référence de la société). L'analyse de l'indépendance des administrateurs est développée dans la section 2.1.

#### Fonctionnement

Le mandat des administrateurs est statutairement d'une durée de six ans, renouvelable. Depuis 2006, les renouvellements ou nominations d'administrateurs sont effectués pour une durée de quatre ans ; il sera proposé à la prochaine assemblée d'actionnaires de réduire en conséquence la durée statutaire.

Chaque administrateur doit détenir un minimum de 50 actions.

Un règlement intérieur régissant le fonctionnement du conseil d'administration a été adopté le 3 avril 2003. Les adaptations nécessaires pour répondre aux évolutions du droit et aux recommandations de place sont régulièrement étudiées et adoptées par le conseil.

Le règlement intérieur est consultable sur le site internet de la société à [www.cimfra.com](http://www.cimfra.com).

Le conseil dispose des pouvoirs définis par les textes en vigueur. Le conseil examine et délibère préalablement sur les opérations significatives, et notamment :

- les orientations stratégiques du Groupe ;
- les accords stratégiques d'alliance et de coopération industrielle ;
- les investissements importants.

Le conseil d'administration est informé, au moins deux fois par an, de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements de la société.

---

Le règlement intérieur prévoit que le conseil procède à une évaluation de son fonctionnement au moins tous les trois ans : une nouvelle évaluation interne est effectuée au début de chaque année, sur la base d'un questionnaire concernant la composition, l'organisation, le fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés. À l'unanimité, les administrateurs estiment que l'organisation et le fonctionnement du conseil d'administration sont en conformité avec la réglementation, l'éthique et les principes du gouvernement d'entreprise.

Le président est chargé de convoquer le conseil et d'en diriger les débats. En cas d'empêchement du président, le vice-président ou, à défaut, un administrateur désigné par les autres membres présents du conseil remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives.

Le directeur général dispose conformément à la loi des pouvoirs les plus étendus sans limitation particulière. Il en est de même du directeur général délégué.

Les convocations sont faites par correspondance, internet ou télécopie. Elles sont transmises par le secrétaire du conseil. Le président fixe l'ordre du jour des réunions du conseil.

Il appartient au président, assisté du secrétaire du conseil, de transmettre les informations appropriées aux autres membres du conseil. Chaque administrateur reçoit ainsi les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les administrateurs reçoivent également toutes les informations utiles relatives aux événements significatifs pour la société.

Le conseil se réunit au moins quatre fois par an. Au cours de l'année 2013, il s'est réuni six fois et le taux de présence a été de 95 %.

Les commissaires aux comptes assistent à chaque séance du conseil d'administration.

## Comités

Le règlement intérieur du conseil prévoit que certaines délibérations du conseil soient précédées par des réunions de comités spécialisés, composés d'administrateurs nommés par le conseil ; ces comités étudient et préparent ces délibérations. Ils émettent, dans leur domaine de compétence, des propositions, recommandations et/ou avis.

Les membres du comité sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter.

La durée du mandat des membres du comité coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur. Le mandat de membre du comité peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que celui d'administrateur.

Le conseil désigne au sein de chaque comité un président pour une durée identique à celle de ses fonctions et, le cas échéant, un secrétaire.

Le secrétaire est chargé d'établir le procès-verbal de chaque réunion qui sera retranscrit dans un registre ad hoc.

Un compte rendu des travaux de chaque comité est donné par le président du comité ou par un membre du comité à la plus proche séance du conseil d'administration.

Chaque comité peut décider d'inviter à ses réunions, en tant que de besoin, toute personne de son choix. Le comité peut également demander l'appui de spécialistes extérieurs.

Le conseil peut, outre les comités spécialisés permanents qu'il a créés, décider de constituer des comités ad hoc pour les opérations exceptionnelles par leur importance ou leur spécificité avec une durée de vie limitée à l'étude.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	<b>Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>57</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Le comité des nominations et des rémunérations

Ce comité est composé de trois administrateurs, dont deux sont indépendants. Il se compose de Giampiero Pesenti, Martina Barcaroli et Marc Viénot. Le comité des nominations et des rémunérations est présidé par Giampiero Pesenti.

Le règlement intérieur du conseil précise les attributions de ce comité qui a pour mission de préparer les décisions du conseil et de lui faire des recommandations dans les domaines suivants :

### Nominations

- la sélection des candidats aux fonctions d'administrateurs, les propositions de nomination du président du conseil d'administration, du directeur général et du directeur général délégué et des présidents des comités ;
- la qualification d'indépendance des administrateurs.

### Rémunérations

- la rémunération du président du conseil d'administration, du directeur général et du ou des directeurs généraux délégués. Le comité est chargé de :
  - recommander annuellement au conseil le niveau de rémunération fixe,
  - définir les critères de la part variable de la rémunération et de les appliquer annuellement en fonction des performances réalisées. Les critères de performance utilisés prennent en compte principalement la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et des objectifs spécifiques en matière de développement international,
  - examiner les autres formes de rémunérations et d'avantages en nature (voir informations détaillées en section 2.2).
- la définition, le cas échéant, d'une politique générale de rémunération et d'avantages pour les cadres dirigeants y compris en matière de retraites et l'examen de la situation individuelle des membres de la direction générale ;
- les éventuels plans de souscription ou d'achat d'actions au profit des cadres dirigeants et salariés (« stock-options »), ainsi que les catégories d'allocation les plus appropriées en veillant à définir à l'avance les périodes d'attribution ;
- les éventuelles augmentations de capital réservées aux salariés.

Le comité se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice, le comité des nominations et des rémunérations s'est réuni deux fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 100 %. Le comité a procédé à l'examen de l'indépendance d'un nouvel administrateur. Il a également fait des propositions en matière de nomination du président et du directeur général délégué, en matière de rémunération du président, du directeur général et du directeur général délégué, et en matière de renouvellement d'administrateurs, qui ont été suivies par le conseil.

## Le comité des comptes

Ce comité est composé de quatre membres, dont trois sont indépendants. Il se compose d'Élisabeth Lulin, Marc Viénot, Dario Massi et Martina Barcaroli. Le comité des comptes est présidé par Marc Viénot.

Le comité des comptes a pour mission conformément à l'article L.823-19 du code de commerce d'assurer le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

### Suivi du processus d'élaboration de l'information financière :

Il porte sur :

- l'architecture d'ensemble des systèmes permettant d'élaborer les informations comptables et financières, à savoir les informations historiques (informations périodiques), les informations prévisionnelles et les autres informations issues d'un processus d'élaboration structuré ;
- la revue de l'information comptable et financière elle-même, en particulier la traduction comptable des événements importants qui ont eu une incidence sur les comptes ;
- l'existence du processus de préparation des communiqués de presse à l'occasion de la publication des comptes annuels et semestriels et de l'information trimestrielle.

En outre, le comité :

- examine la cohérence de la présentation des communiqués financiers par rapport aux informations figurant dans les comptes, dès lors que la direction générale est en mesure de transmettre les projets de communiqués financiers au comité ;
- peut être saisi de certaines parties du document de référence : rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques notamment. Le comité des comptes prend connaissance du rapport du président et, le cas échéant, formule des observations.

### Suivi de l'efficacité des systèmes

Les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques s'appuient sur un référentiel interne, conforme aux principes généraux de l'AMF, en coordination avec la société mère Italcementi. Sont inclus dans le champ d'examen du comité des comptes, les risques faisant l'objet d'une traduction comptable, les risques identifiés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques pouvant avoir une incidence sur les comptes, ainsi que tout risque non identifié significatif qui viendrait à la connaissance du comité.

Le suivi de l'efficacité des systèmes par le comité des comptes porte sur :

- l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- la prise en compte des faiblesses et dysfonctionnements identifiés et des actions correctrices.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	<b>Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>57</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## Suivi du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes

Le comité des comptes :

- échange avec les commissaires aux comptes et examine leurs conclusions, en vue de mieux apprécier le processus d'élaboration de l'information financière et d'avoir connaissance des principales zones de risques et incertitudes sur les comptes ;
- examine notamment avec la direction administration et contrôle, la direction financière et les commissaires aux comptes, les projets de comptes annuels, semestriels et trimestriels de la société et du Groupe consolidé afin d'en faciliter l'arrêté ou la revue par le conseil ainsi que les rapports financiers et de gestion périodiques du Groupe ;
- assure le suivi du budget du commissariat et son adéquation avec les missions ;
- s'assure que le co-commissariat est effectif ;
- examine la mise en œuvre des recommandations des commissaires aux comptes.

## Suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes

Le comité s'assure que les commissaires :

- respectent les dispositions relatives aux incompatibilités prévues par leurs règles professionnelles ;
- disposent, au sein de leur cabinet, d'une procédure d'autorisation préalable à la réalisation des diligences directement liées à la mission du commissaire aux comptes et des prestations réalisées par son réseau.

Le comité des comptes reçoit notamment la déclaration annuelle d'indépendance des commissaires. Le comité émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation de l'assemblée en s'appuyant, le cas échéant, sur une procédure d'appel d'offres.

Il procède annuellement à une revue des conventions conclues entre Ciments Français et Italcementi, pour s'assurer de la parfaite neutralité de ces accords et en fait rapport au conseil.

Il donne un avis sur les opérations financières d'importance significative pour le Groupe préalablement à la saisine du conseil par le président ; il délibère également sur la gestion des risques financiers.

Dans le cadre de sa mission, le comité des comptes entend le directeur financier du Groupe, le directeur administration et contrôle et leurs collaborateurs, le directeur de l'audit interne, ainsi que les commissaires aux comptes. Lors du comité des comptes précédant le conseil d'administration qui arrête les comptes, les commissaires aux comptes commentent une présentation soulignant les points essentiels des résultats et des options comptables retenues. Le comité des comptes rend compte de ses travaux à la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Il se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Au cours de l'année 2013, ce comité s'est réuni six fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 100 %. Les membres du comité reçoivent la documentation avant la tenue de chaque réunion.

Le comité a examiné le projet de comptes consolidés annuels, semestriels et trimestriels, ainsi que les comptes sociaux annuels avant leur présentation au conseil et a transmis son avis sur ces comptes. Il a également examiné le renouvellement d'un commissaire aux comptes.

## Participation aux assemblées

Les règles relatives à la participation des actionnaires aux assemblées de la société sont fixées par la loi et les statuts.

## Confidentialité et règles prudentielles

Le conseil d'administration a adopté depuis plusieurs années un code d'éthique applicable à l'ensemble du personnel du Groupe définissant les principes d'éthique et de comportement dans leurs actions et rapports avec les tiers. Ce code définit notamment un certain nombre de règles en matière de loyauté, impartialité, protection du secret des affaires, de l'individu, de l'environnement et du patrimoine de la société, ainsi que des processus de contrôle et de fiabilité des informations. Ce code précise également les règles de conduite envers les clients, les fournisseurs, les institutions publiques, les organisations politiques et les organes de presse.

Parallèlement, chaque administrateur et membre de comité s'engage à respecter les obligations suivantes :

- respecter les obligations légales et réglementaires, les statuts de la société, le règlement intérieur et ses règles prudentielles ;
- s'obliger à faire part au conseil de toute situation de conflit d'intérêts ponctuel, même potentiel, et s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante ;
- s'efforcer de participer à toutes les réunions du conseil et, le cas échéant, des comités auxquels il appartient. Sa présence aux assemblées générales de la société est recommandée ;
- déclarer à l'Autorité des marchés financiers (AMF) leurs opérations sur les titres Ciments Français dès finalisation de ces opérations et adresser une copie à la société. L'information sur ces transactions est publiée sur le site de l'AMF ;
- eu égard aux informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions, l'administrateur ou le membre de comité :
  - doit se considérer comme lié par une obligation de stricte confidentialité,
  - doit se considérer comme « initié permanent », et à ce titre s'abstenir d'intervenir sur les titres de la société pendant une période de 15 jours précédant la date à laquelle les comptes consolidés ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics et plus généralement pendant la période comprise entre la date à laquelle est connue une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une influence significative sur le cours de l'action et la date à laquelle cette information est rendue publique, et par ailleurs respecter le « codice di comportamento » établi par Italcementi Group.

## Contrôle interne et gestion des risques

Ce rapport sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques a été rédigé en s'appuyant sur un référentiel interne, conforme aux principes généraux du cadre de l'AMF (cf. [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)), en coordination avec la société mère Italcementi. Le présent texte, préparé à partir des travaux réalisés par les différentes directions fonctionnelles (notamment gestion des risques et audit interne), est mis à jour chaque année.

### Définition du contrôle interne

Le contrôle interne représente l'ensemble des systèmes de contrôle mis en œuvre par la direction générale et le management du Groupe ; il vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	<b>Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>57</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

D'une façon générale, le contrôle interne contribue à la maîtrise des activités, à l'efficacité des opérations et à l'utilisation efficiente des ressources de la société.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que se sont fixés la société et le Groupe, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de leurs différentes activités.

### Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place par la société ont pour objectifs de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers ; ils répondent notamment aux objectifs suivants :

- s'assurer que les actes de gestion sont menés dans le respect des valeurs, des orientations et des objectifs définis par le conseil d'administration et le management, en conformité avec les lois et les réglementations en vigueur, et qu'ils permettent d'assurer la protection des personnes et des actifs de la société ;
- contribuer à l'assurance que les informations comptables, financières et de gestion communiquées sont fiables et reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société et du Groupe.

Ainsi, plus globalement, le dispositif de contrôle interne doit permettre de minimiser les risques d'erreurs, de fraude et de non-respect des réglementations.

Ce processus de contrôle interne qui vise à protéger les personnes et les actifs de la société et de ses filiales s'appuie sur une organisation et des procédures en matière de contrôle opérationnel de ses filiales, de fiabilité des états financiers et de communication financière du Groupe. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.

Le processus décrit s'applique aux sociétés du Groupe consolidées par intégration globale ou par intégration proportionnelle. Il fait l'objet d'une mise en place progressive dans les filiales nouvellement acquises.

### Objectifs et démarche d'analyse des risques

La fonction de directeur des risques Groupe (*Chief Risk Officer*) a été créée en mai 2010 afin de pérenniser le processus de gestion des risques (*Enterprise Risk Management*) commencé dans le cadre d'un programme initié courant 2008 au niveau d'Italcementi Group.

La mission de la Direction des Risques est de soutenir la pérennité et l'amélioration des performances à moyen terme, de préserver le patrimoine et la réputation du Groupe, d'aider aux processus de décision et de fixation d'objectifs, et de mobiliser les acteurs concernés du management pour réduire les risques sous leur responsabilité.

La démarche inspirée des cadres du COSO (*Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) et des recommandations de l'AMF, s'articule autour de cinq phases :

- identification des principales zones de risque en relation avec les objectifs stratégiques du Groupe et définition de méthodologies et instruments d'analyse et d'évaluation des facteurs de risque ;
- évaluation, tant au niveau national que mondial, des facteurs de risque mesurés en termes d'impact, de probabilité et d'horizon temporel, afin de disposer d'une vision globale du portefeuille des risques du Groupe ;
- sélection des risques prioritaires, définition des stratégies de réponse et des règles de gouvernance au niveau du Groupe. De nombreux risques opérationnels sont gérés au niveau des filiales, alors que d'autres, exigeant une compétence spécifique ou relevant d'une responsabilité transversale sont centralisés au niveau des fonctions centrales.

- 
- mise en place des stratégies et des actions d'atténuation définies et développement du processus de gestion des risques de l'entreprise ;
  - information de la Direction de l'entreprise et de ses organes de contrôle, de la synthèse des principaux risques, de leur gestion et de leur évolution.

### **Organisation et structure - les acteurs du contrôle interne**

Afin de mettre en œuvre sa politique de gestion des risques, la société s'appuie sur une organisation générale et des principes de gouvernance développés dans la première partie de ce rapport.

La direction générale définit les axes stratégiques et les orientations de contrôle interne. Au sein de chaque filiale ou direction fonctionnelle Groupe, cette responsabilité est déléguée aux dirigeants.

Le comité des comptes, dans le cadre de sa mission, prend connaissance du suivi des risques et des engagements. Le comité est également informé chaque année du plan d'audit, des missions réalisées et du suivi des recommandations.

La direction de l'audit interne a pour mission de donner à la direction générale une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, de lui apporter ses conseils pour les améliorer et de contribuer à créer de la valeur ajoutée. Elle aide la direction à atteindre ses objectifs en évaluant par une approche systématique et méthodique ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernement d'entreprise et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité. La fonction, centralisée au niveau du Groupe, est assurée par une équipe de 21 auditeurs. La direction de l'audit interne est directement rattachée à la direction générale.

La direction de l'audit interne établit son plan d'audit sur trois ans. L'audit interne visite l'ensemble des entités opérationnelles du Groupe sur un cycle de trois ans. Ce plan qui prévoit environ 50 missions d'audit par an peut être modifié en fonction des priorités. La démarche d'analyse des risques est continue. En effet, la construction de chaque plan d'audit annuel intègre la variation du périmètre de consolidation, les nouveaux risques éventuellement identifiés par le processus ERM (*Enterprise Risk Management*), ainsi que les contributions du management du Groupe et des filiales. La communication avec le comité des comptes au sujet du plan d'audit et du suivi des missions effectuées est régulière et se traduit par des réunions formelles et des échanges de documentation entre les acteurs concernés.

Des contrôles clés et des procédures sont définis au niveau du Groupe sous la responsabilité des directions opérationnelles et fonctionnelles Groupe. L'efficacité de ces procédures s'appuie sur le dispositif de contrôle interne propre à chacune des filiales. Ce dispositif, dont la responsabilité est déléguée à la direction générale de chaque filiale, doit s'inscrire dans le respect des normes et chartes définies par le Groupe.

A fin 2013, l'audit interne d'Italcementi Group a demandé à l'Institut français des auditeurs et contrôleurs internes (Certification IFACI) d'évaluer la qualité des prestations de ses activités et sa conformité aux normes internationales de l'audit interne diffusées par l'Institut des auditeurs internes (IIA - *Institute of Internal Auditors*). La démarche de certification professionnelle a été développée dans le strict respect de la norme qualité européenne EN 45011 qui définit les exigences relatives aux organismes procédant à la certification de services.

Au sein de la direction finance, le département management des risques est responsable de la définition de la politique d'assurance des risques du Groupe, de l'élaboration des procédures Groupe en matière d'assurance des actifs et des personnes, de la couverture des pertes d'exploitation et des risques liés à la responsabilité civile. Il est responsable du suivi et du contrôle de la bonne application de ces procédures dans les filiales. Il est également responsable de la mise en place du plan de prévention des risques industriels.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	<b>Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>57</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

La direction finance a la responsabilité du contrôle des risques de marché et de liquidité (cf. section 1.8), du suivi des engagements financiers, de la mise en place des procédures applicables au siège et aux filiales du Groupe et de leur suivi. La direction finance contribue au processus de fiabilisation de l'information financière publiée dans son domaine de compétence.

La direction affaires juridiques suit notamment l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle (cf. section 3.5).

Le département affaires fiscales assure un suivi des évolutions réglementaires en matière fiscale, contrôle le respect des réglementations locales par les filiales du Groupe et évalue les conséquences fiscales des opérations envisagées par le Groupe.

Au sein de la direction administration et contrôle, le département budget et contrôle est en charge de l'établissement et du contrôle des budgets, des résultats consolidés mensuels de gestion et du suivi des investissements en liaison avec les directions opérationnelles et financières du Groupe et des filiales.

Le département consolidation a pour mission d'élaborer les états financiers consolidés du Groupe, de préparer les manuels de procédures comptables applicables au Groupe et de contrôler le respect des lois et normes comptables en vigueur relatives à l'établissement des comptes et aux informations à communiquer en annexe.

La direction de la gestion des risques (*Enterprise Risk Management*) a pour mission principale la supervision des risques du Groupe, par leur identification, leur mesure et leur traitement.

Ce rôle de facilitation, de coordination et de contrôle des risques s'inscrit dans les processus opérationnels du Groupe, comme le budget ou l'évaluation des principaux investissements, ou la mise en place d'actions d'atténuation des risques (soit au niveau mondial, soit au niveau de chaque pays).

### Procédures existantes

Les procédures formalisées sont mises à jour au niveau du Groupe par les directions qu'elles concernent. La cartographie des risques a été définie précisément par l'identification de 41 risques prioritaires. Elles couvrent les domaines suivants :

### La couverture des risques opérationnels

- protection des actifs et couverture des risques industriels dans le cadre d'une gestion centralisée de la gestion des risques mettant l'accent sur les points suivants :
  - investissement et désinvestissement industriel et financier,
  - assurances et prévention des risques industriels,
  - sécurité et protection des personnes,
  - licences et permis d'exploiter les installations industrielles,
  - conséquences financières.
- risques environnementaux et respect des réglementations, pour lesquels une structure a été créée, rattachée à la direction générale ;
- risques de marché et de liquidité soumis à des principes de gestion et des règles prudentielles définies par la direction générale, laquelle établit des niveaux de décision et des rôles respectifs entre les fonctions centrales et les filiales. Ces risques font l'objet d'une gestion centralisée et sont encadrés par les procédures suivantes :
  - gestion des risques en matière de financement, placement, gestion des risques de taux, des risques de change et de trésorerie,
  - sécurité et délégation de pouvoir,
  - reporting financier (dette, couverture de taux d'intérêt et de change, engagements financiers).

- risques juridiques et fiscaux avec les procédures :
  - de remontée des litiges juridiques et fiscaux,
  - d'information des principaux contrats,
  - d'organisation et de suivi des structures juridiques des filiales,
  - d'intervention dans tous les contrats significatifs de financement, de cession, d'acquisition et de fusion,
  - de revue par plan pluriannuel des situations fiscales des filiales,
  - un programme spécifique de formation sur les législations particulières auxquelles est soumis le Groupe a été déployé dans tous les pays et fait l'objet d'une mise à jour régulière.
- risques d'engagement couverts par des procédures de :
  - délégation de pouvoir,
  - suivi des engagements.
- risques relatifs aux systèmes d'information couvert par les procédures de :
  - accès aux systèmes garantissant la sécurité et l'intégrité des systèmes et données,
  - secours en cas d'incidents afin de permettre une continuité des principaux processus d'exploitation et de gestion dans des délais courts.
- risques de volatilité des prix de certaines matières premières, de combustibles et d'électricité avec la mise en place de :
  - programmes d'investissements pour favoriser l'usage de combustibles de substitution,
  - contrats à terme visant à garantir l'approvisionnement.
- risques relatifs aux nouveaux produits :
  - un programme a été défini dont l'objectif est de diffuser au sein du Groupe les meilleures pratiques afin de garantir la mise à disposition de nouveaux produits en adéquation avec les besoins de la clientèle ainsi que la protection des marques et licences.
- risques d'image :
  - le Groupe a défini des programmes de gestion de crise afin d'en réduire le possible impact et de garantir l'information adéquate aux parties concernées.

### **Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

En complément des contrôles opérationnels, le dispositif de contrôle interne qui assure la fiabilité des informations financières publiées s'articule autour de quatre axes principaux :

- un système informatisé, commun à l'ensemble des filiales du Groupe, de reporting de gestion et de consolidation qui permet d'établir les états financiers du Groupe ;
- un processus d'élaboration et de remontée de l'information publiée dans les états financiers qui fait l'objet de procédures formalisées ;
- des contrôles clés réalisés par la direction administration et contrôle (contrôle de gestion, consolidation, procédures) et la direction finance présentés ci-après ;
- les missions réalisées par la direction de l'audit interne.

La direction administration et contrôle du Groupe procède à l'élaboration et au contrôle de l'information financière, comptable et de gestion.

Les différents processus que sont la planification, le processus budgétaire, le reporting mensuel et l'établissement des comptes consolidés trimestriels, ainsi que les contrôles et rapprochements effectués à chaque stade contribuent à la fiabilisation de l'information comptable et financière.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	<b>Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>57</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	69
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

De façon périodique, le plan stratégique à cinq ans est établi par les filiales. La structure du plan a été adaptée afin de faciliter les calculs des tests de dépréciation requis par IAS 36. Chaque année, les filiales du Groupe établissent leur budget prévisionnel mensualisé suivant les principes du Groupe. Ces prévisions budgétaires font l'objet de deux actualisations en cours d'exercice.

Suivant un processus mensuel de reporting de résultat de gestion, d'investissements, de données techniques, les résultats sont analysés et contrôlés par le département budget et contrôle de gestion.

Les procédures de reporting, les définitions, ainsi que les principes comptables appliqués sont formalisés dans le manuel de procédures Groupe qui a été adapté suite à la mise en place des normes IFRS. Les comptes consolidés du Groupe sont établis tous les trimestres sur un logiciel de consolidation commun. Le plan de compte, la liasse de consolidation, ainsi que les principes comptables applicables sont formalisés dans le manuel de procédures Groupe.

Pour les clôtures semestrielles et annuelles, une note d'instruction spécifique est envoyée aux filiales afin de rappeler les points clés du processus de clôture.

Pour l'établissement des comptes annuels, une procédure de pré-clôture est mise en place. Cette procédure permet également de s'assurer que les normes du Groupe sont correctement comprises par les filiales et permettent de fiabiliser, par un contact direct, l'information qu'elles transmettent. À chaque clôture trimestrielle, les comptes consolidés sont rapprochés des résultats de gestion et les écarts éventuels sont analysés.

Le département consolidation assure la veille réglementaire en matière de principes comptables et d'informations comptables et de gestion, ainsi que les relations avec les instances réglementaires et professionnelles et la prise en compte de leurs recommandations en matière d'informations comptables et financières. Les procédures Groupe font l'objet d'une mise à jour en fonction de l'évolution des normes.

Certains processus de clôture se sont d'ailleurs complexifiés et font également intervenir des consultants externes. Ainsi, notamment, le processus d'évaluation des actifs à long terme a été étendu de manière systématique à l'ensemble des unités génératrices de trésorerie comportant un écart d'acquisition. Le processus de revue des engagements de retraites et avantages au personnel est mené conjointement avec un cabinet d'actuaire. La valorisation des instruments financiers ainsi que les tests d'efficacité permettant d'appliquer la comptabilisation de couverture sont réalisés par des experts indépendants.

Par ailleurs, dans le processus de clôture des comptes interviennent des expertises internes spécifiques dans certains domaines comme notamment :

- revue des calculs de dépréciation des unités génératrices de trésorerie par le contrôle de gestion Groupe et le département finance-acquisition ;
- revue de la situation fiscale Groupe et dans chacun des pays par le département fiscalité ;
- revue des litiges en cours et clauses spécifiques des contrats significatifs (financement, cession, acquisition) avec la direction juridique ;
- analyse par le département trésorerie & financement de la dette et des engagements financiers puis rapprochement avec le reporting Groupe ; élaboration des informations de l'annexe relatives à la dette, au résultat financier et à la gestion des risques de marché.

Les états financiers consolidés et les informations de gestion font l'objet d'une revue effectuée par un comité de relecture.

Les comptes sociaux et les comptes consolidés du Groupe font l'objet d'un examen de la part des commissaires aux comptes, avec un examen limité pour les comptes semestriels et un audit pour les comptes annuels. Les commissaires aux comptes présentent leurs conclusions de façon périodique au comité des comptes.

---

La gestion des systèmes d'information et la sécurité des données informatiques sont assurées par une direction Systèmes d'information. L'ensemble des filiales du Groupe dispose d'un outil informatique de gestion commun « ERP » qui permet notamment de couvrir les fonctions ventes, distribution, achats, stocks, immobilisations, production, etc. Les systèmes de reporting de gestion et de consolidation sont également des systèmes communs qui permettent de fiabiliser une remontée homogène des informations. L'utilisation des systèmes informatiques est vérifiée régulièrement dans le cadre des missions d'audit spécialisées menées par l'audit interne.

Un manuel descriptif des principes et procédures comptables utilisées pour le traitement et l'élaboration de l'information comptable et financière est régulièrement mis à jour et complété notamment par la publication d'une procédure précisant, pour chaque division, les niveaux de contrôle à mettre en place et la désignation de la personne responsable des informations financières.

Le manuel des pouvoirs et des responsabilités visant à permettre une gestion du système de délégation de pouvoir dans le Groupe conforme aux principes de gouvernement d'entreprise définis dans nos modèles d'organisation, de gestion et de contrôle, fait également l'objet de mises à jour régulières.

### **Les nouveautés 2013 et les perspectives**

En 2013, la quantification des risques du budget a été effectuée pour tous les pays/métiers du Groupe, avec une présentation des résultats au comité des comptes. Cet exercice de quantification a été étendu aux révisions de résultat faites au mois de mars et juin 2013.

Quatre grands projets d'investissements ont été analysés en termes de risques :

- L'utilisation des combustibles solides en Égypte ;
- La nouvelle ligne de production au Kazakhstan ;
- La construction d'un terminal portuaire et d'un centre de broyage en Inde.

L'année 2014 consolidera, dans une perspective d'amélioration continue, l'introduction du niveau de contrôle comme troisième critère d'évaluation des risques, avec l'impact quantitatif ou qualitatif, et la probabilité d'occurrence.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	34
Présentation du Groupe	Rémunérations des organes d'administration et de direction	48
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	56
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	<b>Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>57</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil</b>	<b>69</b>
Informations sur la société et le capital		
Assemblée Générale		
Informations complémentaires		

## 2.5 Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Ciments Français SA

Exercice clos le 31 décembre 2013

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **Ernst & Young Audit**

1/2 place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Ciments Français S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

### Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris-La Défense, le 19 mars 2014

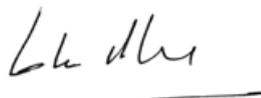
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Michel Piette



Laurent des Places



Pierre-Henri Pagnon





Pour des applications exigeant de très hautes performances

---

# 3

## Commentaires sur l'exercice

3.1	Événements significatifs de l'exercice 2013 .....	74
3.2	Analyse de l'activité et des résultats consolidés .....	74
3.3	Investissements et financement .....	80
3.4	Commentaires par pays .....	82
3.5	Litiges et procédures en cours .....	88
3.6	Événements postérieurs à la clôture .....	88
3.7	Perspectives .....	88

### 3.1 Événements significatifs de l'exercice 2013

- En mai, l'agence de notation Standard & Poor's a maintenu la note à long terme de Ciments Français à BB+, mais a changé la perspective de stable à négative. Le 28 octobre 2013, Standard & Poor's a confirmé cette notation.
- En août, Moody's Investor Services a baissé la note de Ciments Français de Ba1 à Ba2.
- Au mois de septembre, une stratégie de marque innovante a été présentée par le Groupe : i.nova. Tous les types de ciment et de béton sont regroupés en fonction de leur performance ce qui permet de choisir le meilleur produit par rapport à un besoin spécifique. Chacune des onze familles de performance identifiées correspond à une couleur et un logo particuliers qui facilitent une reconnaissance visuelle immédiate et homogène dans tous les pays du Groupe.

### 3.2 Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée (*Avantages du personnel*) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres 2012 ont été retraités à des fins de comparaison.

#### Principes comptables appliqués

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA sont préparés conformément au référentiel comptable IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

Les comptes consolidés 2013 ont été préparés conformément aux normes et interprétations adoptées par la Commission européenne au 31 décembre 2013. Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2013 mais non encore adoptées par l'Union européenne à cette date.

Les changements intervenus dans les principes et normes de référence par rapport à 2012 sont détaillés dans les Notes explicatives aux comptes consolidés (note 1 de la section 4.6).

Aucune variation significative de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice 2013.

#### Résultats

Le chiffre d'affaires consolidé pour l'année 2013 est de 3 591,5 millions d'euros, soit une diminution de 3,6 % par rapport à 2012 (+0,2 % à taux de change comparables), en raison principalement de la dépréciation de nombreuses devises par rapport à l'euro.

Le résultat brut d'exploitation courant est en baisse de 2,9 % à 642,9 millions d'euros, tandis que le résultat brut d'exploitation à 633,9 millions d'euros recule de 4,9 %.

Le résultat d'exploitation est en très forte hausse à 288,2 millions d'euros (45,0 millions d'euros en 2012) après constatation de charges non courantes de 20,0 millions d'euros (4,5 millions d'euros en 2012), d'amortissements pour 332,8 millions d'euros (350,7 millions d'euros en 2012) et de dépréciations d'actifs pour 12,9 millions d'euros (270,9 millions d'euros en 2012).

Le résultat net s'élève à 114,7 millions d'euros (–84,4 millions d'euros en 2012).

L'endettement net au 31 décembre 2013 s'élève à 755,7 millions d'euros, en baisse de 90,5 millions d'euros par rapport à la fin de l'année 2012.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2013	74
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	74
Gouvernement d'entreprise	Investissements et financement	80
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Commentaires par pays	82
Comptes consolidés	Litiges et procédures en cours	88
Comptes annuels de Ciments Français SA	Événements postérieurs à la clôture	88
Informations sur le développement durable	Perspectives	88
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Économie et évolution internationale du secteur de la construction en 2013

Pour la seconde année consécutive, l'économie mondiale a enregistré un taux de croissance décevant ne dépassant pas 3 % (selon les estimations disponibles), en grande partie à cause de la récession observée dans de nombreux pays de la zone euro. Par ailleurs, un taux de croissance moins exceptionnel que par le passé a été observé dans certains pays émergents, comme la Chine et l'Inde. Les pays développés ont enregistré un taux de croissance proche de 1,5 % grâce à la reprise en Amérique du Nord et à l'accélération de la croissance du Japon et des autres économies développées. Dans les pays émergents, la croissance légèrement supérieure à 4,5 % se situe un peu en-dessous de la moyenne à long terme. Le ralentissement de l'activité dans la zone Moyen-Orient / Afrique du Nord s'est confirmé et a accentué l'écart avec les autres pays émergents.

Malgré la variation encore négative de l'activité dans la zone euro en 2013, les premiers signes d'une reprise conjoncturelle se sont manifestés au second semestre. Les indicateurs de tendance montrent en effet que le processus de consolidation cyclique se confirme dans les premiers mois de 2014. Plus encore, une amélioration des conditions financières dans la zone euro, suite à l'évolution du cadre conjoncturel et à l'apparition de signes de stabilisation, a été constatée dans des pays qui souffraient jusqu'alors d'un niveau de dette critique. Les différences entre les taux d'endettement de ces pays et celui de la dette souveraine allemande se sont sensiblement réduites avec une reprise générale du cours des actions. Face à cette dynamique récente, les difficultés persistantes en matière de crédit ont constitué un frein à une reprise plus rapide des niveaux d'activité.

Dans le secteur de la construction, les différences entre les pays se sont confirmées. Dans les pays de la zone euro, à l'exception de la France et de la Belgique, la récession amorcée dans les années 2007 et 2008 s'est poursuivie en entraînant des baisses d'activité supérieures à 50 % par rapport aux pics enregistrés précédemment. Même si les baisses d'activité constatées en 2013 ont varié selon les pays, leur intensité a partout diminué.

La reprise de la construction aux États-Unis entamée en 2011 s'est confirmée bien que l'amélioration soit moins importante dans les états où le Groupe est présent.

On observe également des différences notables de niveaux d'activité dans les pays émergents. D'un côté, la croissance s'est poursuivie dans les pays du Groupe situés en Asie, bien qu'à un rythme moins soutenu que par le passé ; d'un autre côté, la croissance des pays d'Afrique du Nord (particulièrement le Maroc) a affiché un ralentissement qui n'est pas dû à des causes structurelles et qui devrait donc être temporaire.

## Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)	2013	2012	Variation % 2013 / 2012
Chiffre d'affaires	3 591,5	3 727,4	-3,6
Résultat brut d'exploitation courant	642,9	661,9	-2,9
Résultat brut d'exploitation	633,9	666,6	-4,9
Résultat d'exploitation	288,2	45,0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	114,7	(84,4)	
Dont part attribuable aux :			
propriétaires de la société mère	48,1	(141,7)	
participations ne donnant pas le contrôle	66,6	57,4	

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Capitaux propres	3 508,9	3 782,9
Dont part attribuable aux :		
propriétaires de la société mère du Groupe	2 780,4	2 996,8
participations ne donnant pas le contrôle	728,6	786,1
Endettement net	755,7	846,2
Flux d'investissements	(296,5)	(265,5)
Effectifs (nombre)	14 512	14 776

## Évolution des résultats trimestriels

### 2013

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	TOTAL
Chiffre d'affaires	819,4	1 011,7	899,0	861,4	<b>3 591,5</b>
Résultat brut d'exploitation courant	112,3	195,0	174,5	161,0	<b>642,9</b>
Résultat brut d'exploitation	112,4	193,0	172,6	156,0	<b>633,9</b>
Résultat d'exploitation	31,0	108,2	80,6	68,5	<b>288,2</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé	0,6	47,9	31,0	35,3	<b>114,7</b>
Dont part attribuable aux :					
propriétaires de la société mère	(22,8)	30,8	20,7	19,4	<b>48,1</b>
participations ne donnant pas le contrôle	23,4	17,1	10,3	15,9	<b>66,6</b>
Endettement financier net - fin de trimestre	917,9	808,0	851,0	755,7	

### 2012

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	TOTAL
Chiffre d'affaires	883,9	1 028,4	913,1	901,9	<b>3 727,4</b>
Résultat brut d'exploitation courant	131,8	192,3	171,0	166,7	<b>661,9</b>
Résultat brut d'exploitation	132,0	191,6	171,6	171,4	<b>666,6</b>
Résultat d'exploitation	46,0	103,7	84,1	(188,9)	<b>45,0</b>
Résultat des activités poursuivies	5,9	61,2	56,2	(215,9)	<b>(92,5)</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé	1,0	74,8	56,1	(216,2)	<b>(84,4)</b>
Dont part attribuable aux :					
propriétaires de la société mère	(16,8)	60,7	44,0	(229,6)	<b>(141,7)</b>
participations ne donnant pas le contrôle	17,7	14,1	12,1	13,5	<b>57,4</b>
Endettement financier net - fin de trimestre	1 057,6	1 128,8	1 063,3	846,2	

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2013	74
Présentation du Groupe	<b>Analyse de l'activité et des résultats consolidés</b>	<b>74</b>
Gouvernement d'entreprise	Investissements et financement	80
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Commentaires par pays	82
Comptes consolidés	Litiges et procédures en cours	88
Comptes annuels de Ciments Français SA	Événements postérieurs à la clôture	88
Informations sur le développement durable	Perspectives	88
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Chiffres clés par zone géographique

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		RBE courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Europe de l'Ouest	1 585,6	1 623,9	259,1	261,4	245,9	259,5	131,6	(48,2)
Amérique du Nord	428,7	439,5	55,0	48,8	61,1	55,6	(3,8)	(12,1)
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	940,4	1 004,9	267,3	286,7	267,9	287,3	161,3	95,7
Asie	532,1	520,9	80,2	85,8	81,4	84,9	31,4	35,2
Négoce ciment / clinker	176,2	213,0	6,8	9,0	6,8	9,0	(1,9)	5,8
Autres*	191,7	222,5	(25,6)	(29,7)	(29,2)	(29,7)	(30,5)	(31,5)
Éliminations	(263,3)	(297,4)	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>3 591,5</b>	<b>3 727,4</b>	<b>642,9</b>	<b>661,9</b>	<b>633,9</b>	<b>666,6</b>	<b>288,2</b>	<b>45,0</b>

\* Siège, holdings et négoce de combustibles.

## Volumes vendus par zone géographique et par activité

Les chiffres exprimés sont relatifs aux volumes vendus par les sociétés consolidées par intégration globale et par les sociétés consolidées par la méthode proportionnelle à concurrence de la quote-part du Groupe.

	Ciment et clinker en millions de tonnes				Granulats en millions de tonnes				Béton prêt à l'emploi en millions de mètres cubes			
	2013	2012	2013 / 2012 %		2013	2012	2013 / 2012 %		2013	2012	2013 / 2012 %	
			(1)	(2)			(1)	(2)				
Europe de l'Ouest	9,1	9,3	-1,7	-1,7	27,0	27,7	-2,5	-2,5	5,2	5,3	-1,8	-1,8
Amérique du Nord	4,3	4,2	+1,5	+1,5	1,4	1,5	-10,0	-10,0	0,7	0,8	-9,7	-9,7
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	13,2	14,9	-11,7	-11,7	1,9	1,8	+6,7	+6,7	2,4	2,3	+7,8	+7,8
Asie	10,5	10,1	+3,8	+3,8	0,1	0,2	-63,0	-63,0	1,0	0,8	+37,2	+37,2
Négoce	3,0	3,6	-17,0	-17,0	-	-	-	-	ns	ns	ns	ns
Éliminations	(2,2)	(2,8)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>37,9</b>	<b>39,3</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,8</b>	<b>30,4</b>	<b>31,2</b>	<b>-2,6</b>	<b>-2,6</b>	<b>9,5</b>	<b>9,2</b>	<b>+3,1</b>	<b>+3,1</b>

(1) À périmètre comparable au périmètre 2013.

(2) À périmètre historique.

ns : non significatif.

En 2013, les retombées de la crise économique ont particulièrement pesé sur la demande en matériaux de construction dans les pays d'Europe de l'Ouest. Par contre, la contribution positive des pays asiatiques s'est confirmée, ainsi que la reprise (bien qu'inégale selon les régions) en Amérique du Nord. La situation reste contrastée en Égypte, où malgré la demande locale, la pénurie de combustibles a réduit la capacité de production de ciment.

### Ciment et clinker

Les volumes vendus sur l'ensemble de l'année sont en recul de 3,8 % dans l'activité ciment & clinker à 37,9 millions de tonnes notamment à cause de la baisse dans la zone Europe émergente, Afrique du Nord et Moyen-Orient, et plus particulièrement en Égypte (-17,6 %, essentiellement en raison de la pénurie de combustibles). La stagnation de la consommation s'est poursuivie en Europe de l'Ouest (-1,7 %). L'évolution des ventes est restée positive en Thaïlande (+5,5 %) et en Inde (+1,6 %), tandis que la reprise se confirme en Amérique du Nord (+1,5 %).

### Granulats

Dans les granulats, les volumes vendus sont en baisse de 2,6 % à 30,4 millions de tonnes. La diminution de l'activité a concerné tous les pays à l'exception du Maroc (+6,7 %) et de la France/Belgique (+0,6 %).

### Béton prêt à l'emploi

Dans le secteur du béton prêt à l'emploi, les volumes vendus sont en hausse de 3,1 % à 9,5 millions de mètres cubes. L'augmentation a été particulièrement sensible en Thaïlande (+36,0 %), au Maroc (+12,6 %) et au Kazakhstan (+45,8 %).

## Contribution au chiffre d'affaires consolidé

### Par activité

(en millions d'euros)	2013		2012		Variation 2013 / 2012	
	Montant	%	Montant	%	%	
Ciment et clinker	2 388,2	66,5	2 509,8	67,3	-4,8	+0,2
Matériaux de construction	1 053,9	29,3	1 033,2	27,7	+2,0	+3,3
Autres	149,4	4,2	184,4	4,9	-19,0	-16,7
<b>TOTAL</b>	<b>3 591,5</b>	<b>100,0</b>	<b>3 727,4</b>	<b>100,0</b>	<b>-3,6</b>	<b>+0,2</b>

\* À périmètre et taux de change comparables.

### Par zone géographique

(en millions d'euros)	2013		2012		Variation 2013 / 2012	
	Montant	%	Montant	%	%	
Europe de l'Ouest	1 553,0	43,2	1 594,6	42,8	-2,6	-2,6
Amérique du Nord	428,3	11,9	439,1	11,8	-2,4	+0,8
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	909,1	25,3	946,9	25,4	-4,0	+5,2
Asie	531,0	14,8	520,3	14,0	+2,1	+9,2
Négoce ciment/clinker	135,3	3,8	176,4	4,7	-23,3	-20,6
Autres <sup>(2)</sup>	34,7	1,0	50,2	1,3	-30,8	-29,6
<b>TOTAL</b>	<b>3 591,5</b>	<b>100,0</b>	<b>3 727,4</b>	<b>100,0</b>	<b>-3,6</b>	<b>+0,2</b>

(1) À périmètre et taux de change comparables.

(2) Négoce combustible, siège et holding.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2013	74
Présentation du Groupe	<b>Analyse de l'activité et des résultats consolidés</b>	<b>74</b>
Gouvernement d'entreprise	Investissements et financement	80
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Commentaires par pays	82
Comptes consolidés	Litiges et procédures en cours	88
Comptes annuels de Ciments Français SA	Événements postérieurs à la clôture	88
Informations sur le développement durable	Perspectives	88
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Le chiffre d'affaires pour l'année 2013 s'élève à 3 591,5 millions d'euros, soit une baisse de 3,6 % par rapport à 2012 (+0,2 % à taux de change comparables).

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a cédé aucun quota d'émission de gaz à effet de serre. En 2012, le Groupe avait cédé pour 22,4 millions d'euros de quotas excédentaires.

## Résultats opérationnels

Le résultat brut d'exploitation courant à 642,9 millions d'euros est en retrait de 2,9 % par rapport à 2012.

Après des charges nettes non courantes de 8,9 millions d'euros (contre des produits nets non courants de 4,7 millions d'euros en 2012), le résultat brut d'exploitation à 633,9 millions d'euros est en baisse de 4,9 % par rapport à 2012. Le résultat d'exploitation s'établit à 288,2 millions d'euros en forte hausse par rapport à 2012 après prise en compte d'amortissements pour 332,8 millions d'euros (350,7 millions d'euros en 2012) et de dépréciations d'actifs pour 12,9 millions d'euros (270,9 millions d'euros en 2012).

## Résultat financier

Les frais financiers liés à l'endettement net s'élèvent à 46,2 millions d'euros (contre 53,9 millions d'euros en 2012), en raison notamment d'une diminution de l'endettement net moyen.

Le total des charges financières nettes s'élève à 76,1 millions d'euros contre 46,0 millions d'euros en 2012, compte tenu notamment d'une dépréciation des titres de participation de 17,0 millions d'euros qui concerne essentiellement Al Badia Cement (Syrie).

## Résultat net

Le résultat des entreprises associées s'élève à 8,5 millions d'euros contre 11,3 millions d'euros au 31 décembre 2012 (cf. note 8 des Notes explicatives aux comptes consolidés).

Après une charge d'impôt de 106,0 millions d'euros (102,8 millions d'euros en 2012), le résultat net s'établit à 114,7 millions d'euros (contre -84,4 millions d'euros en 2012).

La part attribuable aux propriétaires de la société mère est en hausse à 48,1 millions d'euros (contre -141,7 millions d'euros en 2012). La part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 66,6 millions d'euros (contre 57,7 millions d'euros en 2012).

## Autres éléments du résultat global

L'impact des autres éléments du résultat global, détaillés en partie 4.3, est une perte de 221,3 millions d'euros (contre une perte de 134,3 millions d'euros en 2012), incluant principalement une diminution de la réserve de conversion pour 237,2 millions d'euros en raison de l'appréciation de l'euro par rapport à la plupart des devises, principalement la livre égyptienne.

## Capitaux propres

Après distribution de dividendes pour un montant de 106,4 millions d'euros (dont 53,2 millions d'euros d'acompte sur dividendes 2013 payés le 7 août 2013), les capitaux propres diminuent de 273,9 millions d'euros pour s'établir à 3 508,9 millions d'euros. La baisse est imputable principalement à l'effet change (237,2 millions d'euros). Les capitaux propres – part des propriétaires de la société mère baissent de 216,3 millions d'euros à 2 780,4 millions d'euros, tandis que la part des participations ne donnant pas le contrôle diminue de 57,6 millions d'euros à 728,5 millions d'euros.

Le résultat de l'année s'élève à 114,7 millions d'euros (dont 48,1 millions d'euros pour la part des propriétaires de la société mère).

## Ratio d'endettement et couverture de la dette

Le ratio d'endettement (endettement net / capitaux propres) s'établit à 21,5 % (22,4 % au 31 décembre 2012) grâce à la baisse de la dette.

Le ratio de couverture de l'endettement net (endettement net / RBE courant 12 mois glissants) est de 1,2 par rapport à 1,3 au 31 décembre 2012.

## 3.3 Investissements et financement

### Investissements

(en millions d'euros)

	Investissements financiers		Investissements corporels		Investissements incorporels		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Europe de l'Ouest	0,1	0,1	90,5	107,2	9,6	0,6	100,3	107,9
Amérique du Nord	–	–	31,2	26,5	2,4	0,1	33,6	26,6
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	–	0,1	133,3	69,0	6,1	0,2	139,4	69,4
Asie	–	–	46,6	51,5	2,1	–	48,7	51,5
Négoce et autres*	1,2	0,1	5,5	3,5	0,4	1,0	7,0	4,6
<b>Total investissements</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>307,0</b>	<b>257,6</b>	<b>20,6</b>	<b>1,9</b>	<b>328,9</b>	<b>259,8</b>
Variation fournisseurs d'immobilisations	0,1	0,1	(32,4)	5,7	–	–	(32,4)	5,8
<b>Total investissements</b>	<b>1,4</b>	<b>0,4</b>	<b>274,6</b>	<b>263,3</b>	<b>20,6</b>	<b>1,9</b>	<b>296,6</b>	<b>265,6</b>
Trésorerie des sociétés acquises	–	(0,1)	–	–	–	–	–	(0,1)
<b>Total flux d'investissements</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>274,6</b>	<b>263,3</b>	<b>20,6</b>	<b>1,9</b>	<b>296,6</b>	<b>265,5</b>

\* Dont siège et holding.

Les investissements 2013 s'élèvent à 296,6 millions d'euros contre 265,5 millions d'euros en 2012.

Les investissements industriels (corporels et incorporels) avant variation des fournisseurs d'immobilisations s'élèvent à 327,6 millions d'euros (259,6 millions d'euros en 2012). L'augmentation correspond pour l'essentiel à l'investissement pour la modernisation de la cimenterie de Devnya en Bulgarie et au développement dans les principales filiales d'outils informatiques de planification et de reporting.

Les investissements corporels de l'exercice ont été réalisés essentiellement en France/Belgique (82,3 millions d'euros), en Bulgarie (68,5 millions d'euros), en Égypte (40,9 millions d'euros), en Amérique du Nord (31,2 millions d'euros) et en Inde (21,7 millions d'euros).

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2013	74
Présentation du Groupe	<b>Analyse de l'activité et des résultats consolidés</b>	<b>74</b>
Gouvernement d'entreprise	<b>Investissements et financement</b>	<b>80</b>
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Commentaires par pays	82
Comptes consolidés	Litiges et procédures en cours	88
Comptes annuels de Ciments Français SA	Événements postérieurs à la clôture	88
Informations sur le développement durable	Perspectives	88
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Financement et endettement net

(en millions d'euros)	2013	2012
Flux avant impôt, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement	637,8	655,4
Frais financiers et impôts payés	(140,2)	(187,8)
Total flux générés par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement	497,6	467,6
Variation du besoin en fonds de roulement <sup>(1)</sup>	20,3	47,8
<b>Total flux générés par l'activité</b>	<b>517,8</b>	<b>515,3</b>
Investissements industriels (corporels et incorporels)	(327,6)	(259,6)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	32,4	(5,7)
<b>Flux d'activité net des investissements industriels</b>	<b>222,6</b>	<b>250,1</b>
Acquisitions filiales et participations	(1,3)	(0,3)
Cessions d'immobilisations	19,8	59,6
Dividendes	(156,3)	(169,3)
Autres <sup>(2)</sup>	5,7	(9,1)
Flux nets des activités abandonnées	–	44,2
<b>(Augmentation) diminution de l'endettement net</b>	<b>90,5</b>	<b>175,2</b>
(1) Dont variation cessions de créances commerciales	19,7	57,4
(2) Dont variation actions propres	0,6	(13,1)

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Disponibilités et actifs financiers courants <sup>(1)</sup>	(478,9)	(575,3)
Dettes et passifs financiers courants <sup>(1)</sup>	131,4	180,2
Actifs financiers non courants <sup>(1)</sup>	(26,3)	(31,7)
Dettes et passifs financiers non courants	1 129,5	1 273,1
<b>Endettement net <sup>(2)</sup></b>	<b>755,7</b>	<b>846,2</b>

(1) Y compris instruments dérivés.

(2) La définition de l'endettement net est donnée en note 19.1 des Notes explicatives aux comptes consolidés.

L'endettement net est en baisse de 90,5 millions d'euros.

Les investissements corporels, incorporels et financiers nets des cessions se sont élevés à 276,5 millions d'euros (contre 208,2 millions d'euros en 2012).

## 3.4 Commentaires par pays

### Europe de l'Ouest

	France / Belgique	Espagne	Autre pays*	TOTAL Europe de l'Ouest
Cimenteries	10	3	1	14
Centre de broyage	1	–	–	1
Carrières	77	5	1	83
Centrales à béton	187	5	1	193

\* Grèce.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
France / Belgique	1 473,4	1 501,7	265,5	266,5	263,7	267,7	169,5	172,6	82,3	89,6	4 020	4 051
Espagne	99,4	111,3	(2,6)	(1,3)	(14,0)	(4,4)	(44,8)	(177,4)	3,2	8,1	453	515
Autre pays*	24,2	28,4	(3,8)	(3,8)	(3,8)	(3,8)	7,0	(43,3)	5,0	9,5	165	174
Éliminations	(11,4)	(17,4)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>1 585,6</b>	<b>1 623,9</b>	<b>259,1</b>	<b>261,4</b>	<b>245,9</b>	<b>259,5</b>	<b>131,6</b>	<b>(48,2)</b>	<b>90,5</b>	<b>107,2</b>	<b>4 638</b>	<b>4 740</b>

\* Grèce.

### France / Belgique

#### Ciment

En 2013, la consommation de ciment a diminué en France et en Belgique, mais la baisse au premier semestre en raison de la stagnation de l'économie et de conditions météorologiques très défavorables, a été compensée par des signes tangibles de stabilité au deuxième semestre.

En France, les volumes de ciment et de clinker vendus par le Groupe sur le marché national (y compris les quantités marginales destinées à l'exportation) ont diminué de 3,4 %. En Belgique, les volumes de ciment et de clinker (exportations comprises) vendus par le Groupe sont restés stables. La baisse substantielle du premier trimestre a été rattrapée en totalité par la dynamique positive enregistrée au cours des trimestres suivants.

Les prix de vente moyens sont restés stables en France et ont baissé en Belgique en raison de fortes tensions concurrentielles.

#### Matériaux de construction

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus par le Groupe sont en hausse de 0,9 % en France et en baisse de 2,1 % en Belgique. Les volumes de granulats vendus par le Groupe affichent une légère progression (+0,6 %).

Malgré l'absence de vente de droits d'émission de CO<sub>2</sub>, les résultats d'exploitation sont voisins de ceux de l'exercice précédent grâce à l'amélioration de la productivité résultant des économies d'énergie dans les cimenteries et des mesures destinées à contenir les coûts fixes.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2013	74
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	74
Gouvernement d'entreprise	Investissements et financement	80
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	<b>Commentaires par pays</b>	<b>82</b>
Comptes consolidés	Litiges et procédures en cours	88
Comptes annuels de Ciments Français SA	Événements postérieurs à la clôture	88
Informations sur le développement durable	Perspectives	88
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Espagne

En Espagne, la baisse de la consommation de ciment s'est poursuivie en 2013. Elle a été plus marquée au Pays basque qu'en Andalousie, en raison de l'évolution négative du secteur résidentiel et des infrastructures.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national sont en baisse de 10,0 % par rapport à 2012. Les volumes de ciment et clinker vendus sont globalement en hausse de 4,7 % grâce à l'augmentation des exportations.

La crise du secteur de la construction a également pénalisé les ventes de béton prêt à l'emploi (-63,4 %) et de granulats (-26,8 %) du Groupe.

Dans un contexte de marché qui reste difficile, le Groupe a renforcé ses actions de soutien, d'efficacité et de rationalisation de l'outil industriel, dont les effets positifs se poursuivront en 2014.

Les résultats d'exploitation, en baisse en raison de l'absence de ventes de droits d'émission de CO<sub>2</sub> et de la diminution des volumes vendus sur le marché national, ont été en partie compensés par la hausse des exportations et le contrôle des coûts opérationnels.

## Autre pays

En **Grèce**, dans un contexte général et sectoriel toujours très critique, l'ensemble des volumes de ciment et clinker vendu a chuté de 31,5 % par rapport à 2012.

Les ventes de granulats accusent une forte baisse (-40,6 %) tandis que les ventes de béton prêt à l'emploi augmentent de 29,4 % par rapport à 2012 avec la participation à un projet d'infrastructures.

Malgré le contrôle rigoureux des coûts fixes, le résultat brut d'exploitation courant reste négatif, principalement à cause d'une nouvelle contraction des volumes et de l'absence de vente de droits d'émission de CO<sub>2</sub>.

## Amérique du Nord

Cimenteries	6
Carrières	3
Centrales à béton	27

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires*		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>TOTAL</b>	<b>428,7</b>	439,5	<b>55,0</b>	48,8	<b>61,1</b>	55,6	<b>(3,8)</b>	(12,1)	<b>31,2</b>	26,5	<b>1 381</b>	1 413

\* Avant éliminations intra-Groupe.

Aux États-Unis, la consommation de ciment sur les marchés du Groupe est restée globalement stable malgré les conditions météorologiques très défavorables des premiers mois de l'année et du mois de décembre et le fléchissement durable des marchés au Canada et à Porto Rico.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sont en hausse de 1,5 % ; les prix de vente moyens connaissent une évolution positive en dépit d'un impact défavorable dû au mix régional de vente.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus par le Groupe sont en baisse de 9,7 %, principalement à cause de la contraction du marché au Canada. Les ventes de granulats sont en baisse de 10,0 %, pénalisées par la fin des approvisionnements pour la construction d'une centrale électrique.

Le résultat brut d'exploitation courant est en progression par rapport à 2012 grâce à l'évolution positive des volumes et des prix dans le ciment, qui a compensé la baisse des volumes et des marges unitaires dans le béton prêt à l'emploi.

## Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient

	Égypte	Maroc	Autres pays <sup>(1)</sup>	TOTAL Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient
Cimenteries	5	3	1	9
Centre de broyage	–	1	1	2
Carrières	–	4	–	4
Centrales à béton	20	25	9	54
Terminaux	–	–	2	2

(1) Bulgarie & Koweït.

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Égypte	498,9	563,9	110,1	126,9	106,0	127,1	52,0	(17,9)	40,9	31,2	4 502	4 573
Maroc	325,2	325,4	143,1	137,3	147,3	137,7	107,2	100,6	22,1	17,7	959	977
Autres pays <sup>(1)</sup>	116,3	115,6	14,1	22,5	14,5	22,6	2,1	13,0	70,3	20,1	689	707
Éliminations <sup>(2)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>940,4</b>	<b>1 004,9</b>	<b>267,3</b>	<b>286,7</b>	<b>267,9</b>	<b>287,3</b>	<b>161,3</b>	<b>95,7</b>	<b>133,3</b>	<b>69,0</b>	<b>6 150</b>	<b>6 257</b>

(1) Bulgarie et Koweït.

(2) Éliminations intra-zone.

### Égypte

En 2013, le pays a continué à souffrir d'une grande instabilité politique. Les incertitudes ont culminé avec la destitution du Président en exercice et le transfert des pouvoirs à la Haute Cour constitutionnelle, entraînant de violents affrontements en août et en octobre.

Cette situation a exacerbé les problèmes d'approvisionnement pour de nombreux produits, avec en particulier des conséquences sur la disponibilité des ressources énergétiques et des impacts négatifs sur les niveaux de production du secteur.

La consommation de ciment a enregistré une baisse estimée à 2,1 % par rapport à 2012, avec une reprise au quatrième trimestre malgré les jours fériés du mois d'octobre et les très mauvaises conditions météorologiques au mois de décembre.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2013	74
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	74
Gouvernement d'entreprise	Investissements et financement	80
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	<b>Commentaires par pays</b>	<b>82</b>
Comptes consolidés	Litiges et procédures en cours	88
Comptes annuels de Ciments Français SA	Événements postérieurs à la clôture	88
Informations sur le développement durable	Perspectives	88
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les ventes de ciment et clinker du Groupe ont baissé de 17,6 %, en raison de l'absence de ventes de clinker et d'une forte diminution des exportations. La baisse des volumes de ciment vendus sur le marché national s'est établie à 8,6 % à cause de l'irrégularité des rythmes de production associée toutefois à une forte augmentation des prix de vente.

Les ventes de béton prêt à l'emploi ont évolué positivement (+8,3 %) malgré une dégradation progressive de la tendance sur l'exercice.

Globalement, le résultat brut d'exploitation courant 2013 exprimé en monnaie locale est resté stable par rapport à 2012. L'effet volume négatif et la hausse sensible du coût des facteurs énergétiques, après l'augmentation de 60 % du prix des combustibles industriels décidée en février par le gouvernement égyptien, ont été compensés par l'évolution positive des prix.

Le résultat brut d'exploitation courant converti en euros reflète l'impact de la dépréciation de la livre égyptienne.

## Maroc

En 2013, la consommation de ciment a diminué par rapport à l'exercice précédent. La forte baisse du premier semestre, marqué par des pluies abondantes et un ralentissement des investissements privés dans le logement social et les travaux publics, a été compensée par la dynamique positive de la fin de l'année.

Dans ce contexte de marché, les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national sont en baisse de 6,4 %, avec des prix de vente moyens qui ont confirmé la tendance positive de la fin de l'année 2012. Les ventes de ciment et de clinker diminuent globalement de 4,1 %.

Les volumes de béton prêt à l'emploi et de granulats augmentent de 12,6 % et 6,7 %, respectivement.

Les résultats d'exploitation sont en hausse grâce à l'évolution favorable des prix de vente dans les trois secteurs d'activité et au contrôle des coûts opérationnels.

## Autres pays

En **Bulgarie**, après un début d'année positif, l'année 2013 a connu un ralentissement économique important en raison des incertitudes politiques apparues après les élections législatives du mois de mai. Globalement, les volumes totaux de ciment et de clinker sont en hausse de 5,6 % par rapport à 2012 grâce aux exportations soutenues par les investissements pour les Jeux olympiques d'hiver en Russie. Le résultat brut d'exploitation courant a bénéficié de la maîtrise des coûts opérationnels mais est en baisse par rapport à 2012 à cause de l'absence de vente de droits d'émission de CO<sub>2</sub>, significatifs sur l'exercice précédent.

Au **Koweït**, l'activité économique a bénéficié d'un cadre politique plus stable après l'élection d'un nouveau parlement au mois de juillet. Dans un marché en croissance, mais caractérisé par une concurrence très forte, les ventes de ciment sont en hausse de 9,6 % avec des prix stables. Les ventes de béton prêt à l'emploi ont augmenté (+1,0 %). Le résultat brut d'exploitation courant est en hausse par rapport à 2012.

## Asie

	Thaïlande	Inde	Autres pays*	TOTAL Asie
Cimenteries	3	2	1	6
Centres de broyage	–	1	–	1
Carrières	–	–	–	–
Centrales à béton	31	–	2	33

\* Kazakhstan.

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Thaïlande	269,2	227,9	51,5	30,3	52,5	30,1	28,4	5,6	20,9	22,5	876	858
Inde	213,5	248,6	28,4	52,0	28,9	51,4	10,0	32,5	21,7	24,5	802	795
Autres pays*	49,4	44,4	0,3	3,5	–	3,5	(7,0)	(2,9)	4,0	4,5	291	289
<b>TOTAL</b>	<b>532,1</b>	<b>520,9</b>	<b>80,2</b>	<b>85,8</b>	<b>81,4</b>	<b>84,9</b>	<b>31,4</b>	<b>35,2</b>	<b>46,6</b>	<b>51,5</b>	<b>1 969</b>	<b>1 942</b>

\* Kazakhstan.

## Thaïlande

En 2013, le marché a évolué de manière favorable (+9,8 % de hausse estimée pour la consommation de ciment par rapport à 2012) malgré un ralentissement au dernier trimestre lié aux tensions politiques et sociales dans le pays.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont augmenté de 13,8 %, soutenus par la réouverture en mars d'un four à Takli, tandis que les ventes cumulées de ciment et clinker ont progressé dans une moindre mesure (+5,5 %), en raison d'une diminution des exportations.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus ont enregistré une forte augmentation (+36,0 %) grâce à l'acquisition de nouveaux contrats.

Le résultat brut d'exploitation courant a connu une forte progression par rapport à 2012, particulièrement grâce à l'évolution positive des prix et, dans une moindre mesure, des volumes. Face à l'augmentation de certains coûts opérationnels, une amélioration de la productivité industrielle a été obtenue dans la cimenterie de Pukrang, où un système de récupération de la chaleur perdue a été mis en service au mois de juin.

## Inde

En Inde, la consommation de ciment dans le sud du pays a, selon nos estimations, enregistré pour la première fois depuis plus de 10 ans un léger fléchissement par rapport à 2012.

Cette situation résulte également de la réduction des dépenses publiques et des tensions sociales engendrées par l'annonce officielle de la séparation de l'Andhra Pradesh en deux états distincts. Cette décision fait encore l'objet de vives protestations qui durent depuis plusieurs mois avec des répercussions négatives sur l'activité industrielle locale.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2013	74
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	74
Gouvernement d'entreprise	Investissements et financement	80
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	<b>Commentaires par pays</b>	<b>82</b>
Comptes consolidés	Litiges et procédures en cours	88
Comptes annuels de Ciments Français SA	Événements postérieurs à la clôture	88
Informations sur le développement durable	Perspectives	88
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont légèrement augmenté (+0,6 %) et les ventes cumulées de ciment et de clinker (exportations comprises) ont progressé de 1,6 %.

L'excédent de capacité de production et les tensions concurrentielles dans un marché en baisse ont pesé sur les prix moyens de vente, en baisse par rapport à 2012.

Le résultat brut d'exploitation courant enregistre une baisse sensible par rapport à 2012, à cause de l'effet prix négatif et, dans une moindre mesure, de l'augmentation de certains coûts variables (en particulier matières premières et énergie) et de la dépréciation de la roupie qui impacte les résultats en euros.

### Autre pays

Au **Kazakhstan**, la consommation de ciment a enregistré une forte croissance. Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont augmenté de 6,6 % (+4,9 % avec les exportations), affectés par l'arrivée sur le marché de nouveaux opérateurs au second semestre. Les ventes de béton prêt à l'emploi ont connu une augmentation encore plus forte (+45,8 %).

Les résultats d'exploitation, en baisse par rapport à 2012 à cause de l'augmentation des coûts énergétiques et des coûts fixes, n'ont été que partiellement compensés par l'impact positif des volumes et des prix. À fin 2013, la construction d'une ligne de production de clinker à voie sèche a débuté. Elle permettra à Shymkent Cement d'améliorer sa structure de coûts, de garantir une production continue dans un marché en expansion et de réduire l'impact environnemental.

### Négoce ciment/clinker

Centre de broyage	<b>1</b>
Terminaux	<b>6</b>
Centrales à béton	<b>2</b>

	Chiffre d'affaires*		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>TOTAL</b>	<b>176,2</b>	213,0	<b>6,8</b>	9,0	<b>6,8</b>	9,0	<b>(1,9)</b>	5,8	<b>4,8</b>	3,1	<b>305</b>	346

\* Avant éliminations intra-Groupe.

En 2013, les ventes cumulées de ciment et de clinker intra-Groupe et à des tiers ont baissé de 17,0 % par rapport à 2012.

La baisse des volumes est due principalement à la diminution de la quantité disponible de ciment et de clinker en provenance d'Égypte. Cette diminution a été compensée en partie seulement par une augmentation des exportations en provenance d'Espagne et de Bulgarie.

Les résultats d'exploitation sont en baisse par rapport à 2012.

---

### 3.5 Litiges et procédures en cours

Les litiges en cours faisant l'objet de provisions ainsi que les litiges éventuels sont indiqués en note 21 des Notes explicatives aux comptes consolidés.

### 3.6 Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation économique, le patrimoine et la situation financière du Groupe au 31 décembre 2013.

Le 6 mars 2014, la société Italcementi S.p.A. a annoncé envisager une offre publique simplifiée visant les actions Ciments Français. Le conseil d'administration de Ciments Français a examiné le 10 mars les principaux termes de ce projet. Il a mandaté ses administrateurs indépendants afin qu'ils examinent les termes et conditions de l'opération proposée et qu'ils supervisent les travaux de l'expert indépendant. Le 12 mars, le cabinet FINEXSI a été désigné en tant qu'expert indépendant par le conseil d'administration sur proposition des administrateurs indépendants ; il est chargé de rédiger un rapport sur les conditions financières de l'offre et d'établir une attestation d'équité. Après autorisations de l'Autorité des marchés financiers, l'offre publique simplifiée sera suivie d'une procédure de retrait de la cotation de Ciments Français par Italcementi S.p.A., dans le cas où celle-ci détiendrait plus de 95 % du capital à la suite de cette opération.

### 3.7 Perspectives

L'évolution de l'économie dans les régions où le Groupe est présent, ainsi que les tendances qui ont commencé à apparaître en 2013, annoncent une baisse plus réduite en Europe de l'Ouest, une hausse mesurée aux États-Unis et en Asie et une consolidation en Afrique du Nord avec une reprise en Égypte.

Dans ce contexte, le Groupe prévoit un résultat brut d'exploitation 2014 voisin de celui de 2013. L'effet volume devrait être globalement neutre et l'inflation des coûts devrait être compensée par une amélioration des prix de vente et la poursuite de nos actions d'efficience.





Pour une haute performance thermique

---

## 4

## Comptes consolidés

4.1	État de la situation financière consolidée .....	92
4.2	Compte de résultat consolidé .....	94
4.3	État du résultat global consolidé .....	95
4.4	État des variations des capitaux propres consolidés .....	96
4.5	État des flux de trésorerie consolidés .....	97
4.6	Notes explicatives aux comptes consolidés .....	99
4.7	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .....	175

## 4.1 État de la situation financière

### Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Immobilisations corporelles	5	3 158,8	3 356,6
Immeubles de placement		7,1	10,4
Écarts d'acquisition	6	1 102,9	1 196,0
Immobilisations incorporelles	7	59,4	44,6
Participations dans les entreprises associées	8	183,9	202,0
Autres titres de participation	9	39,7	65,3
Impôts différés actif	22	11,1	10,2
Autres actifs non courants	10	74,6	73,1
<b>Total actifs non courants</b>		<b>4 637,5</b>	<b>4 958,2</b>
Stocks	11	511,0	556,7
Clients	12	355,6	379,1
Autres débiteurs courants	13	200,9	233,1
Créances d'impôt		22,3	18,5
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers		16,7	17,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36	450,5	539,1
<b>Total actifs courants</b>		<b>1 557,1</b>	<b>1 744,2</b>
<b>Total actif</b>		<b>6 194,6</b>	<b>6 702,4</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	Notes explicatives aux comptes consolidés	99
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Passif

(en millions d'euros)	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012 *
Capital	14	143,2	143,2
Primes		947,0	947,0
Réserves	15	(134,6)	33,1
Actions propres	16	(16,5)	(17,1)
Résultats accumulés		1 841,4	1 890,6
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>2 780,4</b>	<b>2 996,8</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	18	728,5	786,1
<b>Capitaux propres</b>		<b>3 508,9</b>	<b>3 782,9</b>
Dettes financières	19	1 128,7	1 270,3
Provisions pour avantages du personnel	20	175,5	201,7
Autres provisions	21	142,7	148,1
Impôts différés passif	22	196,9	184,7
Autres dettes et passifs non courants		7,5	10,1
<b>Total passifs non courants</b>		<b>1 651,3</b>	<b>1 814,9</b>
Dettes court terme et découverts bancaires	19	57,6	54,9
Dettes financières	19	70,6	122,6
Fournisseurs et autres créiteurs		439,5	476,4
Provisions	21	1,7	0,6
Dettes d'impôt		36,1	31,0
Autres passifs courants	23	428,9	419,2
<b>Total passifs courants</b>		<b>1 034,4</b>	<b>1 104,6</b>
<b>Total capitaux propres et passifs</b>		<b>6 194,6</b>	<b>6 702,4</b>

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

## 4.2 Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	2013		2012		Variation
		Montants	%	Montants *	%	2013 / 2012
<b>Chiffre d'affaires</b>	4	<b>3 591,5</b>	<b>100,0 %</b>	<b>3 727,4</b>	<b>100,0 %</b>	<b>-3,6 %</b>
Autres produits de l'activité		19,3		16,5		
Production stockée		1,9		8,4		
Production immobilisée		19,4		12,8		
Achats et consommations	25	(1 407,0)		(1 511,4)		
Services extérieurs	26	(934,0)		(957,6)		
Charges de personnel	27	(593,5)		(610,5)		
Autres produits (charges) d'exploitation	28	(54,5)		(23,6)		
<b>Résultat brut d'exploitation courant</b>	4	<b>642,9</b>	<b>17,9 %</b>	<b>661,9</b>	<b>17,8 %</b>	<b>-2,9 %</b>
Plus (moins) values de cession	29	11,0		9,2		
Autres produits et charges non courants	29	(20,0)		(4,5)		
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	4	<b>633,9</b>	<b>17,7 %</b>	<b>666,6</b>	<b>17,9 %</b>	<b>-4,9 %</b>
Amortissements	5	(332,8)		(350,7)		
Dépréciations d'actifs	5, 6 & 7	(12,9)		(270,9)		
<b>Résultat d'exploitation</b>	4	<b>288,2</b>	<b>8,0 %</b>	<b>45,0</b>	<b>1,2 %</b>	
Produits financiers	30	23,8		45,9		
Charges financières	30	(84,1)		(93,2)		
Gains (pertes) de change et variations de juste valeur des instruments dérivés	30	1,2		1,5		
Dépréciations de titres de participation	30	(17,0)		(0,2)		
<b>Résultat financier</b>	30	<b>(76,1)</b>		<b>(46,0)</b>		
Quote-part de résultat des entreprises associées	8	8,5		11,3		
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>220,6</b>	<b>6,1 %</b>	<b>10,3</b>	<b>0,3 %</b>	
Impôts	31	(106,0)		(102,8)		
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>114,7</b>	<b>3,2 %</b>	<b>(92,5)</b>	<b>-2,5 %</b>	
Résultat net des activités abandonnées		-		8,2		
<b>Résultat net</b>		<b>114,7</b>	<b>3,2 %</b>	<b>(84,4)</b>	<b>-2,3 %</b>	
Dont part attribuable aux :						
Propriétaires de la société mère du Groupe		48,1		(141,7)		
Participations ne donnant pas le contrôle		66,6		57,4		
<b>Résultat par action (en euros)</b>	33					
<b>Activités poursuivies et abandonnées</b>						
Résultat de base		1,36		(3,99)		
Résultat dilué		1,36		(3,99)		
<b>Activités poursuivies</b>						
Résultat de base		1,36		(4,23)		
Résultat dilué		1,36		(4,23)		

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	<b>Compte de résultat consolidé</b>	<b>94</b>
Gouvernement d'entreprise	<b>État du résultat global consolidé</b>	<b>95</b>
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	Notes explicatives aux comptes consolidés	99
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 4.3 État du résultat global (Note 32)

(en millions d'euros)

	31 décembre 2013	31 décembre 2012 *
	Montants	Montants
<b>Résultat net</b>	<b>114,7</b>	<b>(84,4)</b>
Gains (pertes) actuariels sur avantages au personnel	<b>23,1</b>	<b>(18,6)</b>
Impôts sur éléments non recyclables au compte de résultat	(3,7)	9,0
<b>Total des éléments non recyclables au compte de résultat</b>	<b>19,4</b>	<b>(9,6)</b>
Différences de conversion sur activités à l'étranger	(237,2)	(93,5)
Variations de valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	1,6	(9,6)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(4,5)	(23,8)
Impôts sur éléments recyclables au compte de résultat	(0,7)	2,1
<b>Total des éléments recyclables au compte de résultat</b>	<b>(240,8)</b>	<b>(124,8)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>	<b>(221,3)</b>	<b>(134,3)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>(106,7)</b>	<b>(218,7)</b>
Attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère	(100,5)	(244,1)
Participations ne donnant pas le contrôle	(6,2)	25,4

Voir les notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés.

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

## 4.4 État des variations des capitaux propres

(en millions d'euros)

	Capital	RÉSERVES					Actions propres	Résultats accumulés	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
		Primes d'émission	Titres disponibles à la vente	Dérivés	Autres réserves	Différences de conversion					
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2012 *</b>	<b>143,1</b>	<b>946,2</b>	<b>14,3</b>	<b>4,8</b>	<b>104,0</b>	<b>2,6</b>	<b>(4,0)</b>	<b>2 152,7</b>	<b>3 363,8</b>	<b>834,7</b>	<b>4 198,5</b>
Résultat net de la période								(141,7)	(141,7)	57,4	(84,4)
Autres éléments du résultat global			(23,8)	(7,4)		(61,5)		(9,7)	(102,4)	(32,0)	(134,3)
<b>Résultat global 2012 *</b>			<b>(23,8)</b>	<b>(7,4)</b>		<b>(61,5)</b>		<b>(151,4)</b>	<b>(244,1)</b>	<b>25,4</b>	<b>(218,7)</b>
Dividendes								(106,7)	(106,7)	(62,4)	(169,0)
Augmentation de capital	0,1	0,8							0,9		0,9
Achat net d'actions propres							(13,1)		(13,1)		(13,1)
Variations de périmètre et autres								(4,0)	(4,0)	(11,6)	(15,6)
<b>Solde au 31 décembre 2012 *</b>	<b>143,2</b>	<b>947,0</b>	<b>(9,4)</b>	<b>(2,6)</b>	<b>104,0</b>	<b>(58,9)</b>	<b>(17,1)</b>	<b>1 890,6</b>	<b>2 996,8</b>	<b>786,1</b>	<b>3 782,9</b>
Résultat net de la période								48,1	48,1	66,6	114,7
Autres éléments du résultat global			(4,5)	0,9		(164,1)		19,2	(148,5)	(72,8)	(221,3)
<b>Résultat global 2013</b>			<b>(4,5)</b>	<b>0,9</b>		<b>(164,1)</b>		<b>67,3</b>	<b>(100,5)</b>	<b>(6,2)</b>	<b>(106,7)</b>
Dividendes								(106,3)	(106,3)	(50,0)	(156,3)
Revente d'actions propres							0,6		0,6		0,6
Variations de périmètre et autres								(10,2)	(10,2)	(1,4)	(11,6)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>143,2</b>	<b>947,0</b>	<b>(14,0)</b>	<b>(1,7)</b>	<b>104,0</b>	<b>(223,0)</b>	<b>(16,5)</b>	<b>1 841,4</b>	<b>2 780,4</b>	<b>728,5</b>	<b>3 508,9</b>

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

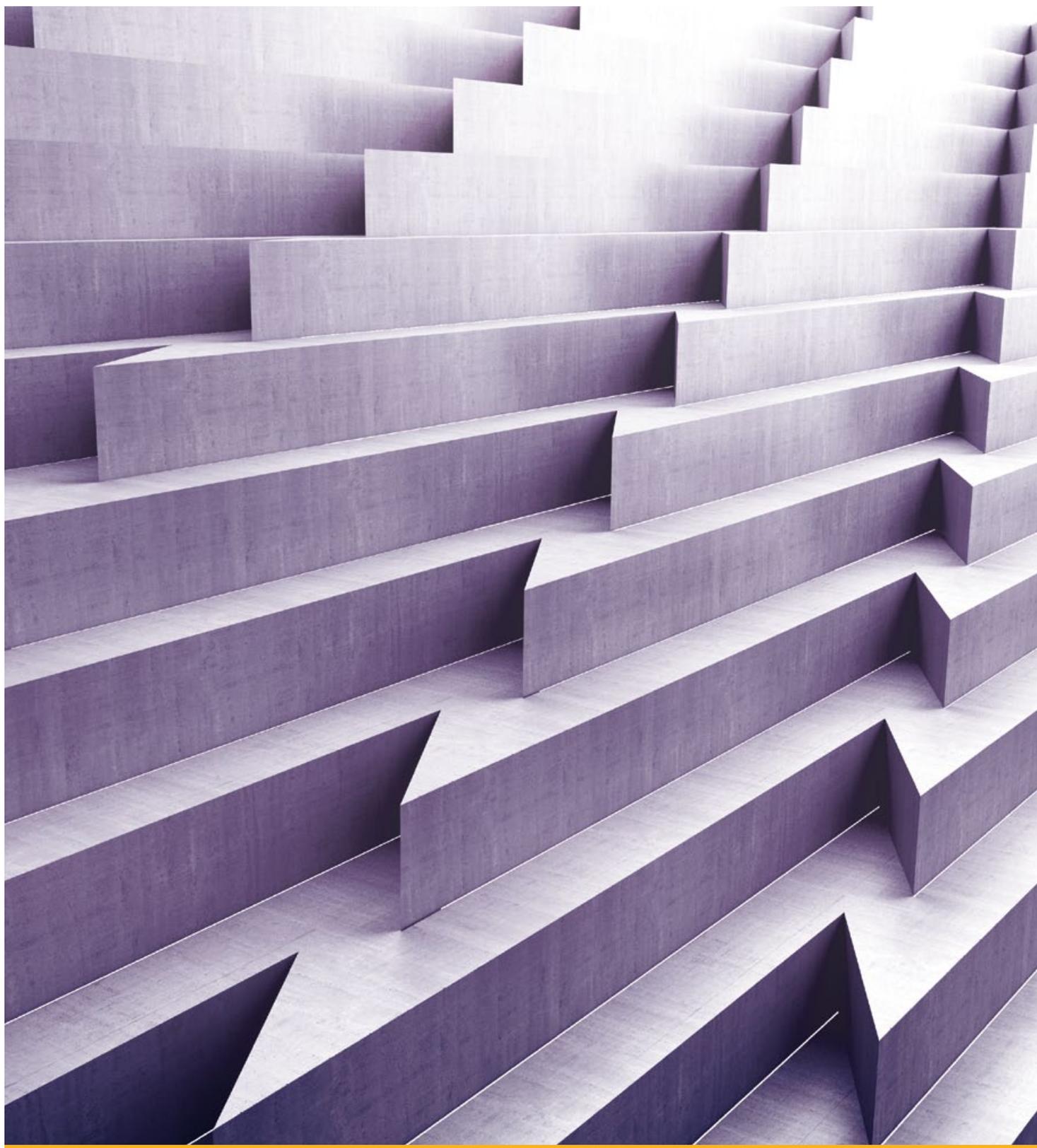
Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	<b>État des flux de trésorerie consolidés</b>	<b>97</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Notes explicatives aux comptes consolidés	99
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 4.5 État des flux de trésorerie (Note 36)

(en millions d'euros)	2013	2012 <sup>(2)</sup>
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité</b>		
Résultat avant impôts	220,6	10,3
Ajustements pour :		
Amortissements et dépréciations	367,0	624,3
Extourne du résultat non distribué des entreprises associées	(2,7)	1,5
Plus et moins-values de cession	(12,9)	(34,6)
Variation des engagements de retraite et autres provisions	7,8	(7,5)
Charges financières, nettes	57,9	61,3
<b>Flux avant impôts, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>637,8</b>	<b>655,4</b>
Variation du besoin en fonds de roulement <sup>(1)</sup>	20,3	47,8
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle</b>	<b>658,0</b>	<b>703,2</b>
Frais financiers nets payés	(54,5)	(66,1)
Dividendes reçus	1,1	1,1
Impôts payés	(86,8)	(122,8)
<b>TOTAL ACTIVITÉ</b>	<b>517,8</b>	<b>515,3</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Investissements incorporels	(20,6)	(1,9)
Investissements corporels	(274,6)	(263,3)
Investissements financiers nets de la trésorerie des sociétés acquises	(1,4)	(0,3)
Cessions d'immobilisations nettes de la trésorerie des sociétés cédées	19,8	59,6
(Émissions) remboursements nets de prêts et autres actifs financiers long terme	0,3	(2,3)
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>(276,5)</b>	<b>(208,2)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Émissions d'emprunts long terme	3,3	21,7
Remboursements d'emprunts long terme	(172,3)	(148,6)
Variation des actifs et passifs financiers courants	38,0	(28,0)
Augmentation de capital	–	0,9
Achats d'actions propres	0,6	(13,1)
Distribution de dividendes	(156,3)	(169,3)
Autres ressources (emplois)	(3,6)	(0,1)
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>(290,2)</b>	<b>(336,6)</b>
Incidence des variations des devises sur la trésorerie et divers	(39,7)	(15,3)
Flux nets liés aux activités abandonnées	–	6,4
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(88,6)</b>	<b>(38,4)</b>
Trésorerie d'ouverture	539,1	577,5
Trésorerie de clôture	450,5	539,1
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(88,6)</b>	<b>(38,4)</b>
(1) Dont amélioration (dégradation) liée aux programmes de cessions de créances (cf. note 12)	19,7	57,4

(2) Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.



Pour une mise en œuvre rapide

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 4.6 Notes explicatives aux comptes consolidés

- Note 1 - Principales règles et méthodes comptables
- Note 2 - Taux de conversion
- Note 3 - Variations du périmètre de consolidation
- Note 4 - Information sectorielle
- Note 5 - Immobilisations corporelles
- Note 6 - Écarts d'acquisition
- Note 7 - Immobilisations incorporelles
- Note 8 - Participations dans les entreprises associées
- Note 9 - Autres titres de participation
- Note 10 - Autres actifs non courants
- Note 11 - Stocks
- Note 12 - Clients
- Note 13 - Autres débiteurs courants
- Note 14 - Capital social
- Note 15 - Réserves
- Note 16 - Actions propres
- Note 17 - Dividendes payés
- Note 18 - Participations ne donnant pas le contrôle
- Note 19 - Situation financière
- Note 20 - Retraites, prévoyance et autres avantages accordés aux salariés
- Note 21 - Autres provisions et passifs éventuels
- Note 22 - Impôts sur les bénéfices
- Note 23 - Autres passifs courants
- Note 24 - Engagements hors bilan
- Note 25 - Achats et consommations
- Note 26 - Services extérieurs
- Note 27 - Charges de personnel
- Note 28 - Autres produits et autres charges d'exploitation
- Note 29 - Autres produits et charges non courants
- Note 30 - Résultat financier
- Note 31 - Analyse de la charge d'impôt figurant au compte de résultat
- Note 32 - Éléments recyclables du résultat global
- Note 33 - Résultat par action
- Note 34 - Transactions avec les parties liées
- Note 35 - Participation dans les coentreprises
- Note 36 - Tableau des flux de trésorerie
- Note 37 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice
- Note 38 - Application de la norme IAS 19 révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2013
- Note 39 - Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA au 31 décembre 2013 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 4 mars 2014, qui en a autorisé la publication au 6 mars 2014.

Ciments Français SA est une société anonyme de droit français cotée sur Euronext Paris.

## Note 1 - Principales règles et méthodes comptables

### 1.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA reflètent la situation comptable de Ciments Français et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts dans les entreprises associées et les coentreprises. Ils sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la clôture de l'exercice. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2013 mais non encore adoptées par l'Union européenne à cette date.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne mais dont l'application n'est pas obligatoire en 2013.

Les textes d'application obligatoire pour le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 sont les suivants :

- **Amendements à IAS 1** « Présentation des états financiers », concernant la présentation des autres éléments du résultat global, adoptés par l'Union européenne en juin 2012.
- **Amendements à IAS 12** « Impôts sur le résultat », concernant le recouvrement des actifs sous-jacents, adopté par l'Union européenne en décembre 2012.
- **Amendements à IAS 19** « Avantages du personnel », adoptés par l'Union européenne en juin 2012.
- **Amendements à IFRS 7** « Instruments financiers - informations à fournir », concernant la compensation d'actifs et de passifs financiers, adoptés par l'Union européenne en décembre 2012.
- **IFRS 13** « Évaluation à la juste valeur », adoptée par l'Union européenne en décembre 2012.
- **Interprétation IFRIC 20** « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » adoptée par l'Union européenne en décembre 2012.
- **Améliorations annuelles**, cycle 2009-2011, adoptées par l'Union européenne en mars 2013.

La première application de ces textes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes 2013, à l'exception des amendements à IAS 19 dont les impacts sont indiqués en note 38.

Les nouveaux textes adoptés par l'Union européenne et applicables pour le Groupe aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont les suivants :

- **Amendements à IAS 32** « Instruments financiers – Présentation », concernant la compensation d'actifs et passifs financiers, adoptés par l'Union européenne en décembre 2012.
- **IFRS 10** « États financiers consolidés », **IFRS 11** « Partenariats » et **IFRS 12** « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », et **amendements** consécutifs sur **IAS 27** et **IAS 28**, adoptés par l'Union européenne en décembre 2012.
- **Amendements à IFRS 10, 11 et 12**, concernant les modalités de transition, adoptés par l'Union européenne en avril 2013.
- **Amendements à IAS 36** « Dépréciations d'actifs », concernant les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers, adoptés par l'Union européenne en décembre 2013.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

- **Amendements à IAS 39** « Instruments financiers », concernant le maintien de la comptabilité de couverture en cas de novation de dérivés, adoptés par l'Union européenne en décembre 2013.

Les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2013, sous réserve de leur adoption par l'Union européenne, sont les suivants :

- **IFRS 9** « Instruments financiers », norme devant progressivement remplacer IAS 39, et dont le processus d'adoption par l'Union européenne est suspendu.
- **Amendements à IAS 19 révisé**, concernant les contributions des employés.
- **Amendements** à divers IFRS (processus annuel d'amélioration des normes, cycles 2010-2012 et 2011-2013).
- **IFRIC 21** « Droits ou taxes ».

Le Groupe finalise ses travaux relatifs à la mise en œuvre de ces textes, qui ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes 2014.

## 1.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les actifs financiers disponibles à la vente. La valeur comptable des actifs et passifs qui font l'objet de couvertures est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur attribuables aux risques couverts. Les états financiers consolidés sont présentés en euros arrondis au dixième de million le plus proche.

Les postes du bilan sont présentés suivant la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants. Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent les actifs courants du Groupe. Les autres actifs constituent les actifs non courants. Les dettes dont l'échéance intervient au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent les dettes courantes. Les autres dettes sont non courantes.

Le compte de résultat est présenté par nature.

Le tableau des flux est présenté suivant la méthode indirecte.

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux principes comptables internationaux, nécessite la prise en compte, par la Direction du Groupe, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Elles sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles servent de base à l'exercice du jugement dans l'appréciation des valeurs comptables de certains actifs et passifs. Elles sont revues à chaque clôture. Il est possible que la réalité se révèle différente. Les estimations et hypothèses, qui ont été établies en prenant en compte le contexte de crise actuel rendant difficile l'appréhension des perspectives économiques, sont notamment sensibles en matière de tests de perte de valeur des actifs immobilisés qui sont largement fondés sur les estimations de flux de trésorerie futurs et d'hypothèses de taux d'actualisation et de taux de croissance (voir note 6.2), de provisions pour litiges (voir note 21), d'engagements de retraite et autres avantages long terme (voir note 20), de provisions pour réaménagement de site, de valorisation des titres de participation disponibles à la vente (voir note 9), d'instruments dérivés (voir note 19), et de constatation d'actifs d'impôts différés (voir note 31).

Certains pays dans lequel le Groupe est présent via des filiales ou des investissements financiers, notamment l'Égypte et la Syrie, connaissent des événements politiques entraînant des tensions et incertitudes sur l'environnement économique, avec en particulier des augmentations de coûts salariaux, de l'énergie et des combustibles, et de protection des actifs et des personnes, ainsi que parfois des interruptions de la production. Cependant, dans ces pays, les besoins à moyen terme en ciment restent élevés.

### 1.3 Principes de consolidation

#### Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Afin de déterminer le contrôle, sont également pris en compte les droits de vote potentiels de titres exerçables ou convertibles.

Les états financiers des filiales sont consolidés ligne à ligne dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

#### Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais qu'il ne contrôle pas. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût. La valeur comptable dans les états financiers est ensuite augmentée ou diminuée des changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue et de toute perte de valeur. La quote-part du Groupe dans le résultat de l'entreprise associée est comptabilisée en résultat sur une ligne spécifique à partir de la date où le Groupe exerce une influence notable et jusqu'à la date où elle cesse.

#### Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce avec un ou plusieurs partenaires un contrôle conjoint de leur activité en vertu d'un accord contractuel. Le contrôle conjoint suppose que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles doivent être prises par consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans la coentreprise est enregistrée dans chaque catégorie d'actifs et de passifs pour la quote-part contrôlée par le Groupe. Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

#### Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et transactions intra-Groupe, y compris les résultats internes provenant des transactions intra-Groupe, sont totalement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées sont éliminés en déduction de l'investissement.

#### Périmètre de consolidation

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 39.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 1.4 Regroupements d'entreprises

### Regroupements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les intérêts minoritaires sont comptabilisés soit à leur juste valeur, soit en proportion de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise, l'option étant possible au cas par cas pour chaque acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition sont enregistrés en charges.

Si le regroupement s'effectue par achats successifs, la quote-part détenue antérieurement à la date d'acquisition est réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat.

L'écart d'acquisition est déterminé comme la différence positive entre, d'une part, la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée le cas échéant de la juste valeur de la quote-part détenue antérieurement et du montant des intérêts minoritaires, et d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si cette différence est négative, elle est enregistrée directement en résultat. L'écart d'acquisition est ensuite maintenu à son coût d'origine, diminué le cas échéant des pertes de valeur enregistrées.

Au-delà d'une période d'un an, les éventuels ajustements de valeurs attribuées à la date d'acquisition aux actifs identifiables ou passifs repris sont comptabilisés en résultat ; il en est de même des ajustements du coût d'acquisition quand ils portent sur un passif financier.

En cas d'acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée, l'écart entre le prix d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires est enregistré en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère ; la valeur consolidée des actifs, passifs et écarts d'acquisition de l'entité est inchangée. De même, en cas de cession partielle de titres d'une entité contrôlée sans perte de contrôle, l'écart entre le prix de cession et la quote-part de capitaux propres de l'entité contrôlée est enregistré en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère.

Les engagements de rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés contrôlées sont constatés en dettes pour le montant actualisé du prix d'exercice de l'option de vente, en contrepartie des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère ; les variations ultérieures de la dette suivent le même traitement.

### Regroupements antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010

Les méthodes comptables appliquées aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 différaient des règles ci-dessus, principalement sur les points suivants :

- Les frais directement attribuables aux opérations de regroupement d'entreprise étaient ajoutés au coût d'acquisition. Cependant, les frais d'acquisition engagés en 2009 pour des regroupements d'entreprises postérieurs ont été enregistrés en charges sur l'exercice 2009 ;
- Les intérêts minoritaires étaient comptabilisés en proportion de la juste valeur des actifs nets acquis ;
- En cas de regroupement par achats successifs, chaque transaction importante était traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et de l'écart d'acquisition en résultant. Lorsqu'un achat complémentaire permettait l'obtention du contrôle, la part d'intérêt détenue précédemment était réévaluée sur la base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire, et la contrepartie de la réévaluation était enregistrée en capitaux propres.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas été retraités rétrospectivement.

Par ailleurs, les engagements de rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés contrôlées ont été constatés en dette pour le montant actualisé du prix d'exercice de l'option de vente. Les intérêts minoritaires correspondants ont été annulés, et la différence enregistrée en écart d'acquisition, ainsi que les variations ultérieures de la dette.

### 1.5 Méthodes de conversion

La monnaie fonctionnelle de Ciments Français SA et de ses opérations situées dans la zone euro est l'euro. La monnaie fonctionnelle des opérations situées hors de la zone euro est généralement la monnaie locale. La monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe Ciments Français est l'euro.

#### Transactions en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle

Les opérations en devises étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de transaction.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devise étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées en résultat.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devise étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au taux de change à la date de transaction. Ceux évalués à la juste valeur sont convertis au taux de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

#### Conversion des états financiers des opérations situées à l'étranger

À la date de clôture, les actifs et passifs des filiales, entreprises associées et coentreprises dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les charges et produits sont convertis au taux de change moyen de la période. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, date de transition aux IFRS, les écarts de change résultant de cette conversion sont affectés directement sous une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de cessions ultérieures des investissements nets libellés en devise étrangère, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger est constaté en résultat.

En application d'une exemption offerte par la norme IFRS 1, les écarts de conversion cumulés résultant des variations de change des comptes de filiales libellés en monnaies autres que l'euro, antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004, ont été reclassés en report à nouveau à cette date et ne donneront pas lieu à une comptabilisation en résultat lors de la cession ultérieure des investissements nets libellés en devise étrangère.

### 1.6 Immobilisations corporelles

#### Coût d'acquisition

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer du bien dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation. Les coûts de production comprennent les coûts de matériels utilisés et la main-d'œuvre directe. Les intérêts des capitaux empruntés par le Groupe pour financer des investissements pendant la période de pré-exploitation sont incorporés au coût de l'immobilisation. Lorsqu'une immobilisation corporelle comprend des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes, ils sont comptabilisés séparément.

#### Dépenses ultérieures

Les dépenses de maintenance et de réparation sont enregistrées en charges au cours de la période où elles sont encourues. Les dépenses relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont capitalisées et enregistrées comme un actif distinct et l'actif remplacé est sorti du bilan.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains, à l'exception des terrains de carrières, ne sont pas amortis.

## Carrières

Les coûts de découverte et d'aménagement permettant l'exploitation des carrières constituent des composants de la carrière amortis sur la période pendant laquelle les avantages liés aux coûts engagés sont attendus.

Les terrains de carrières sont amortis en fonction des tonnages extraits sur l'exercice par rapport à la capacité d'extraction totale estimée de la carrière sur sa durée d'exploitation.

Lorsqu'il existe une obligation légale ou contractuelle de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée (voir note 21). La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée au stade d'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat.

### 1.7 Location financement

Les contrats de location de biens immobiliers ou mobiliers dans lesquels le Groupe a conservé en substance la quasi-totalité des risques et avantages sont qualifiés de location financement.

Les biens acquis en location financement sont enregistrés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant.

Les principes d'amortissement et de valorisation ultérieure de l'actif sont similaires à ceux des autres immobilisations corporelles.

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est effectivement conservée par le bailleur, sont qualifiés de location simple. Les charges de location sont enregistrées en résultat et réparties de façon linéaire sur la durée du contrat.

### 1.8 Immeubles de placement

Les biens immobiliers sont classés dans cette catégorie lorsqu'ils sont détenus en vue de percevoir des revenus locatifs ou de valoriser un patrimoine immobilier plutôt que de les utiliser pour la production. Les immeubles de placement sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti.

### 1.9 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition constatés lors des regroupements d'entreprises (voir note 1.4) ne sont plus amortis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. À compter de la date d'acquisition, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des effets de synergie de l'acquisition en vue de procéder à leur évaluation ultérieure.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une évaluation systématique annuelle ou lorsqu'il survient un indice de perte de valeur selon la procédure de dépréciation d'actifs décrite en note 1.11. Lorsque l'écart d'acquisition a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et qu'une activité a été cédée au sein de cette unité, l'écart d'acquisition imputable à l'activité cédée est inclus dans la valeur comptable de l'unité cédée et évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité sortie et de la part de l'activité conservée.

### 1.10 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût, celles acquises lors de regroupement d'entreprises sont enregistrées à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition. L'amortissement est constaté sur la base de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

Le Groupe n'a pas identifié d'immobilisations incorporelles, qui auraient une durée de vie indéfinie, autres que les écarts d'acquisition.

### 1.11 Dépréciation des actifs non courants

Les actifs qui ont une durée de vie indéfinie (les écarts d'acquisition) et qui ne sont pas amortis font l'objet d'un test de dépréciation systématique une fois par an et à chaque fois qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable. Le test de dépréciation est réalisé pour chaque clôture annuelle, de façon systématique sur toutes les unités génératrices de trésorerie sur lesquelles un écart d'acquisition a été affecté.

Les actifs qui font l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation dès lors qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable.

Le montant de la dépréciation enregistré correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est notamment appréciée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés sur des périodes allant jusqu'à 9 ans pour tenir compte des caractéristiques de l'activité du Groupe et des spécificités des cycles propres aux différents marchés concernés. Les valeurs terminales sont déterminées en fonction des flux de trésorerie de référence reflétant les rentabilités normales des marchés. Les actifs sont testés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'un découpage opérationnel. Le taux d'actualisation retenu est déterminé pour chaque groupe d'actifs testé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les pertes de valeur comptabilisées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises. Pour les autres actifs, lorsqu'un indice montre que la perte de valeur constatée antérieurement pourrait ne plus être fondée, la perte de valeur est reprise à hauteur du plus petit montant entre la nouvelle valeur et la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif s'il n'avait pas été déprécié.

### 1.12 Titres de participation et autres actifs financiers

L'ensemble des titres et actifs financiers est enregistré à l'origine à la juste valeur majorée des frais d'acquisition liés à l'opération. L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de la catégorie dans laquelle ils ont été classés : actifs financiers évalués à la juste valeur en résultat, placements détenus jusqu'à l'échéance, prêts et actifs disponibles à la vente.

Les « actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat » sont classés en actifs financiers courants et sont évalués à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant des variations de juste valeur sont constatés en résultat financier.

Les placements détenus avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance sont classés en actifs financiers courants si leur maturité est inférieure à un an et en actifs financiers non courants si leur maturité excède un an. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif à l'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont constatés en réserves dans les capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement sauf en cas de dépréciation significative ou prolongée de ces actifs, auquel cas, la perte nette cumulée en capitaux propres est enregistrée en résultat.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

### 1.13 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût d'achat ou de production (établis suivant la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

Pour les produits finis ou semi-finis, la valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsqu'une baisse du prix des matières premières implique une baisse de la valeur de réalisation des produits finis en deçà de leur coût de production, les matières premières sont dépréciées pour que leur valeur corresponde au coût de remplacement.

La valeur nette de réalisation tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence et à la rotation lente des stocks.

Les matières premières, les fournitures et les pièces de rechange sont évaluées au coût d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'achat inclut les dépenses encourues pour acheter et acheminer les produits jusqu'au lieu de stockage.

Les coûts de production des produits finis et des produits en-cours comprennent le coût des matières premières et de la main-d'œuvre directe et une quote-part des frais généraux de production, fonction de la capacité normale des installations de production, à l'exclusion des coûts de leur financement.

### 1.14 Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres créances sont reconnues et comptabilisées à la juste valeur majorée des coûts de transaction, diminuée de la dépréciation correspondant aux montants non recouvrables.

Déconsolidation des actifs financiers :

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque :

- Les droits contractuels constituant cet actif arrivent à expiration ;
- Le Groupe transfère substantiellement la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, mais a transféré le contrôle de l'actif financier.

Lorsque les droits à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier ont été transférés mais que le Groupe n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, ni transféré le contrôle de l'actif financier, il continue à comptabiliser l'actif financier transféré à hauteur de son implication continue dans l'actif.

### 1.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme et les autres placements de trésorerie ayant une échéance inférieure à trois mois à l'origine de la transaction. Dans le Groupe, les découverts bancaires constituent un moyen de financement et non une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les produits de placement en euros sont des OPCVM classés par l'AMF dans la catégorie « monétaire euro » ou qui sont classés comme tels par l'autorité de régulation du pays concerné.

Pour les placements de trésorerie en euros ou autres devises ne répondant pas à la catégorie monétaire euro, ces OPCVM sont conformes à la définition des équivalents de trésorerie donnée par la norme IAS 7 : référence du placement basé sur l'indice du marché monétaire considéré, durée de placement généralement inférieure ou égale à trois mois, valeur liquidative quotidienne ou hebdomadaire, placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie eu égard aux faibles volatilité et sensibilité historiques, montant de cession du produit aisément prévisible, performance principalement liée à l'évolution du marché monétaire.

## 1.16 Impôts

Les impôts courants sont constatés en conformité avec les règles en vigueur dans chacun des pays.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant l'approche bilancielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces éléments pourront être imputés.

Seules les différences temporelles imposables ou déductibles générées dans les cas suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'un passif d'impôt différé ou d'un actif d'impôt différé :

- les différences temporelles imposables liées à l'écart d'acquisition ;
- les différences temporelles imposables ou déductibles résultant de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal ;
- les différences temporelles liées aux participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises :
  - sur les différences temporelles imposables lorsque la société contrôle la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible,
  - sur les différences temporelles déductibles s'il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans un avenir prévisible et qu'elles puissent être imputées sur un bénéfice imposable.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de cet actif d'impôts différés. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les impôts relatifs aux éléments reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

## 1.17 Engagements de retraite et autres avantages assimilés

### Principaux types de régime et traitement comptable

#### Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse des cotisations définies à une société d'assurance ou à un fonds de pension et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Ces cotisations, versées en contrepartie des services rendus par les salariés, sont constatées en charges lorsqu'elles sont encourues.

#### Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent aux salariés des prestations futures constituant un engagement pour le Groupe. Le risque actuariel et les risques de placement incombent alors à l'entreprise. Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Ce calcul actuariel suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires et des coûts médicaux, taux d'actualisation, rendement attendu des placements financiers).

Lorsque les régimes à prestations définies sont partiellement ou intégralement financés par des cotisations versées à un fonds distinct ou à une compagnie d'assurances, les actifs de ces entités sont évalués à leur juste valeur.

L'obligation est alors enregistrée au bilan, déduction faite de la valeur des actifs du régime qui couvrent cette obligation.

### Traitement des écarts actuariels

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre, ainsi que de tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport à l'évolution attendue en début d'exercice.

Ces écarts actuariels sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » non recyclables au compte de résultat.

Les écarts actuariels sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) et cessation d'activité (préretraite) sont constatés immédiatement en résultat.

### Coût des services passés

Les impacts afférents à une modification de régime sont constatés immédiatement en résultat.

### Liquidation et réduction

Les effets de la réduction de droits ou de liquidation de régimes sont constatés en résultat à la date où se produit la réduction ou la liquidation. Le profit ou la perte enregistrée résulte du changement de la valeur actualisée de l'obligation ou du changement de juste valeur de l'actif.

L'obligation et la juste valeur des actifs du régime sont réappréciées en tenant compte des hypothèses actuarielles à la date de la réduction ou de la liquidation.

### Intérêts nets sur l'obligation

Les intérêts sur le passif net au titre des prestations définies sont enregistrés en « Charges financières ».

## 1.18 Attribution d'options

De 1987 à 2008, des options de souscription et d'achat d'actions ont été attribuées par le Groupe à certains employés et dirigeants de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital est détenu directement ou indirectement par la société. Conformément à IFRS 2, seuls les plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas encore acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont donné lieu à la constatation d'une charge sur la période d'acquisition des droits. Les options ont été valorisées à leur juste valeur selon la méthode binomiale avec prise en compte du dividende, la volatilité étant déterminée sur la base d'historiques après correction des événements atypiques liés au Groupe. Aucune autre caractéristique d'attribution des options n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur des options a été amortie sur la période d'acquisition des droits.

### 1.19 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers. Les provisions sont inscrites à la valeur qui représente la meilleure estimation du montant à payer pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les sorties de trésorerie futures sont actualisées. Le taux d'actualisation reflète les appréciations du marché de la valeur temps de l'argent et de risques spécifiques du passif qui ne seraient pas déjà pris en compte dans l'estimation des sorties de trésorerie. Les variations de provisions actualisées liées à l'écoulement du temps et aux variations des taux d'actualisation sont enregistrées en résultat financier.

Lorsqu'il existe une obligation de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée. La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée à l'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat. Les coûts de démantèlement d'installation sont provisionnés à l'origine par contrepartie du coût de l'immobilisation.

En matière de comptabilisation des quotas d'émission des gaz à effet de serre, le Groupe applique le traitement suivant :

- Une provision est constituée en cas de dépassement probable des émissions par rapport aux quotas alloués ;
- Les quotas d'émission reçus à titre gratuit dans le cadre de plans nationaux d'allocation ne sont pas enregistrés au bilan (coût nul).

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a été mise en œuvre ou que les détails du plan ont fait l'objet d'une annonce publique.

### 1.20 Prêts et emprunts portant intérêts

Les prêts et emprunts sont initialement enregistrés à leur juste valeur, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'émission de l'actif ou du passif financier.

Les prêts et emprunts sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. À chaque clôture le caractère recouvrable des prêts est apprécié et une dépréciation est constatée lorsqu'il survient un risque de perte sur l'actif.

### 1.21 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont initialement comptabilisées à la juste valeur. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les dettes commerciales et autres dettes sont évaluées au coût amorti.

### 1.22 Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats sur des devises étrangères, des swaps et des options de taux d'intérêt pour se couvrir contre la fluctuation des cours des monnaies étrangères, des quotas d'émission des gaz à effet de serre, et les risques de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. Ils sont présentés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsqu'elle est négative.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Comptabilité de couverture

Lorsque les instruments dérivés remplissent les conditions d'application de la comptabilité de couverture et satisfont aux tests d'efficacité, les couvertures sont qualifiées, soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future prévue, soit à un engagement ferme.

Les variations de juste valeur des instruments financiers de change et de taux pour la couverture de juste valeur des sous-jacents sont enregistrées en résultat financier. La valeur des dettes et créances couvertes est ajustée des variations de juste valeur attribuables au risque couvert et la contrepartie est également enregistrée en résultat financier.

Les dettes et créances en devises sont évaluées au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée en retenant un taux fixe hors marge de crédit. Concernant les couvertures de flux de trésorerie (contrats d'achats de devises, contrat de swap de taux payeur taux fixe), les variations de prix au comptant ou de la valeur intrinsèque (option de taux, de change) sont comptabilisées dans une réserve spéciale des capitaux propres. Les variations d'intérêt ou de la valeur temps (option de taux, de change), et la partie inefficace de la couverture sont comptabilisées en résultat financier.

Si la transaction future couverte conduit à la reconnaissance d'un actif ou d'un passif non financier, alors au moment où l'actif ou le passif est comptabilisé, les profits et pertes associés à l'instrument dérivé et précédemment enregistrés en capitaux propres sont intégrés dans l'évaluation initiale du coût d'acquisition.

Pour les autres couvertures de flux de trésorerie, les profits et pertes comptabilisés en capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle l'engagement ferme couvert (ou la transaction future) affecte le résultat net. Si l'instrument dérivé ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, le résultat cumulé en capitaux propres à cette date reste en capitaux propres jusqu'à la réalisation de l'engagement couvert.

Lorsque les instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, ils sont classés dans la catégorie des instruments dérivés non qualifiés et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

### 1.23 Chiffre d'affaires, produits d'intérêts et dividendes

Les produits sont constatés lorsqu'il est probable que des avantages économiques associés à la vente des biens et aux prestations de service vont bénéficier au Groupe et que les montants peuvent être mesurés de façon fiable.

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté pour la juste valeur des montants reçus ou à recevoir en tenant compte des éventuelles remises et ristournes. En ce qui concerne les ventes de biens, elles sont enregistrées lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

#### Locations

Les produits de location de biens immobiliers sont enregistrés en autres produits.

#### Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat financier, prorata temporis sur la base du taux d'intérêt effectif.

#### Dividendes

Les dividendes sont enregistrés en résultat financier lorsque les droits des actionnaires à recevoir ces dividendes sont acquis conformément aux législations locales en vigueur.

## 1.24 Subventions

Les subventions sont reconnues à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera versée et que toutes les conditions attachées à son obtention seront réalisées. Les subventions d'investissement sont enregistrées dans un compte de produit différé au passif du bilan et amorties de manière linéaire sur la durée de vie du bien qui a fait l'objet de la subvention.

## 1.25 Gestion du capital

Le Groupe contrôle le capital selon la méthode du ratio : endettement net/capitaux propres. L'endettement net est le résultat de la dette financière (comme indiqué note 19.1) diminuée des disponibilités et des actifs financiers courants et non courants tels que présentés dans l'état de la situation financière consolidée IFRS du Groupe. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres tels qu'ils figurent au bilan ; ils regroupent les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de Ciments Français) et les détenteurs d'intérêts ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires des filiales). Le cas échéant, les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres ; leur cession éventuelle n'affecte pas le résultat, le produit net correspondant étant inscrit en augmentation des capitaux propres.

La stratégie du Groupe est de maintenir ce ratio à un niveau qui permette d'assurer le bon déroulement des activités, le financement de ses investissements dans des conditions optimales et la création maximale de valeur pour ses actionnaires. Dans ce cadre, le Groupe peut décider de modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser le capital, procéder à l'émission de nouvelles actions, accroître ou réduire sa participation dans des filiales, de même qu'acquérir ou céder des participations.

## Note 2 - Taux de conversion

	Taux moyen		Taux à la clôture	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Dollar US	1,32764	1,28538	1,37910	1,31940
Dollar canadien	1,36747	1,28464	1,46710	1,31370
Dirham marocain	11,16730	11,09850	11,25385	11,14240
Franc suisse	1,23085	1,20525	1,22760	1,20720
Baht thaïlandais	40,79178	39,93880	45,17800	40,34700
Roupie indienne	77,81510	68,61910	85,36600	72,56000
Ouguiya mauritanien	399,27700	381,32400	412,68900	399,82400
Lek albanais	140,29165	139,02300	140,53300	139,68600
Roupie sri lankaise	171,46200	163,97100	180,38600	168,32300
Livre égyptienne	9,12954	7,80270	9,58716	8,37831
Tenge kazakh	202,03991	191,68500	212,43900	198,62100
Dinar koweïtien	0,37687	0,36003	0,38954	0,37110

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 3 - Variations du périmètre de consolidation

Aucune variation significative de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice 2013.

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2012 avaient concerné les sorties du périmètre de consolidation de la société Afyon (Turquie) dont la participation de 51 % a été vendue à Cimsa Cimento le 31 mai 2012, et de la société Fuping Cement (Chine) cédée à West China Cement le 26 juin 2012 en contrepartie d'une prise de participation de 6,25 % dans cette société via une augmentation de capital réservée. En application d'IFRS 5, les produits et charges relatifs à ces cessions avaient été regroupés sur la ligne « Résultat des activités abandonnées ». Dans le tableau des flux de trésorerie, les flux liés aux activités cédées avaient également été isolés.

## Note 4 - Information sectorielle

Les zones géographiques sur lesquelles le Groupe est présent et qui constituent les segments de reporting interne utilisés par la direction opérationnelle sont France/Belgique, Espagne, Grèce, Amérique du Nord, Égypte, Maroc, Bulgarie, Koweït, Thaïlande, Inde, Kazakhstan et Négoce ciment/clinker.

La Grèce, la Bulgarie, le Kazakhstan et le Koweït, qui ne satisfont pas aux critères requis pour une présentation séparée, sont regroupés dans chaque zone, dans une section intitulée « Autre(s) pays ».

Les métiers du Groupe qui constituent le niveau de reporting interne de second niveau utilisé par la direction opérationnelle sont l'activité ciment et clinker, l'activité matériaux de construction (granulats et béton) et les autres activités (transports, sacherie...). Les activités opérationnelles sont organisées et gérées par pays et par métier.

La direction évalue la performance des unités à partir du chiffre d'affaires, du résultat brut d'exploitation courant, du résultat brut d'exploitation, du résultat d'exploitation et des capitaux investis.

Les segments géographiques du Groupe sont déterminés selon la localisation des actifs. Les unités vendent essentiellement sur leur marché local. Celles qui exportent vendent à d'autres unités du Groupe ou hors Groupe, généralement via la filiale de négoce (segment international). Le segment international regroupe l'activité de vente de ciment et de clinker via les terminaux de Gambie, de Mauritanie, du Sri Lanka et d'Albanie, ainsi que les ventes via la filiale de négoce vers des pays où le Groupe n'est pas présent. Par ailleurs, l'achat de combustibles et leur vente aux filiales sont également effectués par l'activité négoce.

Les chiffres d'affaires après élimination intra-Groupe correspondent donc essentiellement aux ventes réalisées sur les zones de localisation des actifs. Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi. Les prix de transfert entre les segments géographiques ou entre activités correspondent aux conditions normales de marché.

L'origine des revenus des différents secteurs est synthétisée dans le tableau ci-dessous :

	Ciment et clinker	Matériaux de construction			Autres activités		
		Granulats	Béton prêt à l'emploi	Transport	Sacherie	Combustibles	Holding
<b>Europe de l'Ouest</b>							
France / Belgique	•	•	•	•			
Espagne	•	•	•	•			
Autre pays <sup>(1)</sup>	•	•	•				
<b>Amérique du Nord</b>	•	•	•				
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>							
Égypte	•		•		•		
Maroc	•	•	•				
Autres pays <sup>(2)</sup>	•		•				
<b>Asie</b>							
Thaïlande	•	•	•				
Inde	•						
Autre pays <sup>(3)</sup>	•		•				
<b>Négoce ciment/clinker</b>	•		•				
<b>Autres</b> <sup>(4)</sup>						•	•

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

L'information sectorielle reflète la structure organisationnelle et directionnelle du Groupe.

Il n'existe pas de client représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les résultats par pays au 31 décembre 2013 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra-Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Produits et charges financières	Part de résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net
France / Belgique	1 473,4	(5,9)	1 467,5	265,5	263,7	169,5		(0,5)			
Espagne	99,4	(34,4)	65,0	(2,6)	(14,0)	(44,8)					
Autre pays <sup>(1)</sup>	24,2	(3,7)	20,5	(3,8)	(3,8)	7,0		(5,9)			
Éliminations intra-zone	(11,4)	11,4	–								
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 585,6</b>	<b>(32,6)</b>	<b>1 553,0</b>	<b>259,1</b>	<b>245,9</b>	<b>131,6</b>		<b>(6,4)</b>			
<b>Amérique du Nord</b>	<b>428,7</b>	<b>(0,4)</b>	<b>428,3</b>	<b>55,0</b>	<b>61,1</b>	<b>(3,8)</b>		<b>5,0</b>			
Égypte	498,9	(14,1)	484,8	110,1	106,0	52,0		0,4			
Maroc	325,2	(4,8)	320,4	143,1	147,3	107,2		9,7			
Autres pays <sup>(2)</sup>	116,3	(12,5)	103,9	14,1	14,5	2,1					
Éliminations intra-zone	–		–								
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>940,4</b>	<b>(31,3)</b>	<b>909,1</b>	<b>267,3</b>	<b>267,9</b>	<b>161,3</b>		<b>10,0</b>			
Thaïlande	269,2	(0,1)	269,1	51,5	52,5	28,4					
Inde	213,5	(1,0)	212,5	28,4	28,9	10,0					
Autre pays <sup>(3)</sup>	49,4	–	49,4	0,3	–	(7,0)					
<b>Asie</b>	<b>532,1</b>	<b>(1,1)</b>	<b>531,0</b>	<b>80,2</b>	<b>81,4</b>	<b>31,4</b>					
<b>Négoce ciment/clinker</b>	<b>176,2</b>	<b>(40,9)</b>	<b>135,3</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>(1,9)</b>		<b>(0,1)</b>			
Non affecté <sup>(4)</sup>	191,7	(157,0)	34,7	(25,6)	(29,2)	(30,5)					
Éliminations interzones	(263,3)	263,3	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes non affectés par secteurs	–	–	–	–	–	–	(76,1)	–	–	–	–
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>3 591,5</b>		<b>3591,5</b>	<b>642,9</b>	<b>633,9</b>	<b>288,2</b>	<b>(76,1)</b>	<b>8,5</b>	<b>220,6</b>	<b>(106,0)</b>	<b>114,7</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et sociétés holding.

Les résultats par pays au 31 décembre 2012 étaient les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra-Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant <sup>(5)</sup>	Résultat brut d'exploitation <sup>(5)</sup>	Résultat d'exploitation <sup>(5)</sup>	Produits et charges financières <sup>(5)</sup>	Part de résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat avant impôt <sup>(5)</sup>	Impôt <sup>(5)</sup>	Résultat net des activités poursuivies <sup>(5)</sup>
France / Belgique	1 501,7	(6,8)	1 494,9	266,5	267,7	172,6		(0,3)			
Espagne	111,3	(32,1)	79,2	(1,3)	(4,4)	(177,4)					
Autre pays <sup>(1)</sup>	28,4	(7,9)	20,5	(3,8)	(3,8)	(43,3)		(4,0)			
Éliminations intra-zone	(17,4)	17,4	–								
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 623,9</b>	<b>(29,4)</b>	<b>1 594,6</b>	<b>261,4</b>	<b>259,5</b>	<b>(48,2)</b>		<b>(4,3)</b>			
<b>Amérique du Nord</b>	<b>439,5</b>	<b>(0,5)</b>	<b>439,1</b>	<b>48,8</b>	<b>55,6</b>	<b>(12,1)</b>		<b>10,5</b>			
Égypte	563,9	(47,0)	516,9	126,9	127,1	(17,9)		0,5			
Maroc	325,4	(2,4)	323,0	137,3	137,7	100,6		5,1			
Autres pays <sup>(2)</sup>	115,6	(8,7)	107,0	22,5	22,6	13,0					
Éliminations intra-zone	–		–								
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>1 004,9</b>	<b>(58,0)</b>	<b>946,9</b>	<b>286,7</b>	<b>287,3</b>	<b>95,7</b>		<b>5,6</b>			
Thaïlande	227,9	(0,7)	227,3	30,3	30,1	5,6					
Inde	248,6	–	248,6	52,0	51,4	32,5					
Autre pays <sup>(3)</sup>	44,4	–	44,4	3,5	3,5	(2,9)					
<b>Asie</b>	<b>520,9</b>	<b>(0,7)</b>	<b>520,3</b>	<b>85,8</b>	<b>84,9</b>	<b>35,2</b>					
<b>Négoce ciment/clinker</b>	<b>213,0</b>	<b>(36,5)</b>	<b>176,4</b>	<b>9,0</b>	<b>9,0</b>	<b>5,8</b>		<b>(0,5)</b>			
Non affecté <sup>(4)</sup>	222,5	(172,3)	50,2	(29,7)	(29,7)	(31,5)					
Éliminations interzones	(297,4)	297,4	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes non affectés par secteurs	–	–	–	–	–	–	(46,0)	–	–	–	–
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>3 727,4</b>		<b>3 727,4</b>	<b>661,9</b>	<b>666,6</b>	<b>45,0</b>	<b>(46,0)</b>	<b>11,3</b>	<b>10,3</b>	<b>(102,8)</b>	<b>(92,5)</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et sociétés holding.

(5) Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2013</b>				<b>2013</b>		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France / Belgique	1 117,4	427,1	511,8	1 161,0	91,0	(92,8)	(1,4)
Espagne	201,1	38,2	36,5	217,7	3,9	(14,8)	(16,1)
Autre pays <sup>(1)</sup>	40,7	15,0	12,7	47,0	5,3	(4,3)	15,1
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 359,1</b>	<b>480,2</b>	<b>561,0</b>	<b>1 425,6</b>	<b>100,2</b>	<b>(111,9)</b>	<b>(2,4)</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>805,6</b>	<b>114,5</b>	<b>138,0</b>	<b>857,2</b>	<b>33,6</b>	<b>(64,9)</b>	-
Égypte	789,3	99,7	163,1	758,4	44,4	(54,1)	-
Maroc	472,4	112,3	81,9	515,4	23,9	(40,1)	-
Autres pays <sup>(2)</sup>	268,9	45,0	43,0	276,5	71,1	(6,6)	(5,8)
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>1 530,6</b>	<b>257,0</b>	<b>288,0</b>	<b>1 550,2</b>	<b>139,4</b>	<b>(100,8)</b>	<b>(5,8)</b>
Thaïlande	241,1	86,4	39,7	293,9	21,8	(24,1)	-
Inde	333,4	47,5	65,2	320,4	22,6	(18,9)	-
Autre pays <sup>(3)</sup>	28,3	11,3	8,3	33,1	4,2	(7,0)	-
<b>Asie</b>	<b>602,8</b>	<b>145,2</b>	<b>113,2</b>	<b>647,4</b>	<b>48,7</b>	<b>(50,0)</b>	-
<b>Négoce ciment / clinker</b>	<b>21,0</b>	<b>33,6</b>	<b>21,9</b>	<b>33,0</b>	<b>5,1</b>	<b>(4,0)</b>	<b>(4,7)</b>
Autres <sup>(4)</sup>	3,2	25,4	37,6	(0,4)	0,7	(1,3)	-
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>4 322,3</b>	<b>1 055,9</b>	<b>1 159,7</b>	<b>4 513,1</b>	<b>327,6</b>	<b>(332,8)</b>	<b>(12,9)</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie et Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2012 étaient les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2012</b>				<b>2012</b>		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels <sup>(5)</sup>	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France / Belgique	1 123,9	446,0	504,8	1 196,5	90,2	(93,7)	(1,4)
Espagne	225,0	47,9	35,1	246,4	8,1	(16,0)	(157,1)
Autre pays <sup>(1)</sup>	24,6	18,5	15,0	34,0	9,5	(4,5)	(35,0)
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 373,5</b>	<b>512,3</b>	<b>555,0</b>	<b>1 476,9</b>	<b>107,8</b>	<b>(114,2)</b>	<b>(193,5)</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>877,1</b>	<b>140,7</b>	<b>170,7</b>	<b>942,5</b>	<b>26,6</b>	<b>(67,7)</b>	–
Égypte	917,3	121,5	187,5	888,0	31,2	(67,5)	(77,5)
Maroc	494,0	115,5	83,0	539,0	17,8	(37,1)	–
Autres pays <sup>(2)</sup>	211,1	40,8	22,5	236,5	20,3	(9,5)	–
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen- Orient</b>	<b>1 622,3</b>	<b>277,8</b>	<b>293,1</b>	<b>1 663,4</b>	<b>69,3</b>	<b>(114,1)</b>	<b>(77,5)</b>
Thaïlande	271,9	84,9	43,9	319,6	22,5	(24,5)	–
Inde	389,3	52,4	73,0	374,4	24,5	(18,9)	–
Autre pays <sup>(3)</sup>	33,4	9,4	5,2	38,9	4,5	(6,4)	–
<b>Asie</b>	<b>694,6</b>	<b>146,7</b>	<b>122,1</b>	<b>732,9</b>	<b>51,5</b>	<b>(49,8)</b>	–
<b>Négoce ciment / clinker</b>	<b>25,8</b>	<b>40,2</b>	<b>21,5</b>	<b>44,8</b>	<b>3,9</b>	<b>(3,1)</b>	–
Autres <sup>(4)</sup>	3,9	27,0	38,4	(0,6)	0,6	(1,8)	–
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>4 597,3</b>	<b>1 144,7</b>	<b>1 200,7</b>	<b>4 859,9</b>	<b>259,6</b>	<b>(350,7)</b>	<b>(270,9)</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie et Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

(5) Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les actifs opérationnels non courants comprennent les immobilisations corporelles nettes, les écarts d'acquisition nets, les immobilisations incorporelles nettes ainsi que les droits de foretage payés d'avance.

Les actifs opérationnels courants comprennent les stocks, les clients et les actifs courants autres que les créances fiscales et les actifs financiers.

Les passifs opérationnels comprennent les fournisseurs et les provisions ainsi que les passifs autres que les provisions et passifs fiscaux et les passifs financiers.

Les capitaux investis correspondent aux actifs opérationnels sous déduction des passifs opérationnels hors provisions.

Les investissements corporels et incorporels sont présentés avant variation des fournisseurs d'immobilisations.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les chiffres d'affaires et résultats bruts d'exploitation courants des « Autres pays » sont détaillés ci-après :

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant	
	2013	2012	2013	2012
Grèce	24,2	28,4	(3,8)	(3,8)
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>24,2</b>	<b>28,4</b>	<b>(3,8)</b>	<b>(3,8)</b>
Bulgarie	59,5	59,7	9,3	17,9
Koweït	56,9	56,0	4,9	4,6
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>116,3</b>	<b>115,6</b>	<b>14,1</b>	<b>22,5</b>
Kazakhstan	49,4	44,4	0,3	3,6
<b>Asie</b>	<b>49,4</b>	<b>44,4</b>	<b>0,3</b>	<b>3,6</b>

## Note 5 - Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Carrières et aménagements de carrières	Installations techniques, matériels et outillage	Autres immobilisations corporelles et immobilisations en cours	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>					
Coût	1 559,4	514,8	5 317,7	669,5	8 061,4
Amortissements cumulés et dépréciations	(727,0)	(186,5)	(3 247,3)	(283,9)	(4 444,8)
<b>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	<b>832,3</b>	<b>328,3</b>	<b>2 070,4</b>	<b>385,6</b>	<b>3 616,7</b>
Investissements	13,0	14,0	61,9	169,1	258,1
Variations de périmètre	(20,9)	(0,6)	(48,6)	7,3	(62,8)
Cessions	(2,0)	-	(4,1)	(2,8)	(8,9)
Amortissements et dépréciations	(55,5)	(10,1)	(286,7)	(30,9)	(383,3)
Effets des variations de change	(16,7)	(0,6)	(35,0)	(11,8)	(64,0)
Reclassements et autres	11,2	(0,4)	108,5	(118,4)	0,9
<b>Au 31 décembre 2012</b>					
Coût	1 490,0	502,8	5 211,1	686,1	7 890,0
Amortissements cumulés et dépréciations	(728,5)	(172,2)	(3 344,7)	(288,1)	(4 533,5)
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2012</b>	<b>761,5</b>	<b>330,7</b>	<b>1 866,4</b>	<b>398,0</b>	<b>3 356,6</b>
Investissements	7,9	7,2	37,0	254,9	307,0
Variations de périmètre	(0,5)	-	(0,1)	1,2	0,6
Cessions	(1,4)	-	(2,3)	3,1	(0,7)
Amortissements et dépréciations	(35,5)	(12,8)	(256,5)	(23,3)	(328,1)
Effets des variations de change	(43,9)	(4,1)	(88,3)	(31,4)	(167,6)
Reclassements et autres	33,0	-	122,3	(164,2)	(8,8)
<b>Au 31 décembre 2013</b>					
Coût	1 459,8	503,7	5 081,9	718,1	7 763,4
Amortissements cumulés et dépréciations	(738,7)	(182,7)	(3 403,3)	(279,8)	(4 604,6)
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2013</b>	<b>721,1</b>	<b>320,9</b>	<b>1 678,6</b>	<b>438,2</b>	<b>3 158,8</b>

## Autres informations

En 2013, les investissements corporels concernent principalement la France/Belgique, la Bulgarie, l'Égypte, l'Amérique du Nord et l'Inde.

En 2012, les investissements corporels concernaient principalement la France/Belgique, l'Égypte, l'Amérique du Nord et l'Inde.

En 2013, la ligne « Amortissements et dépréciations » comprend 19,7 millions d'euros de dépréciations, dont 11,7 millions d'euros en Espagne et 5,8 millions d'euros en Bulgarie, et 15,8 millions d'euros de reprises de dépréciations dont 15,1 millions d'euros en Grèce. En 2012, elle comprenait 36,0 millions d'euros de dépréciations, dont 35,0 millions d'euros en Grèce.

Les coûts de production incorporés dans la valeur des immobilisations corporelles s'élèvent à 19,4 millions d'euros en 2013 (12,8 millions d'euros en 2012).

Le montant des coûts d'emprunts capitalisés sur l'exercice 2013 s'élève à 0,3 million d'euros (1,3 million d'euros en 2012).

La valeur nette comptable des immobilisations en location financement s'élève à 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 (17,0 millions d'euros en 2012).

Les durées d'utilité estimées par catégorie d'immobilisations sont les suivantes :

	Durées en années
Constructions	10 - 33
Installations techniques et machines	5 - 30
Autres immobilisations corporelles	3 - 10

## Note 6 - Écarts d'acquisition

### 6.1 Évolution des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition comptabilisés aux dates d'acquisition portent notamment sur les synergies attendues de l'intégration des sociétés acquises au sein du Groupe.

Les variations s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)

<b>Montants nets au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	<b>1 505,6</b>
Acquisitions	-
Cessions	(12,9)
Dépréciation	(234,5)
Écarts de conversion et autres	(62,3)
<b>Montants nets au 31 décembre 2012</b>	<b>1 196,0</b>
Acquisitions	-
Cessions	(0,3)
Dépréciation	(4,7)
Écarts de conversion et autres	(88,0)
<b>Montants nets au 31 décembre 2013</b>	<b>1 102,9</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 6.2 Tests de perte de valeur

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test systématique de perte de valeur chaque année, conformément à la méthode décrite en note 1.11.

Les flux futurs retenus pour ces tests ont été déterminés sur la base du budget 2014 et, pour les années suivantes, à partir des dernières projections validées par le management.

Pour les pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord, une prévision de neuf ans a été retenue afin de prendre en compte les tendances à long terme de consommation de ciment. Pour les pays émergents, dont la consommation de ciment dépend fortement de facteurs exogènes liés à des événements macroéconomiques ponctuels, les prévisions ont été limitées à cinq ans. La valeur terminale a été estimée sur la base d'une activité de milieu de cycle, en tenant compte pour chaque pays des risques de marché et de l'orientation prévisible ultérieure. Pour certains pays particulièrement touchés par la crise, notamment la Grèce et l'Espagne, il a également été tenu compte de la consommation de ciment attendue à 10-15 ans. Les projections retenues représentent la meilleure estimation des tendances et conditions économiques futures des pays dans lesquels le Groupe est présent.

En 2013, les valeurs recouvrables correspondent aux valeurs d'utilité pour toutes les unités génératrices de trésorerie.

Les taux d'actualisation sont déterminés pays par pays. Ils correspondent au coût moyen pondéré du capital (WACC), auquel on applique un taux d'inflation estimé à long terme et, le cas échéant, une prime de risque pays. Les WACC sont calculés à partir du coût de marché des fonds propres (basé sur le taux des obligations d'État à 10 ans et d'une prime de risque marché actions ajustée d'un coefficient de sensibilité beta du secteur cimentier européen) et du coût de la dette financière du secteur (basé sur le taux moyen d'emprunt à 7 ans), pondérés par le ratio moyen du secteur Dette financière / Valeur boursière des fonds propres calculé sur la base d'un panel de grands groupes cimentiers européens.

Les hypothèses retenues sur les principales unités génératrices de trésorerie pour effectuer les calculs sont les suivantes :

(en %)	Taux d'actualisation avant impôts		Taux de croissance à long terme inflation incluse	
	2013	2012	2013	2012
<b>Unités génératrices de trésorerie</b>				
France / Belgique	8,3	8,3	2,0	2,0
Espagne	8,9	8,8	1,8	1,9
Grèce	12,6	13,5	2,0	1,6
Amérique du Nord	8,3	7,3	1,9	1,8
Égypte	17,8	15,8	5,2	5,4
Maroc	11,2	9,6	2,7	1,5
Bulgarie	8,6	8,6	2,4	2,6
Koweït	7,8	7,0	2,5	1,9
Thaïlande	10,2	9,4	3,4	3,0
Inde	15,2	14,6	6,8	6,3

Le taux de croissance à long terme est égal à la seule inflation à long terme, le taux de croissance réel retenu étant de zéro.

La source utilisée pour définir les taux d'inflation est la base de données « Global Insight ».

La hausse du taux d'actualisation relatif à l'Égypte par rapport à 2012 reflète principalement l'augmentation de la prime de risque pays induite par les incertitudes pesant sur l'environnement économique et politique actuel.

Les analyses effectuées fin 2013 ont conduit à déprécier partiellement l'écart d'acquisition du Négoce, pour 4,2 millions d'euros.

En Égypte, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée en 2013, compte-tenu notamment de l'amélioration des perspectives de rentabilité. A fin 2013, les valeurs nettes des écarts d'acquisition affectés aux principales unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Unités génératrices de trésorerie	Montant des écarts d'acquisition	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012
France / Belgique	275,2	275,3
Espagne	14,1	14,1
Amérique du Nord	99,1	104,6
Égypte	395,7	456,5
Maroc	89,9	90,8
Bulgarie	59,8	59,8
Koweït	16,8	16,0
Thaïlande	80,3	89,9
Inde	70,8	83,3
Autres	1,2	5,6
<b>TOTAL</b>	<b>1 102,9</b>	<b>1 196,0</b>

Par ailleurs, pour tenir compte des coûts non alloués à des UGT spécifiques, le Groupe a effectué un test sur la valeur recouvrable d'ensemble, qui n'a pas conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire.

#### Analyse de sensibilité :

Une analyse de la sensibilité des valeurs recouvrables aux principales hypothèses économiques a été effectuée au 31 décembre 2013. Le taux d'actualisation avant impôt qui rend la valeur recouvrable égale à la valeur comptable est de 17,8 % en Égypte, de 10,4% en Espagne et de 9,7% en Amérique du Nord. Pour les autres pays, une hausse du taux d'actualisation de 2,0%, toutes choses égales par ailleurs, ne conduirait pas à enregistrer une perte de valeur sur les écarts d'acquisition. En Égypte, en cas de détérioration des hypothèses retenues, les dépréciations suivantes seraient à enregistrer :

- 53 millions d'euros pour une hausse d'un point du taux d'actualisation avant impôt,
- 25 millions d'euros pour une réduction de 5 % de la demande sur la période de prévision sans modification du flux terminal,
- 28 millions d'euros pour une réduction de 5 % des flux de trésorerie futurs.

### 6.3 Valeur boursière des filiales et entreprises associées cotées

Au 31 décembre 2013, les valeurs boursières de certaines filiales cotées (notamment Suez Cement Company et Ciments du Maroc) ainsi que de la société Vassiliko Cement Works sont significativement différentes de la valeur des actifs correspondants dans les comptes du Groupe.

Le Groupe considère que les valeurs boursières à la clôture ne sont pas nécessairement représentatives de la juste valeur de ces actifs, compte tenu notamment de la faible profondeur des marchés et de la volatilité des cours concernés.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 7 - Immobilisations incorporelles

Le tableau ci-dessous présente les autres immobilisations incorporelles par nature :

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Concessions et autres	39,7	40,2
Brevets et développements informatiques	19,7	4,4
<b>TOTAL</b>	<b>59,4</b>	<b>44,6</b>

## Note 8 – Participations dans les entreprises associées

Sous cette rubrique figurent les quotes-parts détenues par le Groupe dans les capitaux propres des sociétés ci-dessous, y compris écarts d'acquisition pour 24,0 millions d'euros en 2013 et 28,5 millions d'euros en 2012. L'écart d'acquisition relatif à Vassiliko Cement Works a été déprécié de 4,0 millions d'euros en 2013 et de 2,5 millions d'euros en 2012.

(en millions d'euros)	Valeurs des titres		Quote-part de résultat	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012	2013	2012
Ciment Québec (Canada)	83,3	93,6	2,5	7,7
Vassiliko Cement Works (Chypre)	51,2	57,0	(5,9)	(4,0)
Asment Temara (Maroc)	40,8	38,0	9,7	5,1
Tecno Gravel (Égypte)	4,2	4,6	0,4	0,5
Aquitaine de transformation (France) *	–	4,2	–	0,0
Autres	4,4	4,6	1,9	2,0
<b>TOTAL</b>	<b>183,9</b>	<b>202,0</b>	<b>8,5</b>	<b>11,3</b>

\* Cédé le 19 juin 2013.

Les informations simplifiées retraitées aux principes du Groupe des principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Total actifs		Total passifs		Produits de l'exercice		Résultat net	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Ciment Québec	188,4	211,5	29,9	35,9	111,8	149,1	5,0	15,3
Vassiliko Cement Works	338,5	352,8	104,0	121,7	75,8	69,5	(7,8)	(6,2)
Asment Temara	131,9	105,5	42,9	27,1	116,7	92,8	28,1	15,0

## Note 9 - Autres titres de participation

La rubrique titres de participation comprise dans les actifs non courants ne comprend que des titres classés en titres disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

(en millions d'euros)

<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	<b>71,4</b>
Variation de périmètre	(5,7)
Acquisitions	44,1
Cessions	(35,1)
Dépréciation enregistrée en résultat de l'année	(0,2)
Variation de valeur enregistrée en capitaux propres	(9,0)
Différence de conversion	(0,2)
Reclassements	–
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>65,3</b>
Variation de périmètre	(5,1)
Acquisitions	1,3
Cessions	–
Dépréciation enregistrée en résultat de l'année	(17,0)
Variation de valeur enregistrée en capitaux propres	(4,6)
Différence de conversion	(0,2)
Reclassements	–
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>39,7</b>

La dépréciation de 17,0 millions d'euros enregistrée en résultat en 2013 concerne les titres Al Badia Cement (Syrie) à hauteur de 16,0 millions d'euros. Elle inclut le virement en résultat de la diminution de valeur de 7,7 millions d'euros qui avait été enregistrée en 2012 en contrepartie des capitaux propres. La diminution de valeur des titres West China Cement sur la base des cours de bourse, qui était de 1,1 million d'euros en 2012, a augmenté de 12,3 millions d'euros en 2013. Elle est enregistrée en contrepartie des capitaux propres. La valeur de cette participation au 31 décembre 2013 est de 30,6 millions d'euros.

## Note 10 - Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros et en valeur nette)

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Instruments dérivés *	25,4	26,1
Foretages payés d'avance	1,1	0,1
Prêts à plus d'un an	13,9	12,5
Actifs liés aux engagements de retraite	0,5	1,2
Dépôts et autres	33,5	33,1
<b>TOTAL</b>	<b>74,6</b>	<b>73,1</b>

\* Voir note 19.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 11 - Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros et en valeur nette)</i>	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Matières premières et consommables	144,1	171,2
Produits intermédiaires et encours	138,8	129,7
Produits finis et marchandises	85,6	100,9
Pièces de rechange	129,6	141,4
Avances et acomptes	13,0	13,6
<b>TOTAL</b>	<b>511,0</b>	<b>556,7</b>

Au 31 décembre 2013, les dépréciations de stocks s'élèvent à 77,1 millions d'euros contre 83,5 millions d'euros au 31 décembre 2012.

## Note 12 - Clients

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Montants bruts	404,2	431,1
Provisions	(48,6)	(52,0)
<b>Montants nets</b>	<b>355,6</b>	<b>379,1</b>

Fin décembre 2011, Ciments Calcia et Unibéton avaient renouvelé sous conditions pour une durée de cinq ans un programme de cession de créances. Il a été mis fin à ce programme au cours du premier trimestre 2013. Au 31 décembre 2012, les créances cédées dans le cadre de ce programme s'élevaient à 121,5 millions d'euros. Les critères définis par IAS 39 permettaient de considérer que les risques étaient transférés à 90 %. En conséquence avaient été conservés au bilan les dépôts additionnel et subordonné (23,9 millions d'euros), ainsi que l'implication du Groupe sous forme de la garantie accordée (10,1 millions d'euros) en créances clients avec la contrepartie en dette financière (8,2 millions d'euros) et en diminution des autres débiteurs (2,0 millions d'euros).

En décembre 2012, les filiales opérationnelles françaises et belge de Ciments Français ont conclu un nouveau programme international de cession de créances pour une durée de cinq ans, dont l'objet est la cession de créances commerciales éligibles auprès d'un établissement financier. Le montant initial du programme de 70 millions d'euros a été porté à 160 millions d'euros à compter de mi-mars 2013, à 210 millions d'euros à fin juin 2013 et enfin, à 170 millions d'euros en juillet 2013. Au 31 décembre 2013, les créances cédées au travers de ce programme s'élèvent à 167,3 millions d'euros (69,5 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Par ailleurs, le Groupe a étendu à sa filiale américaine son programme international de cession de créances par la conclusion d'un contrat en date du 25 juin 2013 pour un montant maximum de 35 millions de dollars US. Ce programme a une durée de 4 ans et 7 mois, et une échéance identique à celui signé en date du 20 décembre 2012. Au 31 décembre 2013, les créances commerciales américaines cédées au travers de ce programme s'élèvent à 26,8 millions de dollars.

Dans le cadre de ces deux programmes, et au titre des contrats respectifs *Receivables Transfer Servicing Agreement (RTSA)*, les cédants conservent la responsabilité du recouvrement des créances pour le compte de l'établissement financier.

Au titre de cette transaction, des créances ont été cédées en garantie et conservées au bilan pour un total de 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2013, étant précisé que cette cession en garantie ne couvre pas le risque de crédit sur les créances cédées.

Les critères définis par IAS 39 permettent de considérer que les risques et avantages ont été transférés à 100 %.

La charge financière correspondant aux cessions de créances opérées au cours de l'exercice 2013 s'élève à 4,6 millions d'euros.

### Dépréciations

Le provisionnement des créances douteuses résulte d'analyses détaillées effectuées par chaque filiale, à partir des balances âgées, client par client, et prend en compte les garanties bancaires et les sûretés réelles reçues. Le montant des créances échues présentant des risques et non provisionnées n'est pas significatif.

## Note 13 - Autres débiteurs courants

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Créances fiscales et sociales	76,5	73,9
Créances sur cessions d'actifs immobilisés	0,4	1,1
Foretage	47,8	41,6
Instruments dérivés	11,7	24,2
Autres créances diverses	48,9	74,0
Charges payées d'avance	15,6	18,4
<b>TOTAL</b>	<b>200,9</b>	<b>233,1</b>

## Note 14 - Capital social

Au cours des exercices 2013 et 2012, le nombre d'actions constituant le capital social a évolué comme suit :

Nombre d'actions	31 décembre 2013	31 décembre 2012
En début de période	35 798 136	35 778 576
Émission d'actions	–	19 560
En fin de période	35 798 136	35 798 136

Au 31 décembre 2013, le capital social de Ciments Français SA s'élève à 143 192 544 euros (4 euros par action).

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 15 - Réserves

### Réserve de conversion (Part attribuable aux propriétaires de la société mère)

Écarts de conversion (en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012 *	Variation 2013 / 2012
Amérique du Nord (dollars US et canadien)	(6,3)	21,3	(27,6)
Égypte (livre)	(152,3)	(84,9)	(67,4)
Maroc (dirham)	(4,9)	0,2	(5,1)
Thaïlande (baht)	23,9	49,4	(25,4)
Inde (roupie)	(88,9)	(50,4)	(38,5)
Autres	5,4	5,6	(0,2)
<b>TOTAL</b>	<b>(223,0)</b>	<b>(58,9)</b>	<b>(164,1)</b>

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

### Autres réserves (Part attribuable aux propriétaires de la société mère)

(en millions d'euros)	Couverture de flux futurs *	Juste valeur actifs disponibles à la vente	Autres réserves
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>4,8</b>	<b>14,3</b>	<b>104,0</b>
Gain (perte) net reconnu en réserve	-	(9,0)	-
Gain (perte) net transféré en résultat	(9,5)	(14,9)	-
Impôt différé reconnu en réserve	2,1	-	-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>(2,6)</b>	<b>(9,4)</b>	<b>104,0</b>
Gain (perte) net reconnu en réserve	-	(12,2)	-
Gain (perte) net transféré en résultat	1,6	7,7	-
Impôt différé reconnu en réserve	(0,7)	-	-
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>(1,7)</b>	<b>(14,0)</b>	<b>104,0</b>

\* Voir note 19.6.

## Note 16 - Actions propres

Au cours de l'exercice 2013, la société Ciments Français SA a cédé 13 175 de ses propres titres pour un montant total de 0,6 million d'euros enregistré au crédit de la réserve d'actions propres. Au 31 décembre 2013, Ciments Français détient 350 187 actions propres pour un montant total de 16,5 millions d'euros.

## Note 17 - Dividendes payés

Les dividendes payés par Ciments Français SA depuis 2011 sont les suivants :

<b>Date de distribution</b>	<b>Montant par action</b>	<b>Nature</b>	<b>TOTAL</b> <i>(en millions d'euros)</i>
7 août 2013	1,50 €	Acompte 2013	<b>53,2</b>
2 mai 2013	1,50 €	Solde 2012	<b>53,2</b>
3 août 2012	1,50 €	Acompte 2012	<b>53,2</b>
3 mai 2012	1,50 €	Solde 2011	<b>53,5</b>
17 août 2011	1,50 €	Acompte 2011	<b>54,0</b>
3 mai 2011	3,00 €	Dividende 2010	<b>108,7</b>

## Note 18 - Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle s'élèvent à 728,6 millions d'euros en 2013 contre 786,9 millions d'euros en 2012. Le résultat de 2013 est en hausse à 66,7 millions d'euros en 2013 contre 57,5 millions d'euros en 2012. La variation du cours des devises par rapport à l'euro entraîne une diminution des participations ne donnant pas le contrôle de 73,0 millions d'euros. En 2013, ces intérêts minoritaires concernent principalement l'Égypte (350,2 millions d'euros), le Maroc (222,4 millions d'euros) et la Thaïlande (114,3 millions d'euros).

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 19 - Situation financière

### 19.1 Endettement net

Les natures d'actifs et de passifs financiers qui entrent dans le calcul de l'endettement net sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Natures d'actifs et de passifs financiers	Rubriques de bilan	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Disponibilités	Trésorerie et équivalents de trésorerie	(450,5)	(539,1)
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres débiteurs courants	(11,7)	(18,5)
Autres actifs financiers courants	Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	(16,7)	(17,7)
<b>Disponibilités et actifs financiers courants</b>		<b>(478,9)</b>	<b>(575,3)</b>
Dettes court terme et découverts bancaires	Dettes court terme et découverts bancaires	57,6	54,9
Dettes financières courantes	Dettes financières	70,6	122,6
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres passifs courants	3,3	2,6
<b>Dettes financières courantes</b>		<b>131,4</b>	<b>180,2</b>
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres actifs non courants	(25,4)	(26,1)
Autres actifs financiers non courants	Autres actifs non courants	(0,9)	(5,6)
<b>Actifs financiers non courants</b>		<b>(26,3)</b>	<b>(31,7)</b>
Emprunts portant intérêts	Dettes financières	1 128,7	1 270,3
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres dettes et passifs non courants	0,7	2,8
<b>Dettes financières non courantes</b>		<b>1 129,5</b>	<b>1 273,1</b>
<b>ENDETTEMENT NET</b>		<b>755,7</b>	<b>846,2</b>

## 19.2 Dettes financières

### Répartition de la dette brute par catégorie

(en millions d'euros)

	Taux d'intérêts effectifs	Échéances	31 décembre 2013	31 décembre 2012
<b>Emprunts obligataires</b>			<b>518,3</b>	<b>524,9</b>
EMTN Emprunt obligataire 500 MEUR	4,75 %	4,84 %	518,3	524,9
<b>Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit</b>			<b>49,6</b>	<b>81,9</b>
Filiales	(1,0 % - 12,5 %)		49,6	81,9
<b>Dettes sur immobilisations en location financement</b>			<b>0,6</b>	<b>1,5</b>
<b>Autres dettes portant intérêts</b>			<b>560,2</b>	<b>662,0</b>
Autres dettes	(0 % - 12,5 %)		22,3	24,5
Emprunt envers Italcementi Finance	3,96 %	2020	537,8	537,5
Emprunt envers Italcementi S.p.A.		2013	0	100,0
<b>EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS, NON COURANTS</b>			<b>1 128,7</b>	<b>1 270,3</b>
<b>Juste valeur des instruments dérivés</b>			<b>0,7</b>	<b>2,8</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES (A)</b>			<b>1 129,5</b>	<b>1 273,1</b>
<b>Emprunts obligataires</b>			<b>0</b>	<b>15,0</b>
EMTN Placement privé 15 MEUR			0	15,0
<b>Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit</b>			<b>44,2</b>	<b>61,6</b>
Filiales	(1,0 % - 12,25 %)		44,2	61,6
<b>Dettes sur immobilisations en location financement</b>			<b>0,7</b>	<b>1,5</b>
<b>Autres dettes financières</b>			<b>11,9</b>	<b>31,3</b>
<b>Concours bancaires</b>			<b>57,6</b>	<b>54,9</b>
<b>Intérêts courus non échus</b>			<b>13,7</b>	<b>13,3</b>
<b>EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS, COURANTS</b>			<b>128,1</b>	<b>177,5</b>
<b>Juste valeur des instruments dérivés</b>			<b>3,3</b>	<b>2,6</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES COURANTES (B)</b>			<b>131,4</b>	<b>180,2</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES (A + B)</b>			<b>1 260,9</b>	<b>1 453,3</b>

Depuis 2010, les besoins de financement à court et long terme de Ciments Français SA sont couverts principalement auprès d'Italcementi Finance SA, société en charge de la coordination et de la mise en place directe des programmes de financement pour l'ensemble d'Italcementi Group.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Répartition par devise de la dette à plus d'un an

Emprunts portant intérêts, non courants

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Euro	1 067,5	1 176,9
Dollars US et canadien	7,0	16,0
Livre égyptienne	0,5	1,0
Roupie indienne	48,6	70,4
Autres devises	5,1	6,0
<b>TOTAL</b>	<b>1 128,7</b>	<b>1 270,3</b>

## Répartition par année d'échéance de la dette à plus d'un an

Emprunts portant intérêts, non courants

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
2014	–	52,8
2015	39,2	128,9
2016	3,6	4,9
2017	522,5	528,6
2018	4,1	2,9
Au-delà	559,3	552,2
<b>TOTAL</b>	<b>1 128,7</b>	<b>1 270,3</b>

## Autres informations

### Notation financière

La société est notée depuis mai 2002 par Moody's et par Standard & Poor's. Le 28 octobre 2013, Standard & Poor's a confirmé la note de Ciments Français de BB+ avec perspective négative. Le 19 août 2013, Moody's a abaissé la note de Ciments Français de Ba1 à Ba2 avec perspective stable.

### Principaux emprunts obligataires

Ciments Français SA assure désormais ses besoins de financement à long terme principalement auprès d'Italcementi Finance SA, en charge de la coordination et de la mise en place directe des programmes de financement pour l'ensemble d'Italcementi Group. En conséquence, son programme d'émission de titres de créances négociables à moyen et long terme (EMTN) n'a pas été mis à jour depuis le 17 juillet 2008. Au 31 décembre 2013, les titres émis et encore en cours dans le cadre de ce programme s'élevaient à 500,0 millions d'euros, émis le 21 mars 2007, portant intérêt au taux fixe de 4,75 %, d'une durée de 10 ans.

### Principaux emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit

Zuari Cement Ltd a contracté le 30 novembre 2010 des lignes de crédit bilatérales amortissables à 5 ans pour un montant total de 5,1 milliards de roupies auprès de plusieurs banques internationales, puis le 9 mai 2012 une ligne complémentaire de 600 millions de roupies. La société dispose aussi d'une ligne de crédit bilatérale amortissable à 5 ans de 20 millions de dollars US. Ces lignes de crédit à long terme étaient tirées à hauteur de 4,3 milliards de roupies à fin décembre 2013, soit un équivalent de 50 millions d'euros.

Le 25 octobre 2013, Zuari Cement Ltd a mis en place une nouvelle ligne de crédit bilatérale de 5 milliards de roupies à échéance juillet 2014 avec une banque internationale. À fin décembre 2013, cette ligne est tirée à hauteur de 1 milliard de roupies (11,7 millions d'euros).

### Principaux prêts et lignes de crédit interentreprises

Au cours du premier semestre 2010, Ciments Français SA a financé l'offre de rachat des placements américains ainsi que le remboursement d'une partie de ses financements à court terme par le biais d'un prêt interentreprises à long terme de 100 millions d'euros à 5 ans à taux variable auprès d'Italcementi S.p.A. qui a été remboursé en totalité par anticipation avec les excédents de trésorerie de Ciments Français SA fin janvier 2013, et d'un prêt interentreprises à long terme de 540 millions d'euros à 10 ans à taux variable auprès d'Italcementi Finance SA. Ce deuxième prêt est adossé directement à l'emprunt obligataire de 750 millions d'euros émis par Italcementi Finance SA en 2010. En date du 15 décembre 2011, Moody's a baissé la notation de l'emprunt obligataire d'Italcementi Finance SA de Baa3 à Ba1, et donc déclenché la clause dite de « step up » de cet emprunt, avec une hausse du coupon de 125 points de base, applicable à compter du coupon annuel en paiement le 19 mars 2013. Le contrat de prêt auprès d'Italcementi Finance SA prévoit que le taux applicable soit ajusté dans la même mesure. Le changement de notation de Moody's en août 2013 n'a eu aucun impact sur les conditions financières du prêt à long terme.

Depuis le troisième trimestre 2010, Ciments Français SA dispose d'une ligne de crédit confirmée à cinq ans de 700 millions d'euros auprès d'Italcementi Finance SA, non utilisée au 31 décembre 2013.

Tous les prêts et lignes de crédit mis en place entre Ciments Français SA et Italcementi Finance sont contractés à des conditions normales de marché.

## 19.3 Risques de liquidité, de crédit et de contrepartie

### Risque de liquidité

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de placements court terme très liquides à risque négligeable de variation de valeur ; ils sont en partie localisés dans des pays ne permettant pas une disponibilité des fonds immédiate au niveau de la holding Ciments Français (voir note 36.1).

Aucune des contreparties ne représente plus de 20 % du total des liquidités au 31 décembre 2013.

La politique financière centralisée est qu'à tout moment, les lignes de crédit confirmées disponibles doivent être suffisantes pour couvrir les échéances de la dette sur un horizon de deux ans.

La ligne de crédit confirmée de 700 millions d'euros auprès d'Italcementi Finance, totalement disponible au 31 décembre 2013, est adossée à des lignes bancaires de même durée contractées par Italcementi Finance, soumises à des covenants, actuellement respectés, liés aux ratios d'endettement d'Italcementi Group.

Le tableau ci-dessous présente les maturités de l'endettement net comparées aux lignes de crédit disponibles à la fin de chaque période.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Maturité de l'endettement et des lignes de crédit au 31 décembre 2013

(en millions d'euros)	Moins d'1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts portant intérêts, non courants	–	39,2	3,6	522,5	4,1	559,3	1 128,7
Passifs financiers et autres dettes courants	70,6	–	–	–	–	–	70,6
Concours bancaires courants	57,6	–	–	–	–	–	57,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(450,5)	–	–	–	–	–	(450,5)
<b>Endettement net (échéances)</b>	<b>(322,3)</b>	<b>39,2</b>	<b>3,6</b>	<b>522,5</b>	<b>4,1</b>	<b>559,3</b>	<b>806,4</b>
	<b>Fin 2013</b>	<b>Fin 2014</b>	<b>Fin 2015</b>	<b>Fin 2016</b>	<b>Fin 2017</b>		
Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	815,0	750,0	50,0	–	–		

## Maturité de l'endettement et des lignes de crédit au 31 décembre 2012

(en millions d'euros)	Moins d'1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts portant intérêts, non courants	–	52,8	128,9	4,9	528,6	555,1	1 270,3
Passifs financiers et autres dettes courants	122,6	–	–	–	–	–	122,6
Concours bancaires courants	54,9	–	–	–	–	–	54,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(539,1)	–	–	–	–	–	(539,1)
<b>Endettement net (échéances)</b>	<b>(361,6)</b>	<b>52,8</b>	<b>128,9</b>	<b>4,9</b>	<b>528,6</b>	<b>555,1</b>	<b>908,7</b>
	<b>Fin 2012</b>	<b>Fin 2013</b>	<b>Fin 2014</b>	<b>Fin 2015</b>	<b>Fin 2016</b>		
Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	863,0	750,0	750,0	50,0	–		

Au 31 décembre 2013, la durée de vie moyenne de l'endettement brut (hors dérivés) du Groupe est de 4 ans et 3 mois (4 ans et 7 mois au 31 décembre 2012).

Au 31 décembre 2013, la durée de vie moyenne des lignes de crédit confirmées disponibles est de 1 an et 9 mois (2 ans et 6 mois au 31 décembre 2012).

### Covenants

Aucun prêt ou ligne de crédit confirmée consenti aux entités du Groupe ne contient de clause d'exigibilité anticipée ou d'annulation liée au non-respect de ratios financiers ou à des changements de notation financière.

Au 31 décembre 2013, Ciments Français respecte l'ensemble de ses engagements contractuels.

### Risque de crédit

Les clients qui souhaitent bénéficier de délais de paiement sont soumis à des procédures de vérification préalable. Par ailleurs, la gestion des encours clients fait l'objet d'un suivi régulier conformément aux procédures du Groupe.

La concentration du risque de crédit relatif aux créances clients est limitée dans la mesure où la base de la clientèle du Groupe est large et sans dépendance.

### Risque de contrepartie sur instruments dérivés

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un « rating » élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences spécialisées, actifs, capitaux propres, nature et échéances des transactions en respectant des règles de diversification des risques par contrepartie sans concentration. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan. Toutes les contreparties sont établies en Europe Occidentale ou aux États-Unis d'Amérique.

L'adoption de l'IFRS 13 entraîne la valorisation du risque de crédit notamment sur les instruments dérivés (voir note 19.4).

### 19.4 Instruments financiers

Le tableau ci-dessous donne la comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de tous les types d'instruments financiers tels que définis dans la norme IAS 39 aux 31 décembre 2013 et 2012.

#### Au 31 décembre 2013

(en millions d'euros)

	Instruments financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs financiers évalués à la juste valeur	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti	Valeur comptable	Niveau 1 : cours cotés et disponibilités	Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>											
Titres de participation	–	–	–	39,7	–	–	39,7	30,6	–	9,1	39,7
Prêts et créances financières non courants	–	–	–	–	47,9	–	47,9	–	47,9	–	47,9
Instruments dérivés actif	8,5	28,6	–	–	–	–	37,1	–	37,1	–	37,1
Clients	–	–	–	–	355,6	–	355,6	–	355,6	–	355,6
Autres débiteurs courants	–	–	–	–	49,4	–	49,4	–	49,4	–	49,4
Autres actifs financiers courants	–	–	–	–	16,7	–	16,7	–	16,7	–	16,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	–	450,5	–	–	–	450,5	185,0	265,5	–	450,5
<b>Total actif</b>	<b>8,5</b>	<b>28,6</b>	<b>450,5</b>	<b>39,7</b>	<b>469,6</b>	<b>–</b>	<b>996,9</b>	<b>215,6</b>	<b>772,2</b>	<b>9,1</b>	<b>996,9</b>
<b>Passifs financiers</b>											
Emprunts à taux variable	–	–	–	–	–	647,8	647,8	–	647,8	–	647,8
Emprunts à taux fixe	–	–	–	–	–	536,4	536,4	578,5	–	–	578,5
Dettes liées aux contrats de location-financement	–	–	–	–	–	1,4	1,4	–	1,4	–	1,4
Instruments dérivés passif	0,5	3,5	–	–	–	–	4,0	–	4,0	–	4,0
Fournisseurs	–	–	–	–	–	439,5	439,5	–	439,5	–	439,5
Autres passifs courants	–	–	–	–	–	240,5	240,5	–	200,2	40,3	240,5
Concours bancaires courants	–	–	–	–	–	57,6	57,6	–	57,6	–	57,6
Dettes financières courantes	–	–	–	–	–	13,7	13,7	–	13,7	–	13,7
<b>Total passif</b>	<b>0,5</b>	<b>3,5</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 936,9</b>	<b>1 940,9</b>	<b>578,5</b>	<b>1 364,2</b>	<b>40,3</b>	<b>1 983,0</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Au 31 décembre 2012

(en millions d'euros)

	Instruments financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs financiers évalués à la juste valeur	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs financiers au coût amorti	Valeur comptable	Niveau 1 : cours cotés et disponibilités	Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>											
Titres de participation	-	-	-	65,3	-	-	65,3	42,9	-	22,4	65,3
Prêts et créances financières non courants	-	-	-	-	46,8	-	46,8	-	46,8	-	46,8
Instruments dérivés actif	-	50,3	-	-	-	-	50,3	-	50,3	-	50,3
Clients	-	-	-	-	379,1	-	379,1	-	379,1	-	379,1
Autres débiteurs courants	-	-	-	-	73,6	-	73,6	-	73,6	-	73,6
Autres actifs financiers courants	-	-	-	-	17,6	-	17,6	-	17,6	-	17,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	539,1	-	-	-	539,1	304,8	234,3	-	539,1
<b>Total actif</b>	<b>-</b>	<b>50,3</b>	<b>539,1</b>	<b>65,3</b>	<b>517,1</b>	<b>-</b>	<b>1 171,8</b>	<b>347,7</b>	<b>801,7</b>	<b>22,4</b>	<b>1 171,8</b>
<b>Passifs financiers</b>											
Emprunts à taux variable	-	-	-	-	-	796,4	796,4	-	796,4	-	796,4
Emprunts à taux fixe	-	-	-	-	-	580,3	580,3	635,2	-	-	635,2
Dettes liées aux contrats de location-financement	-	-	-	-	-	3,0	3,0	-	3,0	-	3,0
Instruments dérivés passif	1,0	15,2	-	-	-	-	16,2	-	16,2	-	16,2
Fournisseurs	-	-	-	-	-	476,4	476,4	-	476,4	-	476,4
Autres passifs courants	-	-	-	-	-	218,4	218,4	-	173,7	44,7	218,4
Concours bancaires courants	-	-	-	-	-	54,9	54,9	-	54,9	-	54,9
Dettes financières courantes	-	-	-	-	-	13,3	13,3	-	13,3	-	13,3
<b>Total passif</b>	<b>1,0</b>	<b>15,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 142,7</b>	<b>2 158,9</b>	<b>635,2</b>	<b>1 533,9</b>	<b>44,7</b>	<b>2 213,8</b>

Les créances clients et les fournisseurs et autres créditeurs sont à court terme et leur valeur comptable représente une approximation raisonnable de la juste valeur.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des dettes et créances en devises est évaluée au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée par rapport à un taux fixe hors marge de crédit, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'actif et au passif financier.

## Valeur de marché des instruments dérivés de change et de taux

(en millions d'euros)

	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
<b>Dérivés - Taux d'intérêt</b>				
Couverture des flux futurs	–	0,4	–	2,8
Couverture de juste valeur	19,1 <sup>(1)</sup>	0,3 <sup>(2)</sup>	26,1	–
Instruments dérivés non qualifiés	–	–	–	–
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture des flux futurs	–	–	–	–
Couverture de juste valeur	–	–	–	–
Instruments dérivés non qualifiés	6,3	–	–	–
<b>Non courant</b>	<b>25,4</b>	<b>0,7</b>	<b>26,1</b>	<b>2,8</b>
<b>Dérivés - Taux d'intérêt</b>				
Couverture des flux futurs	0	0,9	–	1,3
Couverture de juste valeur	–	–	–	–
Instruments dérivés non qualifiés	2,1	0,5	–	1,0
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture des flux futurs	–	1,1	0,3	0,2
Couverture de juste valeur	9,5	0,8	18,2	0,1
Instruments dérivés non qualifiés	0,1	–	–	–
<b>Courant</b>	<b>11,7</b>	<b>3,3</b>	<b>18,5</b>	<b>2,6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>37,1</b>	<b>4,0</b>	<b>44,6</b>	<b>5,4</b>

(1) Dont swap de taux receveur taux fixe, payeur taux variable indexé sur l'Euribor couvrant une partie de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis à taux fixe dans le cadre du programme EMTN, impact taux : 19,1 millions d'euros au 31 décembre 2013 (26,1 millions d'euros au 31 décembre 2012).

(2) Dont impact risque de crédit sur le portefeuille d'instruments dérivés de taux de –0,3 million d'euros au 31 décembre 2013 (impact non significatif sur le portefeuille d'instruments dérivés de change).

L'évaluation des instruments dérivés au 31 décembre 2013 a été effectuée en prenant en compte l'ajustement lié au risque de contrepartie (CVA) et l'ajustement lié au risque de crédit propre (DVA) introduits par IFRS 13.

La méthodologie retenue pour calculer l'impact du risque de crédit sur les valorisations (exposition au défaut), à la date de clôture, telles que comptabilisées en norme IFRS au bilan, consiste donc à appliquer à chaque date de flux de la valorisation une probabilité de défaut afin d'obtenir par différence avec la valorisation sans risque de crédit, une évaluation de l'ajustement de valeur liée à la prise en compte du risque de contrepartie.

Lorsque la valorisation est positive pour Ciments Français, l'ajustement de crédit de valeur nommé *Credit Value Adjustment (CVA)* est basé sur la probabilité de défaut de la contrepartie bancaire et correspond à une décote sur la valorisation du dérivé que Ciments Français subit en raison du risque de contrepartie.

Symétriquement, lorsque la valorisation est négative l'ajustement de débit de valeur nommé *Debit Value Adjustment (DVA)* est basé principalement sur la probabilité de défaut de Ciments Français et correspond à une surcote sur la valorisation du dérivé reconvenue par Ciments Français en raison du risque de crédit qu'elle fait subir à la contrepartie.

Les probabilités de défaut sont calculées à partir des données du marché secondaire par le calcul des CDS implicites.

Le pourcentage de perte en cas de défaut (LGD) est établi à 60 % selon le standard de marché.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les deux tableaux ci-dessous donnent l'impact des accords de compensation relatifs aux instruments dérivés actifs et des instruments dérivés passifs tel que définis par l'amendement de la norme IFRS 7 aux 31 décembre 2013 et 2012.

Les instruments dérivés sont exprimés ci-après à leur juste valeur, y compris l'impact IFRS 13 relatif au risque de crédit pour l'année 2013.

### Netting des actifs financiers et passifs financiers au 31 décembre 2013

(en millions d'euros)	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants non compensés au bilan		Montants nets selon IFRS 7
				Instruments dérivés	Cash collatéral	
Instruments financiers dérivés actifs	37,1	–	37,1	0,3	–	36,8
Instruments financiers dérivés passifs	4,0	–	4,0	0,3	–	3,7

### Netting des actifs financiers et passifs financiers au 31 décembre 2012

(en millions d'euros)	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants non compensés au bilan		Montants nets selon IFRS 7
				Instruments dérivés	Cash collatéral	
Instruments financiers dérivés actifs	44,6	–	44,6	0,1	–	44,5
Instruments financiers dérivés passifs	5,4	–	5,4	0,1	–	5,3

## 19.5 Politique de gestion des risques financiers

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêt ainsi que les risques de change résultant de la nature de sa dette et de son activité internationale.

### Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût de l'endettement net du Groupe et à réduire l'exposition à ce risque. Deux natures de risque sont couvertes :

- Le risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe.  
Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé en cas de liquidation ou remboursement anticipé de ces instruments.
- Le risque de variation des flux futurs des actifs et passifs financiers à taux variable.  
Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais affectera l'évolution des frais financiers et en conséquence, les résultats futurs de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques, en privilégiant la couverture des flux futurs sur les court et moyen termes et la couverture du risque de variation sur la valeur de marché sur le long terme, dans le cadre de limites définies.

La couverture du risque de taux est principalement réalisée par la négociation de contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps), de FRA (accords de taux futurs) et d'options de taux d'intérêt négociés sur le marché de gré à gré avec des banques de premier rang. Toute exposition en dérivés ne peut excéder l'exposition sous-jacente.

### Instruments dérivés de taux par échéance

La répartition par maturité dans le temps des différentes opérations de couverture de taux est la suivante :

(valeurs nominales - en millions d'euros)

	Maturité				TOTAL
	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans	
<b>Couverture juste valeur</b>					
<b>Swaps receveur fixe / payeur variable</b>					
165 M€ 4,75 % / Euribor 3 mois + 0,6260 %	–	–	165,0	–	165,0
<b>Total couverture juste valeur</b>	–	–	<b>165,0</b>	–	<b>165,0</b>
<b>Couverture flux de trésorerie</b>					
<b>Swaps receveur variable / payeur fixe</b>					
100 M€ Euribor 3 mois / 2,09 %	100,0	–	–	–	100,0
150 M€ Euribor 3 mois / 0,9475 %	–	–	150,0	–	150,0
0,6 M€ Euribor 6 mois / 2,79 %	0,2	0,4	–	–	0,6
<b>Total couverture flux de trésorerie</b>	<b>100,2</b>	<b>0,4</b>	<b>150,0</b>	–	<b>250,6</b>
<b>Instruments dérivés non qualifiés</b>					
<b>Swaps payeur variable / receveur variable</b>					
150 M\$ payeur Libor 3 mois contre Euribor 3 mois	–	108,8	–	–	108,8
<b>Swaps receveur variable / payeur fixe</b>					
0,8 M€ Euribor 3 mois / 1,95 %	0,4	0,4	–	–	0,8
100,0 M\$ Libor 3 mois / 0,43 %	72,5	–	–	–	72,5
75 M\$ Libor 3 mois / 0,59 %	–	54,4	–	–	54,4
375 M\$ Libor 3 mois / 0,83 %	–	–	271,9	–	271,9
<b>Total instruments dérivés non qualifiés</b>	<b>72,9</b>	<b>163,5</b>	<b>271,9</b>	–	<b>508,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>173,1</b>	<b>163,9</b>	<b>586,9</b>	–	<b>924,0</b>

Les instruments financiers sont exprimés en valeur nominale du contrat de couverture ; sont exclus, le cas échéant, les instruments désactivés à la date de clôture.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Exposition au risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous donne la valeur historique, par échéance, des instruments financiers du Groupe exposés au risque de taux d'intérêt.

### Endettement net après couverture

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>TOTAL</b>	<b>à moins d'1 an</b>	<b>de 1 à 2 ans</b>	<b>de 2 à 5 ans</b>	<b>à plus de 5 ans</b>
<b>Taux fixe</b>					
Passifs financiers à taux fixe *	537,5	1,0	1,6	523,0	11,9
Actifs financiers à taux fixe	–	–	–	–	–
<b>Passif financier net à taux fixe avant couverture</b>	<b>537,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>523,0</b>	<b>11,9</b>
Couvertures taux fixe / taux variable	(165,0)	–	–	(165,0)	–
Couvertures taux variable / taux fixe	650,3	173,1	55,2	421,9	–
<b>Passif financier net à taux fixe après couverture</b>	<b>1 022,8</b>	<b>174,1</b>	<b>56,8</b>	<b>779,9</b>	<b>11,9</b>
<b>Taux variable</b>					
Passifs financiers à taux variable *	719,4	127,2	37,7	7,2	547,4
Actifs financiers à taux variable	(468,1)	(467,2)	–	(0,9)	–
<b>Passif financier net à taux variable avant couverture</b>	<b>251,3</b>	<b>(340,1)</b>	<b>37,7</b>	<b>6,3</b>	<b>547,4</b>
Couvertures taux fixe / taux variable	165,0	–	–	165,0	–
Couvertures taux variable / taux fixe	(650,3)	(173,1)	(55,2)	(421,9)	–
<b>Passif financier net à taux variable après couverture</b>	<b>(233,9)</b>	<b>(513,2)</b>	<b>(17,5)</b>	<b>(250,6)</b>	<b>547,4</b>

\* Hors instruments dérivés.

Au 31 décembre 2013, en cas d'une translation de la courbe des taux de +0,5 %, la revalorisation du portefeuille de dérivés de taux aurait un impact avant impôt de 3 millions d'euros sur les capitaux propres et 2,1 millions d'euros sur le résultat avant impôt ; l'effet positif sur le résultat provient principalement des instruments dérivés non qualifiés en comptabilité de couverture couvrant le risque de taux sur la dette intra-Groupe de la filiale des États-Unis. La revalorisation des dettes à taux fixe couvertes en juste valeur aurait un impact avant impôt de 2,8 millions d'euros sur le résultat.

Inversement, en cas d'une translation de la courbe des taux de –0,5 %, la revalorisation du portefeuille de dérivés de taux aurait un impact avant impôt de –3,1 millions d'euros sur les capitaux propres et de –2,1 millions d'euros sur le résultat avant impôt. La revalorisation des dettes à taux fixe couvertes en juste valeur aurait un impact avant impôt de –2,9 millions d'euros sur le résultat.

## Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

Les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles, de pièces de rechange et des investissements liés à la construction de nouvelles usines.

La politique du Groupe prévoit que les filiales empruntent et placent dans leur devise locale, sauf dans le cas de couverture de flux en devises étrangères. Cependant, le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

Dans le cadre de son activité de financement des filiales, Ciments Français peut en outre s'engager dans des contrats de financement dans une devise qui ne correspond pas à celle du prêt à sa filiale.

La politique du Groupe consiste à couvrir ces expositions lorsque les conditions de marché le permettent. L'exposition nette de chaque entité est déterminée sur la base des flux nets d'exploitation prévisionnels à l'horizon d'un à deux ans et des encours de financement ou placement engagés en devises autres que sa monnaie locale.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme, des swaps de devises ou des couvertures à composantes optionnelles conclues avec des banques de premier rang.

Le tableau ci-dessous donne le montant au 31 décembre 2013 des passifs et actifs financiers contractés dans une devise autre que la devise locale de la société. L'exposition nette résulte principalement du placement de la trésorerie des filiales égyptiennes en dollars américains afin de se prémunir des effets des fluctuations de la monnaie locale.

<i>(en équivalent millions d'euros)</i>	<b>Euro</b>	<b>USD</b>	<b>Autres</b>
Actifs financiers <sup>(1)</sup>	2,8	581,1	27,6
Passifs financiers <sup>(1)</sup>	(6,1)	(28,3)	(52,1)
Instruments dérivés <sup>(2)</sup>	–	(482,2)	43,6
<b>Exposition nette par devise</b>	<b>(3,3)</b>	<b>70,6</b>	<b>19,1</b>

(1) Hors dettes et créances commerciales.

(2) En valeur nominale.

L'exposition des capitaux propres au risque de change est due principalement au dollar américain, au baht thaïlandais, au dirham marocain, à la livre égyptienne et à la roupie indienne. Les investissements nets dans ces devises ne sont pas couverts. Une variation de 1 % des taux de conversion des devises étrangères par rapport à l'euro aurait au 31 décembre 2013 un impact de 29,9 millions d'euros sur les capitaux propres dont 7,1 millions d'euros sur les participations ne donnant pas le contrôle.

Au 31 décembre 2013, une appréciation de 10 % des cours de change sur le portefeuille de dérivés de change aurait un impact de 4,4 millions d'euros sur les capitaux propres et de –36,2 millions d'euros sur le résultat avant impôt. Une dépréciation de 10 % des cours de change aurait un impact de –4,4 millions d'euros sur les capitaux propres et de 36,2 millions d'euros sur le résultat avant impôt.

### Instruments dérivés de change par échéance

Les instruments de change sont présentés en valeur nominale et exprimés en euros au cours de clôture. Leur maturité est inférieure à deux ans.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

<i>(valeurs nominales - en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
<b>Achats à terme</b>		
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>		
Dollar US	87,9	29,3
Autres	-	-
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Dollar US	8,6	48,8
Franc suisse	52,1	46,8
Autres	-	-
<b>Total achats à terme</b>	<b>148,8</b>	<b>124,8</b>
<b>Ventes à terme</b>		
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Dollar US	402,8	555,1
Autres	9,3	10,3
<b>Instruments dérivés non qualifiés</b>		
Dollar US	4,4	0,1
<b>Total ventes à terme</b>	<b>416,5</b>	<b>565,5</b>
<b>Options</b>		
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>		
Dollar US	-	7,7
<b>Total options</b>	<b>-</b>	<b>7,7</b>
<b>Contrats d'échange de devises et de taux *</b>		
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Dollar US	108,8	-
<b>Total contrats d'échange de devises et de taux</b>	<b>108,8</b>	<b>-</b>

\* Les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt correspondent à la couverture d'emprunts libellés en dollar US avec une maturité supérieure à un an (2015).

### Risque sur les instruments dérivés sur matières premières

Le Groupe ne négocie pas d'instruments dérivés sur matières premières et n'est donc pas exposé à ce type de risque.

### Risque de variation des cours de quotas d'émission de CO<sub>2</sub>

Les sociétés européennes du Groupe sont exposées aux fluctuations du marché des droits d'émission de CO<sub>2</sub>. En 2013, elles ont renouvelé le mandat à Italcementi S.p.A. pour acheter et vendre des droits d'émission de CO<sub>2</sub> (EUA) et des crédits de réduction des émissions (CER) jusqu'en 2021.

En 2013, le Groupe n'a pas cédé de quotas de CO<sub>2</sub> (EUA) (contre 22,4 millions d'euros en 2012).

Pendant la période 2008-2013, Italcementi S.p.A. a négocié pour le compte de filiales Ciments Français des opérations de *Forward swap* EUA-CER / ERU (vente à terme de *European Union Allowances* et achat à terme de *Certified Emission Reductions* ou *Emission Reduction Units*) distribuées sur la période 2009-2013, avec l'objectif de diversifier et optimiser le portefeuille de droits d'émission CO<sub>2</sub>.

Les impacts sur le bilan, le résultat et les capitaux propres des opérations sur instruments dérivés de droits d'émission sont indiqués dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	2013	2012
Actifs non courants	-	-
Actifs courants	-	5,7
Passifs non courants	-	-
Passifs courants	-	(10,8)
<b>Total net</b>	-	<b>(5,1)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>5,1</b>	<b>(2,3)</b>
<b>Réserve dérivés</b>	-	-

### Risque marchés actions

Ciments Français est peu exposé au risque sur marchés actions. Les titres disponibles à la vente, à l'exception des titres West China Cement, ne sont pas cotés et les actions propres de Ciments Français sont évaluées au coût d'acquisition en déduction des capitaux propres.

### 19.6 Comptabilité de couverture

Les impacts des opérations de couverture de la période peuvent être résumés comme suit :

La réserve des capitaux propres enregistre les variations de juste valeur, la perte ou le profit sur l'instrument de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie qui est considérée comme efficace.

Les montants enregistrés en capitaux propres au 31 décembre 2013 au titre des nouveaux instruments dérivés s'élèvent à -1,6 million d'euros (néant au 31 décembre 2012). La réserve correspondant aux instruments échus en 2013 et sortis des capitaux propres est de 1,2 million d'euros au 31 décembre 2013 (-2,6 millions d'euros au 31 décembre 2012). La variation des capitaux propres liée aux instruments dérivés souscrits au cours des exercices antérieurs et toujours en portefeuille au 31 décembre 2013 est de 2,0 million d'euros (-0,2 million d'euros au 31 décembre 2012). L'inefficacité découlant des couvertures de flux de trésorerie en portefeuille fin 2013 et comptabilisée dans le compte de résultat n'est pas significative en 2013 et 2012.

En ce qui concerne les couvertures de juste valeur en portefeuille fin 2013, les montants comptabilisés dans le compte de résultat s'élèvent à 34,4 millions d'euros pour l'exercice 2013 (44,2 millions d'euros en 2012). Les montants comptabilisés attribuables au risque couvert sur le sous-jacent s'élèvent à -34,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 (-44,5 millions d'euros au 31 décembre 2012). Ces éléments sont comptabilisés en résultat dans la juste valeur des instruments dérivés de taux et de change (note 30).

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 20 - Retraites, prévoyance et autres avantages accordés aux salariés

### 20.1 Régimes à prestations définies

Au 31 décembre 2013, les provisions liées aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, net des actifs associés, s'élèvent à 169,8 millions d'euros contre 196,0 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Ces provisions correspondent à la couverture de frais médicaux pour 90,3 millions d'euros (98,7 millions d'euros en 2012) et à d'autres engagements, principalement de retraite, préretraite, indemnités de fin de carrière et médailles du travail, pour 79,5 millions d'euros (97,3 millions d'euros en 2012).

Les engagements relatifs aux frais médicaux concernent principalement la France (pour 49,0 millions d'euros), les États-Unis (31,8 millions d'euros) et le Maroc (5,0 millions d'euros). En France, l'employeur prend partiellement en charge la cotisation versée à une mutuelle assurant le remboursement d'une partie des dépenses de frais médicaux après le départ en retraite. Les bénéficiaires sont des employés actifs à hauteur de 30 % et d'anciens employés retraités pour les 70 % restants. Aux États-Unis, les régimes couvrent généralement un certain pourcentage des frais nets engagés après couverture sociale. Ils ne concernent que des employés actifs.

Les autres engagements relatifs à des avantages postérieurs à l'emploi s'élèvent à 171,1 millions d'euros. Les plus significatifs concernent les retraites en rente aux États-Unis (111,4 millions d'euros) et les indemnités de fin de carrière en France (28,3 millions d'euros). Ils sont financés partiellement ou en totalité au travers de fonds de pension indépendants ou de contrats d'assurance (79,8 millions d'euros aux États-Unis et 7,5 millions d'euros en France). Aux États-Unis, 23 % de ces engagements concernent des employés en activité, 12 % d'anciens employés détenant un droit de retraite différé et 65 % d'anciens employés à la retraite.

Les placements destinés à couvrir les engagements de retraite sont investis pour 47 % dans des titres de créances émis par des organismes non gouvernementaux, pour 40 % dans des titres de participation, dont 2 % sont situés dans des pays émergents, pour 4 % dans des actifs détenus par des compagnies d'assurance et pour 6 % en numéraire.

## Avantages postérieurs à l'emploi - Régimes de retraite et assimilés

La variation de l'obligation s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Obligation à l'ouverture</b>	<b>190,8</b>	<b>178,2</b>	<b>98,7</b>	<b>89,5</b>	<b>289,6</b>	<b>267,8</b>
Coûts des services rendus au cours de la période	3,8	3,3	2,2	1,7	6,1	5,0
Coûts des services passés	2,0	(0,3)	–	(0,3)	2,0	(0,5)
Liquidations de régimes	–	–	–	–	–	–
Charge d'intérêt	6,5	7,3	3,0	3,4	9,5	10,7
Prestations versées par les fonds	(10,5)	(8,2)	(0,2)	(0,3)	(10,7)	(8,5)
Prestations versées par l'employeur	(4,9)	(4,8)	(4,1)	(4,1)	(9,0)	(8,8)
Cotisations des salariés	–	–	0,2	0,3	0,2	0,3
Pertes (gains) actuariels reconnus en autres éléments du résultat global :						
Impact des changements d'hypothèses démographiques	3,5	–	(1,6)	–	1,9	–
Impact des changements d'hypothèses financières	(14,1)	18,0	(6,4)	17,2	(20,6)	35,1
Gains et pertes d'expérience	0,1	(0,1)	–	(8,1)	0,1	(8,2)
Écarts de conversion	(6,2)	(2,7)	(1,6)	(0,6)	(7,8)	(3,3)
<b>Obligation à la clôture</b>	<b>171,1</b>	<b>190,8</b>	<b>90,3</b>	<b>98,7</b>	<b>261,4</b>	<b>289,6</b>

La variation de la juste valeur des actifs de couverture s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture</b>	<b>93,6</b>	<b>88,1</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>93,6</b>	<b>88,1</b>
Produits d'intérêts	3,1	2,8	–	–	3,1	2,8
Cotisations de l'employeur	4,8	4,9	–	–	4,8	4,9
Cotisations des salariés	–	–	0,2	0,3	0,2	0,3
Prestations payées par les fonds	(10,5)	(8,2)	(0,2)	(0,3)	(10,7)	(8,5)
Frais administratifs	(0,4)	(0,4)	–	–	(0,4)	(0,4)
Écart sur rendement des actifs de couverture reconnu en autres éléments du résultat global	4,8	8,0	–	–	4,8	8,0
Écart de conversion	(3,9)	(1,7)	–	–	(3,9)	(1,7)
<b>Juste valeur des actifs de couverture à la clôture</b>	<b>91,5</b>	<b>93,6</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>91,5</b>	<b>93,6</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les montants nets comptabilisés au bilan au 31 décembre sont les suivants :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Valeur actualisée de l'obligation	171,1	190,8	90,3	98,7	261,4	289,6
Juste valeur des actifs du régime	(91,5)	(93,6)	–	–	(91,5)	(93,6)
<b>Valeur nette de l'obligation</b>	<b>79,5</b>	<b>97,3</b>	<b>90,3</b>	<b>98,7</b>	<b>169,8</b>	<b>196,0</b>

Le détail de la charge se présente comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Charges comptabilisées au compte de résultat :						
Coût des services rendus au cours de la période	(3,8)	(3,3)	(2,2)	(1,7)	(6,1)	(5,0)
Coût des services passés	(2,0)	0,3	–	0,3	(2,0)	0,5
Coût d'actualisation de la dette actuarielle	(6,5)	(7,3)	(3,0)	(3,4)	(9,5)	(10,7)
Produits d'intérêts sur actifs du régime	3,1	2,8	–	–	3,1	2,8
Pertes et gains actuariels sur autres avantages à long terme	–	(0,6)	–	–	–	(0,6)
Frais administratifs	(0,4)	(0,4)	–	–	(0,4)	(0,4)
<b>TOTAL enregistré au compte de résultat</b>	<b>(9,7)</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(5,2)</b>	<b>(4,8)</b>	<b>(14,9)</b>	<b>(13,4)</b>
Pertes et gains actuariels comptabilisés au compte de résultat global :						
Impact des changements d'hypothèses démographiques	(3,5)	–	1,6	–	(1,9)	–
Impact des changements d'hypothèses financières	14,0	(17,5)	6,4	(17,2)	20,5	(34,7)
Gains et pertes d'expérience	–	0,2	–	8,1	–	8,3
Écart sur rendement des actifs de couverture	4,8	8,0	–	–	4,8	8,0
<b>TOTAL enregistré au compte de résultat global</b>	<b>15,4</b>	<b>(9,3)</b>	<b>8,0</b>	<b>(9,1)</b>	<b>23,4</b>	<b>(18,4)</b>

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>Passif net à l'ouverture</b>	<b>97,3</b>	<b>90,1</b>	<b>98,7</b>	<b>89,5</b>	<b>196,0</b>	<b>179,6</b>
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	9,7	8,5	5,2	4,8	14,9	13,4
Pertes et (gains) actuariels enregistrés au compte de résultat global	(15,4)	9,3	(8,0)	9,1	(23,4)	18,4
Cotisations versées par l'employeur	(4,8)	(4,9)	–	–	(4,8)	(4,9)
Paiement de prestations par l'employeur	(4,9)	(4,8)	(4,1)	(4,1)	(9,0)	(8,8)
Écarts de conversion	(2,4)	(1,0)	(1,6)	(0,6)	(4,0)	(1,6)
<b>Passif net à la clôture</b>	<b>79,5</b>	<b>97,3</b>	<b>90,3</b>	<b>98,7</b>	<b>169,8</b>	<b>196,0</b>

La répartition de l'obligation selon le statut des bénéficiaires au 31 décembre 2013 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Régimes de retraite et autres avantages long terme</b>	<b>Couverture médicale postérieure à l'emploi</b>	<b>TOTAL</b>
Employés en activité	85,6	53,7	139,3
Anciens employés détenant un droit de retraite différé	13,2	–	13,2
Anciens employés à la retraite	72,2	36,6	108,8
<b>Obligation à la clôture</b>	<b>171,1</b>	<b>90,3</b>	<b>261,4</b>

La composition des actifs de couverture est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2013</b>
Placements monétaires	5,9
Actions	37,4
Obligations	44,1
Assurances	3,5
Autres	0,7
<b>TOTAL</b>	<b>91,5</b>

Le Groupe s'attend à payer au titre des cotisations employeurs en 2014 les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Engagements de retraite</b>	<b>Frais de santé et autres avantages sociaux</b>	<b>TOTAL</b>
2014	10,1	2,4	<b>12,4</b>

Les prestations à verser au titre des régimes à prestation définie au cours des dix prochaines années peuvent être estimées comme suit au 31 décembre 2013 :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Engagements de retraite</b>	<b>Frais de santé et autres avantages sociaux</b>	<b>TOTAL</b>
2014	11,4	2,4	<b>13,8</b>
2015	11,1	4,3	<b>15,4</b>
2016	11,5	4,3	<b>15,8</b>
2017	12,2	4,5	<b>16,7</b>
2018	12,8	4,7	<b>17,4</b>
2019 – 2023	59,0	24,2	<b>83,3</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'estimation des engagements du Groupe sont les suivantes :

(en %)	Europe de l'Ouest		Amérique du Nord		Autres pays	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Taux d'inflation	2,0	2,0	n/a	n/a	2,0 – 8,0	2,0 - 5,0
Taux d'augmentation des salaires	1,0 - 3,25	1,0 - 3,25	n/a	n/a	3,5 – 8,5	3,5 - 8,5

(en %)	Taux d'actualisation 2013	Taux d'actualisation 2012
<b>Europe</b>		
Belgique	2,10 - 3,20	1,75 - 2,75
Espagne	3,20	2,75
France	2,50 – 3,20	1,00 - 2,75
Grèce	3,20	2,75
Bulgarie	3,75	4,25
<b>Amérique du Nord</b>		
États-Unis	3,95 - 4,50	3,50
Canada	4,50	4,25
<b>Autres pays</b>		
Égypte	14,50	–
Maroc	5,25	4,50
Koweït	4,30	3,35
Thaïlande	4,25	3,75
Inde	9,25	8,25
Kazakhstan	5,75	–

Les taux d'actualisation ont été déterminés de façon harmonisée en tenant compte de la maturité propre aux différents engagements, l'indice de référence étant pour les pays de la zone Euro l'indice *Iboxx Corporate AA* et pour les États-Unis le *Citigroup Pension Discount Curve* ; pour les autres pays, divers indices de référence, à 10 ans et plus, ont été utilisés.

Une variation de +/-0,25 % des taux d'actualisation aurait un impact de -7,2 et +7,5 millions d'euros sur l'évaluation de l'obligation totale.

Une variation de +/-0,25 % du taux d'évolution des coûts médicaux aurait un impact de +2,0 et -1,3 million d'euros sur l'évaluation de l'obligation correspondante.

## 20.2 Régimes à cotisations définies

Au sein du Groupe, les régimes à cotisations définies correspondent essentiellement à des régimes de retraite, de couverture médicale et de prévoyance. Le montant des contributions relatives à ces régimes enregistrées dans l'exercice s'élève à 37,7 millions d'euros (contre 38,4 millions d'euros en 2012).

## 20.3 Indemnités de fin de contrat de travail

Les provisions pour indemnités de fin de contrat de travail s'élèvent à 5,0 millions d'euros au 31 décembre 2013 (4,3 millions d'euros en 2012).

## Note 21 - Autres provisions et passifs éventuels

### 21.1 Autres provisions

Des provisions pour réaménagement de sites, litiges ou autres risques sont constituées conformément aux principes décrits en note 1.19

Les variations de ces provisions s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	Dotation	Reprise (montant utilisé)	Reprise (montant non utilisé)	Variation de périmètre	Écarts de conversion	Reclassement	31 décembre 2013
Réaménagement des sites et environnement	58,4	8,0	(6,1)	(1,8)	–	(1,4)	2,0	59,0
Litiges *	51,8	8,3	(9,9)	(2,9)	–	(4,6)	–	42,7
Autres risques et charges *	38,5	22,0	(10,3)	(3,6)	–	(3,2)	(0,9)	42,7
<b>TOTAL</b>	<b>148,7</b>	<b>38,3</b>	<b>(26,3)</b>	<b>(8,2)</b>	<b>–</b>	<b>(9,2)</b>	<b>1,1</b>	<b>144,4</b>
Part non courante	148,1	36,6	(25,9)	(8,2)	–	(9,1)	1,2	142,7
Part courante	0,6	1,7	(0,4)	–	–	(0,1)	(0,1)	1,7

\* Les provisions pour litiges et autres risques et charges sont destinées à couvrir des risques comme des litiges avec les tiers et des différends avec les administrations, notamment en matière fiscale. Les reprises, montants non utilisés, correspondent pour l'essentiel à des excédents de provisions et des extinctions de risque sur des litiges fiscaux provisionnés.

L'impact net des variations de provisions au compte de résultat s'analyse comme suit en 2013 :

(en millions d'euros)	Dotation	Reprise montants non utilisés	TOTAL (net)
Résultat d'exploitation	35,7	(8,2)	27,4
Impôts	2,7	–	2,7
<b>TOTAL</b>	<b>38,3</b>	<b>(8,2)</b>	<b>30,1</b>

### 21.2 Passifs éventuels

Les principaux risques et litiges en cours au 31 décembre 2013 et n'ayant pas donné lieu à provision sont indiqués ci-après. À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe.

#### Europe de l'Ouest

La Commission européenne a commencé une enquête en novembre 2008 à l'encontre de plusieurs groupes cimentiers parmi lesquels Italcementi S.p.A. et ses filiales, notamment Ciments Français, Ciments Calcia, et la Compagnie des Ciments Belges. En décembre 2010, la Commission a formellement ouvert une procédure à l'encontre d'Italmobiliare S.p.A. (société contrôlant Italcementi S.p.A.) et a élargi son enquête à Financiera y Minera. En avril 2011, elle a notifié une demande d'informations à Italmobiliare S.p.A., qui a apporté les réponses appropriées et contesté cette demande devant les juridictions européennes. A ce jour, la commission n'a pas notifié de griefs à Italmobiliare S.p.A et le dossier est toujours en cours. Une décision est attendue en mars 2014.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

En juillet 2009, le Conseil de la concurrence belge a notifié une demande d'informations à divers opérateurs cimentiers dont la Compagnie des Ciments Belges (CCB), puis, en 2010, a communiqué ses conclusions aux parties concernées. En août 2013, il a décidé que les producteurs de ciment s'étaient mis d'accord pour retarder l'adoption de normes industrielles pour protéger leurs intérêts. CCB a été condamnée à une amende de 1,8 million d'euros mais a fait appel de la décision. La première audience est prévue en mars 2014.

### Turquie

Suite à la non-réalisation du contrat de 2008 entre Sibcem et Ciments Français pour la cession des actifs turcs (Set Group), plusieurs procédures sont en cours :

- Sibconcord, le principal actionnaire de Sibcem, a entamé en Russie une procédure d'annulation du contrat. Le 26 septembre 2011, la décision d'annulation du contrat obtenue en première instance par Sibconcord, confirmée en appel et par la cour de cassation régionale, a été cassée par la cour suprême de la fédération de Russie. Le dossier est renvoyé en première instance. Le tribunal de première instance de Kemerovo a rendu le 10 juillet 2013 un jugement favorable à Ciments Français rejetant les demandes de Sibconcord. Sibconcord a fait appel de cette décision. La prochaine audience devant la cour d'appel se tiendra au printemps 2014.
- Ciments Français a engagé une procédure d'arbitrage suivant le règlement CCI (siège de l'arbitrage à Istanbul) conformément aux dispositions contractuelles. Le 7 décembre 2010, une sentence arbitrale favorable a été obtenue, reconnaissant que Ciments Français avait valablement exercé son droit de résilier le contrat et avait à bon droit conservé les 50 millions d'euros payés par Sibcem. Sibcem a obtenu d'un tribunal turc, non compétent en l'espèce, l'annulation de cette sentence ; après que Ciments Français a interjeté appel de ce jugement, cette décision a été annulée et l'affaire renvoyée devant le tribunal de commerce d'Istanbul. Par ailleurs, le 3 décembre 2012, le tribunal arbitral a rendu une sentence finale (intégrant la répartition des frais de procédure) mettant ainsi un terme à la procédure d'arbitrage. Le 22 janvier 2014, des experts désignés par la cour ont remis leur rapport en faveur de Ciments Français au tribunal de commerce d'Istanbul. La prochaine audience doit avoir lieu au printemps 2014.
- Parallèlement, Ciments Français poursuit ses procédures de reconnaissance de la sentence arbitrale dans différents pays, y compris en Russie.

### Kazakhstan

Une enquête de l'autorité de la concurrence a été initiée en mai 2013. Aux termes de son enquête, la commission de lutte contre les monopoles a accusé Shymkent Cement d'enfreindre le droit de la concurrence. Le tribunal administratif a confirmé l'accusation et infligé une amende symbolique. Shymkent Cement a fait appel de la décision. La cour d'appel a confirmé la sentence et l'amende à payer.

### Égypte

Des particuliers ont initié des procédures tendant à remettre en cause les privatisations des sociétés Helwan Cement Company (Helwan) et Tourah Portland Cement Company (TPCC) - aujourd'hui filiales de Suez Cement - intervenues avant toute prise de participation directe ou indirecte de Ciments Français. Suez Cement n'est au stade actuel partie prenante que de la procédure visant TPCC. Ces procédures sont par ailleurs à un stade trop préliminaire pour en tirer quelque conclusion que ce soit.

## Note 22 - Impôts sur les bénéfiques

### Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012 <sup>(1)</sup>	Résultat	Autres mouvements <sup>(2)</sup>	Au 31 décembre 2013
Déficits reportables	45,0	(2,8)	0,7	42,9
Immobilisations	(320,9)	17,4	16,2	(287,4)
Provisions	103,8	(15,6)	1,3	89,5
Autres	(2,4)	(7,8)	(20,7)	(30,9)
<b>Passif net d'impôts différés</b>	<b>(174,5)</b>	<b>(8,8)</b>	<b>(2,5)</b>	<b>(185,8)</b>
Dont				
Impôts différés actifs	10,2	–	0,9	11,1
Impôts différés passifs	(184,7)	(8,8)	(3,3)	(196,9)

(1) Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

(2) Les autres mouvements sont constitués des impôts différés sur les profits et charges comptabilisés en capitaux propres, de l'impact des variations de périmètre et des écarts de conversion.

Au 31 décembre 2013, le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élève à 103,4 millions d'euros. Ils proviennent de déficits fiscaux à hauteur de 91,7 millions d'euros, principalement, 5,9 millions d'euros en Espagne, 5,2 millions d'euros en Grèce et 3,9 millions d'euros en Thaïlande, reportables entre 2014 et 2017, et 76,1 millions d'euros en Amérique du Nord reportables entre 2014 et 2023.

## Note 23 - Autres passifs courants

Le poste « Autres passifs courants » se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Dettes fiscales et sociales	169,8	174,4
Fournisseurs d'immobilisations	94,6	65,1
Engagements de rachats d'intérêts minoritaires	40,3	44,7
Avances clients	63,2	66,4
Instruments dérivés	3,3	13,4
Autres dettes diverses	42,4	42,2
Produits constatés d'avance	15,3	13,0
<b>TOTAL</b>	<b>428,9</b>	<b>419,2</b>

Les engagements de rachats d'intérêts minoritaires concernent les sociétés Ready Mix Concrete Alalamia en Égypte, Hilal Cement au Koweït et Gulbarga Cement en Inde.

Il n'existe pas d'autre engagement inconditionnel de rachat d'actions détenues par des minoritaires.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 24 - Engagements hors bilan

### 24.1 Engagements liés au financement du Groupe

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme d'hypothèques	78,4	98,3
Cautions, garanties et autres	115,4	114,9
<b>TOTAL</b>	<b>193,8</b>	<b>213,2</b>

#### Échéancier des engagements liés au financement au 31 décembre 2013 :

(en millions d'euros)	TOTAL	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Indéterminée
Endettement (figurant au bilan)	<b>1 199,3</b>	70,6	573,2	555,5	–
dont endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme d'hypothèques * :	<b>78,4</b>	32,7	41,2	4,5	–
Cautions, garanties et autres	<b>115,4</b>	32,7	41,5	2,2	39,0

\* Au 31 décembre 2013, les sûretés réelles garantissent principalement des dettes des filiales indiennes. La valeur nette comptable des actifs faisant l'objet d'hypothèques était de 168,4 millions d'euros fin 2013.

### 24.2 Engagements liés aux activités opérationnelles du Groupe

Au 31 décembre 2013, les engagements relatifs aux contrats de locations non résiliables ou faisant l'objet d'indemnité en cas de résiliation s'élevaient à 81,4 millions d'euros (78,7 millions d'euros en 2012).

Au 31 décembre 2013, les engagements contractuels pris au titre des droits de foretage ou de contrats d'achats de matières premières et combustibles s'élevaient à 151,5 millions d'euros (123,0 millions d'euros en 2012).

Les contrats et commandes fermes d'investissement s'élevaient à 175,0 millions d'euros au 31 décembre 2013 (185,6 millions d'euros en 2012).

#### Échéancier des engagements liés aux activités opérationnelles :

(en millions d'euros)	TOTAL	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Contrats de location	81,4	20,2	44,6	16,6
Foretages et achats de matières premières et combustibles	151,5	98,4	31,6	21,5
Investissements	175,0	164,0	11,0	–

## Note 25 - Achats et consommations

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Achats de matières premières et de produits semi-finis	(375,8)	(367,7)
Achats de combustibles	(304,1)	(328,0)
Achats d'emballages, matériels, pièces de rechange	(200,9)	(233,1)
Achats de produits finis et marchandises	(136,1)	(158,5)
Énergie électrique, eau, gaz	(347,8)	(379,6)
Variation des stocks et autres	(42,4)	(44,5)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 407,0)</b>	<b>(1 511,4)</b>

## Note 26 - Services extérieurs

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Sous-traitance	(273,2)	(270,3)
Transport sur vente	(412,7)	(430,5)
Frais de conseils juridiques et consultants	(23,1)	(25,7)
Loyers	(60,7)	(62,2)
Assurances	(32,1)	(32,5)
Autres services extérieurs	(132,2)	(136,4)
<b>TOTAL</b>	<b>(934,0)</b>	<b>(957,6)</b>

## Note 27 - Charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2013</b>	<b>2012 *</b>
Salaires, intéressement et participation	(416,5)	(424,1)
Charges sociales	(111,6)	(117,6)
Charges des régimes à prestations définies	(5,3)	(5,6)
Autres charges de personnel	(60,0)	(63,4)
<b>TOTAL</b>	<b>(593,5)</b>	<b>(610,5)</b>

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2013 s'élèvent à 14 512 personnes (14 776 au 31 décembre 2012).

Le montant des rémunérations versées par Ciments Français SA aux membres des organes d'administration est donné en note 34.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Attribution d'options

Les termes et conditions des plans d'option en cours au 31 décembre 2013 sont les suivants :

Date assemblée générale / conseil d'administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées	Options non exercées	Prix unitaire (en euros)
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION</b>							
<b>Autorisation du 12.04.2001</b>	1 000 000						
01.03.2005		169 400	14.04.2008 - 14.04.2015	1 000	18 000	150 400	70,88
01.03.2006		155 000	23.03.2009 - 22.03.2016	–	11 500	143 500	117,29
<b>Sous-total</b>		<b>324 400</b>		<b>1 000</b>	<b>29 500</b>	<b>293 900</b>	
<b>Autorisation du 11.04.2006</b>	1 000 000						
05.03.2007		166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	–	15 400	151 000	140,28
14.04.2008		152 900	14.04.2011 - 13.04.2018	–	12 100	140 800	108,55
<b>Sous-total</b>		<b>319 300</b>		<b>–</b>	<b>27 500</b>	<b>291 800</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>643 700</b>		<b>1 000</b>	<b>57 000</b>	<b>585 700</b>	

Les mouvements sur les plans d'option en cours sont les suivants :

	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Nombre	Prix d'exercice moyen (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen (en euros)
<b>Options de souscription et d'achat en cours au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>640 400</b>	<b>105,16</b>	<b>662 760</b>	<b>96,58</b>
Options levées dans l'exercice	(13 175)	45,59	(19 560)	45,90
Options annulées dans l'exercice	(41 525)	67,16	(2 800)	121,56
Options attribuées dans l'exercice	–	–	–	–
<b>Options de souscription en cours en fin de période</b>	<b>585 700</b>	<b>109,2</b>	<b>640 400</b>	<b>105,16</b>

Le prix moyen des actions sur l'exercice est de 47,18 euros (48,75 euros en 2012).

La durée de vie moyenne résiduelle des options en cours est de 2,7 années.

## Note 28 - Autres produits et autres charges d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Autres impôts et taxes	(65,3)	(69,9)
Dépréciation de créances, net	(4,5)	(2,3)
Réaménagement des sites, net	(5,5)	(5,6)
Autres charges d'exploitation	(17,5)	(22,4)
<b>Total autres charges d'exploitation</b>	<b>(92,8)</b>	<b>(100,1)</b>
Autres produits d'exploitation	38,3	76,5
<b>Total autres produits (charges) d'exploitation</b>	<b>(54,5)</b>	<b>(23,6)</b>

Les autres produits d'exploitation ne comprennent aucune cession de quotas d'émission des gaz à effet de serre en 2013. Les cessions s'élevaient à 22,4 millions d'euros en 2012.

## Note 29 - Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges comprennent principalement des coûts de restructuration et les plus et moins-values de cessions d'actifs.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Plus (moins) values de cessions nettes <sup>(1)</sup>	11,0	9,2
Complément de prix de cession Axim	3,2	–
Coûts de restructuration <sup>(2)</sup>	(18,2)	(4,5)
Autres coûts non récurrents <sup>(3)</sup>	(5,0)	–
<b>TOTAL</b>	<b>(8,9)</b>	<b>4,7</b>

(1) Dont en 2013 : 4,7 millions d'Euros aux États-Unis et 3,8 millions d'euros au Maroc. En 2012, 6,8 millions d'euros aux États-Unis.

(2) Dont en 2013 : 11,7 millions d'euros en Espagne et 5,3 millions d'euros en France. En 2012, 3,1 millions d'euros en Espagne.

(3) Dont charge des régimes à prestations définies : 3,2 millions d'euros.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 30 - Résultat financier

(en millions d'euros)	2013		2012 <sup>(2)</sup>	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits d'intérêts	–	12,1	–	11,3
Charges d'intérêts	(58,2)	–	(65,2)	–
<b>Charge nette d'intérêts sur l'endettement net portant intérêts</b>	<b>(46,2)</b>	–	<b>(53,9)</b>	–
Dividendes nets	–	1,2	–	1,4
Autres produits financiers	–	10,5	–	33,3
Autres charges financières <sup>(1)</sup>	(25,9)	–	(28,1)	–
<b>Sous-totaux (a)</b>	<b>(84,1)</b>	<b>23,8</b>	<b>(93,2)</b>	<b>45,9</b>
Dépréciation de titres de participation (b)	(17,0)	–	(0,2)	–
<b>Sous-total net (a) + (b)</b>	<b>(77,3)</b>	–	<b>(47,5)</b>	–
Juste valeur des instruments dérivés de taux	–	2,4	(0,6)	–
Gain (pertes) de change	–	2,3	(34,4)	–
Juste valeur des instruments dérivés de change	(3,5)	–	–	36,6
<b>Sous-totaux</b>	<b>(3,5)</b>	<b>4,7</b>	<b>(35,0)</b>	<b>36,6</b>
<b>Sous-total net (c)</b>	–	1,2	–	1,5
<b>Résultat financier (a) + (b) + (c)</b>	<b>(76,1)</b>	–	<b>(46,0)</b>	–

(1) Nettes des intérêts capitalisés selon la norme IAS 23 (0,3 million d'euros en 2013 et 1,3 million d'euros en 2012).

(2) Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

## Note 31 - Analyse de la charge d'impôt figurant au compte de résultat

(en millions d'euros)	2013	2012 *
Impôts courants	(96,6)	(107,6)
Ajustement de l'impôt courant relatif à des périodes antérieures	(2,5)	2,5
Impôts différés	(5,3)	2,3
Impôts résultant de changements de taux	(1,5)	–
<b>TOTAL</b>	<b>(106,0)</b>	<b>(102,8)</b>

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

### Analyse du taux effectif d'imposition

En 2013, la charge d'impôt intègre les impacts des récentes mesures fiscales en France, notamment la contribution de 3 % sur les dividendes distribués soit 3,2 millions d'euros, ainsi que la contribution exceptionnelle de 10,7 % qui porte le taux d'imposition théorique à 38 %.

(en millions d'euros)	2013		2012 <sup>(4)</sup>	
	Montants	%	Montants	%
Résultat avant impôts et résultat des sociétés en équivalence	212,1		(1,0)	
<b>Impôt théorique calculé selon le taux normal applicable en France</b>	<b>80,6</b>	<b>38,0</b>	<b>(0,4)</b>	<b>36,1</b>
Écart de taux France/étranger <sup>(1)</sup>	(18,9)		6,9	
Effets des changements de taux d'imposition <sup>(2)</sup>	1,5		–	
Actifs d'impôts non constatés sur pertes fiscales de l'exercice <sup>(3)</sup>	29,5		24,6	
Modification des perspectives de récupération de l'actif d'impôts différés nette des utilisations de déficits non activés	(0,4)		–	
Non-déductibilité des dépréciations de goodwill	1,3		66,2	
Imposition atténuée des plus-values sur titres cédés	–		(9,2)	
Différences permanentes et autres	9,7		17,3	
Impôt sur exercices antérieurs	2,6		(2,5)	
<b>Impôt effectif du Groupe</b>	<b>106,0</b>		<b>102,8</b>	

(1) En 2013, l'Égypte, le Maroc et la Thaïlande sont les pays pour lesquels l'impact des différences de taux avec celui de la France est le plus significatif.

(2) En 2012, l'impact des différences de taux avec celui de la France concernait principalement l'Espagne, la Grèce, le Maroc et la Bulgarie.

(3) En 2013, les déficits reportables non activés ont été générés principalement par les États-Unis et l'Espagne.

(4) Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

### Note 32 - Éléments recyclables du résultat global

(en millions d'euros)	Montant avant effets d'impôt	Impôt	Montant après effets d'impôt
<b>Éléments recyclables du résultat global au 31 décembre 2012</b>	<b>(111,7)</b>	<b>1,6</b>	<b>(110,1)</b>
Différences de conversion sur activités à l'étranger	(237,2)	–	(237,2)
Variations de valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	1,6	(0,7)	0,9
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(4,5)	–	(4,5)
<b>Éléments recyclables du résultat global au 31 décembre 2013</b>	<b>(351,9)</b>	<b>1,0</b>	<b>(351,0)</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 33 - Résultat par action

### Résultat de base et résultat dilué

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre moyen pondéré des actions propres.

Le résultat dilué par action prend en compte l'effet dilutif des stock-options.

Les stock-options dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action sur l'exercice, soit 47,18 euros en 2013, sont exclues du calcul.

La détermination des résultats de base et dilué par action est présentée ci-dessous :

<i>(en milliers d'actions)</i>	<b>2013</b>	<b>2012 *</b>
Nombre d'actions au 1 <sup>er</sup> janvier	35 798	35 779
Actions propres détenues au 1 <sup>er</sup> janvier	(363)	(76)
Acquisition pondérée d'actions propres sur la période	–	(163)
Annulation/affectation pondérée d'actions propres sur la période	11	–
Nombre pondéré d'actions émises sur la période	–	16
<b>Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre</b>	<b>35 446</b>	<b>35 555</b>
Effet dilutif des options de souscription et d'achat d'actions	–	5
<b>Nombre moyen pondéré d'actions (résultat dilué) au 31 décembre</b>	<b>35 446</b>	<b>35 560</b>
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>48,1</b>	<b>(141,7)</b>
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	1,36	(3,99)
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	1,36	(3,99)
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère des activités poursuivies</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>48,1</b>	<b>(150,3)</b>
Résultat de base des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	1,36	(4,23)
Résultat dilué des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	1,36	(4,23)

\* Le Groupe ayant appliqué la norme IAS 19 révisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les chiffres ont été ajustés en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

### Événements post-clôture, levées d'options sur actions et annulation d'actions

Au 28 février 2014, aucune option sur actions n'a été levée.

## Note 34 - Transactions avec les parties liées

### Termes et conditions des transactions avec les parties liées

Le Groupe Ciments Français échange des marchandises et des prestations de services de type technique ou administratif courants avec Italcementi S.p.A., ses filiales, et des entreprises associées.

Ainsi, le Groupe Ciments Français vend à Italcementi S.p.A. et à ses filiales des combustibles et des produits semi-finis et finis. C.T.G. S.p.A., filiale commune de Ciments Français et Italcementi, facture des prestations d'assistance technique et de développement technologique au Groupe Ciments Français.

Des refacturations de personnel interviennent également entre Italcementi S.p.A. et Ciments Français SA ou ses filiales, ainsi que des refacturations de frais engagés par Italcementi S.p.A. pour le développement de projets d'organisation, d'assurance et d'informatique.

Les frais communs entre Italcementi S.p.A. et Ciments Français font l'objet de facturations réciproques. Ils concernent les coûts des fonctions relatives aux activités du Groupe en faveur de l'une ou l'autre société, ou indistinctement en faveur du Groupe ainsi que l'affectation des dépenses liées à des projets d'acquisition et de développement international.

Ces transactions sont conclues à des conditions normales de marché. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances ou dettes sur les parties liées. En 2013 et 2012, le Groupe n'a pas enregistré de provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées.

Par ailleurs, Ciments Français assure ses besoins de financement principalement auprès d'Italcementi Finance, et a également donné mandat à Italcementi S.p.A. pour la gestion de ses droits d'émission (cf. note 19).

Les transactions du Groupe Ciments Français avec les sociétés liées sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Italcementi S.p.A.</b>		<b>Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A.</b>		<b>Entreprises associées</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Ventes de marchandises	29,8	51,7	0,2	0,1	18,8	21,0
Achats de marchandises	(4,6)	(9,1)	–	(0,3)	(3,0)	(1,4)
Ventes de prestations de service	6,7	7,8	3,8	3,9	–	–
Achats de prestations de service	(44,5)	(47,9)	(32,4)	(32,6)	–	–
Produits financiers		–		–	–	–
Frais financiers	(0,1)	(1,1)	(25,0)	(26,4)	–	–
Créances commerciales	7,5	4,1	1,3	1,1	6,7	–
Dettes commerciales	(24,5)	(24,3)	(18,3)	(23,5)	–	–
Créances financières		–		–	–	–
Dettes financières	(0,9)	(106,5)	(538,7)	(538,2)	–	–

Au 31 décembre 2013, le Groupe Ciments Français a couvert auprès d'Italcementi Finance ses risques de taux à hauteur de 548,8 millions d'euros et de change à hauteur de 48,4 millions d'euros.

Par ailleurs, les acquisitions d'immobilisations se sont élevées à 25,8 millions d'euros au cours de l'année 2013 (10,8 millions d'euros en 2012).

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Société mère ultime

La société Italcementi S.p.A. est une société italienne cotée au marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A. Elle est majoritairement détenue par Italmobiliare S.p.A., cotée sur le même marché.

Il n'y a pas eu de transaction entre Italmobiliare S.p.A. et le Groupe Ciments Français.

## Entreprises associées

Les principales entreprises associées avec lesquelles le Groupe effectue des ventes, des prestations et des achats sont les sociétés Ciment Québec et Innocon en Amérique du Nord et Vassiliko à Chypre.

## Coentreprises

Les transactions réalisées avec les coentreprises et qui ne seraient pas éliminées en consolidation sont peu significatives.

## Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A.

Les opérations refacturées à Ciments Français ou à ses filiales concernent principalement une quote-part des coûts de recherche et développement et des prestations de services engagés par C.T.G. S.p.A. détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français.

## Principaux dirigeants

Le président, le directeur général, le directeur général délégué ainsi que les autres membres du conseil d'administration de Ciments Français sont considérés comme principaux dirigeants au sens de la norme IAS 24.

Les effets des transactions avec les principaux dirigeants sur les comptes de Ciments Français sont les suivants :

<b>Transactions avec les principaux dirigeants</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Charges 2013</b>	<b>Bilan 31 décembre 2013</b>	<b>Charges 2012</b>	<b>Bilan 31 décembre 2012</b>
Avantages à court terme, hors jetons de présence	(3,8)	(1,5)	(2,4)	(1,2)
Jetons de présence	(0,6)	–	(0,6)	–
<b>Sous-total avantages à court terme</b>	<b>(4,4)</b>	<b>(1,5)</b>	<b>(3,0)</b>	<b>(1,2)</b>
Avantages postérieurs à l'emploi	–	–	(0,2)	(2,1)
Paiement en actions	–	–	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>(4,4)</b>	<b>(1,5)</b>	<b>(3,2)</b>	<b>(3,3)</b>

Les avantages à court terme hors jetons de présence comprennent les rémunérations versées par Ciments Français SA (salaires de base, primes et avantages en nature) au président, au directeur général et au directeur général délégué.

Les jetons de présence sont versés par Ciments Français SA et ses filiales consolidées par intégration globale ou proportionnelle.

## Note 35 - Participation dans les coentreprises

Les principales sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont essentiellement des sociétés françaises de matériaux de construction.

La part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges du Groupe dans les coentreprises, qui est incluse dans les rubriques correspondantes des états financiers consolidés est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Actifs courants	27,6	32,5
Actifs non courants	71,5	80,5
<b>Total actif</b>	<b>99,1</b>	<b>113,0</b>
Passifs courants	21,5	22,9
Passifs non courants	12,9	14,7
<b>Total passif</b>	<b>34,4</b>	<b>37,5</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Produits	41,0	39,6
Charges	(50,4)	(38,5)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(9,4)</b>	<b>1,1</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 36 - Tableau des flux de trésorerie

### 36.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	31 décembre 2013				31 décembre 2012			
	Europe de l'Ouest	Amérique du Nord	Autres pays	TOTAL	Europe de l'Ouest	Amérique du Nord	Autres pays	TOTAL
Banques et caisses	17,1	5,2	60,5	82,9	8,6	8,0	87,9	104,5
OPCVM et dépôts à moins de 3 mois	35,7	–	331,9	367,6	147,5	–	287,1	434,7
<b>TOTAL</b>	<b>52,9</b>	<b>5,2</b>	<b>392,4</b>	<b>450,5</b>	<b>156,2</b>	<b>8,0</b>	<b>375,0</b>	<b>539,1</b>

Les placements OPCVM répondent aux conditions de classement en trésorerie et équivalents de trésorerie telles que précisées en note 1.15.

Les réglementations en vigueur et, le cas échéant, la présence d'intérêts minoritaires restreignent la disponibilité immédiate au niveau de la holding Ciments Français des fonds détenus dans la plupart des « autres pays », notamment en Égypte (180,2 millions d'euros), Maroc (90,1 millions d'euros), Thaïlande (64,2 millions d'euros) et Inde (30,8 millions d'euros).

### 36.2 Besoin en fonds de roulement (BFR)

(en millions d'euros)	2013	2012
Variation stocks	17,6	18,6
Variation clients	(4,9)	56,0
Variation fournisseurs	(14,9)	(8,0)
<b>Variation BFR exploitation</b>	<b>(2,2)</b>	<b>66,6</b>
Variation autres actifs	21,0	(1,7)
Variation autres passifs	1,6	(17,2)
<b>Variation BFR hors exploitation</b>	<b>22,5</b>	<b>(18,9)</b>
<b>Total variation besoin en fonds de roulement</b>	<b>20,3</b>	<b>47,8</b>

## Note 37 – Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation économique, le patrimoine et la situation financière du Groupe au 31 décembre 2013.

## Note 38 – Application de la norme IAS 19 révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2013

Le Groupe a appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, avec effet rétrospectif au 1<sup>er</sup> janvier 2012, la norme IAS 19 révisée, d'application obligatoire à compter de cette date.

L'application d'IAS 19 révisée « Avantages du personnel » a conduit à enregistrer intégralement les engagements envers les salariés à la clôture de chaque exercice. L'option du corridor est supprimée, ainsi que l'amortissement des écarts actuariels et du coût des services passés sur la durée résiduelle d'activité des salariés. Les écarts actuariels nés postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2012 sont désormais comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » non recyclables au compte de résultat, et les effets des changements de régime postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2012 sont enregistrés au compte de résultat de la période au cours de laquelle ils interviennent. Le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est désormais évalué en utilisant le même taux d'actualisation que le taux d'actualisation des passifs sociaux. Par ailleurs, dans le compte de résultat consolidé, le Groupe a choisi de présenter les intérêts sur le passif net au titre des prestations définies en « Charges financières », et les autres composantes du coût des prestations définies en « Charges de personnel ».

Les impacts de ce changement de méthode sur les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et sur les états financiers de l'exercice 2012 sont récapitulés ci-après.

### Retraitement des capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2012

(en millions d'euros)

	Capital	Primes d'émission	R é s e r v e s				Actions propres	Résultats accumulés	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
			Titres disponibles à la vente	Dérivés	Autres réserves	Différences de conversion					
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 publié	143,1	946,2	14,3	4,8	104,0	2,6	(4,0)	2 210,9	<b>3 422,0</b>	835,7	<b>4 257,7</b>
Ajustement de la dette actuarielle	–	–	–	–	–	–	–	(61,9)	<b>(61,9)</b>	(1,3)	<b>(63,2)</b>
Impôts différés associés	–	–	–	–	–	–	–	3,7	<b>3,7</b>	0,3	<b>4,0</b>
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 retraité	143,1	946,2	14,3	4,8	104,0	2,6	(4,0)	2 152,7	<b>3 363,8</b>	834,7	<b>4 198,5</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Retraitement du compte de résultat

(en millions d'euros)

	Exercice 2012		
	Publié	Ajustements IAS 19 révisé	Retraité
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 727,4</b>	–	<b>3 727,4</b>
Autres produits de l'activité	16,5	–	16,5
Production stockée	8,4	–	8,4
Production immobilisée	12,8	–	12,8
Achats et consommations	(1 511,4)	–	(1 511,4)
Services extérieurs	(957,6)	–	(957,6)
Charges de personnel	(619,2)	8,7	(610,5)
Autres produits (charges) d'exploitation	(23,6)	–	(23,6)
<b>Résultat brut d'exploitation courant</b>	<b>653,2</b>	<b>8,7</b>	<b>661,9</b>
Plus (moins)-values de cession	9,2	–	9,2
Coûts de restructuration non courants	(4,5)	–	(4,5)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>657,9</b>	<b>8,7</b>	<b>666,6</b>
Amortissements	(350,7)	–	(350,7)
Dépréciations d'actifs	(270,9)	–	(270,9)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>36,3</b>	<b>8,7</b>	<b>45,0</b>
Produits financiers	45,9	–	45,9
Charges financières	(85,3)	(7,9)	(93,2)
Gains (pertes) de change & variations de juste valeur des instruments dérivés	1,5	–	1,5
Dépréciations de titres de participation	(0,2)	–	(0,2)
<b>Résultat financier</b>	<b>(38,1)</b>	<b>(7,9)</b>	<b>(46,0)</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	11,3	–	11,3
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>9,5</b>	<b>0,8</b>	<b>10,3</b>
Impôts	(102,6)	(0,2)	(102,8)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(93,1)</b>	<b>0,6</b>	<b>(92,5)</b>
Résultat net des activités abandonnées	8,0	0,2	8,2
<b>Résultat net</b>	<b>(85,1)</b>	<b>0,8</b>	<b>(84,4)</b>
Dont part attribuable aux :			
Propriétaires de la société mère	(142,6)	0,8	(141,7)
Participations ne donnant pas le contrôle	57,4	(0,1)	57,4
<b>Résultat net par action</b> (en euros)			
<b>Activités poursuivies et abandonnées</b>			
Résultat de base	(4,01)		(3,99)
Résultat dilué	(4,01)		(3,99)
<b>Activités poursuivies</b>			
Résultat de base	(4,24)		(4,23)
Résultat dilué	(4,24)		(4,23)

## Retraitement de l'état du résultat global

(en millions d'euros)

	Exercice 2012		
	Publié	Ajustements IAS 19 révisé	Retraité
<b>Résultat net</b>	<b>(85,1)</b>	<b>0,8</b>	<b>(84,4)</b>
Gains (pertes) actuariels sur avantages au personnel	–	(18,6)	(18,6)
Impôts sur éléments non recyclables au compte de résultat	–	9,0	9,0
<b>Total des éléments non recyclables au compte de résultat</b>	<b>–</b>	<b>(9,6)</b>	<b>(9,6)</b>
Différences de conversion sur activités à l'étranger	(94,5)	0,9	(93,5)
Variations de valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	(9,6)	–	(9,6)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(23,8)	–	(23,8)
Impôts sur éléments recyclables au compte de résultat	2,1	–	2,1
<b>Total des éléments recyclables au compte de résultat</b>	<b>(125,7)</b>	<b>0,9</b>	<b>(124,8)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>	<b>(125,7)</b>	<b>(8,8)</b>	<b>(134,3)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>(210,8)</b>	<b>(8,0)</b>	<b>(218,7)</b>
Attribuable aux :			
Propriétaires de la société mère	(236,2)	(7,9)	(244,1)
Participations ne donnant pas le contrôle	25,4	(0,1)	25,4

## Retraitement de l'état de la situation financière

### Actif

(en millions d'euros)

	31 décembre 2012			31 décembre 2011		1 <sup>er</sup> janvier 2012
	Publié	Ajustements IAS 19 révisé	Retraité	Publié	Ajustements IAS 19 révisé	Retraité
Immobilisations corporelles	3 356,6	–	3 356,6	3 616,7	–	3 616,7
Immeubles de placement	10,4	–	10,4	10,6	–	10,6
Écarts d'acquisition	1 196,0	–	1 196,0	1 505,6	–	1 505,6
Immobilisations incorporelles	44,6	–	44,6	47,9	–	47,9
Participations dans les entreprises associées	202,0	–	202,0	211,0	–	211,0
Autres titres de participation	65,3	–	65,3	71,4	–	71,4
Impôts différés actif	10,2	–	10,2	17,4	–	17,4
Autres actifs non courants	73,1	–	73,1	72,3	–	72,3
<b>Total actifs non courants</b>	<b>4 958,2</b>	<b>–</b>	<b>4 958,2</b>	<b>5 552,8</b>	<b>–</b>	<b>5 552,8</b>
Stocks	556,7	–	556,7	600,7	–	600,7
Clients	379,1	–	379,1	441,0	–	441,0
Autres débiteurs courants	233,1	–	233,1	221,2	–	221,2
Créances d'impôt	18,5	–	18,5	22,5	–	22,5
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	17,6	–	17,6	12,3	–	12,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	539,1	–	539,1	577,5	–	577,5
<b>Total actifs courants</b>	<b>1 744,2</b>	<b>–</b>	<b>1 744,2</b>	<b>1 875,3</b>	<b>–</b>	<b>1 875,3</b>
<b>Total actif</b>	<b>6 702,4</b>	<b>–</b>	<b>6 702,4</b>	<b>7 428,0</b>	<b>–</b>	<b>7 428,0</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Passif

(en millions d'euros)

	31 décembre 2012			31 décembre 2011			1 <sup>er</sup> janvier 2012
	Publié	Ajustements IAS 19 révisé	Retraité	Publié	Ajustements IAS 19 révisé	Retraité	
Capital	143,2	–	143,2	143,1	–	143,1	
Primes	947,0	–	947,0	946,2	–	946,2	
Réserves	32,1	1,0	33,1	125,7	–	125,7	
Actions propres	(17,1)		(17,1)	(4,0)	–	(4,0)	
Résultats accumulés	1 957,7	(67,1)	1 890,6	2 210,9	(58,2)	2 152,7	
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>3 062,9</b>	<b>(66,1)</b>	<b>2 996,8</b>	<b>3 422,0</b>	<b>(58,2)</b>	<b>3 363,8</b>	
Participations ne donnant pas le contrôle	786,9	(0,7)	786,1	835,7	(1,0)	834,7	
<b>Capitaux propres</b>	<b>3 849,7</b>	<b>(66,9)</b>	<b>3 782,9</b>	<b>4 257,7</b>	<b>(59,2)</b>	<b>4 198,5</b>	
Dettes financières	1 270,3	–	1 270,3	1 327,8	–	1 327,8	
Provisions pour avantages du personnel	122,0	79,6	201,7	123,4	63,2	186,6	
Autres provisions	148,1	–	148,1	165,6	–	165,6	
Impôts différés passif	197,5	(12,8)	184,7	212,3	(4,0)	208,4	
Autres dettes et passifs non courants	10,1	–	10,1	14,1	–	14,1	
<b>Total passifs non courants</b>	<b>1 748,1</b>	<b>66,9</b>	<b>1 814,9</b>	<b>1 843,2</b>	<b>59,2</b>	<b>1 902,5</b>	
Dettes court terme et découverts bancaires	54,9	–	54,9	40,1	–	40,1	
Dettes financières	122,6	–	122,6	249,7	–	249,7	
Fournisseurs et autres créditeurs	476,4	–	476,4	498,2	–	498,2	
Provisions	0,6	–	0,6	2,0	–	2,0	
Dettes d'impôt	31,0	–	31,0	41,8	–	41,8	
Autres passifs courants	419,2	–	419,2	495,4	–	495,4	
<b>Total passifs courants</b>	<b>1 104,6</b>	<b>–</b>	<b>1 104,6</b>	<b>1 327,1</b>	<b>–</b>	<b>1 327,1</b>	
<b>Total capitaux propres et passif</b>	<b>6 702,4</b>	<b>–</b>	<b>6 702,4</b>	<b>7 428,0</b>	<b>–</b>	<b>7 428,0</b>	

## Retraitement de l'état des flux de trésorerie

(en millions d'euros)

	Exercice 2012		
	Publié	Ajustements IAS 19 révisé	Retraité
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité</b>			
Résultat avant impôts	9,5	0,8	10,3
Ajustements pour :			
Amortissements et dépréciations	624,3	–	624,3
Extourne du résultat non distribué des entreprises associées	1,5	–	1,5
Plus (moins)-values de cession	(34,6)	–	(34,6)
Variation des engagements de retraite et autres provisions	(6,7)	(0,8)	(7,5)
Charges financières, nettes	61,3	–	61,3
<b>Flux avant impôts, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>655,4</b>	<b>–</b>	<b>655,4</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	47,8	–	47,8
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle</b>	<b>703,2</b>	<b>–</b>	<b>703,2</b>
Frais financiers nets payés	(66,1)	–	(66,1)
Dividendes reçus	1,1	–	1,1
Impôts payés	(122,8)	–	(122,8)
<b>Total activité</b>	<b>515,3</b>	<b>–</b>	<b>515,3</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Investissements incorporels	(1,9)	–	(1,9)
Investissements corporels	(263,3)	–	(263,3)
Investissements financiers nets de la trésorerie des sociétés acquises	(0,3)	–	(0,3)
Cessions d'immobilisations nettes de la trésorerie des sociétés cédées	59,6	–	59,6
(Émissions) remboursements nets de prêts et autres actifs financiers long terme	(2,3)	–	(2,3)
<b>Total investissement</b>	<b>(208,2)</b>	<b>–</b>	<b>(208,2)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Émissions d'emprunts long terme	21,7	–	21,7
Remboursements d'emprunts long terme	(148,6)	–	(148,6)
Variation des actifs et passifs financiers courants	(28,0)	–	(28,0)
Augmentation de capital	0,9	–	0,9
Achats d'actions propres	(13,1)	–	(13,1)
Distribution de dividendes	(169,3)	–	(169,3)
Autres ressources (emplois)	(0,1)	–	(0,1)
<b>Total financement</b>	<b>(336,6)</b>	<b>–</b>	<b>(336,6)</b>
Incidence des variations des devises sur la trésorerie et divers	(15,3)	–	(15,3)
Flux nets liés aux activités abandonnées	6,4	–	6,4
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(38,4)</b>	<b>–</b>	<b>(38,4)</b>
Trésorerie d'ouverture	577,5	–	577,5
Trésorerie de clôture	539,1	–	539,1
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(38,4)</b>	<b>–</b>	<b>(38,4)</b>

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Note 39 - Périmètre de consolidation

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
<b>CIMENT FRANCE</b>						
SCE La Grange d'Etaule	Beaujeu St Vallier 70100 Gray	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCLI	2 Quartier Castans - Izaourt 65370 Loures Barousse	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES	Rue des Technodes 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMALIT	Zone portuaire - Hangar 42, quai François 33530 Bassens	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SRT Société Rouennaise de Transformation	Chez Ciments Calcia, Boulevard Maritime 76350 Grand Couronne	100,0	60,0	100,0	60,0	GLOB
CIMENTS CALCIA	Rue des Technodes 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SZG	AM Zementwerk 66130 Saarbrücken Gudingén (Allemagne)	100,0	80,0	100,0	80,0	GLOB
STE Aquitaine de Transformation	5 bd Louis Loucheur 92210 Saint Cloud	-	40,0	-	40,0	-
<b>TRANSPORT (TRATEL)</b>						
TRATEL	Les Technodes 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
LARRICQ	Z.I - 28 rue de l'Aumônerie 79600 Airvault	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
JOHAR	Voie Saint Nicolas 51300 Luxemont-Villotte	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRAGOR	162 av du Haut Lévêque 33600 Pessac	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRABEL TRANSPORTS	Grand Route 260 7530 Gaurain Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DECOUX	Route de Saint Gilles 30300 Beaucaire	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BONAFINI	Z.I. de la Gare - Moul 14370 Argences	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRABEL AFFRETEMENT	Grand Route 260 7530 Gaurain Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
<b>MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION FRANCE</b>						
B.C. DE L'ADOUR	Lieu-dit « Castera » Rue du Moulin de Castera 64100 Bayonne	60,0	60,0	36,0	36,0	GLOB
DTM Dragages, Transports & Travaux Maritimes	30 & 36 bis rue Saint Claude, 29 rue du Duc, Port de la Pallice 17000 La Rochelle	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
SABLIMARIS *	Z.I. Portuaire du Rohu 56600 Lanester	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
UNIWERBETON	Z.I. des Érables, BP 13 54181 Heillecourt	70,0	70,0	70,0	70,0	GLOB
LES GRAVES DE L'ESTUAIRE	Route du Port Pétrolier, Terre-plein Sud 76600 Le Havre	33,3	33,3	33,3	33,3	PROP
LES SABLIERES DE L'ODET *	Port de Corniguel 29000 Quimper	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
CALCAIRES DE SOUPPES SUR LOING	Lieu-dit « Le Coudray » 77460 Souppes sur Loing	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE *	Port fluvial Sud de Chalon 71380 Epervans	33,3	33,3	33,3	33,3	PROP
DIJON BETON	Route de Gray 21850 St Apollinaire	15,0	15,0	15,0	15,0	EQUI
DRAGAGES ET CARRIERES	Port fluvial Sud-Chalon 71380 Epervans	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
B.C. DES ABERS	11 rue de la roche - BP 6 29870 Lannilis	34,0	34,0	34,0	34,0	EQUI
B.C. DU PAYS BASQUE	Lieu-dit « Castera » Rue du Moulin de Castera 64100 Bayonne	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
GSM	Les Technodes BP 2 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
UNIBETON	Les Technodes 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
STÉ PARISIENNE DE SABLIERES	« Le Catelier » - Martot 27340 Pont de l'Arche	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
EURARCO FRANCE	Chemin de Barre Mer - St Firmin les Crotoy 80550 Le Crotoy	65,0	65,0	65,0	65,0	GLOB
FRAIMBOIS GRANULATS	Pont de Fraimbois 54300 Moncel les Luneville	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
UNIBETON-VAR	Z.A. du Berthoire 13410 Lambesc	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SAS DES GRÉSILLONS	2 quai Henri IV 75004 Paris	35,0	35,0	35,0	35,0	PROP
STINKAL	Hameau Beaulieu 62250 Ferques	35,0	35,0	35,0	35,0	EQUI
LES CALCAIRES GIRONDINS	18/20 avenue René Cassagne 33150 Cenon	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
FONCIERE PETITE SEINE	Route de Donnermarie en Montois 77480 Saint-Sauveur les Bray	42,2	42,2	42,2	42,2	PROP
SCI DU COLOMBIER	SILIC, 2 rue du Verseau 94150 Rungis	63,0	63,0	63,0	63,0	GLOB

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
GRAVES DE L'ESTUAIRE DE LA GIRONDE LGEG	5 Chai de Chaulne 33420 St Jean de Blaignac	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
LES SABLES DE MÉZIÈRES	La Ballastière 37705 St-Pierre des Corps	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
GRANULATS DE LA DROME	Parc St Jean - ZAC du Mas de Grille 34437 St Jean de Vedas	51,0	51,0	51,0	51,0	GLOB
CALCAIRES LORRAINS	ZI. avenue des Érables 54181 Heillecourt	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SCI Balloy	49 bis avenue F. Roosevelt 77215 Avon	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
VALOISE	13 route de Conflans 95480 Pierrelaye	60,0	60,0	60,0	60,0	PROP
SEAPM	49 bis avenue F. Roosevelt 77215 Avon	56,4	56,4	56,4	56,4	PROP
GRANULATS OUEST	3 rue du Charron 44800 Saint Herblain	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
LES QUATRE TERMES	Chemin St Jean 13000 Salon de Provence	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SODRAMARIS	30 & 36 bis rue Saint Claude, 29 rue du Duc, Port de la Pallice 17000 La Rochelle	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
<b>BELGIQUE</b>						
CCB	Grand Route 260 7530 Tournai	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DE PAEPE BETON	Kennedylaan - Afrit Moervaart Noord 9042 Gent	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCIETE DES CARRIERES DU TOURNAISIS	Grand-Route 19 7530 Tournai (Gaurain Ramecroix)	65,0	65,0	65,0	65,0	PROP
<b>ESPAGNE</b>						
C. G. CANTERAS	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 Malaga	99,4	99,4	99,3	99,3	GLOB
FINANCIERA y MINERA	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 Malaga	99,9	99,9	99,9	99,9	GLOB
HORMIGONES Y MINAS	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
ATLANTICA DE GRANELES	Sestao-Galindo, Via Galindo – Vizcaya	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
VENTORE	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
C.A.S. MALAGA	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
INVERSIONES	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 Malaga	-	100,0	-	100,0	-
CONGLOMERANTES HIDRAULICOS ESPECIALES	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 Malaga	85,0	85,0	85,0	85,0	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
<b>GRÈCE - CHYPRE</b>						
HALYPS BUILDING MATERIALS	Km 17 National Rd Athens-Korinth 19300 Aspropyrgos - Attika	99,9	99,9	99,9	99,9	GLOB
VASSILIKO CEMENT WORKS Ltd	1A Kyriakos Matsis Avenue 1519 Nicosia - Chypre	24,6	24,6	24,6	24,6	EQUI
ITALMED CEMENT COMPANY	284 Arch Makarios C ave Fortuna Blg Block B, 3105 Limassol - Chypre	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>						
ESSROC CANADA Inc. (Canada)	2000 Argentia Rd-Plaza 3-Suite 270 L5N 1P7 Mississauga (Ontario) Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC SAN JUAN Inc.	Road No. 2 km 26.7 Bo. Espinosa 00646 Dorado - Puerto Rico	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GREYROCK Inc.	3251 Bath Pike Nazareth, PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TOMAHAWK Inc.	c/o Delaware Corporate Management Inc. 1105 N. Market St - Suite 1300 19899 Wilmington DL (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GROUPE CIMENT QUEBEC Inc.	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
CIMENT QUEBEC Inc. *	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
3092-0631 QUEBEC *	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ST-BASILE TRANSPORT *	184 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
INNOCON Inc.	50 Newkirk Road - Richmond Hill, (Ontario) L4C 3G3 Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ESSROC CEMENT Corp.	3251 Bath Pike Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC Corp.	3251 Bath Pike Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ARROWHEAD INVESTMENT Co	502 East John Street 89706 Carson City Nevada (USA)	-	100,0	-	100,0	-
INNOCON PARTNERSHIP	50 Newkirk Road - L4C 3G3 Richmond Hill, (Ontario) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ESSROC READY MIX Corp.	3251 Bath Pike Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CAMBRIDGE AGGREGATES Inc.	1182 Alps road RR#2 Cambridge (Ontario) Canada	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
TESKEY CONCRETE COMPANY *	20 Murray road Toronto (Ontario) M3K 1T2 Canada	50,0	-	50,0	-	EQUI
2346401 ONTARIO Inc.	21 Murray road Toronto (Ontario) M3K 1T2 Canada	50,0	-	50,0	-	EQUI

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
NATIONAL EAST READY MIX Corp. *	2695 14th avenue - L3R 0H9 Markham (Ontario) Canada	60,0	60,0	60,0	60,0	EQUI
BOLTON READY MIX *	10 Cadetta road, Brampton (Ontario) Canada	30,0	–	30,0	–	EQUI
<b>ÉGYPTE</b>						
SUEZ CEMENT COMPANY	Nile Office Building Southern Le Caire	55,1	55,1	50,7	50,7	GLOB
TOURAH PORTLAND CEMENT	Nile Korniche, Helwan Road Tourah PO Box 269 - Le Caire	71,9	71,9	39,3	39,3	GLOB
SUEZ BAG COMPANY	Quattamia, Ein Sokhna Rd (km 30), PO Box 1022 Maadi - Le Caire	57,8	57,8	28,8	28,8	GLOB
HELWAN CEMENT CO	98 Street n°250 Maadi - Le Caire	99,5	99,5	50,4	50,4	GLOB
TECNO GRAVEL EGYPT SAE	39 Kasr El Nile Street Le Caire	45,0	45,0	22,8	22,8	EQUI
DECOM	Abour City - II Saber Amin St.-Cairo, I Ibn Afan Sq. Dokki - Cairo, West of Suez Golf	100,0	100,0	26,4	26,4	GLOB
AXIM FOR INDUSTRIALS	35 Ramses st., Marouf, Office n° 10, Le Caire	100,0	100,0	50,1	50,1	GLOB
DEVELOPMENT FOR INDUSTRIES	35 Ramses st., Marouf, Office n° 6, Le Caire	100,0	100,0	50,1	50,1	GLOB
SUEZ LIME	Nile Office Building Southern, Le Caire	50,0	50,0	25,2	25,2	PROP
SUEZ FOR TRANSPORTATION	Nile Office Building Southern, Le Caire	100,0	100,0	49,4	49,4	GLOB
SUEZ FOR IMPORT & EXPORT	35 Ramsis str. Kaser El Nile, Le Caire	100,0	100,0	50,0	50,0	GLOB
HELWAN BAGS	Kafr El Elw, Corniche Elnile Helwan	–	70,6	–	35,8	–
READY MIX CONCRETE ALALAMIA SAE	108, Anabib El-Petrol Street, End of Gesr El-Suez, The industrial Area Le Caire	52,0	52,0	26,3	26,3	GLOB
<b>MAROC</b>						
PROCIMAR	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BETOMAR	621 boulevard Panoramique Casablanca	100,0	100,0	62,3	62,3	GLOB
ASMENT TEMARA	Ain Attig, Route de Casablanca Temara	37,0	37,0	37,0	37,0	EQUI
CIMENTS DU MAROC	621 boulevard Panoramique Casablanca	62,3	62,3	62,3	62,3	GLOB
INDUSAHA SA	Immeuble Chiâa, route de Mekka km 18 route de la ville du port Laayoune	91,0	91,0	56,7	56,7	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
<b>BULGARIE</b>						
DEVNYA CEMENT AD	Varna District - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
LYULYAKA	1 Suvorovsko Shose - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
VULKAN AD	Vulkan Quarter - Dimitrovgrad	98,6	98,6	98,5	98,5	GLOB
DEVNYA FINANCE	Varna District - 9160 Devnya	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
<b>KOWEÏT</b>						
HILAL CEMENT	PO Box 20732, 143068 Safat, Koweït	51,0	51,0	25,8	25,8	GLOB
KUGEMIX	1 bd Al-Tayeba, Industrial Area, Koweït	100,0	100,0	13,3	13,3	GLOB
AL MAHALIYA	Po Box 5146, 13052 Safat, Koweït	51,0	51,0	13,2	13,2	GLOB
TAMEER BETON	Po Box 236624 - Doha, Qatar	49,0	49,0	12,7	12,7	EQUI
GULF READY MIX CONCRETE	Al Mirqab Plot 1, building 1, Office 5, floor 6, Koweït	100,0	100,0	13,2	13,2	GLOB
<b>LIBYE</b>						
ITC FOR CEMENT MANUFACTURING	Bashir El Ibrahim Street Al Dhara Tripoli, Libye	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
<b>THAÏLANDE</b>						
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	22,6	37,0	35,1	59,0	GLOB
JALAPRATHAN CONCRETE	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	22,6	37,0	35,1	59,0	GLOB
ASIA CEMENT (ACC)	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
ASIA CEMENT PRODUCTS	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
NAGA PROPERTY	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	22,6	37,0	35,1	59,0	GLOB
ASIA CEMENT ENERGY CONSERVATION	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
<b>INDE</b>						
ZUARI CEMENT LTD	Krishna Nagar - Yerraguntla 516311, Kadapa district, Andra Pradesh	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SITAPURAM POWER Ltd	431A Road n°22, Jubilee Hills 500 033 Hyderabad	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GULBARGA CEMENT Ltd	2&3 Ground floor, 10 <sup>th</sup> Main Jeevanbimanagar, Hall III stage 560 075 Bangalore	74,0	74,0	74,0	74,0	GLOB

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>99</b>
Informations sur le développement durable	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	175
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
<b>KAZAKHSTAN</b>						
SHYMKENT CEMENT	22 Koikeldy batyr street 160009 Shymkent	99,8	92,9	99,8	92,9	GLOB
BETON ATA LLP	264 Kazybaev Street, Zhetysuskyi region 050014 Almaty	75,5	75,5	75,3	70,1	GLOB
<b>NÉGOCE</b>						
INTERCOM	124, via G. Camozzi 24121 Bergame, Italie	94,7	94,7	80,5	80,5	GLOB
INTERCOM LIBYA F.Z.C.	Free Trade Zone de Misurata Libye	100,0	–	80,5	–	GLOB
GACEM	Kanifing Industrial Estate, PO Box 2973, Serrekunda, Gambie	80,0	80,0	80,0	80,0	GLOB
INTERBULK TRADING	Via Bagutti 5, CH-6904 Lugano, Suisse	85,0	85,0	85,0	85,0	GLOB
MAFCI	BP n° 5291, Nouakchott, Mauritanie	51,2	51,2	51,2	51,2	GLOB
EUROTECH CEMENT	Rruga Unazes Shkozet, Durres, Albanie	84,0	84,0	83,9	83,9	GLOB
MEDCEM	39 via S. Brigida 80133 Naples, Italie	50,0	50,0	40,2	40,2	PROP
SINGHA CEMENT (PRIVATE)	44/1 New Nuge road, Colombo 03, Sri Lanka	80,2	80,2	80,2	80,2	GLOB
MARITIME TRADE & BROKERAGE	Via Paolo Imperiale, Edificio Caffa int. 8 e 9 Genova, Italie	33,0	33,0	28,3	28,3	EQUI
INTERBULK EGYPT	35 St. Ramsis, United Bank Building 6th floor Le Caire - Égypte	100,0	100,0	85,3	85,3	GLOB
MAURITANIENNE DES BÂTIMENTS ET ROUTES	BP 40254, Nouakchott, Mauritanie	100,0	100,0	51,2	51,2	GLOB
<b>SIÈGE &amp; HOLDINGS</b>						
SAX	Les Technodes - Rue du Château 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TECHNODES SA	Rue du Château 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TERCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMENTS FRANÇAIS	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	MÈRE
COFIPAR	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
INVESTCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2013	% contrôle au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2013	% intérêts au 31 déc. 2012	Méthode de consolidation au 31 déc. 2013
VESPRAPAT HOLDING CO LTD	N°540 Mercury Tower 22nd fl. Ploenchit Road Lumpiee Subdistrict - Bangkok, Thaïlande	49,0	49,0	49,0	49,0	GLOB
VANIYUTH CO LTD	Sukhumvit Rd, Klongtoey subdistrict, Wattana district, 10110 Bangkok Metropolis, Thaïlande	48,8	48,8	48,8	48,8	GLOB
COCIMAR	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMFRA China	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC INTERNATIONAL	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
PARCIB	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
AL MANAR CEMENT	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MENAF	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SUEZ BOSPHORUS	Kordon Yolu Sokak n° 6 Daire 1, Kalamis 34726 Istanbul – Turquie	100,0	100,0	50,7	50,7	GLOB
CIFI	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOFICEM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	–	100,0	–	100,0	–
CODESIB	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
XINPRO	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMINTER SA	1 rue Joseph Hackin 1746 Luxembourg	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SEAS Co Ltd	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd 10320 Huay Kwang 10320 Bangkok – Thaïlande	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

\* Filiales de sociétés consolidées par intégration proportionnelle ou par mise en équivalence.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	Notes explicatives aux comptes consolidés	99
Informations sur le développement durable	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b>	<b>175</b>
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 4.7 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

### KPMG Audit

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris - La Défense Cedex

### ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris - La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Ciments Français S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1 et 38 de l'annexe qui exposent les modalités et les impacts de la première application de la norme IAS 19 révisée.

## 2. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la présentation des états financiers au 31 décembre 2013 ont été réalisées dans un contexte où les perspectives économiques sont difficiles à appréhender. Ces conditions sont décrites dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

### Estimations comptables :

#### *Actifs non courants*

Votre groupe procède systématiquement, à chaque clôture annuelle, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs non courants, selon les modalités décrites dans les notes 1-11 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les estimations et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 1-11, 5, 6 et 8 donnent une information appropriée.

#### *Engagements de retraite*

Les notes 1-17 et 20 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et autres avantages assimilés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires. Nos travaux ont consisté à examiner les méthodes utilisées, à apprécier les données et les hypothèses retenues et à vérifier que les notes 1-17 et 20 donnent une information appropriée.

#### *Provisions*

Votre groupe constitue des provisions pour couvrir ses obligations liées notamment à des litiges en cours, selon les modalités décrites dans les notes 1-19 et 21 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans le groupe permettant leur recensement et leur traduction comptable ainsi que les hypothèses retenues pour les évaluer.

### Application de la norme IAS 19 révisée :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, les notes 1 et 38 de l'annexe aux comptes consolidés exposent les modalités et les impacts de la première application de la norme IAS 19 révisée.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités d'application de la norme IAS 19 révisée et nous nous sommes assurés que la note 38 de l'annexe aux comptes consolidés donnait une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Message du Directeur Général	État de la situation financière consolidée	92
Présentation du Groupe	Compte de résultat consolidé	94
Gouvernement d'entreprise	État du résultat global consolidé	95
Commentaires sur l'exercice	État des variations des capitaux propres consolidés	96
<b>Comptes consolidés</b>	État des flux de trésorerie consolidés	97
Comptes annuels de Ciments Français SA	Notes explicatives aux comptes consolidés	99
Informations sur le développement durable	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b>	<b>175</b>
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

### 3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 19 mars 2014

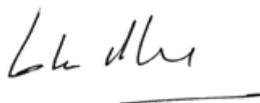
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Michel Piette



Laurent des Places



Pierre-Henri Pagnon



Auto-plaçants pour une meilleure ergonomie

---

# 5

## Comptes annuels de Ciments Français SA

5.1	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de la société mère, Ciments Français SA . . . . .	180
5.2	Compte de résultat . . . . .	182
5.3	Bilan . . . . .	183
5.4	Annexe . . . . .	185
5.5	Tableau des 5 derniers exercices . . . . .	201
5.6	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices . . . . .	202
5.7	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2013 . . . . .	203
5.8	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels . . . . .	206

## 5.1 Résultats, situation financière et autres informations juridiques de la société mère, Ciments Français SA

### Faits significatifs

Les faits significatifs de l'année 2013 sont détaillés dans la section 5.4 - Annexe.

### Résultats

Le résultat net de Ciments Français SA en 2013 s'établit à 47,4 millions d'euros (contre 50,2 millions d'euros en 2012).

### Dividende

Le dividende, soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 11 avril 2014, a été fixé à 3 euros.

Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende de 1,50 euro le 7 août 2013, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2013, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 5 mai 2014.

### Capital social

Au 31 décembre 2012, le capital social est de 143 192 544 euros, divisé en 35 798 136 actions de 4 euros chacune.

Au cours de l'année 2013, le nombre d'actions est resté inchangé :

- Levée d'option de souscription d'actions : néant
- Annulation d'actions : néant

Au 31 décembre 2013, le capital social est de 143 192 544 euros, divisé en 35 798 136 actions de 4 euros chacune.

À la clôture de l'exercice, l'actionnaire principal, la société Italcementi S.p.A. détient 83,16 % des actions (85,89 % avec Italmobiliare S.p.A.) et 91,12 % des droits de vote.

Au 31 décembre 2013, la société est susceptible d'émettre 585 700 actions nouvelles au maximum, résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

### Rapport spécial sur les actions propres

(Article L.225-209 alinéa 2 du code de commerce)

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la société détenait 363 362 actions dont 39 900 actions destinées à alimenter un plan d'options d'achat d'actions, le solde, soit 323 462 actions, étant destiné à être annulé.

Au cours de l'exercice 2013, la société n'a pas acquis de titres dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale du 11 avril 2013.

Au cours de l'exercice, 13 175 options d'achat d'actions ont été levées.

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	363 362 actions
Acquisition	- actions
Annulation	- actions
Levées d'options d'achat d'actions	- 13 175 actions
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>350 187 actions</b>

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	Annexe	185
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

À la clôture de l'exercice, 350 187 actions étaient donc inscrites au nom de la société, toutes dans un but d'annulation. Leur valeur nominale globale s'élève à 1 400 748 euros et leur valeur évaluée au cours d'achat est de 16 510 053 euros.

Les actions propres représentent 0,98 % du capital social. Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucune vente d'actions.

## Plans d'option

Depuis 1987, l'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à consentir des options de souscription ou d'achat d'actions. La dernière autorisation, valable trente-huit mois, portant sur un million d'options, a été donnée le 11 avril 2006. Il a été décidé de ne pas la renouveler.

Au cours de l'exercice 2013, aucune option de souscription d'action n'a été levée au titre des plans précédents et 14 800 ont été annulées. Au titre du plan d'option d'achat d'action du 12 février 2003, 13 175 options d'achat ont été levées et 26 725 ont été annulées.

D'autres informations relatives aux plans d'options sont communiquées dans la section 2.2 - Rémunération des organes d'administration et de direction et dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 27).

## Mandataires sociaux

Les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux sont données dans la partie 2 - Gouvernement d'entreprise.

## Informations environnementales

Compte tenu de l'activité de holding de Ciments Français SA, les effets de son activité sur l'environnement sont peu significatifs. Des informations sur les risques liés aux activités des filiales, l'organisation du Groupe et les mesures mises en place pour prévenir ces risques, ainsi que les objectifs assignés aux filiales sont donnés dans la partie 6 - Informations sur le développement durable.

## Procédures judiciaires et d'arbitrage

La société Ciments Français n'a pas connaissance de procédure judiciaire, arbitrale, ou de fait exceptionnel la concernant, et pouvant avoir des effets significatifs sur sa situation financière ou sa rentabilité, autre que ceux mentionnés en section 5.4, alinéa - Faits exceptionnels et litiges.

## Informations sociales

Les informations sociales relatives à la société Ciments Français SA sont les suivantes :

La société emploie 86 personnes au 31 décembre 2013 qui bénéficient toutes d'un contrat à durée indéterminée. Au cours de l'exercice, hors mouvement de mobilité, aucune embauche n'a été réalisée, 4 personnes ont fait l'objet d'un licenciement et aucune rupture conventionnelle n'a été enregistrée.

Le recours à la main d'œuvre intérimaire et aux heures supplémentaires n'est pas significatif.

En matière de temps de travail, la société applique la loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans le cadre d'un accord signé en 1999 et 3 salariés bénéficient d'un contrat à temps partiel (2 à 80 % et 1 à 90 %).

Au cours de l'exercice, le taux d'absentéisme a été de 2,26 %.

En 2013, la masse salariale s'élève à 12 877 milliers d'euros.

Les salariés de Ciments Français bénéficient d'un certain nombre d'avantages sociaux tels que l'adhésion à une mutuelle, à un contrat de prévoyance, à des régimes de retraite complémentaire, la participation aux dépenses de restauration et diverses primes octroyées lors d'événements familiaux. Ils disposent également d'un Plan Épargne Entreprise et d'un Plan Épargne pour la Retraite Collectif Interentreprises alimentés par le versement des sommes issues de l'intéressement ou de versement volontaire sur des fonds communs de placement d'entreprise.

Le comité d'entreprise de Ciments Français est composé de cinq titulaires. Au cours de l'année 2013, le comité d'entreprise s'est réuni 11 fois en session ordinaire et 6 fois en session extraordinaire. La charge totale du comité d'entreprise s'est élevée à 108 528 euros.

En matière de formation, 77 formations ont été effectuées en 2013 pour un temps de 1 377 heures.

Le comité d'hygiène et de sécurité s'est réuni 4 fois en session ordinaire et 4 fois en session extraordinaire au cours de l'année 2013.

Des informations sur la politique et les actions du Groupe dans le domaine des ressources humaines sont développées en section 1.7 - Ressources humaines et 6.3 - Responsabilité sociale.

## 5.2 Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	A1	<b>11 438</b>	<b>12 418</b>
Charges et consommations	A2	(83 409)	(95 453)
<b>VALEUR AJOUTÉE</b>		<b>(71 971)</b>	<b>(83 035)</b>
Impôts et taxes	A3	(4 721)	(4 240)
Charges de personnel	A4	(20 013)	(16 900)
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>(96 705)</b>	<b>(104 175)</b>
Autres produits	A5	58 120	61 249
Autres charges		(482)	(438)
Amortissements		(665)	(1 104)
Provisions		0	(934)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(39 732)</b>	<b>(45 402)</b>
Dividendes		143 839	178 481
Charges financières nettes		(12 252)	(70 246)
(Dotations) ou reprise de provisions		(56 514)	(56 770)
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	A6	<b>75 073</b>	<b>51 465</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>		<b>35 341</b>	<b>6 063</b>
Produits exceptionnels		14 655	115 075
Charges exceptionnelles		(35 690)	(100 536)
Amortissements		0	(7)
Provisions		2 166	(2 696)
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	A7	<b>(18 869)</b>	<b>11 836</b>
<b>RÉSULTAT D'ENTREPRISE</b>		<b>16 472</b>	<b>17 899</b>
Impôt sur les bénéfices	A10	30 953	32 274
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>47 425</b>	<b>50 173</b>

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	Annexe	185
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

## 5.3 Bilan

### ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	Montant brut	31 décembre 2013 Amortissements & provisions (à déduire)	Montant net	31 décembre 2012
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<i>B1</i>	<b>13 193</b>	<b>12 930</b>	<b>263</b>	<b>492</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<i>B1</i>				
Installations		1 891	1 417	474	432
Autres immobilisations		4 422	4 331	91	290
		<b>6 313</b>	<b>5 748</b>	<b>565</b>	<b>722</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES <sup>(1)</sup></b>	<i>B2</i>				
Participations		3 898 086	221 673	3 676 413	3 793 789
Créances rattachées à des participations		488 655	–	488 655	571 528
Autres titres immobilisés		16 534	24	16 510	17 128
Prêts		689	–	689	704
Autres		121	–	121	106
		<b>4 404 085</b>	<b>221 697</b>	<b>4 182 388</b>	<b>4 383 255</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>		<b>4 423 591</b>	<b>240 375</b>	<b>4 183 216</b>	<b>4 384 469</b>
<b>AUTRES CRÉANCES</b>					
Créances clients et comptes rattachés	<i>B3</i>	21 186	934	20 252	23 466
Autres créances d'exploitation		371	–	371	511
Charges constatées d'avance	<i>B4</i>	11 538	–	11 538	13 138
Créances diverses <sup>(2)</sup>	<i>B4</i>	99 413	1 426	97 987	20 306
Ecart de conversion Actif <sup>(2)</sup>		12 290	–	12 290	11 265
Valeurs mobilières de placement		18 002	–	18 002	145 517
Disponibilités		4 733	–	4 733	614
		<b>167 533</b>	<b>2 360</b>	<b>165 173</b>	<b>214 817</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>4 591 124</b>	<b>242 735</b>	<b>4 348 389</b>	<b>4 599 286</b>
(1) Dont à moins d'un an				20	26
(2) Dont à plus d'un an				0	0

**PASSIF***(en milliers d'euros)*

	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital		143 193	143 193
Primes d'émission, de fusion, d'apport		994 590	994 590
Réserve spéciale de réévaluation	B6	4 802	4 802
Réserve légale		15 394	15 394
Autres réserves		76 011	76 011
Report à nouveau		1 207 479	1 263 649
Résultat de l'exercice		47 425	50 173
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	B5	<b>2 488 894</b>	<b>2 547 812</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES <sup>(1)</sup></b>	B7	<b>46 285</b>	<b>41 645</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES <sup>(1)</sup></b>	B8		
Emprunts obligataires		500 000	515 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(2)</sup>		38	67
Emprunts et dettes financières divers		1 265 739	1 420 386
		<b>1 765 777</b>	<b>1 935 453</b>
<b>AUTRES DETTES <sup>(1)</sup></b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		25 412	28 133
Dettes fiscales et sociales		9 322	10 512
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	177
Produits constatés d'avance		311	407
Autres dettes		67	0
Écart de conversion Passif		12 321	35 147
		<b>47 433</b>	<b>74 376</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 348 389</b>	<b>4 599 286</b>
(1) Dont à plus d'un an		1 131 568	1 258 207
Dont à moins d'un an		727 927	793 267
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		38	67

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	<b>Bilan</b>	<b>183</b>
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

## 5.4 Annexe

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.)

### Faits significatifs de l'exercice 2013

Le 29 mai 2013, l'agence de notation Standard & Poor's a confirmé la note à long terme de Ciments Français à BB+ mais a modifié la perspective de stable à négative. Le 28 octobre 2013, Standard & Poor's a confirmé cette notation.

Le 19 août 2013, l'agence de notation Moody's a dégradé la note à long terme de Ciments Français de Ba1 à Ba2 avec une perspective stable.

### Principes généraux

Les comptes annuels (bilan et compte de résultat) arrêtés au 31 décembre 2013 et 2012 ont été établis suivant les principes et méthodes définis par la loi comptable et ses textes d'application conformément au règlement CRC 99-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- image fidèle ;
- comparabilité ;
- continuité d'activité ;
- régularité ;
- sincérité ;
- permanence des méthodes ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

---

## Méthodes d'évaluation

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, hors frais financiers intercalaires.

#### Amortissements

- Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :
  - agencements et installations : linéaire sur 10 ans,
  - installations techniques, matériel et outillage : linéaire sur 8 ans dans la plupart des cas,
  - véhicules : linéaire sur 4 ans,
  - mobilier de bureau : linéaire sur 8 ans,
  - machines, matériel de bureau et gros matériel informatique : linéaire sur 5 ans,
  - logiciels : linéaire sur 3 ou 5 ans.
- Les amortissements figurent en charge d'exploitation et sont portés en diminution de l'actif immobilisé.

#### Provisions

Lorsque la valeur d'inventaire est jugée inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée par voie de provision.

### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, ou à leur valeur d'apport, la réévaluation légale ayant été pratiquée sur les titres en portefeuille au 31 décembre 1976.

#### Provisions

Une dépréciation est constatée par voie de provision lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur historique. La valeur d'inventaire des titres est déterminée en général par référence à la quote-part de capitaux propres détenue, éventuellement réappréciée en tenant compte notamment des éléments incorporels, sur la base de la valeur de l'entreprise, estimée selon la méthode de calcul des flux de trésorerie actualisés (*discounted cash flows*), ou dans le cas de titres cotés en bourse, le cours du dernier jour de l'exercice, s'il représente la valeur de l'entreprise.

### Créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises hors de la zone EURO sont converties au taux en vigueur à la clôture de l'exercice ; les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écart de conversion actif et passif prévus à cet effet.

Sauf situation particulière (notamment en cas de couverture), les pertes de conversion enregistrées en écart de conversion actif font l'objet d'une provision pour risques et charges.

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	180
Présentation du Groupe	Compte de résultat	182
Gouvernement d'entreprise	Bilan	183
Commentaires sur l'exercice	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
Comptes consolidés	Tableau des 5 derniers exercices	201
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur le développement durable	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Informations sur la société et le capital	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

En matière d'engagements de retraite et avantages similaires, les principaux régimes à prestations définies sont les indemnités de fin de carrière et des couvertures de frais médicaux. Les engagements liés à la retraite sont externalisés auprès de compagnies d'assurances. L'engagement constaté au bilan prend en compte la juste valeur des actifs du régime. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, les engagements de retraite et avantages similaires sont évalués et comptabilisés conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC. La provision pour indemnités de fin de carrière a augmenté en 2013 de 183 milliers d'euros contre une baisse de 494 milliers d'euros en 2012 ; la provision au titre des autres engagements a augmenté en 2013 de 101 milliers d'euros contre une diminution de 81 milliers d'euros en 2012. Les impacts de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 ont été pris en compte en écarts actuariels.

Les droits au titre des indemnités de fin de carrière sont définis par la convention collective de l'industrie de la fabrication des ciments.

Par ailleurs, un régime de médailles du travail versées pendant l'activité est également en place. Ciments Français a appliqué le règlement 2004-03 du CRC relatif à ces médailles. Ce régime a fait l'objet d'une évaluation actuarielle.

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre ainsi que tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport aux hypothèses retenues en début d'exercice. Ces écarts actuariels sont amortis par plan selon la méthode dite « du corridor » (écarts excédant 10 % de la valeur du marché du fonds ou de la dette actuarielle), sur la durée d'activité moyenne du personnel bénéficiant du régime.

Les variations des engagements suite à une modification de régime sont enregistrées immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis ou étalés sur la période d'acquisition des droits.

Le taux d'actualisation est de 3,20 % pour les indemnités de fin de carrière et les frais de santé, et de 2,50 % pour les médailles du travail. Le taux d'inflation est de 2,00 %. Les engagements ont été évalués à partir de la table de mortalité TH-TF 00-02. Pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'augmentation des salaires est de 2,00 % et le taux de rendement attendu des actifs de 3,20 %.

## Impôt sur les sociétés

Il est rappelé que l'application du régime des groupes intégrés est automatiquement prolongée de 5 ans en 5 ans.

Ciments Français SA est la société tête du groupe d'intégration fiscale dont le périmètre au 31 décembre 2013 est le suivant :

Al Manar	Codesib	Johar	Tercim
Bonafini	Cofipar	Larricq	Tragor
Cifi	Decoux	Menaf	Tratel
Cimalit	Essroc International	Parcib	Unibéton
Ciments Calcia	Granulats Ouest	Sax	Unibéton Var
Ciments Français	GSM	SCI de Balloy	Xinpro
Cimfra	Immobilière des Technodes	Socli	
Cocimar	Investcim	Technodes	

Les règles de répartition de la charge d'impôt du Groupe entre les différentes sociétés sont fixées conventionnellement ; les principes retenus sont les suivants :

- neutralité du régime pour les filiales intégrées ;
- chez Ciments Français :
  - prise en charge ou en produit de l'incidence des retraitements liés au régime,
  - comptabilisation dans les produits de l'exercice de l'économie d'impôt réalisée apportée par les sociétés déficitaires,
  - constitution d'une provision pour charges relative à ces économies d'impôt, afin de couvrir les versements ultérieurs à effectuer au titre des filiales, lorsqu'elles redeviendront bénéficiaires.

### **Instruments financiers**

La société utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux de change et d'intérêt résultant de son activité internationale et de la nature des emprunts contractés. Les positions sont prises sur des marchés organisés ou de gré à gré, dans le cadre d'une politique de couverture partielle des transactions considérées, à l'exclusion de toute position spéculative. Les résultats dégagés sur les opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats réalisés sur les éléments couverts.

#### **Instruments de couverture du risque de change**

La société utilise notamment des achats et ventes à terme et des swaps de devises pour se couvrir de la variation des taux de change. Les gains et pertes résultant des dérivés de change affectés à la couverture d'éléments du bilan sont enregistrés comme des corrections du résultat de change de l'élément couverture.

#### **Instruments de couverture du risque de taux d'intérêt**

La société utilise notamment des swaps de taux d'intérêt, des « FRA » et des « collars » pour se couvrir de la variation des taux d'intérêt. Le différentiel de taux d'intérêt reçu ou payé est enregistré en charges financières.

### **Frais d'émission d'emprunts**

Depuis 1997, les frais d'émission d'emprunts préalablement comptabilisés en frais payés d'avance à l'actif du bilan, sont enregistrés linéairement en charges externes, en liaison avec la durée des emprunts correspondants.

### **Faits exceptionnels et litiges**

Dans le cadre normal des activités de Ciments Français, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible.

Les principaux risques et litiges en cours au 31 décembre 2013 et n'ayant pas donné lieu à provision sont les suivants :

- 1) La Commission européenne a commencé une enquête en novembre 2008 à l'encontre de plusieurs groupes cimentiers parmi lesquels Italcementi S.p.A. et ses filiales, notamment Ciments Français, Ciments Calcia, et la Compagnie des Ciments Belges. En décembre 2010, la Commission a formellement ouvert une procédure à l'encontre d'Italmobiliare S.p.A. (société contrôlant Italcementi S.p.A.) et a élargi son enquête à Financiera y Minera. En avril 2011, elle a notifié une demande d'informations à Italmobiliare S.p.A., qui a apporté les réponses appropriées et contesté cette demande devant les juridictions européennes. A ce jour, la commission n'a pas notifié de griefs à Italmobiliare S.p.A et le dossier est toujours en cours. Une décision est attendue en mars 2014.

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

En juillet 2009, le Conseil de la concurrence belge a notifié une demande d'informations à divers opérateurs cimentiers dont la Compagnie des Ciments Belges (CCB), puis, en 2010, a communiqué ses conclusions aux parties concernées. En août 2013, il a décidé que les producteurs de ciment s'étaient mis d'accord pour retarder l'adoption de normes industrielles pour protéger leurs intérêts. CCB a été condamnée à une amende de 1,8 million d'euros mais a fait appel de la décision. La première audience est prévue en mars 2014.

- 2) Suite à la non-réalisation du contrat de 2008 entre Sibcem et Ciments Français pour la cession des actifs turcs (Set Group), plusieurs procédures sont en cours :
- Sibconcord, le principal actionnaire de Sibcem, a entamé en Russie une procédure d'annulation du contrat. Le 26 septembre 2011, la décision d'annulation du contrat obtenue en première instance par Sibconcord, confirmée en appel et par la cour de cassation régionale, a été cassée par la cour suprême de la fédération de Russie. Le dossier est renvoyé en première instance. Le tribunal de première instance de Kemerovo a rendu le 10 juillet 2013 un jugement favorable à Ciments Français rejetant les demandes de Sibconcord. Sibconcord a fait appel de cette décision. La prochaine audience devant la cour d'appel se tiendra au printemps 2014.
  - Ciments Français a engagé une procédure d'arbitrage suivant le règlement CCI (siège de l'arbitrage à Istanbul) conformément aux dispositions contractuelles. Le 7 décembre 2010, une sentence arbitrale favorable a été obtenue, reconnaissant que Ciments Français avait valablement exercé son droit de résilier le contrat et avait à bon droit conservé les 50 millions d'euros payés par Sibcem. Sibcem a obtenu d'un tribunal turc, non compétent en l'espèce, l'annulation de cette sentence ; après que Ciments Français a interjeté appel de ce jugement, cette décision a été annulée et l'affaire renvoyée devant le tribunal de commerce d'Istanbul. Par ailleurs, le 3 décembre 2012, le tribunal arbitral a rendu une sentence finale (intégrant la répartition des frais de procédure) mettant ainsi un terme à la procédure d'arbitrage. Le 22 janvier 2014, des experts désignés par la cour ont remis leur rapport en faveur de Ciments Français au tribunal de commerce d'Istanbul. La prochaine audience doit avoir lieu au printemps 2014.
  - Parallèlement, Ciments Français poursuit ses procédures de reconnaissance de la sentence arbitrale dans différents pays, y compris en Russie.
- 3) Des particuliers ont initié des procédures tendant à remettre en cause les privatisations des sociétés Helwan Cement Company (Helwan) et Tourah Portland Cement Company (TPCC) – aujourd'hui filiales de Suez Cement – intervenues avant toute prise de participation directe ou indirecte de Ciments Français. Suez Cement n'est au stade actuel partie prenante que de la procédure visant TPCC. Ces procédures sont par ailleurs à un stade trop préliminaire pour en tirer quelque conclusion que ce soit.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

## Consolidation

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes d'Italcementi S.p.A. - Via Camozzi 124 - 24121 Bergamo (Italie).

## Estimations de la direction

L'établissement des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis en France, nécessite la prise en compte, par la direction de la Société, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, tels que les amortissements et les provisions, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Ces estimations sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles. Elles tiennent également compte du contexte actuel qui rend les perspectives économiques difficiles à appréhender. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

## Commentaires sur les comptes

### A. Compte de résultat

Les montants indiqués sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

	2013	2012
<b>A1 Chiffre d'affaires</b>		
Prestations de services	11 438	12 418
dont à l'exportation	9 336	10 180
<b>A2 Charges et consommations</b>		
Loyers, charges et entretien	(2 749)	(4 169)
Honoraires	(3 224)	(5 891)
Achats d'autres approvisionnements	(124)	(117)
Contribution Centre Technique Groupe	(17 842)	(19 618)
Prestations externes	(59 470)	(65 658)
<b>TOTAL</b>	<b>(83 409)</b>	<b>(95 453)</b>
<b>A3 Impôts et taxes</b>		
Contribution sociale de solidarité	(130)	(178)
Impôts et taxes exigibles à l'étranger	(3 341)	(3 417)
Taxe sur les salaires	(205)	(24)
Autres	(1 045)	(621)
<b>TOTAL</b>	<b>(4 721)</b>	<b>(4 240)</b>
<b>A4 Charges de personnel</b>		
Salaires, appointements, indemnités	(13 484)	(11 927)
Charges sociales sur rémunérations	(5 318)	(4 640)
Avantages postérieurs à l'emploi	(283)	575
Autres frais de personnel	(928)	(908)
<b>TOTAL</b>	<b>(20 013)</b>	<b>(16 900)</b>
<b>A5 Autres produits</b>		
Transfert de technologie et assistance aux filiales*	57 766	60 820
Autres	354	429
<b>TOTAL</b>	<b>58 120</b>	<b>61 249</b>
<b>A6 Résultat financier</b>		
Dividendes	143 839	178 481
Autres produits financiers	12 581	41 489
Charges financières sur dettes bancaires et comptes courants	(49 533)	(52 669)
Différences de change nettes	23 927	(26 515)
Provisions sur immobilisations financières	(55 741)	(89 321)
<b>TOTAL</b>	<b>75 073</b>	<b>51 465</b>

\* Ciments Français assure à ses filiales une assistance en matière technique et administrative rémunérée en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

	2013	2012
<b>A7 Résultat exceptionnel</b>		
Plus et moins-values sur cessions actif	(15 954)	18 372
Provisions ou charges pour coûts sociaux	(3 045)	(178)
Provisions ou charges pour contrôles fiscaux	(54)	(4 492)
Autres	184	(1 866)
<b>TOTAL</b>	<b>(18 869)</b>	<b>11 836</b>
<b>A8 Produits et charges concernant le Groupe</b>		
Chiffres d'affaires	11 438	12 418
Autres produits	57 877	60 857
Dividendes	143 839	178 481
Produits financiers	12 361	15 449
Provisions sur titres et créances rattachées	(55 741)	(125 199)
Autres charges externes	(60 364)	(66 931)
Charges financières	(28 162)	(28 867)
Produits (charges) exceptionnels	(17 269)	15 349
<b>TOTAL</b>	<b>63 979</b>	<b>61 557</b>
<b>A9 Rémunérations versées aux mandataires sociaux</b>		
Jetons de présence	482	437
Rémunérations	3 163	2 314
<b>TOTAL</b>	<b>3 645</b>	<b>2 751</b>
<b>A10 Résultat fiscal - Ventilation de l'impôt du régime intégré</b>		
Désignation : Charge (profit) d'impôt		
<b>Effet du régime intégré</b>		
Impôts reçus des filiales intégrées		
– Taux normal et taux réduit (y compris contributions exceptionnelles)	59 221	59 830
Charge d'impôt de l'exercice de l'ensemble		
– Taux normal	(17 758)	(24 620)
– Taux réduit	(751)	(929)
– Contributions additionnelles	(2 566)	(2 095)
Provision pour charges d'impôt futur liées au régime intégré*	(6 605)	(2 114)
Régularisation	(40)	(38)
Crédit d'impôt étranger, mécénat et apprentissage	2 642	2 240
Taxe sur les dividendes	(3 190)	–
<b>TOTAL</b>	<b>30 953</b>	<b>32 274</b>

\* Voir note sur les méthodes d'évaluation de l'impôt sur les sociétés.

En l'absence d'intégration fiscale, le résultat taxable de Ciments Français SA présente un déficit sur les 2 exercices présentés. Pour chacune des 2 années, l'impôt au taux réduit correspond à la taxation du produit de redevances.

## A11 Variations des réintégrations et déductions fiscales

Nature	31 décembre 2012		Variations		31 décembre 2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Charges non déductibles temporairement</b>						
<b>À déduire l'année suivante</b>						
Bonus	–	2 375	–	94	–	2 469
Contribution sociale de solidarité	–	178	–	(48)	–	130
Subvention construction	–	48	–	1	–	49
Long-term incentive (bonus à 3 ans)	–	1 310	–	790	–	2 100
Provision pour coûts sociaux	–	164	–	2 987	–	3 151
<b>À déduire ultérieurement</b>						
Provision garantie de passif	–	1 359	–	(886)	–	473
Provision pour risques sur participation	–	1 500	–	1 293	–	2 793
Indemnités départ en retraite	–	1 486	–	183	–	1 669
Mutuelle	–	1 598	–	132	–	1 730
<b>Charges déduites, produits imposés non encore comptabilisés</b>						
Écart de conversion actif	11 265	–	1 025	–	12 290	–
Écart de conversion passif	–	35 147	–	(22 826)	–	12 321
Provision pour risque de change	–	11 101	–	772	–	11 873
Produit d'intégration fiscale filiales	–	17 916	–	6 605	–	24 521
<b>Total</b>	<b>11 265</b>	<b>74 182</b>	<b>1 025</b>	<b>(10 903)</b>	<b>12 290</b>	<b>63 279</b>

## B. Bilan

<b>B1 Immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Au 31 décembre	828	1 214
Au 1 <sup>er</sup> janvier	1 214	2 268
<b>Variation nette</b>	<b>(386)</b>	<b>(1 054)</b>
<b>Variation du montant brut (a)</b>		
Investissements	296	158
Immobilisations cédées ou mises hors service	(53)	(116)
<b>Total</b>	<b>243</b>	<b>42</b>
<b>Variation des amortissements (b)</b>		
Annuité d'amortissement	665	1 104
Amortissements des immobilisations cédées ou mises hors service	(36)	(8)
<b>Total</b>	<b>629</b>	<b>1 096</b>
<b>Variation du montant net (a) – (b)</b>	<b>(386)</b>	<b>(1 054)</b>

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

<b>B2 Immobilisations financières</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Au 31 décembre	4 182 388	4 383 255
Au 1 <sup>er</sup> janvier	4 383 255	4 184 383
<b>Variation nette</b>	<b>(200 867)</b>	<b>198 872</b>
<b>Analyse des différentes variations</b>		
Investissements (désinvestissements) en titres de participations <sup>(1)</sup>	(61 635)	(10 660)
(Dotations) reprise des provisions pour dépréciation des titres de participation <sup>(2)</sup>	(55 741)	(89 321)
Augmentation (diminution) nette des créances rattachées à des participations <sup>(3)</sup>	(82 873)	285 771
Augmentation (diminution) des prêts	(15)	23
Actions propres <sup>(4)</sup>	(618)	13 132
Autres variations	15	(73)
<b>TOTAL</b>	<b>(200 867)</b>	<b>198 872</b>

(1) **2013** : La variation nette de - 61 635 milliers d'euros provient des mouvements suivants :

Réduction de capital		
– PARCIB		- 33 910
Cessions		
– JALAPRATHAN CEMENT		- 28 355
– ASMENT DE TEMARA		- 528
Reconstitution de capital		
– CTG		+ 1 162
Liquidations		
– INVERSIONES E INICIATIVAS		- 3
– SOFICEM		- 1

**2012** : La variation nette de - 10 660 milliers d'euros provient des mouvements suivants :

Acquisition		
– CIMENTS FRANÇAIS EUROPE		+ 329 645
Cessions		
– GOLTAS		- 70 947
– SHYMKENT CEMENT		- 12 583
– AFYON		- 11 351
– ASMENT DE TEMARA		- 1 055
Augmentations de capital		
– CODESIB		+ 50 000
– PARCIB		+ 33 960
– PROCIMAR		+ 954
– SEAS		+ 255
Absorption de CIMENTS FRANÇAIS EUROPE et SODECIM avec effet rétroactif au 1 <sup>er</sup> janvier 2012		
– apport des titres FINANCIERA Y MINERA détenus par CIMENTS FRANÇAIS EUROPE et SODECIM		+ 637 270
– apport des titres COMPAGNIE DES CIMENTS BELGES détenus par CIMENTS FRANÇAIS EUROPE		+ 178 284
– apport des titres CARRIÈRES DU TOURNAISIS détenus par CIMENTS FRANÇAIS EUROPE		+ 7 699
– apport des titres CIMENTS DU MAROC détenus par SODECIM		+ 1
– annulation des titres SODECIM		- 663 021
– annulation des titres CIMENTS FRANÇAIS EUROPE		- 489 771

(2) **2013** : La variation nette de - 55 741 milliers d'euros est due à des dotations relatives à Menaf (21 100 milliers d'euros), Tercim (12 718 milliers d'euros), Cimfra (11 656 milliers d'euros), Suez Cement Company (9 286 milliers d'euros), Sax (4 133 milliers d'euros), CTG (910 milliers d'euros), Al Manar (27 milliers d'euros) et aux reprises de provision sur Halyps (2 994 milliers d'euros) et Codesib pour 1 095 milliers d'euros.

**2012** : La variation nette de - 89 321 milliers d'euros est due à la reprise de provision sur Goltas (35 878 milliers d'euros) en raison de la cession de ces titres, et à des dotations relatives à Halyps (41 703 milliers d'euros), Menaf (31 424 milliers d'euros), Financiera y Minera (22 087 milliers d'euros), Tercim (10 154 milliers d'euros), Suez Cement Company (8 756 milliers d'euros), Cimfra (7 501 milliers d'euros), Codesib (3 129 milliers d'euros), Singha Cement (275 milliers d'euros) et Al Manar (170 milliers d'euros).

(3) **2013** : La variation nette de - 82 873 milliers d'euros est principalement due à la diminution pour 46 600 milliers d'euros des prêts à Essroc, au transfert de long terme à court terme du prêt à GSM pour 30 000 milliers d'euros, à la diminution du prêt à Jalapathan Cement pour 723 milliers d'euros et au transfert du solde de 11 650 milliers d'euros de long terme à court terme, à la terminaison du prêt de 3 400 milliers d'euros à Inversiones e Iniciativas liée à la liquidation de cette société, et aux prêts de 6 700 milliers d'euros à Halyps et de 2 818 milliers d'euros à Intercom Libya.

**2012** : La variation nette de + 285 771 milliers d'euros est principalement due au transfert de court terme à long terme de prêts à Essroc pour 291 866 milliers d'euros, au remboursement de 10 000 milliers d'euros par Shymkent Cement et au prêt de 3 400 milliers d'euros à Inversiones e Iniciativas.

(4) **2013** : La société n'a pas acquis de titres dans le cadre du programme de rachat d'actions. Aucune action n'a été annulée au cours de l'année. Au cours de l'exercice, 13 175 actions ont été attribuées dans le cadre des levées d'option d'achat d'actions. À la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 350 187 actions pour un montant de 16 510 milliers d'euros.

**2012** : Dans le cadre du programme de rachat d'actions, 287 146 actions ont été acquises, avec pour objectif leur annulation, pour un montant de 13 132 milliers d'euros, soit un cours moyen brut de 45,73 euros par action hors frais. Aucune action n'a été annulée au cours de l'année. Au cours de l'exercice, aucune option d'achat n'a été levée. À la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 363 362 actions pour un montant de 17 128 milliers d'euros.

### B3 Créances clients et comptes rattachés

Fin 2013, les créances clients et comptes rattachés correspondent essentiellement aux facturations aux filiales du Groupe effectuées au titre des contrats de transfert de technologie et d'assistance, ainsi qu'à la créance sur sa société mère Italcementi S.p.A. au titre du contrat de répartition des coûts de structure entre les deux sociétés.

<b>B4 Charges constatées d'avance et créances diverses</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Comptes courants débiteurs des filiales	86 356	20 185
Impôt sur les sociétés	11 327	0
Autres débiteurs	304	121
Charges constatées d'avance*	11 538	13 138
<b>TOTAL</b>	<b>109 525</b>	<b>33 444</b>

\* Comprend les frais d'émission d'emprunt obligataire et d'emprunts auprès d'établissements de crédit qui ont fait l'objet d'un étalement sur la durée des emprunts et dont le solde s'élève, au 31 décembre 2013, à 5 078 milliers d'euros.

<b>B5 Capitaux propres</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Au 31 décembre	2 488 894	2 547 812
Au 1 <sup>er</sup> janvier	2 547 812	2 555 848
<b>Variation nette</b>	<b>(58 918)</b>	<b>(8 036)</b>

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

La variation nette des capitaux propres provient des mouvements suivants :

<b>Analyse des différentes variations</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Résultat net	47 425	50 173
Distribution de l'exercice	(53 172)	(53 528)
Acompte sur dividendes	(53 171)	(53 152)
Variation capital et prime d'émission <sup>(1)</sup>	0	898
Boni de fusion <sup>(2)</sup>	0	47 573
<b>TOTAL</b>	<b>(58 918)</b>	<b>(8 036)</b>

(1) Variation de capital :

– 2013 : néant.

– 2012 : augmentation de capital de 19 560 actions de valeur nominale de 4 euros, soit 78 milliers d'euros et une prime d'émission de 820 milliers d'euros.

(2) Boni de fusion :

– 2013 : néant.

– 2012 : absorption de Ciments Français Europe avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## Actions propres

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	363 362 actions
Acquisition	–
Annulation	–
Levée d'option d'achat d'action	13 175 actions
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>350 187 actions</b>

## Options de souscription d'actions en cours au 31 décembre 2013

À plusieurs reprises et pour la dernière fois le 11 avril 2006, l'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à consentir des options de souscription d'actions à certains membres du personnel de la société et de ses filiales.

Date assemblée générale / conseil d'administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées*	Options non exercées	Prix unitaire en euros
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION</b>							
<b>Autorisation du 12.04.2001</b>	1 000 000						
01.03.2005		169 400	14.04.2008 - 14.04.2015	1 000	18 000	150 400	70,88
01.03.2006		155 000	23.03.2009 - 22.03.2016	–	11 500	143 500	117,29
<b>Sous-total</b>		<b>324 400</b>		<b>1 000</b>	<b>29 500</b>	<b>293 900</b>	
<b>Autorisation du 11.04.2006</b>	1 000 000						
05.03.2007		166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	–	15 400	151 000	140,28
14.04.2008		152 900	14.04.2011 - 13.04.2018	–	12 100	140 800	108,55
<b>Sous-total</b>		<b>319 300</b>		<b>–</b>	<b>27 500</b>	<b>291 800</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>643 700</b>		<b>1 000</b>	<b>57 000</b>	<b>585 700</b>	

\* Les options sont annulées soit en raison de démission ou de licenciement, soit pour dépassement de la date limite d'exercice.

La variation nette des capitaux propres qui résulterait de la levée des 585 700 options de souscription s'élèverait à environ 64,0 millions d'euros. Les options de souscription représentent une dilution potentielle de 1,6 % du capital.

## B6 Réserve de réévaluation

Titres de participation (réévaluation 1976) : 4 802 milliers d'euros (montant inchangé par rapport à 2012).

## B7 Provisions pour risques et charges

	Montants au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	Dotations	Reprise provisions montant utilisé	Reprise provisions montant non utilisé	Montants au 31 décembre 2013
Perte de change	11 101	11 873	–	11 101	11 873*
Charges d'impôt liées au régime intégré	17 916	6 605	–	–	24 521
Retraites et avantages similaires	3 159	315	1	–	3 473
Contrôle fiscal	6 394	–	6 394	–	–
Coûts sociaux	164	3 151	164	–	3 151
Autres provisions	2 911	1 293	16	921	3 267
<b>TOTAL</b>	<b>41 645</b>	<b>23 237</b>	<b>6 575</b>	<b>12 022</b>	<b>46 285</b>

\* Dont Interbulk en CHF pour 9 892 milliers d'euros.

## Impact des charges nettes liées aux provisions pour risques et charges

	Dotations	Reprise montant utilisé	Reprise montant non utilisé	Total net
Charges de personnel	315	1	–	314
Résultat financier	11 873	–	11 101	772
Résultat exceptionnel	4 444	180	921	3 343
Impôt	6 605	6 394	–	211
<b>TOTAL</b>	<b>23 237</b>	<b>6 575</b>	<b>12 022</b>	<b>4 640</b>

## Avantages postérieurs à l'emploi

Les montants comptabilisés au bilan sont les suivants :

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>Engagements de retraite et avantages similaires</b>		
Valeur actualisée de l'obligation financée	5 711	8 258
Juste valeur des actifs du régime	1 484	3 522
Valeur actualisée de l'obligation non financée	4 227	4 736
Profits (pertes) actuariels non comptabilisés	(899)	(1 692)
<b>Passif net à la clôture</b>	<b>3 328</b>	<b>3 044</b>
Actifs	145	115
Passifs	3 473	3 159
<b>Obligation nette au bilan</b>	<b>3 328</b>	<b>3 044</b>

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

<b>Engagements de retraite et avantages similaires</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 31 décembre 2012</b>
Passif net à l'ouverture	3 044	3 619
Charge nette (produit net) comptabilisé dans le compte de résultat	284	(575)
<b>Passif net à la clôture</b>	<b>3 328</b>	<b>3 044</b>

Le détail de la variation du passif net se présente comme suit :

<b>Engagements de retraite et avantages similaires</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 31 décembre 2012</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	224	196
Intérêts sur l'obligation	181	265
Rendement attendu des actifs du régime	(111)	(104)
Pertes (profits) sur réductions et liquidations	114	(798)
Cotisation versée, paiement et transfert	(124)	(134)
<b>Total porté en charge (produit) de personnel</b>	<b>284</b>	<b>(575)</b>
<b>Total variation du passif net</b>	<b>284</b>	<b>(575)</b>
Rendement réel sur actifs du régime	327	67

## B8 Dettes financières

	<b>Montants au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>Mouvements de l'exercice</b>	<b>Montants au 31 décembre 2013</b>
Emprunts obligataires	515 000	(15 000)	500 000
Emprunts et crédits bancaires	67	(29)	38
Dettes sociétés du Groupe	1 408 013	(154 712)	1 253 301
Autres	12 373	65	12 438
<b>TOTAL</b>	<b>1 935 453</b>	<b>(169 676)</b>	<b>1 765 777</b>

### Analyse de la dette financière en fonction des taux d'intérêt\*

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Taux d'intérêt fixe inférieur à 6 %	498 925	513 590
Taux d'intérêt variable inférieur à 6 %	1 266 852	1 421 863
<b>TOTAL</b>	<b>1 765 777</b>	<b>1 935 453</b>

\* Avant opération de couverture.

**B9 Engagements financiers en cours à la clôture de l'exercice**

	2013	2012
Avals, cautions et garanties données	116 128	71 045
<b>Engagements réciproques :</b>		
– Échange de taux d'intérêt (montants nominaux)	523 766	340 000
– Opérations de couverture du risque de change (montants nominaux)	553 402	593 425
– Lignes de crédit non utilisées	750 000	830 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 943 296</b>	<b>1 834 470</b>

Le non respect d'un covenant prévu dans les contrats de financement signés respectivement en 2010 et 2012 par Zuari Cement (filiale de droit indien de Ciments Français SA) peut potentiellement entraîner la remise par Zuari Cement d'une garantie émise par Ciments Français SA en faveur des contreparties de ces financements sur leur demande, dans le courant du premier semestre 2014. Le montant de la dette restant due à fin décembre 2013 sur ces différents financements est évalué à environ 50 millions d'euros aux cours de change du 31 décembre 2013.

**B10 Juste valeur des instruments financiers dérivés**

	Au 31 décembre 2013		Au 31 décembre 2012	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
<b>Dérivé - Taux d'intérêt</b>				
Couverture de flux futurs	–	401	–	2 803
Couverture de juste valeur	19 127	–	26 125	–
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture de juste valeur	6 282	–	–	–
<b>Non courant</b>	<b>25 409</b>	<b>401</b>	<b>26 125</b>	<b>2 803</b>
<b>Dérivé - Taux d'intérêt</b>				
Couverture de flux futurs	–	844	–	1 289
Négoce	–	442	–	29
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture de juste valeur	9 481	283	18 219	30
Négoce	–	–	–	–
<b>Courant</b>	<b>9 481</b>	<b>1 569</b>	<b>18 219</b>	<b>1 348</b>
<b>TOTAL</b>	<b>34 890</b>	<b>1 970</b>	<b>44 344</b>	<b>4 151</b>

Les justes valeurs indiquées ci-dessus sont présentées hors intérêts courus.

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

## B11 Charges à payer

	2013	2012
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 388	18 321
Dettes financières (emprunts et dettes diverses)	13 212	14 061
Autres dettes	9 389	10 689
<b>TOTAL</b>	<b>38 989</b>	<b>43 071</b>

## B12 Échéancier des créances et des dettes

Au 31 décembre 2013	Total	À moins d'un an	À plus d'un an et moins de cinq ans	À plus de cinq ans
Créances d'exploitation	20 623	20 623	–	–
Charges constatées d'avance	11 538	8 196	2 919	423
Créances diverses	97 987	97 987	–	–
Écarts de conversion	12 290	12 290	–	–
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	22 735	22 735	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>165 173</b>	<b>161 831</b>	<b>2 919</b>	<b>423</b>
Dettes financières	1 765 777	665 470	1 100 307	–
Autres dettes	35 112	35 112	–	–
Écarts de conversion	12 321	12 321	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>1 813 210</b>	<b>712 903</b>	<b>1 100 307</b>	<b>–</b>

Échéancier dette fournisseurs	2013	2012
Échéance comprise entre 0 et 30 jours après clôture	3 169	2 911
Échéance comprise entre 31 et 60 jours après clôture	5 855	6 901
Échéance comprise entre 61 et 90 jours après clôture	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>9 024</b>	<b>9 812</b>

**B13 Actifs et passifs concernant le Groupe**

	2013	2012
<b>Actifs (montants nets)</b>		
Titres de participation	3 676 413	3 793 789
Créances rattachées à des participations	488 655	571 528
Créances clients et comptes rattachés	20 235	23 466
Autres créances	86 357	20 184
<b>Total actifs</b>	<b>4 271 660</b>	<b>4 408 967</b>
<b>Passifs</b>		
Provisions pour risques et charges	2 793	1 500
Dettes financières	1 253 301	1 408 013
Dettes d'exploitation	24 069	25 714
<b>Total passifs</b>	<b>1 280 163</b>	<b>1 435 227</b>

**B14 Écarts de conversion**

	2013	2012
<b>Actifs</b>		
Prêt Interbulk (CHF)	9 892	10 678
Autres	2 398	587
<b>Total actifs</b>	<b>12 290</b>	<b>11 265</b>
<b>Passifs</b>		
Prêt Essroc (USD)	12 315	35 131
Autres	6	16
<b>Total passifs</b>	<b>12 321</b>	<b>35 147</b>

**B15 Répartition des effectifs**

	2013	2012
Ingénieurs et cadres	74	78
ETDAM	12	15
<b>TOTAL</b>	<b>86</b>	<b>93</b>

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	<b>Annexe</b>	<b>185</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Tableau des 5 derniers exercices</b>	<b>201</b>
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

## B16 Droit individuel formation

Les droits en cours d'acquisition s'élèvent à 8 368 heures.

## B17 Événements post-clôture

A la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation économique, le patrimoine et la situation financière de la société au 31 décembre 2013.

## 5.5 Tableau des 5 derniers exercices

(en milliers d'euros)	2013	2012	2011	2010	2009
<b>Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	143 193	143 193	143 114	145 528	145 435
Nombre d'actions émises	35 798 136	35 798 136	35 778 576	36 381 872	36 358 822
<b>Résultat global des opérations</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	11 438	12 418	18 291	15 053	12 723
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	71 485	79 410	254 747	90 942	74 584
Impôts sur les bénéfices <sup>(1)</sup>	30 953	32 274	36 618	42 781	34 491
Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	47 425	50 173	296 279	145 743	128 398
Montant du bénéfice distribué <sup>(2)</sup>	106 344	106 304	107 107	108 725	108 647
<b>Résultat des opérations réduit à une seule action (en euros)</b>					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	2,86	3,12	8,14	3,70	3,00
Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	1,32	1,40	8,28	4,00	3,53
Dividende versé	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
<b>Personnel</b>					
Nombre de salariés	86	93	101	115	139
Montant de la masse salariale	13 484	11 927	17 359	17 658	18 310
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc...)	6 006	5 440	7 326	7 689	8 384

(1) Économie d'impôts.

(2) Montant provisoire qui sera ajusté en fonction des actions existantes au jour de l'assemblée générale mixte du 11 avril 2014 après déduction des actions propres et sous réserve de la décision de ladite assemblée.

## 5.6 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat		Quote-part détenue en %		Valeur nette	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
<b>TITRES DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES</b>								
CIMENTS CALCIA	728,1	758,8	63,4	64,5	99,99	99,99	911,1	911,1
INVESTCIM	–	–	(6,9)	1,2	100,00	100,00	130,0	130,0
AL MANAR	–	–	–	(0,2)	100,00	100,00	0,9	0,9
TECHNODES	–	–	0,5	0,5	100,00	100,00	3,1	3,0
CIFI	–	–	–	–	100,00	100,00	7,4	7,4
CIMFRA	–	–	(11,7)	(7,3)	100,00	100,00	31,3	43,0
COCIMAR	–	–	25,4	23,6	100,00	100,00	150,5	150,5
CODESIB	–	–	3,1	(3,1)	100,00	100,00	53,0	51,9
COFIPAR	–	–	(2,4)	0,7	100,00	100,00	36,3	36,3
GSM	265,8	262,6	12,5	14,8	99,99	99,99	65,9	65,9
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES	–	–	0,5	0,2	59,97	59,97	5,9	5,9
SAX	–	–	(3,4)	–	100,00	100,00	2,7	6,8
ESSROC INTERNATIONAL	–	–	–	–	100,00	100,00	244,4	244,4
MENAF	–	–	(18,6)	(36,1)	100,00	100,00	300,0	321,1
TERCIM	–	–	(1,7)	(9,8)	100,00	100,00	53,7	66,4
UNIBETON	449,4	435,6	(12,4)	(11,1)	99,99	99,99	202,0	201,9
PARCIB	–	–	0,1	0,5	100,00	100,00	0,1	34,0
Autres	–	–	–	–	–	–	0,1	0,0
<b>Sous-total</b>							<b>2 198,4</b>	<b>2 280,5</b>
<b>TITRES DE SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES</b>								
COMPAGNIE DES CIMENTS BELGES (Belgique)	203,0	209,4	1,5	4,6	78,52	78,52	301,6	301,6
HALYPS (Grèce)	24,2	28,4	7,7	(7,7)	59,89	59,89	41,2	38,2
PROCIMAR (Maroc)	–	–	6,0	5,6	99,99	99,99	7,1	7,1
ASMENT DE TEMARA (Maroc)	–	–	28,2	15,0	15,63	17,09	5,7	6,2
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC (Thaïlande)	–	56,0	–	(0,5)	–	37,00	–	28,4
ASIA CEMENT PUBLIC (Thaïlande)	195,3	170,6	16,7	3,6	25,43	25,43	105,1	105,1
VULKAN (Bulgarie)	10,6	13,0	(0,3)	(1,3)	70,00	70,00	17,6	17,6
ZUARI CEMENT LIMITED (Inde)	212,2	248,6	(3,0)	9,7	80,14	80,14	197,8	197,8
SUEZ CEMENT COMPANY (Égypte)	190,9	190,6	65,0	72,0	12,36	12,36	118,2	127,5
SINGHA CEMENT (Sri Lanka)	13,3	18,7	(1,8)	(2,2)	80,16	80,16	0,0	0,0
CARRIÈRES DU TOURNAISIS (Belgique)	27,2	29,4	1,2	2,1	42,69	42,69	11,5	11,5
SOCIÉTÉ MAURITANO-FRANÇAISE DES CIMENTS (Mauritanie)	17,8	18,4	1,6	0,8	51,11	51,11	2,8	2,8
CIMINTER (Luxembourg)	–	–	–	–	100,00	100,00	53,8	53,8
FINANCIERA Y MINERA (Espagne)	91,8	98,4	(25,1)	(32,9)	96,45	96,45	615,2	615,2
SEAS (Thaïlande)	0,9	0,5	0,1	–	99,98	99,98	0,3	0,3
Autres	–	–	–	–	–	–	0,1	0,2
<b>Sous-total</b>							<b>1 478,0</b>	<b>1 513,3</b>
<b>TOTAL</b>							<b>3 676,4</b>	<b>3 793,8</b>

N.B. : De nombreuses holdings parmi les filiales et participations figurant ci-dessus sont, par définition, sans chiffre d'affaires.

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	Annexe	185
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	<b>Filiales et participations sur les 2 derniers exercices</b>	<b>202</b>
Informations sur la société et le capital	<b>Filiales et participations au 31 décembre 2013</b>	<b>203</b>
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

## 5.7 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2013

### A/ RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE BRUTE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL DE CIMENTS FRANÇAIS

(en milliers de devises)

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. <sup>(1)</sup>	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<b>1 - FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)</b>										
CIMENTS CALCIA <sup>(2)</sup> Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	593 836	942 283	99,99	911 097	911 097	–	30 295	728 118	63 401	90 536
GSM Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	18 676	79 800	99,99	65 850	65 850	30 033	6 983	268 353	12 614	20 045
CIMFRA Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	42 705	42 959	100,00	62 116	31 303	–	–	–	(11 655)	–
COFIPAR Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	18 000	21 177	100,00	36 337	36 337	227	–	–	(2 372)	–
TERCIM Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	47 037	54 102	100,00	76 524	53 652	–	–	–	(1 684)	–
SAX Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	483	6 135	100,00	6 821	2 688	1 287	–	–	(3 447)	–
INVESTCIM Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	110 406	111 238	100,00	129 985	129 985	–	–	–	(6 920)	–
AL MANAR Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	3 300	917	100,00	3 300	890	–	–	–	(26)	–
COCIMAR Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	72 958	156 124	100,00	150 536	150 536	–	–	–	25 426	22 698
CODESIB Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	55 037	51 903	100,00	55 037	53 003	13 819	–	–	3 084	–
CIMINTER 1 rue Joseph Hackin 1746 Luxembourg - Luxembourg	53 800	53 747	100,00	53 800	53 800	5 605	–	–	(36)	–
UNIBETON Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	27 160	87 997	99,99	201 950	201 950	–	24 176	449 387	(12 380)	–
HALYPS 17th Km National Road - 19300 Aspropyrgos Athènes - Grèce	48 821	59 074	59,89	104 678	41 211	7 200	–	24 189	7 657	–
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	8 024	7 907	59,97	5 869	5 869	–	–	–	534	–

(en milliers de devises)

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. <sup>(1)</sup>	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
ESSROC INTERNATIONAL Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	244 398	253 810	100,00	244 398	244 398	-	-	-	3	-
MENAF Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	317 070	328 284	100,00	352 500	299 976	-	-	-	(18 640)	-
CIFI Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	7 350	7 286	100,00	7 350	7 350	22 298	-	-	(12)	-
TECHNODES Rue Rue du Château CS 20001 78931 Guerville Cedex	3 200	3 853	100,00	3 049	3 049	-	-	-	496	950
SINGHA CEMENT <sup>(3)</sup> 44/1 New Nuge Road - Peliyagoda Colombo 03 Sri Lanka	397 396 LKR	(314 966) LKR	80,16	2 381	0	-	-	13 315	(1 828)	-
SOCIETE MAURITANO-FRANCAISE DES CIMENTS <sup>(4)</sup> BP 5291 - Nouakchott - Mauritanie	1 111 310 MRO	3 717 045 MRO	51,11	2 788	2 788	-	-	17 796	1 554	327
PROCIMAR <sup>(5)</sup> 621 boulevard Panoramique Casablanca - Maroc	37 500 MAD	536 950 MAD	99,99	7 071	7 071	-	-	-	6 045	-
VULKAN <sup>(6)</sup> Vulkan Quarter - Dimitrovgrad Bulgarie	453 BGL	86 831 BGL	70,00	17 619	17 619	-	-	10 601	(257)	-
ZUARI CEMENT LIMITED <sup>(7)</sup> Krishna Nagar - Yerraguntla 516311 Kadapa District Andhra Pradesh - Inde	2 749 614 INR	13 662 382 INR	80,14	197 752	197 752	-	11 714	212 220	(3 045)	-
COMPAGNIE DES CIMENTS BELGES Grand Route 260 7530 Tournai - Belgique	295 031	403 259	78,52	301 634	301 634	-	5 544	202 994	1 485	-
FYM Carretera de Almeria Km 8 29720 Malaga - Espagne	39 160	335 205	96,45	637 270	615 183	-	-	91 773	(25 119)	-
<b>2 - PARTICIPATION (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)</b>										
CARRIÈRES DU TOURNAISIS Grand route 19 7530 Tournai - Belgique	12 297	21 903	42,69	11 538	11 538	-	-	27 181	1 231	-
ASIA CEMENT PUBLIC <sup>(8)</sup> 23/124-128 Soi Soonvijai Rama 9 Road - Khet Huaykwang, 10320 Bangkok Thaïlande	4 670 523 THB	9 967 026 THB	25,43	105 088	105 088	-	-	195 266	16 698	2 308
ASMENT DE TEMARA <sup>(5)</sup> Ain Attig - Route de Casablanca Temara - Maroc	495 000 MAD	686 961 MAD	15,63	5 676	5 676	-	-	-	28 157	2 356
SUEZ CEMENT COMPANY <sup>(9)</sup> Nile Office Building Southern Le Caire - Égypte	909 283 EGP	5 368 611 EGP	12,36	136 255	118 213	-	-	190 901	65 018	4 096

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	180
Présentation du Groupe	de Ciments Français SA	
Gouvernement d'entreprise	Compte de résultat	182
Commentaires sur l'exercice	Bilan	183
Comptes consolidés	Annexe	185
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Tableau des 5 derniers exercices	201
Informations sur le développement durable	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur la société et le capital	<b>Filiales et participations au 31 décembre 2013</b>	<b>203</b>
Assemblée générale	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	206
Informations complémentaires		

## B/ RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS

(en milliers de devises)

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. <sup>(1)</sup>	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<b>1 - FILIALES NON REPRISES AU § A</b>										
Filiales françaises (ensemble)	–	–	–	147	147	–	–	–	–	523
Filiales étrangères (ensemble)	–	–	–	1 668	758	–	–	–	–	–
<b>2 - PARTICIPATIONS NON REPRISES AU § A</b>										
Sociétés françaises (ensemble)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sociétés étrangères (ensemble)	–	–	–	2	2	–	–	–	–	–
<b>TOTAL</b>				<b>3 898 086</b>	<b>3 673 413</b>	<b>80 469</b>	<b>78 712</b>			<b>143 839</b>

(1) Chiffre d'affaires pris en compte pour les comptes consolidés

(2) Dont écart de réévaluation 4 802

(3) 1 euro = 180,386 LKR

(4) 1 euro = 412,689 MRO

(5) 1 euro = 11,254 MAD

(6) 1 euro = 1,956 BGL

(7) 1 euro = 85,366 INR

(8) 1 euro = 45,178 THB

(9) 1 euro = 9,587 EGP

---

## 5.8 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **ERNST & YOUNG Audit**

1/2 place des Saisons,  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Ciments Français S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **2. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2013 ont été réalisées dans un contexte où les perspectives économiques sont difficiles à appréhender. Ces conditions sont décrites dans la note « Estimations de la Direction » de l'annexe aux comptes annuels. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

Message du Directeur Général	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	180
Présentation du Groupe	Compte de résultat	182
Gouvernement d'entreprise	Bilan	183
Commentaires sur l'exercice	Annexe	185
Comptes consolidés	Tableau des 5 derniers exercices	201
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Filiales et participations sur les 2 derniers exercices	202
Informations sur le développement durable	Filiales et participations au 31 décembre 2013	203
Informations sur la société et le capital	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels</b>	<b>206</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Estimations comptables

### Dépréciation des titres de participation

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des titres de participation, selon la méthode décrite en notes « Méthodes d'évaluation » et « B2 immobilisations financières » de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour déterminer ces provisions pour dépréciation des titres de participation et avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

### Provisions pour risques et charges

La société constitue des provisions pour couvrir ses obligations liées notamment à des litiges en cours, selon les modalités décrites en note « Méthodes d'évaluation » de l'annexe. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans la société permettant leur recensement et leur traduction comptable, ainsi que les hypothèses retenues pour les évaluer.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense, le 19 mars 2014

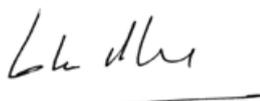
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Michel Piette



Laurent des Places



Pierre-Henri Pagnon



Pour une meilleure gestion de l'eau

---

# 6

## Informations sur le développement durable

6.1	Vision du Groupe . . . . .	210
6.2	Perspectives . . . . .	212
6.3	Responsabilité sociale . . . . .	212
6.4	Protection environnementale . . . . .	221
6.5	Production responsable . . . . .	231
6.6	Rapport et informations complémentaires . . . . .	236

## Informations sur le développement durable

Ciments Français (le « Groupe ») partage les mêmes efforts que sa société mère Italcementi Group (« Italcementi »), qui consolide et publie ses résultats depuis 2002. Au cours de ces onze années, la qualité et la consistance des informations s'est améliorée, dans le respect des directives de la *Global Reporting Initiative*. Par ailleurs, le nombre d'indicateurs clés de performance (ICP) ayant fait l'objet de validation par des tiers a augmenté. En 2012, les informations financières et extra financières ont été intégrées au sein d'un document de référence unique, le Rapport annuel Ciments Français, vérifié par des auditeurs externes et officiellement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers. Les résultats atteints par Ciments Français résultent donc de l'association équilibrée de performances économiques, environnementales et sociales. En 2013, un effort a été fait au niveau consolidation pour améliorer l'information présentée sur la vision du Groupe en matière de durabilité et de transparence et anticiper la future réglementation dans ce domaine. Des éléments additionnels et une approche enrichie sont disponibles dans le Rapport annuel de la société mère.

En fait, la consolidation des informations à caractère non financier est déjà présente dans les directives de la nouvelle *Global Reporting Initiative* (version G4) ; elle répond également aux exigences de la loi française du 12 juillet 2010 (Grenelle II), article 225. Les principales affirmations et indicateurs clés sont validés par un organisme tiers de vérification.

## 6.1 Vision du Groupe

### Vision et approche de gestion

La vision de Ciments Français est conforme à celle d'Italcementi Group : notre métier est un métier de proximité de classe internationale qui participe à la construction d'un avenir meilleur et durable pour tous les acteurs concernés. Cette vision s'exprime au travers d'une mission opérationnelle dont le but est de créer de la valeur dans le secteur des matériaux de construction, grâce à une utilisation novatrice et durable des ressources naturelles, dans l'intérêt de nos communautés et de nos clients. Cette vision et cette mission reposent sur cinq valeurs essentielles pour Italcementi Group : la responsabilité, l'intégrité, l'efficacité, l'innovation et la diversité. Ces valeurs constituent aussi des orientations stratégiques pour toutes les personnes qui travaillent auprès d'Italcementi.

Le code d'éthique d'Italcementi Group définit les règles de conduite essentielles pour protéger la réputation de la société et garantir une croissance durable. Il repose sur sa vision, sa mission et ses valeurs et en constitue le cadre général. Les politiques visent à en faciliter l'interprétation comme il est précisé dans le code. La politique de développement durable est développée comme l'expression de valeurs et de principes partagés au sein d'Italcementi. Elle s'inscrit dans le respect de la législation et des particularités des pays où Ciments Français est présent. Elle est la pierre angulaire de notre approche. La politique de développement durable regroupe les principaux thèmes susceptibles de modifier la sphère d'influence et d'activité : développement humain, intégrité professionnelle, santé et sécurité, pratiques de travail, initiatives à caractère social, chaîne d'approvisionnement, efficacité énergétique, environnement, qualité, recherche et innovation. Sept politiques annexes traitant de sujets spécifiques (sécurité, droits de l'homme, qualité, énergie, environnement, santé et initiatives sociales) viennent compléter les directives. Toutes les politiques de développement durable sont signées par le CEO du Groupe et disponibles sur le site de la société à l'adresse suivante : <http://www.cimfra.fr/FR/Ciments+Français/Nos+politiques/>.

La durabilité figure régulièrement à l'ordre du jour du conseil d'administration d'Italcementi et des réunions sont organisées périodiquement avec le directeur général (CEO), le directeur général délégué (COO) et le directeur du département du développement durable. Le comité de pilotage du développement durable (*Sustainable Development Steering Committee*), présidé par le CEO d'Italcementi, est le socle de la structure de gestion du développement durable. En 2013, le niveau hiérarchique du comité a été relevé et n'englobe plus que des rapports directs avec le CEO et le directeur du développement durable. Le comité de pilotage du développement durable d'Italcementi se réunit périodiquement et est consulté en cas de

Message du Directeur Général	<b>Vision du Groupe</b>	<b>210</b>
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

besoin. Le mandat opérationnel est confié au comité de direction responsable de son exécution. Au niveau local, des comités de pilotage par pays présidés par les directeurs nationaux encouragent l'intégration verticale.

Italcementi a officialisé son engagement en faveur du développement durable en 2000 avec son adhésion au Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (*World Business Council for Sustainable Development - WBCSD*) et à l'Initiative ciment pour le développement durable (*Cement Sustainability Initiative*) ; toutes les filiales de Ciments Français adhèrent aux réseaux régionaux existants du WBCSD ([www.wbcscement.org](http://www.wbcscement.org)).

Par ailleurs, Italcementi a adhéré au Pacte mondial des Nations unies (*United Nations Global Compact*) en 2010 et décidé d'encourager et d'appliquer dans sa sphère d'influence les dix principes du Pacte dans les domaines des droits de l'homme, des droits des travailleurs, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Les dernières mesures prises sont décrites dans la rubrique « Communication sur les actions en cours » qui figure dans le Rapport annuel de la société mère. Les filiales de Ciments Français ont également adhéré à ces principes et participent aux activités des réseaux régionaux du Pacte mondial des Nations unies.

Au nom de l'ensemble d'Italcementi Group, Carlo Pesenti a repris en 2013 la coprésidence de l'Initiative ciment pour les deux années à venir, soit jusqu'en 2015. Ce mandat va représenter une période clé pour ancrer définitivement la durabilité dans l'activité, l'innovation et les stratégies de développement de Ciments Français. Conjointement à l'Initiative ciment, mais également à titre individuel, Italcementi affine sa contribution aux défis globaux encadrés par le programme d'action 2020 et définis par le WBCSD et les objectifs de développement durable des Nations unies.

Depuis 2008, après des années de consolidation des pratiques existantes, Italcementi a lancé un processus de normalisation globale qui vise à promouvoir une politique efficace hors du pays, basée sur la législation du pays d'origine ou les meilleures pratiques. Les normes du Groupe couvrent les thèmes de la sécurité, l'hygiène industrielle et les émissions atmosphériques, avec transfert de technologies et développement des capacités locales.

Aujourd'hui, les stratégies d'Italcementi Group tirent leur inspiration de nouvelles frontières planétaires, des principes du Pacte mondial des Nations unies, des engagements du WBCSD et de l'Initiative ciment pour le développement durable. Ces stratégies répondent essentiellement aux Objectifs 2015 et aux Ambitions 2020 décrits dans le Rapport annuel de la société mère. Elles bénéficieront du soutien de toutes les filiales de Ciments Français et d'une mise en œuvre locale effective.

## Intégrité

Italcementi a approuvé un code d'éthique pour la première fois en 1993. Ce code a été modifié en février 2001 et finalement remplacé par une nouvelle version en 2013. Ce nouveau code d'éthique s'applique aussi à toutes les filiales du Groupe. Il est conforme aux meilleures pratiques de l'industrie et il tient compte des principes clés de l'éthique et du comportement à la base du modèle de gouvernance. Il met l'accent sur les éléments qui renforcent la culture et le style et qui harmonisent et mettent en valeur les aspects développés par Italcementi Group au fil des années dans le domaine de l'éthique.

Ciments Français et ses filiales ont instauré le programme anti corruption d'Italcementi Group approuvé par le conseil d'administration d'Italcementi en septembre 2012, en même temps que des règles spécifiques de conduite d'application obligatoire pour l'ensemble du Groupe. Le programme de mise en œuvre a démarré au cours du premier semestre 2013 selon des plans d'action à trois ans constitués de procédures locales et de formations. Ciments Français et ses filiales mettent également en place le programme de conformité en droit de la concurrence d'Italcementi, conformément à un plan d'activités 2010 - 2013 qui répond aux besoins de chaque pays et tient compte de leur profil de risque évalué grâce à plusieurs critères méthodologiques. Le taux de mise en œuvre de ce plan à l'échelle du Groupe est de l'ordre de 80 % (hors holding). Le programme Groupe sera réétudié en 2014 et des mesures supplémentaires seront prévues puis mises en place dans tous les pays.

En 2013, Italcementi a également mis en place avec succès son programme triennal de gestion des risques et de la conformité de l'entreprise (*Enterprise Risk and Compliance Program ou ERM*), qui garantit une meilleure gestion des risques et des systèmes d'audit. Cet objectif, atteint avant l'échéance initiale prévue de 2015, faisait partie du système de bonus à trois ans (*Long-term incentive scheme*) des managers de Ciments Français. Des améliorations continues à la méthodologie et aux processus ERM sont néanmoins toujours prévues. Un rapport sur les risques, publié deux fois par an, continuera de présenter un aperçu et un suivi des principaux risques et opportunités. À compter de 2014, l'évaluation annuelle du risque (*Annual Risk Assessment*) sera définie à partir de trois facteurs : impacts risque/opportunité, probabilité d'occurrence ou horizon temporel, et niveau de contrôle.

Depuis 2012, Italcementi a commencé à mettre en place un programme d'audit interne intégré sur trois ans, qui concerne la santé, la sécurité, l'environnement et les questions de droit de la concurrence et de lutte contre la corruption. Les activités sont planifiées à horizon trois ans (2012 - 2014). L'objectif est d'améliorer l'évaluation et le contrôle de la gestion des risques et des processus de gouvernance à l'aide d'une démarche systématique et rigoureuse. Les niveaux de risque et les résultats d'audit sont répartis de manière homogène selon cinq niveaux. Des plans d'actions correctives font l'objet de discussions avec les fonctions locales concernées.

## 6.2 Perspectives

Ciments Français contribue à la réalisation des objectifs d'Italcementi. Les informations sur le développement durable contenues dans le rapport annuel d'Italcementi Group fournissent de plus amples détails en la matière.

## 6.3 Responsabilité sociale

### Valorisation des personnes

Pour Ciments Français, la gestion de la diversité relève de la responsabilité des managers qui doivent respecter et protéger les différences et les considérer comme des ressources précieuses tant qu'elles correspondent aux valeurs d'Italcementi. L'égalité entre les sexes fait l'objet d'une attention particulière. Des mesures sont actuellement prises pour accroître la présence et la représentation des femmes. Au plus haut niveau, 20 % des membres du conseil d'administration (10 % en 2012) et 10 % des membres des comités de direction des filiales (9 % en 2012) sont des femmes. L'objectif au niveau d'Italcementi Group est de faire passer le pourcentage des postes de direction détenus par des femmes de 9 % aujourd'hui à 20 %. Les niveaux de rémunération sont surveillés et ne montrent pas de différence notable en fonction du sexe ; néanmoins, de gros efforts doivent être consentis pour offrir des conditions plus favorables d'égalité en matière d'opportunités de carrière.

Conformément à son système de gestion de la formation, les activités d'Italcementi Group s'articulent autour de quatre secteurs de formation : conformité et limitation des risques, efficacité et spécialisation, développement durable et innovation, et développement du capital humain. Dans ce contexte, Ciments Français a organisé 259 079 heures de formation (277 087 en 2012) avec 27 331 présences (26 424 en 2012) pour 17 359 participants (15 529 en 2012). A la fin de l'année 2013, Ciments Français a atteint 18 heures de formation par employé, par rapport à l'objectif Groupe de 20 heures à l'horizon 2015. Trois projets de e-learning ont été développés et réalisés en 2013 : i.nova, destiné aux départements force de vente et marketing, constitue une introduction à la nouvelle approche de marque et de marché d'Italcementi en adéquation avec l'évolution du marché ; Donner un sens à la sécurité, vise à améliorer l'approche de la sécurité au niveau management ; et toutes les formations de e-learning indispensables à une mise en place effective des normes sécurité d'Italcementi. Des formations sur le développement du capital humain ont été organisées dans des pays comme la Bulgarie, la Thaïlande et l'Inde : Programme de leadership, il s'agit d'un processus stratégique de gestion du changement dont le but premier est d'augmenter les compétences des personnes clés

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

en matière de leadership ; Laboratoire de commentaires, il s'agit d'un cours destiné à renforcer les compétences du manager et lui permettre de faire des commentaires utiles à l'évolution professionnelle de ses collaborateurs. Du point de vue de la conformité et de la limitation des risques, une nouvelle version du programme de conformité en droit de la concurrence a été lancée dans certains pays pour tester le niveau de connaissances des directeurs en matière de pratiques anticoncurrentielles.

Les filiales de Ciments Français suivent les réglementations locales en faveur de l'intégration des personnes handicapées. Beaucoup de ces filiales prennent des initiatives individuelles pour aider les gens à mieux s'intégrer au monde du travail et leur fournir un soutien social. La filiale française est considérée comme le meilleur exemple en la matière, dans la mesure où elle propose aux managers et aux employés des formations régulières et ciblées destinées à offrir un milieu de travail propice à l'intégration et une collaboration proactive avec les autorités dans la recherche des meilleures solutions de placement.

Pratiquement tous les employés de tous les pays relèvent de conventions collectives qui couvrent également les thèmes de la santé et de la sécurité, à l'exception de certaines zones comme le Maroc ou le Koweït, où il n'existe pas ou peu de syndicats pour des raisons indépendantes du Groupe, et quelques catégories de personnel, essentiellement des cols blancs, aux États-Unis, en Grèce, en Inde et au Kazakhstan. Ces exceptions, régies par les meilleures pratiques locales, représentent à peu près 16 % de l'ensemble des effectifs. Cependant, depuis 2008, Italcementi est entièrement couvert par l'accord avec l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois - IBB (*Buildings and Wood Workers' International*). Cet accord représente une véritable charte internationale des droits des travailleurs basée sur l'engagement conjoint de tous les signataires à respecter les droits de l'homme ; ceci inclut des conditions de travail décentes, le bien-être des travailleurs, la formation et le développement, des relations de travail équitables et des procédures de négociations justes, autant de droits qui doivent être également encouragés tout au long de la chaîne d'approvisionnement de Ciments Français.

Des groupes de discussion mixtes syndicats / direction permettent de maintenir un dialogue constructif avec les travailleurs et leurs représentants. Cette démarche comprend également des initiatives transnationales comme le comité d'entreprise européen (*European Work Council*) qui permet des échanges périodiques sur les principaux projets et stratégies de Ciments Français.

Dans le cadre du réseau italien du Pacte mondial des Nations unies et de sa politique des droits de l'homme, Italcementi a développé un outil exclusif destiné à évaluer les répercussions sur les droits de la personne (*Human Rights Impact Assessment*). Cette évaluation servira également de base à une communication régulière de la société sur l'exécution de l'accord avec l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois. En 2013, la première évaluation pilote des répercussions sur les droits de la personne a été réalisée dans la filiale thaïlandaise. Après les ajustements d'usage, cet outil sera d'abord mis en place en 2014 dans les pays à risque du Groupe identifiés par la Freedom House qui représentent 36 % du chiffre d'affaires pour 2013. Dans l'attente d'une mise en place totale, Ciments Français recueille des informations sur les incidents liés aux droits de l'homme et aux conditions de travail. Environ 100 situations critiques ont encore été signalées et résolues en 2013, pour la plupart liées à l'inégalité de traitement ou aux conditions de travail des sous-traitants.

Au 31 décembre 2013, Ciments Français comptait 14 512 employés travaillant dans plus de 17 pays. À cause de la crise économique mondiale, des restructurations sont devenues inévitables. Des mesures de grande ampleur, comme le « Plan 2015 » lancé par la société mère pour améliorer la compétitivité sur le marché italien, se sont imposées. Des plans de restructuration ont été lancés dans le cadre d'accords avec les syndicats, de programmes de retraite anticipée et de réduction des heures supplémentaires. La plupart de nos employés travaillent à temps complet. Des régimes d'indemnisation (régime d'assurance maladie, régime de retraite, etc.) existent dans presque tous les pays. Tous les employés peuvent en bénéficier, qu'ils soient à temps complet, à temps partiel ou intérimaires, avec des différences mineures de gestion en fonction du pays. Des informations plus détaillées sont disponibles dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 21). Dans les sites de production, l'organisation du travail repose aussi sur le travail en équipe par rotation de 8 heures. Seules deux filiales, en Amérique du Nord (environ 7 % des ouvriers dans 3 usines) et au Kazakhstan (à peu près 60 % des employés), soit environ 4 % des travailleurs du Groupe, ont recours à des plages de travail de 12 heures pour des tâches bien définies et dans une limite de 40 heures par semaine. Au Kazakhstan, des quarts de 12 heures sont organisés avec obligatoirement un minimum de deux employés en

service pour des raisons de santé et de sécurité ; des pauses sont prévues pour les repas et le repos. L'évolution des salaires dépend du contexte local, sachant toutefois que les filiales de Ciments Français ont une meilleure politique salariale que celle pratiquée localement. Des études locales sur la rémunération sont menées périodiquement. Le principe de rémunération équitable est aussi souhaité pour les dirigeants. À cet effet, Ciments Français suit l'évolution du rapport entre la rémunération annuelle nette des individus les mieux payés et celle de tous les autres employés. Au cours des prochaines consolidations, ces informations seront fournies pour les principaux pays d'activité.

Des mouvements de grève ont touché quatre sur dix des principaux pays.

	Effectifs		Contrat à durée indéterminée		Contrat à durée déterminée		Salariés à temps complet		Salariés à temps partiel	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
France/Belgique	4 020	4 051	3 939	3 993	81	58	3 889	3 919	131	132
Espagne	453	515	445	501	8	14	446	507	7	8
Grèce	165	174	160	171	5	3	165	174	0	0
Amérique du Nord	1 381	1 413	1 379	1 411	2	2	1 381	1 413	0	0
Égypte	4 502	4 573	3 619	3 893	883	680	4 502	4 573	0	0
Maroc	959	978	865	881	94	97	959	978	0	0
Bulgarie	341	359	325	340	16	19	341	359	0	0
Thaïlande	876	858	872	856	4	2	876	858	0	0
Inde	802	795	802	795	0	0	802	795	0	0
Kazakhstan	291	289	233	249	58	40	291	289	0	0
Négoce	305	346	303	344	2	2	305	346	0	0
Koweït	348	349	348	320	0	29	348	349	0	0
Autres	69	78	67	74	2	4	64	73	5	5
<b>TOTAL</b>	<b>14 512</b>	<b>14 776</b>	<b>13 357</b>	<b>13 826</b>	<b>1 155</b>	<b>950</b>	<b>14 369</b>	<b>14 631</b>	<b>143</b>	<b>145</b>

Mouvements dans les effectifs		2013		2012	
<b>Arrivées</b>	Embauches (CDD ou CDI)	933	95 %	890	88 %
	Réaffectations et réintégrations	54	5 %	108	11 %
	Acquisitions	–	0 %	18	2 %
	<b>TOTAL</b>	<b>987</b>		<b>1 016</b>	
<b>Départs</b>	Démissions	554	44 %	555	31 %
	Révocations et changement de périmètre	0	0 %	433	24 %
	Licenciements	181	14 %	236	13 %
	Retraite	252	20 %	244	14 %
	CDD et fins de période d'essai	191	15 %	221	12 %
	Réaffectations et réintégrations	25	2 %	31	2 %
	Décès	48	4 %	52	3 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 251</b>		<b>1 772</b>		

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>212</b>
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

La répartition par sexe a été extrapolée à partir d'une base de données détaillée qui couvre la majorité des employés de Ciments Français (à l'exception d'activités mineures en Égypte).

(%)	Femmes		Hommes	
	2013	2012	2013	2012
<b>Répartition des salariés par tranche d'âge</b>				
< 30 ans	1	1	7	7
30 – 40 ans	3	3	20	21
40 – 50 ans	4	4	31	32
50 – 60 ans	2	3	29	27
> 60 ans	0	0	3	2
<b>Répartition des salariés par ancienneté</b>				
< 3 ans	1	1	8	9
3 – 5 ans	1	1	6	5
5 – 10 ans	2	3	18	18
10 – 20 ans	3	3	25	24
> 20 ans	3	3	33	33
<b>Répartition des salariés par nationalité</b>				
Europe	6	6	30	30
Afrique	1	1	38	38
Asie	2	2	14	14
Amérique	1	1	8	8
<b>Répartition hommes/femmes</b>				
Ingénieurs et cadres	9	9	91	91
Employés non cadres	19	20	81	80
Ouvriers	2	2	98	98
<b>Rapport salarial</b>				
Cadres dirigeants <sup>(1)</sup>	-	-	-	-
Employés <sup>(2)</sup>	100	100	106	107
Ouvriers	100	100	106	105

(1) Panel trop limité.

(2) Dont cadres intermédiaires.

Heures de formation	2013		2012
	Femme	Homme	
Efficacité	12 536	61 551	100 698
Développement durable et innovation	13 163	125 044	130 664
Conformité	805	4 635	8 957
Développement du capital humain	5 275	36 070	46 588

<b>Nombre de participants</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Efficacité	6 000	5 774
Développement durable et innovation	16 923	17 203
Conformité	961	684
Développement du capital humain	3 447	2 934

<b>Heures de formation (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Cadres	13	14
Non cadres	44	35
Ouvriers	43	51

<b>Répartition des participants (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Cadres	15	14
Non cadres	40	34
Ouvriers	45	52

<b>Heures de formation par personne</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Par stagiaire	9	10
Par participant	15	18
Par employé	18	19
Ratio participants / employés	>1	>1

## Sécurité

Ciments Français, fidèle à sa politique sociale, considère la sécurité et la sûreté comme des valeurs fondamentales devant être intégrées à toutes ses activités. En accord avec sa devise : « La sécurité : une façon de vivre » (*Safety: a way of living*), Ciments Français a adopté son Guide du management de la Sécurité qui couvre la gestion du leadership, les actions destinées à accroître la motivation, les outils opérationnels et la gestion des sous-traitants. Depuis 2011, le système fait l'objet d'un audit en continu effectué par les fonctions concernées. Suivi régulier et systèmes de notation sont évalués et pris en compte dans le système d'évaluation des performances des managers.

Les comités Sécurité ont été institutionnalisés au niveau site et pays, ce qui permet également de suivre l'avancement trimestriel des feuilles de route.

Les cadres dirigeants, à commencer par le CEO d'Italcementi, ont reçu une formation de leadership en sécurité et il leur a été demandé d'exprimer leur engagement personnel en faveur de la sécurité à leur niveau et en toute occasion. Les engagements personnels, régulièrement mis à jour, sont fortement encouragés et diffusés sur le système intranet de la société.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>212</b>
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Depuis 2009, Ciments Français met en place les normes opérationnelles les plus adaptées en matière de sécurité dans tous ses sites dans un effort de valorisation et d'homogénéisation des meilleures pratiques. Des normes de sécurité portant sur les principales causes d'accident existent déjà sur les thèmes suivants : équipements personnels de protection, travail en hauteur, travail à chaud, contrôle des énergies dangereuses (Verrouiller / étiqueter – *Lockout/Tagout*) et accès aux espaces confinés. Des plans d'action spécifiques et des formations en ligne (*e-learning*) sont disponibles dans les langues locales de façon à plus largement répandre la culture de la sécurité au travail et à influencer de manière positive les comportements à la maison aussi. Toutes les normes seront mises en œuvre d'ici 2015 selon différentes dates de mise en application ; elles concerneront à la fois les travailleurs permanents et les contractuels. L'effort est pertinent dans la mesure où en 2013 les heures travaillées sur site par les contractuels ont compté pour 40 % des heures totales travaillées. Les taux de mise en œuvre de ces normes est disponible dans le tableau ci-dessous.

En 2013, Ciments Français a commencé à mettre en place le nouveau code de pratique pour une conduite sécuritaire qui s'adresse à tous les conducteurs, employés ou contractuels. L'analyse des écarts au code s'est achevée et la date limite de mise en œuvre sera déterminée en fonction de considérations particulières par pays.

En 2013, sur une population de presque 15 000 employés, le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail pour les employés et les intérimaires du Groupe, c'est-à-dire le nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées, était de 3,9 en 2013, soit une diminution significative de 29 % par rapport à 2012, ce qui représente le meilleur résultat à ce jour.

En suivant la recommandation de l'Initiative ciment pour le développement durable, Ciments Français a également amélioré son taux d'accidents avec arrêt de travail pour les sous-traitants sur site (voir tableau). Au total, le nombre de journées d'absence pour raisons de sécurité s'élève à 7 623 jours (8 572 en 2012) soit encore moins de 0,5 % d'absentéisme, pour un absentéisme total stable estimé en-dessous de 4 % du nombre total de jours ouvrables ; 1 969 jours supplémentaires (2 511 en 2012) ont été comptabilisés en travail aménagé.

Depuis 2008, le Groupe impose la préparation de rapports sur : le taux global d'accidents déclarés, le travail aménagé déclaré et les traitements médicaux suite aux accidents avec arrêt de travail.

En dépit de tous les efforts, quatre accidents mortels ont été déclarés en 2013 dans les installations de Ciments Français. Ces décès étant considérés comme des événements majeurs, chaque accident a fait l'objet de nombreuses discussions au cours de réunions du comité de gestion d'Italcementi présidées par le CEO, qui y sont exclusivement consacrées. Le conseil d'administration d'Italcementi Group est tenu informé à la fin de chaque semestre des résultats dans le domaine de la sécurité et les accidents mortels font l'objet de débats.

En 2013, des infractions administratives mineures au système réglementaire local en vigueur ont conduit à des amendes totalisant 156 000 euros (474 000 euros en 2012).

Comme chaque année, les filiales de Ciments Français ont célébré la Journée mondiale de la sécurité en 2013.

<b>Taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail <sup>(1)</sup></b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Ciment	2,2	3,7
Granulats	5,5	10,9
Béton	6,5	9,5
<b>Groupe</b>	<b>3,9</b>	<b>5,6</b>

(1) Employés directs et travailleurs temporaires.

<b>Taux de gravité<sup>(1)</sup></b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Ciment	0,18	0,19
Granulats	0,44	0,29
Béton	0,33	0,51
<b>Groupe</b>	<b>0,26</b>	<b>0,29</b>

<b>Taux global d'accidents déclarés<sup>(1)</sup></b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Ciment	7,5	11,0
Granulats	14,5	19,8
Béton	18,0	17,3
<b>Groupe</b>	<b>10,4</b>	<b>13,1</b>

<b>Décès</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Employés <sup>(1)</sup>	1	2
Sous-traitants	2	2
Tiers	1	–
<b>Groupe</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

<b>Accidents de travail avec arrêt</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Employés <sup>(1)</sup>	115	171
Sous-traitants <sup>(2)</sup>	90	108

(1) Employés directs et travailleurs temporaires.

(2) Sous-traitants présents dans les installations du Groupe.

## Santé et responsabilité liée aux produits

Ciments Français, fidèle à sa politique sociale, est un ardent défenseur de la santé et du bien-être des employés, qu'il considère aussi vitaux que leur sécurité.

Depuis 2010, Ciments Français met en œuvre la norme interne Italcementi sur l'exposition professionnelle des employés à la poussière, la silice cristalline, le bruit et les vibrations transmises à l'ensemble du corps dans tous ses pays d'activité, au-delà de ce qu'impose la loi dans la plupart des pays. Cette norme, qui repose sur les meilleures évaluations des risques et des références internationales, vise à définir des exigences minimales en matière d'évaluation de l'environnement de travail et de l'exposition professionnelle des personnes aux agents chimiques et physiques. En appliquant ce principe de précaution, la plupart des personnes travaillant de manière régulière dans des infrastructures industrielles (environ 7 000 personnes) sont considérées comme potentiellement exposées à la poussière, à la silice et au bruit, alors que les employés opérant des équipements mobiles (environ 3 000 personnes) sont considérés potentiellement exposés aux vibrations. Au 31 décembre 2013, 69 % des employés potentiellement exposés ont participé à l'évaluation. 90 % d'entre eux respectent la norme du Groupe. Des actions correctives immédiates sont mises en place pour les autres. L'objectif est d'évaluer la totalité des personnes potentiellement exposées d'ici la fin 2015.

En 2013, Ciments Français a poursuivi ses efforts d'amélioration de la collecte d'informations relatives aux demandes officielles de reconnaissance de maladies professionnelles dans tous les pays, même ceux où aucun cadre juridique clair n'existe encore.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>212</b>
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Depuis 2010, Ciments Français bénéficie d'un contrat d'assurance mondial conclu avec International SOS qui vise à mieux gérer les risques pour la santé et la sécurité des employés en déplacement à l'étranger ou expatriés.

Depuis 2008, Ciments Français applique la directive d'Italcementi qui interdit l'achat, la fourniture et l'utilisation de tout type d'amiante ou de produits en contenant, y compris dans les pays où elle est encore légale. Un inventaire spécifique des structures et des équipements est maintenu à jour grâce à des évaluations périodiques. Toutes les actions qui en découlent, dont la surveillance et le démantèlement progressif, sont dorénavant menées en utilisant les meilleures techniques de protection de la santé et de la sécurité. Ciments Français ne procède à aucune vente directe de ciment aux producteurs de ciment contenant de l'amiante. Depuis 2011, des initiatives similaires comprenant inventaire et élimination progressive sont étendues à d'autres substances dangereuses. A la fin 2013, 28 % des sites de ciment ne contenaient plus aucune amiante et 64 % ne contenaient ni PCB (polychlorobiphényles) ni CFC (chlorofluorocarbones), conformément aux meilleures pratiques européennes.

Des initiatives similaires sont prises pour d'autres matériaux, comme certains types de briques réfractaires.

En ce qui concerne la responsabilité liée aux produits, Ciments Français fournit des informations essentielles sur la santé et la sécurité et sur les questions environnementales, en relation avec les produits qu'il commercialise, même dans les pays où aucun cadre réglementaire particulier n'existe. Les fiches d'information, disponibles dans les langues locales, contiennent des indications sur les propriétés du ciment, ainsi que des conseils d'entreposage, de transport, de manutention et d'utilisation.

<b>Demandes officielles pour maladie professionnelle</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Ciment	18	18
Granulats	1	0
Béton	1	2
Autres	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>20</b>

<b>Conformité avec la norme Groupe (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Travailleurs potentiellement exposés ayant fait l'objet d'une évaluation complète *	69	58
Travailleurs évalués et respectant la norme	90	89

\* Évaluation des poussières, de la silice cristalline, du bruit et des vibrations.

## Initiatives à caractère social

Ciments Français souhaite bâtir avec les acteurs concernés des relations basées sur l'engagement mutuel, le partenariat actif, la confiance, l'ouverture et la coopération à long terme.

Pour construire des relations avec les communautés, il est nécessaire d'en comprendre les besoins, de soutenir les projets locaux sans créer de dépendance et d'encourager la consultation des parties prenantes à l'occasion de l'ouverture de nouvelles structures, l'exploitation de structures existantes ou la fermeture d'usines en fin de vie utile. Les initiatives sociales résultent donc de l'association des activités de mobilisation des intervenants et du soutien aux communautés ; en tant que telles, elles participent à la promotion d'une approche durable dans tous les pays où Ciments Français est présent.

En interne, le portail intranet est accessible à tous les employés soucieux d'améliorer la communication interne, le développement d'une culture commune, l'enrichissement mutuel et le partage des connaissances. Le réseau social professionnel « my.like » fournit à chaque utilisateur la possibilité de partager des informations sur son parcours professionnel et ses intérêts personnels avec des collègues du monde entier.

Les sous-traitants et les tiers sont aussi impliqués lors d'occasions particulières, comme la journée de la sécurité Italcementi. Cette journée constitue pour tous les managers une occasion de démontrer une fois par an aux employés et aux sous-traitants leur engagement personnel au travers de thèmes liés aux normes de santé et de sécurité. Un nouveau code de pratique pour une conduite plus sûre a été mis en place en 2013, les accidents de la route figurant parmi les premières causes de décès, et pas seulement au travail.

Au niveau local, les acteurs concernés s'intéressent aux problèmes propres aux sites comme les émissions de poussière, l'impact sonore ou l'utilisation des combustibles de substitution. Le changement climatique, les émissions atmosphériques et la santé et la sécurité font également partie des thèmes abordés. Des réponses sont apportées dans le cadre d'initiatives ciblées, ou parfois lors de réunions périodiques structurées. La filiale française ciment est le meilleur exemple d'engagement des parties prenantes : depuis 1995, toutes les cimenteries invitent les parties intéressées deux fois par an, organisent des visites de site et présentent toutes les nouvelles améliorations aux communautés et aux autorités. Les opérations portes ouvertes sont l'un des outils les plus fréquemment utilisés pour encourager la participation au niveau local (voir tableau ci-dessous).

Au niveau pays, en plus de l'engagement interentreprises plus conventionnel (par le biais d'associations professionnelles par exemple), Ciments Français est très actif au côté d'autres acteurs économiques au sein du comité local du Pacte mondial des Nations unies, du WBCSD et de l'Initiative ciment pour le développement durable ([www.wbcscement.org](http://www.wbcscement.org)).

Au niveau international, dans le cadre de la participation au Pacte mondial des Nations unies, du WBCSD et de l'Initiative ciment, Italcementi va coprésider l'Initiative ciment pour les deux années à venir, participant activement à toutes les initiatives et également codirigeant le groupe chargé de travailler sur la protection climatique, les émissions atmosphériques, l'eau, la santé et la chaîne d'approvisionnement.

<b>Investissements à caractère social</b> (en milliers d'euros)	<b>Soutien aux communautés</b>		<b>Parrainages</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
France et Belgique (Ciments Français inclus)	1 274	189	313	180
Filiales de Ciments Français	2 826	1 331	980	1 692
<b>Cimenteries avec engagement des parties prenantes * (%)</b>			<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures			80	80
Marchés émergents			100	100
<b>TOTAL</b>			<b>89</b>	<b>88</b>

\* Dont les activités Journées portes ouvertes.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>212</b>
Commentaires sur l'exercice	<b>Protection environnementale</b>	<b>221</b>
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 6.4 Protection environnementale

### Climat et énergie

Le ciment joue un rôle clé dans le développement économique et social grâce à ses produits dérivés, dans la mesure où il fournit à la société ce dont elle a besoin en termes de logements confortables et d'infrastructures modernes et fiables. Alors que la fabrication du ciment répond à des processus énergivores et une empreinte carbone initiale élevée, les avantages axés sur le cycle de vie et la durabilité des applications de produits à base de ciment peuvent permettre de faire des économies importantes d'énergie et de CO<sub>2</sub>.

Dans ce sens, Ciments Français, fidèle à sa politique énergétique, contribue aux objectifs publics d'Italcementi de réduction de l'empreinte carbone de ses opérations et de ses produits ; il effectue également des recherches dans le domaine de la réduction de l'empreinte des applications de produits à base de ciment.

En 2013, Ciments Français n'a été confronté à aucun arrêt intempestif de production dû à des conditions météorologiques défavorables ou extrêmes touchant les processus ou la chaîne d'approvisionnement. Ciments Français diversifie cependant le type et la provenance des matières premières et des combustibles et privilégie les sources locales. Des contrats d'assurance ont également été mis en place pour couvrir les arrêts imprévus de production dans les cimenteries. Dans l'intérêt de l'ensemble des filiales, Italcementi travaille avec d'importantes compagnies d'assurance pour couvrir les risques pesant sur les personnes et les actifs. Le nouveau programme de préservation de l'environnement contribue à évaluer les risques liés à des causes naturelles.

Au cours de l'année 2013, des progrès réels ont été effectués sur les facteurs d'émission par rapport à l'objectif 2015 (640 kg de CO<sub>2</sub> par tonne de produits cimentaires, définis au niveau Italcementi Group) dans les principaux marchés émergents, à savoir l'Inde, l'Égypte et la Thaïlande. Toutes les usines performantes des marchés émergents, à l'exception de la Bulgarie et du Kazakhstan où les cimenteries sont en cours de modernisation, font des progrès rapides avec l'introduction massive de combustibles de substitution à fort contenu de biomasse. Les deux plus importantes installations, Pukrang en Thaïlande et Yerraguntla en Inde, montrent l'exemple. Pukrang a atteint un pic de 14 % d'utilisation de déchets en provenance de l'agriculture, comme l'écorce de riz ou la rafle de maïs, économisant plus de 170 000 tonnes de CO<sub>2</sub> en 2013. Yerraguntla a atteint un taux de substitution supérieur à 7 % en un an, démarrant de zéro en 2013, en remplaçant le charbon par une grande variété de déchets agricoles. En Europe, la petite usine grecque d'Halyps apparaît comme la championne, avec presque 14 % d'utilisation de biomasse, essentiellement des boues d'épuration. Cette même cimenterie, grâce à un taux de clinker dans le ciment juste en-dessous de 66 %, est parvenue à dépasser l'ambition affichée d'Italcementi avec 512 kg de CO<sub>2</sub> par tonne de produits cimentaires.

La réduction de la part de clinker dans le ciment est une des voies d'amélioration dans le futur, particulièrement dans les pays émergents. Par exemple, l'Inde a réussi à diminuer de presque 5 % la quantité de clinker contenue dans le ciment en une année grâce aux cendres volantes, ce qui, pour 2013, correspond à une économie d'environ 90 000 tonnes de CO<sub>2</sub>.

Le département Recherche et Innovation d'Italcementi effectue des recherches dans le domaine du stockage du carbone en aval et de sa valorisation / transformation. Les recherches sur la valorisation biologique du carbone se sont poursuivies en 2013 en coopération avec les laboratoires GEPEA et Algosource Technologies dans le but de réutiliser le CO<sub>2</sub> dans la production de biomasse grâce à la culture de microalgues. En 2013, Italcementi a participé à un nouveau projet de stockage et de conversion énergétique en procédés de chimie organique par le biais de systèmes catalytiques avancés (projet CEOP).

Un plan global d'amélioration de la performance énergétique (2013 - 2015) destiné à toutes les filiales a été lancé en 2013. Il suit une méthodologie rigoureuse débutant par une analyse des écarts suivi de l'exécution des plans d'amélioration et de la consolidation des économies. Le plan devrait s'achever en 2015, en même temps que la fin de la modernisation de trois cimenteries. Ciments Français est convaincu que les systèmes de gestion de l'énergie permettent l'amélioration constante des performances énergétiques des entreprises. En plus des trois installations européennes qui conservent la certification ISO 5001 pour leurs systèmes de gestion, la cimenterie de Sitapuram, en Inde, a été certifiée ISO 50001 et a reçu le prix de la meilleure gestion énergétique (*Best Energy Management Award*) en reconnaissance des diverses actions entreprises durant l'année en faveur de la conservation énergétique.

En 2013, la production d'énergie renouvelable a bien progressé. Une unité de récupération de chaleur (*Waste Heat Recovery ou WHR*) de 22 MW destinée à la production d'électricité est entrée en exploitation à Pukrang ; elle a permis de satisfaire 10 % de la demande annuelle d'électricité de la cimenterie. Ce taux de couverture devrait atteindre 20 % minimum sur une année entière. L'unité de récupération de chaleur de la nouvelle installation d'Aït Baha au Maroc, plus petite, a permis de répondre à 4 % de la demande d'énergie et la couverture devrait encore augmenter en 2014. Ces deux usines ont permis d'économiser 32 000 tonnes de CO<sub>2</sub> en 2013. Le parc éolien en Bulgarie a couvert 20 % des demandes de la cimenterie locale, tandis que celui du Maroc a répondu à 100 % des besoins du centre de broyage local, grâce aux échanges d'électricité avec le réseau.

Avec les activités gérées par Italgem, la filiale électricité de la maison mère, la production d'énergie renouvelable était d'origine hydraulique à 76 % (produite en Italie), 15 % récupération de chaleur, 9 % éolien en provenance du Maroc et de la Bulgarie et 2 % solaire (Inde et Italie). Les taux concernant l'éolien et la récupération de chaleur devraient augmenter en volumes et en part dans les années à venir. Dans l'ensemble, 193 000 tonnes de CO<sub>2</sub> ont été économisées en 2013 grâce à l'autoproduction d'électricité.

<b>Emissions brutes de CO<sub>2</sub></b> <sup>(1)</sup>		<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<i>kg/t produit cimentaire</i>	702	722
	<i>millions t</i>	25,4	27,4
<b>Emissions nettes de CO<sub>2</sub></b> <sup>(2)</sup>			
	<i>kg/t produit cimentaire</i>	688	712
	<i>millions t</i>	24,9	27,0

(1) Les émissions brutes de CO<sub>2</sub> n'entrent pas dans le calcul d'utilisation de la biomasse comme combustible.

(2) Les émissions nettes de CO<sub>2</sub> n'entrent pas dans le calcul d'utilisation de combustibles de substitution.

<b>Empreinte carbone</b>	<b>2013</b>		<b>2012</b>	
	<b>Mt CO<sub>2</sub> e</b>	<b>%</b>	<b>Mt CO<sub>2</sub> e</b>	<b>%</b>
Domaine 1 (émissions directes)	25,4	80,3	27,4	79,6
Domaine 2 (émissions indirectes)	1,9	6,1	2,0	5,8
Domaine 3 (émissions dans la chaîne de valeur)	4,3	13,6	5,0	14,6
<b>TOTAL</b>	<b>31,6</b>	<b>100,0</b>	<b>34,4</b>	<b>100,0</b>

<b>Consommation thermique, ciment</b>		<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures		3 698	3 721
Marchés émergents	<i>MJ/t clinker</i>	3 858	3 858
<b>TOTAL</b>		<b>3 798</b>	<b>3 810</b>
<b>TOTAL</b>	<i>millions MJ</i>	<b>113,3</b>	<b>121,0</b>

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	<b>Protection environnementale</b>	<b>221</b>
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

<b>Combustibles par catégorie, ciment (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Charbon	38,8	38,4
Coke de pétrole	27,0	22,9
Combustibles haute viscosité	0,2	1,6
Gaz naturel	17,8	21,2
Mazout	6,5	9,3
Combustibles de substitution	9,7	6,6

<b>Combustibles de substitution et biomasse, ciment (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures	18,3	14,9
Marchés émergents	4,9	2,2
<b>TOTAL</b>	<b>9,7</b>	<b>6,6</b>
Marchés matures	6,3	-
Marchés émergents	3,7	-
<b>TOTAL</b>	<b>4,6</b>	<b>3,0</b>

<b>Combustibles de substitution par catégorie, ciment (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Farines animales	12,6	13,9
Déchets liquides	18,1	23,6
Déchets agricoles	23,3	19,0
Huiles usées	9,0	9,2
Pneus et caoutchouc	16,1	11,8
Déchets solides	14,8	16,0
Plastique	4,0	4,3
Combustibles dérivés de déchets (RDF)	0,3	7,6
Boues d'épuration	1,8	2,2

<b>Ratio clinker / ciment (% de clinker)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures	82,4	82,2
Marchés émergents	82,7	83,4
<b>TOTAL</b>	<b>82,6</b>	<b>83,0</b>

<b>Consommation d'énergie, ciment</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures	138,6	135,6
Marchés émergents	106,9	108,3
<b>TOTAL</b>	<b>118,5</b>	<b>118,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 236,0</b>	<b>4 417,0</b>

<b>Consommation d'énergie, granulats</b>		<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures		2,8	2,7
Marchés émergents	<i>kWh/t granulats</i>	1,9	2,1
<b>TOTAL</b>		<b>2,7</b>	<b>2,6</b>
<b>TOTAL</b>	<i>millions kWh</i>	<b>73,0</b>	<b>70,0</b>

<b>Consommation d'énergie, béton</b>		<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures		5,7	6,2
Marchés émergents	<i>kWh/m<sup>3</sup> béton</i>	2,0	3,1
<b>TOTAL</b>		<b>4,6</b>	<b>5,6</b>
<b>TOTAL</b>	<i>millions kWh</i>	<b>39,0</b>	<b>42,0</b>

## Gestion environnementale

Ciments Français, fidèle à sa politique environnementale, soutient et encourage les actions destinées à mettre en œuvre des systèmes de gestion reconnus et à concrétiser des engagements volontaires pour prévenir les risques et favoriser les améliorations continues (au-delà du respect des lois et des régulations sur l'environnement). De plus, par son adhésion au Pacte mondial des Nations unies, Ciments Français s'est engagé à appliquer le principe de précaution en matière de défis environnementaux, à prendre des initiatives destinées à promouvoir une plus grande responsabilité environnementale et à encourager le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

La plupart de ces problématiques environnementales sont abordées en intégrant les directives et les normes d'Italcementi aux besoins spécifiques des sites. Ainsi, l'impact du bruit est géré essentiellement à l'échelle locale, site par site, grâce à une cartographie et une identification des solutions techniques possibles. Pour l'installation de nouvelles machines, des contraintes particulières sont spécifiées dans l'annexe technique au contrat de fournisseurs.

Depuis 2011, Ciments Français met en place un programme trisannuel d'analyses environnementales de ses sites de production, qui débouche sur des plans de mesures correctives et l'implication des fonctions locales concernées. Au cours des trois dernières années, 60 % des cimenteries ont été auditées (47 % en 2012), soit 6 filiales sur 10.

En 2013, dans un souci d'amélioration de la gestion des risques environnementaux et afin de promouvoir les bonnes pratiques et gérer les exigences d'Italcementi, Ciments Français a testé le nouveau programme de préservation de l'environnement (*Environmental Preservation Program*), en reliant l'évaluation détaillée des cimenteries aux risques assurables. Huit cimenteries importantes dans huit pays différents ont été associées au projet pilote. Le programme de préservation de l'environnement sera mis en place en 2014 dans tous les sites restants, avec le développement de sessions de formation environnementale et la définition de plans d'amélioration.

Depuis 2011, Ciments Français applique les directives d'Italcementi sur l'évaluation des sites fermés ou en cours de fermeture. Ces directives s'appliquent à tous les métiers et couvrent les risques relatifs à la sécurité et la sûreté, l'environnement, les risques sociaux et les risques liés au contexte extérieur. Les résultats seront publiés dans les prochains rapports.

Les nombreuses mesures d'amélioration entreprises en 2013 correspondent à des investissements industriels de 30,0 millions d'euros (34,2 millions d'euros en 2012), investissements relatifs à la sécurité compris.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	<b>Protection environnementale</b>	<b>221</b>
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Interbulk Trading, filiale de Ciments Français, importante société internationale de négoce de ciment, offre des services commerciaux, logistiques et de transport maritime de première classe pour le négoce du clinker, des ciments ordinaires et spéciaux, des produits minéraux et des combustibles solides. La flotte et les cargos sont couverts par une assurance, conformément aux meilleures pratiques dans le domaine. Le rôle du département Logistiques et expédition par mer d'Interbulk est d'organiser des transports maritimes sûrs et fiables, partout dans le monde. L'objectif est de proposer un service de transport maritime répondant aux besoins avec des normes élevées de performance et aux meilleurs prix du marché. Ciments Français a décidé d'augmenter le nombre de ses navires de moins de 20 ans d'âge (84 % en 2013 contre 81 % en 2012). En 2013, le nombre de navires affrétés s'élevait à 295 (339 en 2012). En 2013, Interbulk a transporté par mer environ 4,8 millions de tonnes de matériaux (6 millions en 2012). De plus amples informations sont disponibles en anglais sur le site <http://www.interbulk.ch/ENG/Our+Company>.

<b>% sites du Groupe * certifiés ISO 14001</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Ciment	97	90
Granulats	45	40
Béton	5	4

<b>% mode de transport *</b>	<b>Ciment</b>		<b>Granulats</b>		<b>Béton</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Routes	87	89	91	90	100	100
Chemins de fer	8	8	1	1	0	0
Voies navigables	5	3	8	9	0	0

\* Pas de grande différence entre pays matures et pays émergents.

<b>Gestion des déchets, ciment <sup>(1)</sup></b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>TOTAL</b> <i>Total déchets produits en kt</i>	<b>25,8</b>	<b>103,3</b>
<i>Déchets dangereux <sup>(2)</sup> en kt</i>	<b>1,5</b>	<b>10,9</b>

(1) La production de déchets ne résulte pas d'une transformation ; elle provient essentiellement des activités d'entretien et peut varier au cours des années. Elle est conforme aux meilleures pratiques d'Italcementi.

(2) La production de déchets dangereux se rapporte essentiellement aux lubrifiants et à la gestion des fluides hydrauliques. Elle est conforme aux meilleures pratiques d'Italcementi.

#### **Amendes et pénalités pour non-conformité environnementale \***

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Ciment</b>		<b>Granulats</b>		<b>Béton</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures	1 069,7	565,0	–	48,6	–	66,0
Marchés émergents	683,6	284,0	–	–	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>1 753,3</b>	<b>849,0</b>	<b>–</b>	<b>48,6</b>	<b>–</b>	<b>66,0</b>

\* Dont allégations qui vont être contestées.

## Émissions atmosphériques

Ciments Français, fidèle à sa politique environnementale, applique les normes internes rigoureuses d'Italcementi pour contrôler et évaluer les émissions des fours dans l'atmosphère et définit des objectifs de réduction ambitieux.

Les normes sur les émissions atmosphériques ont été publiées en 2008 et leur contenu et vérifiabilité progressivement affinés. La conformité est définie grâce à un système interne de notation qui entre dans le calcul de la part variable de rémunération des cadres dirigeants. Le taux de conformité de la production de clinker est de 91 % pour les niveaux de performance et de 94 % pour le contrôle des émissions atmosphériques.

Plus précisément, à la fin de l'année 2013, 77 % du clinker (74 % en 2012) a été produit dans des fours équipés de systèmes de surveillance continue des émissions (*Continuous Emission Monitoring Systems ou CEMs*), en parfaite conformité avec la norme. 88 % du clinker (45 % en 2012) a été produit dans des fours avec des mesures en continu ou ponctuelles couvrant tous les paramètres définis dans la norme. A fin 2013, 36 % du clinker (25 % en 2012) était produit dans des fours dont tous les paramètres d'émission étaient inclus dans les niveaux d'émission définis par la norme.

En 2013, les émissions de poussière ont baissé en-dessous de cent grammes par tonne de clinker, avec l'achèvement de la modernisation des dispositifs de filtres en Inde et au Maroc, où tous les fours sont désormais équipés de filtres à manche modernes. Une nouvelle réduction devrait survenir lorsque les filtres auront atteint leurs performances optimales ; celles-ci n'étant pas encore conformes à la norme Italcementi. En Égypte, deux autres filtres à manche ont été mis en service fin 2013 ; ils devraient atteindre leur efficacité maximale en 2014. Aujourd'hui, la moitié du clinker produit en Égypte provient de fours équipés de filtres à manche modernes, même s'ils sont encore en phase d'optimisation.

Dans les années à venir, de nouvelles améliorations pourront être constatées au niveau des émissions atmosphériques avec la finalisation de deux importants projets de modernisation déjà démarrés en 2012 chez Devnya Cement (Bulgarie) et fin 2013 chez Shymkent Cement (Kazakhstan).

Les tableaux ci-dessous fournissent un aperçu des performances du Groupe.

Contrôle des émissions atmosphériques		2013		2012		
		Facteurs d'émission	% de couverture	Facteurs d'émission	% de couverture	
Marchés matures	Poussière	17	100	10	100	
	NO <sub>x</sub>	1 332	100	1 514	100	
	SO <sub>2</sub>	611	100	735	100	
Marchés émergents	Poussière	159	100	187	100	
	NO <sub>x</sub>	1 770	100	1 470	100	
	SO <sub>2</sub>	271	100	241	100	
<b>TOTAL</b>	Poussière	107	100	128	100	
	NO <sub>x</sub>	1 608	100	1 485	100	
	SO <sub>2</sub>	397	100	416	100	
	CO	1 414	100	1 398	98	
	COV	36	95	57	93	
	Benzène	3	89	2	54	
	Dioxines	<i>ng/t clinker</i>	57	95	50	81
	HAP <sup>(1)</sup>		8	89	6	51
	Mercure	<i>mg/t clinker</i>	11	95	43	60
	Métaux I <sup>(2)</sup>		20	95	10	81
	Métaux II <sup>(3)</sup>		406	95	189	81

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	<b>Protection environnementale</b>	<b>221</b>
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Emissions atmosphériques annuelles		2013	2012
<b>TOTAL</b>	Poussière	3,2	4,0
	NO <sub>x</sub>	47,9	47,2
	SO <sub>2</sub>	11,8	13,2
	CO	42,2	44,4
	COV	1,1	1,8
	Benzène	89,5	58,3
	HAP <sup>(1)</sup>	0,2	0,2
	Mercure	0,3	1,4
	Métaux I <sup>(2)</sup>	0,6	0,3
	Métaux II <sup>(3)</sup>	12,1	6,0
	Dioxines	1,7	1,6

(1) Hydrocarbure aromatique polycyclique.

(2) Cd, Tl.

(3) Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V.

## Eau

Ciments Français reconnaît qu'aucune entreprise ne peut survivre sans un accès qualitatif à l'eau. Par l'entremise de sa politique environnementale, Ciments Français soutient les projets de réduction de la consommation d'eau et de préservation de la qualité de l'eau. Depuis 2010, Italcementi a adopté le *Global Water Tool* du WBCSD pour dresser une carte de l'utilisation de l'eau et évaluer les risques par rapport aux opérations mondiales et aux chaînes d'approvisionnement. En comparant les sites à partir des meilleures informations disponibles sur l'eau, l'assainissement, la population et la biodiversité par pays et par bassin versant, le *Global Water Tool* permet d'identifier le nombre de sites se trouvant dans des régions extrêmement pauvres en eau. En 2013, Italcementi a collaboré, au sein de l'Initiative ciment pour le développement durable, à la définition et la publication d'une version adaptée aux besoins de l'industrie cimentière. L'outil « ciment » du *Global Water Tool* du WBCSD correspond également aux exigences de la version G4 du *Global Reporting Initiative*. Les recommandations couvrent les activités ciment, granulats et béton prêt à l'emploi. Ciments Français apportera bientôt des améliorations à sa gestion de l'eau et sera en mesure de définir différents objectifs en matière de gestion des ressources en eau.

Ciments Français continue de soutenir le projet « Décennie internationale, l'Eau source de vie » des Nations unies, qui s'étale sur dix ans et vise à encourager les efforts consentis pour honorer les engagements internationaux sur l'eau et les thématiques liées à l'eau à l'horizon 2015. Ciments Français soutient le programme de l'eau du WBCSD et les priorités définies par Action 2020. Dès lors, Italcementi confirme ses objectifs de mise en œuvre d'ici 2015 d'une gestion durable de l'eau dans la moitié de ses sites de production, en commençant par les zones en situation de stress hydrique.

Prélèvement d'eau, ciment		2013	2012
Marchés matures		0,62	0,88
Marchés émergents	<i>m<sup>3</sup>/t ciment</i>	0,40	0,41
<b>TOTAL</b>		<b>0,48</b>	<b>0,58</b>
Marchés matures		8,1	11,7
Marchés émergents	<i>millions m<sup>3</sup></i>	9,1	9,4
<b>TOTAL</b>		<b>17,2</b>	<b>21,0</b>

Prélèvement d'eau par origine, ciment	2013		2012	
	millions m <sup>3</sup>	%	millions m <sup>3</sup>	%
Eaux de surface	6,0	35	7,5	36
Eaux souterraines	6,6	38	5,6	27
Eaux fournies	2,9	17	2,6	13
Eaux recueillies	1,7	10	5,3	25

Consommation d'eau, ciment		2013	2012
Marchés matures		0,32	0,36
Marchés émergents	<i>m<sup>3</sup>/t ciment</i>	0,38	0,36
<b>TOTAL</b>		<b>0,36</b>	<b>0,36</b>
Marchés matures		4,2	4,8
Marchés émergents	<i>millions m<sup>3</sup></i>	8,5	8,3
<b>TOTAL</b>		<b>12,7</b>	<b>13,1</b>

Consommation d'eau, granulats		2013	2012
Marchés matures		0,10	0,05
Marchés émergents	<i>m<sup>3</sup>/t granulats</i>	0,07	0,05
<b>TOTAL</b>		<b>0,09</b>	<b>0,05</b>
Marchés matures		2,4	1,2
Marchés émergents	<i>millions m<sup>3</sup></i>	0,1	0,1
<b>TOTAL</b>		<b>2,5</b>	<b>1,3</b>

Consommation d'eau, béton		2013	2012
Marchés matures		0,22	0,22
Marchés émergents	<i>m<sup>3</sup>/m<sup>3</sup> béton</i>	0,41	0,43
<b>TOTAL</b>		<b>0,27</b>	<b>0,26</b>
Marchés matures		1,3	1,3
Marchés émergents	<i>millions m<sup>3</sup></i>	1,0	0,6
<b>TOTAL</b>		<b>2,3</b>	<b>1,9</b>

## Ressources naturelles et carrières

Ciments Français, fidèle à sa politique environnementale, encourage l'utilisation responsable des ressources pour économiser la consommation de combustibles fossiles et de matériaux extraits de carrières. Les filiales appliquent donc les directives d'Italcementi préparées à partir des recommandations du WBCSD et de l'Initiative ciment pour le développement durable en faveur d'une utilisation responsable des combustibles de substitution et des matières premières de remplacement. Ces directives énumèrent tous les matériaux ne devant être utilisés sous aucun prétexte, quel que soit le site. Par ailleurs, elles s'intéressent à la sélection, la gestion et les contrôles nécessaires à l'utilisation de matériaux de remplacement conformes en privilégiant des actions écologiques et respectueuses de la santé et de la sécurité.

9,7 % de combustibles de substitution (6,6 % en 2012) et 5,2 % de matières premières de remplacement (5,0 % en 2012) ont été utilisés en 2013. La production de béton a nécessité l'utilisation d'environ 1,0 % de matériaux de substitution (1,0 % en 2012).

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	<b>Protection environnementale</b>	<b>221</b>
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Par ailleurs, Ciments Français s'est engagé à développer des plans de réhabilitation pour toutes ses carrières en activité, en prenant en considération la biodiversité, en encourageant la conservation des espèces en danger, lorsque cela est réalisable, et en répondant aux attentes des acteurs concernés. En 2013, 85 % des carrières disposaient d'un plan de réhabilitation (79 % en 2012). L'objectif est que la totalité des carrières soient dotées de plans de réhabilitation à l'horizon 2015. La procédure interne exige des plans d'action pour la biodiversité dans les zones sensibles de biodiversité (74 carrières sur les 179 gérées en 2013). Un budget spécifique est dédié aux initiatives de gestion des carrières, incluant les provisions requises dans de nombreux pays au titre de la couverture financière obligatoire pour des projets de ce type. Des projets innovants et des initiatives ciblées ont été lancés au fil des ans incluant : le projet en cours d'exécution au Maroc avec l'université de Rabat, la vaste expérience de la filiale française de granulats GSM dans le cadre de l'accord avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (pour plus d'informations voir [www.gsm-granulats.fr](http://www.gsm-granulats.fr)), le projet actuel de coopération avec *Wildlife Habitat Council* en Amérique du Nord et le partenariat avec l'université Ain Shams du Caire visant à favoriser la biodiversité par la réhabilitation des carrières en Égypte.

Depuis 2013, Italcementi travaille activement sur les nouvelles recommandations du WBCSD en matière de réhabilitation des carrières. Elles visent à l'introduction de meilleures pratiques dans les phases d'exploitation et de réhabilitation dans le monde entier, avec une attention particulière portée aux indicateurs de surveillance de la biodiversité. Ciments Français commencera à les mettre en place dès leur publication.

<b>Matières premières, ciment</b>		<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures		19,9	20,3
Marchés émergents	<i>millions t</i>	33,6	36,8
<b>TOTAL</b>		<b>53,5</b>	<b>57,1</b>
Marchés matures		8,0	8,4
Marchés émergents	<i>% substitution</i>	3,7	3,2
<b>TOTAL</b>		<b>5,3</b>	<b>5,0</b>

<b>Matières premières par catégorie, ciment (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Calcaire	78,8	78,0
Marne	1,6	1,2
Argile	9,0	10,2
Sable	0,7	0,7
Minerai de fer	0,7	0,9
Bauxite	0,3	0,3
Gypse	3,2	2,8
Pouzzolane	0,1	0,1
Autres matières premières naturelles	0,3	0,1
Matières premières de substitution	5,3	5,0

<b>Matières premières de substitution par catégorie, ciment (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Laitier de haut fourneau	33,9	34,1
Cendres volantes	35,2	35,1
Substitut de calcium, aluminium, silicone ou fer	12,7	11,6
Gypse industrielle	11,8	11,1
Poussière de fours et poussières bypassées	1,5	1,4
Sable de fonderie	1,0	0,8
Autres	3,9	5,9

<b>Gestion des carrières, ciment<sup>(1)</sup></b>		<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures	Nombre de carrières	37	41
	<i>en zone sensible<sup>(2)</sup></i>	14	14
	<i>avec plan de réhabilitation</i>	32	31
Marchés émergents	Nombre de carrières	41	42
	<i>en zone sensible<sup>(2)</sup></i>	3	0
	<i>avec plan de réhabilitation</i>	23	17
<b>TOTAL</b>	Nombre de carrières	78	83
	<i>en zone sensible<sup>(2)</sup></i>	17	14
	<i>avec plan de réhabilitation</i>	55	48

<b>Gestion des carrières, granulats<sup>(1)</sup></b>		<b>2013</b>	<b>2012</b>
Marchés matures	Nombre de carrières	96	93
	<i>en zone sensible<sup>(2)</sup></i>	56	57
	<i>avec plan de réhabilitation</i>	94	91
Marchés émergents	Nombre de carrières	5	5
	<i>en zone sensible<sup>(2)</sup></i>	1	1
	<i>avec plan de réhabilitation</i>	4	4
<b>TOTAL</b>	Nombre de carrières	101	98
	<i>en zone sensible<sup>(2)</sup></i>	57	58
	<i>avec plan de réhabilitation</i>	98	95

(1) Le nombre de carrières fait référence aux sites individuels d'extraction.

(2) Les zones sensibles ont été formellement identifiées par des organismes nationaux ou internationaux de préservation de la biodiversité, de la faune et de la flore (Natura 2000, Ramsar Convention, Unesco World Heritage, IUCN, législations locales ou nationales et autres).

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	<b>Protection environnementale</b>	<b>221</b>
Comptes consolidés	<b>Production responsable</b>	<b>231</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## 6.5 Production responsable

### Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Ciments Français, fidèle à la politique de développement durable d'Italcementi, cherche à établir et à entretenir des relations avec les fournisseurs basées sur un échange transparent d'informations et d'engagements réciproques. Toutes ses filiales s'engagent également à appliquer le principe d'égalité à ses employés, fournisseurs et sous-traitants qui travaillent dans ses locaux.

2013 représente une année charnière dans l'approche de gestion d'Italcementi Group avec la publication du Guide de l'approvisionnement mondial (*Global Procurement Handbook*). Ce guide permet aux spécialistes des offres de marché d'ajuster leur méthode de travail à la recherche d'une plus grande efficacité, d'une gouvernance accrue et d'une diffusion plus large des meilleures pratiques. Le but ultime est l'harmonisation des pratiques dans les différents pays. En parallèle, une équipe spécialisée composée de membres du département des achats, de juristes et d'experts en développement durable a mis au point un manuel des contrats (*Contract Handbook*), qui deviendra l'outil de référence en matière de contrats standard.

La nouvelle procédure de sélection des fournisseurs figure dans le guide de l'approvisionnement et s'inspire des dix principes du Pacte mondial des Nations unies. Elle vise à éliminer toute possibilité de travailler avec des sous-traitants et des fournisseurs présentant des risques financiers, techniques ou éthiques importants. Elle stipule que toutes les entreprises traitant avec Ciments Français doivent accepter et respecter des exigences minimales non négociables et satisfaire à une évaluation préliminaire avant d'entrer dans notre chaîne d'approvisionnement. Les exigences minimales, définies à partir des principes des Nations unies, de l'Organisation internationale du travail et de gestion de la qualité ISO, imposent au fournisseur de respecter les droits humains élémentaires, garantir des conditions de travail décentes, la liberté d'association et la négociation collective, de limiter les impacts sur l'environnement et de refuser toute forme de corruption et de criminalité. Dans le cadre d'un périmètre d'application défini à partir du risque potentiel associé à l'offre, le fournisseur fait l'objet d'un contrôle supplémentaire de manière indirecte à l'aide de questionnaires précis portant sur des critères financiers, techniques et environnementaux qui peuvent également être confirmés par des évaluations directes. Ciments Français commence à instaurer cette nouvelle approche dans ses processus d'approvisionnement. Des informations plus approfondies seront disponibles dans les prochains rapports.

Une des règles infrangibles mise en œuvre dans le Groupe est la séparation des tâches sur les différentes étapes du processus d'approvisionnement (formalisation et génération des besoins d'achat, identification et sélection des fournisseurs, réception et paiement des approvisionnements). Faire largement jouer une concurrence loyale parmi les vendeurs qualifiés est une bonne pratique encouragée. L'existence et l'adoption d'outils, de formulaires et de modèles standard permettent la transparence dans le processus d'engagement. Elles garantissent l'égalité des chances pour tous les fournisseurs et les sous-traitants qui s'engagent à respecter les principes d'Italcementi Group en matière d'environnement et de fiabilité éthique dans l'exercice de ses activités.

Depuis 2013, Italcementi codirige le groupe de travail sur la durabilité dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le cadre de l'Initiative ciment pour le développement durable du WBCSD. Le groupe de travail implique les départements Achats et Développement durable des entreprises membres de l'Initiative ciment. 2013 a été consacré à la collecte d'informations sur les bonnes pratiques dans le ciment et autres secteurs, et au développement d'une liste commune de critères valables à la fois pour l'évaluation de la durabilité et la gestion des fournisseurs. La plupart des thèmes liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement pourraient être abordés efficacement comme un secteur à part entière, permettant de déclencher les changements collectifs nécessaires dans tous les pays. 2014 s'intéressera à la publication du premier guide des bonnes pratiques et à l'organisation de sessions de formation pour les directions des achats, les fournisseurs sélectionnés et les intervenants extérieurs concernés. Afin d'obtenir un engagement maximum, des réunions d'information seront organisées dans des pays ayant des intérêts communs parmi les membres de l'Initiative ciment (Grèce, Égypte, Inde).

## Satisfaction de la clientèle

Ciments Français et ses filiales s'engagent à promouvoir la recherche et l'innovation en mettant sur le marché de nouveaux produits, applications et services, en réponse aux besoins actuels et futurs des clients. Ils visent aussi à établir et entretenir des relations avec la clientèle basées sur un échange transparent d'informations et d'engagements réciproques.

Conformément aux directives d'Italcementi en matière de ventes mondiales et de marketing, Ciments Français lance régulièrement des enquêtes de satisfaction clients destinées à instaurer une politique de ventes réellement proactive. En 2013, l'indice absolu a révélé un taux de satisfaction moyen à élevé, légèrement en hausse par rapport à 2012 grâce aux résultats positifs recueillis au Moyen-Orient et en Extrême-Orient. L'indice relatif a montré un niveau de satisfaction moyen de Ciments Français par rapport à ses concurrents, avec une hausse générale dans tous les pays. Les résultats des enquêtes de satisfaction auprès de la clientèle sont publiés et accessibles au public sur les sites internet locaux.

En 2013, Ciments Français a lancé le nouveau projet stratégique d'Italcementi (i.nova) qui vise à transférer ses valeurs au marché et à fournir une méthodologie claire et standardisée de reconnaissance des produits, destinée à produire de la valeur ajoutée et à faciliter la sélection des produits, grâce à une réorganisation de son portefeuille de produits basée sur les performances.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations supplémentaires sur les marchés desservis et les résultats de satisfaction par groupe.

### Satisfaction de la clientèle : Indice absolu (1-1000)

Zone géographique	TOTAL	Centrales à béton	Distributeurs	Produits préfabriqués	Sous-traitants	Prémélangeurs et autres
Europe de l'Ouest	802	805	877	779	794	794
Amérique du Nord	867	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>
Europe émergente, Moyen-Orient et Afrique du Nord	792	824	788	726	803	790
Asie	823	828	821	846	820	908
Négoce ciment & clinker	759	919	787	–	870	714
<b>Groupe</b>	<b>809</b>	<b>820 *</b>	<b>795 *</b>	<b>779 *</b>	<b>806 *</b>	<b>828 *</b>

\* Hors Amérique du Nord.

### Satisfaction de la clientèle : Indice relatif (1-1000)

Zone géographique	TOTAL
Europe de l'Ouest	759
Amérique du Nord	837
Europe émergente, Moyen-Orient et Afrique du Nord	830
Asie	636
Négoce ciment & clinker	722
<b>Groupe</b>	<b>751</b>

### Satisfaction globale de la clientèle

	% de couverture		Résultats (ICP/1 000)	
	2013	2012	2013	2012
Indice absolu	99 *	99	809	798
Indice relatif	99 *	99	751	680

\* Hors Koweït.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	<b>Production responsable</b>	<b>231</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Qualité

Ciments Français, fidèle à sa politique Qualité, travaille pour garantir et sans cesse améliorer la qualité de ses produits, processus et services. Toutes les filiales sont engagées dans une démarche systématique visant à répondre à des exigences de qualité, à générer de la valeur ajoutée tout au long de la durée de vie des produits et à améliorer les relations clients / fournisseurs.

Tous les sites ont adopté des systèmes de gestion de la qualité soumis à des audits réguliers et des mises à jour périodiques. Le tableau ci-dessous présente des informations sur la répartition de la certification ISO 9001.

Les produits sont certifiés aux normes commerciales applicables localement ou, si nécessaire, à qualification spécifique, telle que la certification de l'API pour les ciments utilisés dans les puits de pétrole.

i.nova, le nouveau système de promotion de la marque lancé en 2013, est une preuve tangible de l'engagement actif de Ciments Français pour une amélioration constante de ses produits et de ses offres.

Catégorie de ciment (% volumes de production)	2013	2012
Ciment Portland ordinaire	57	57
Ciment au calcaire	20	20
Ciment composé	8	9
Ciment de cendre volante	6	5
Ciment laitier	6	6
Autres	3	3

\* Le contenu recyclé ne tient pas compte des matériaux recyclés utilisés dans la préparation du clinker ou des combustibles de substitution. Il se rapporte uniquement aux additions minérales au clinker dans la formulation du ciment.

## Innovation et construction durable

Ciments Français contribue à l'engagement d'Italcementi envers la recherche et l'innovation ; cet engagement joue un rôle stratégique en tant que garant de la croissance, de la compétitivité globale et de la contribution à une meilleure qualité de vie dans le respect de l'environnement. Le montant moyen des investissements est resté stable au cours des trois dernières années à 13,6 millions d'euros, dont 70 % au titre de la recherche et du développement et 30 % pour le transfert des technologies. L'indice contributif du caractère innovant des produits (taux d'innovation) en terme de chiffres d'affaires opérationnel a fortement progressé en 2013 grâce à l'inclusion du SISTEMA et la forte amélioration de certains des pays soit matures, soit émergents.

Taux d'innovation (en %)	2013 <sup>(1)</sup>	2012 <sup>(2)</sup>
Marchés matures	4,7	2,9
Marchés émergents	6,2	3,3
<b>Groupe</b>	<b>4,7</b>	<b>2,9</b>

(1) SISTEMA inclus. (2) SISTEMA exclus.

Condition de nouveauté 2013 (en %)	radical	marginal	établi
Marchés matures	4,5	24,5	21,9
Marchés émergents	5,0	43,9	0,2
<b>Groupe</b>	<b>9,5</b>	<b>68,4</b>	<b>22,1</b>

Un des secteurs clés de la recherche concerne les produits innovants pour la construction durable. L'innovation au niveau des produits a pour but de fournir des matériaux et des structures qui favorisent la réduction des besoins énergétiques dans les systèmes de chauffage et de rafraîchissement grâce à une meilleure isolation thermique et acoustique. Il s'agit de produits plus sûrs, parasismiques par exemple, ou conçus pour résister au feu, aux radiations, aux catastrophes naturelles, ou également des produits plus confortables ou plus beaux, mieux intégrés au territoire et au contenu architectural. Les matériaux cimentaires sont, de par leur nature, adaptés aux changements climatiques, du fait de leur durabilité et de leur résistance ; l'innovation contribue à améliorer encore ces performances.

Des projets de recherche importants sont développés avec des universités dans le domaine des bétons et micro-bétons structuraux, pour des produits à haute résistance conçus pour la modernisation et la reprise de conformité des structures et des bâtiments, comme par exemple les édifices à risques sismiques. Une grande importance est accordée à la recherche sur l'utilisation des matériaux recyclés en remplacement de ressources naturelles. En ce qui concerne les ciments à faible teneur en clinker, les nouveaux types de ciment à base de produits sulfo-alumineux améliorés contenant de l'alumine recyclée et à faible impact carbone constituent un exemple réussi. D'autres applications de ces produits, comme celles destinées aux structures, font l'objet d'études. Pour le béton et le mortier, de nouveaux matériaux recyclés disponibles localement sont étudiés et testés afin d'évaluer les bénéfices additionnels potentiels, en termes d'amélioration des performances.

Ciments Français s'efforce de fournir des solutions de conception intégrée, permettant de développer des applications de nos produits qui répondent aux exigences de systèmes holistiques de notation mondialement reconnus. Dans le cas de chantiers de construction, il s'agit de solutions pour le traitement et la récupération des déchets de construction et de démolition, et l'utilisation de matériaux de provenance locale. Pour les surfaces, les solutions englobent l'utilisation de matériaux pour lutter contre l'effet îlot de chaleur et favoriser les mécanismes naturels de drainage de l'eau. En ce qui concerne les structures, il s'agit de matériaux aux propriétés renforcées d'isolation thermique, résistance, durabilité et importance du contenu recyclé.

Pour évaluer l'aspect durable du portefeuille i.nova, une méthodologie a été développée qui tient compte des principes de durabilité des produits. Actuellement utilisée dans un système de notation interne et un système d'évaluation des produits, elle utilise l'empreinte carbone et l'empreinte énergétique comme impacts de référence. En outre, la méthode d'analyse du cycle de vie (ECV), qui quantifie l'empreinte environnementale d'un produit au travers d'une série d'indicateurs d'impact, est introduite au stade de la conception en laboratoire.

Aux termes de recherche et d'essais probants, les produits sont développés à une échelle supérieure avant la mise sur le marché. L'innovation au profit de solutions durables pour le bâtiment est présente dans toutes les familles i.nova. Les produits des différentes familles bénéficient souvent de propriétés durables intégrées, comme une faible teneur en carbone ou un contenu recyclé élevé ; par exemple, il existe des composants sulfo-alumineux à la fois dans les produits des familles i.speed et i.tech.

Les produits avec des propriétés durables sont regroupés dans des familles aux noms évocateurs, pour faciliter la compréhension. Les produits isolants de la famille i.clime® favorisent les économies d'énergie, il s'agit surtout de béton léger et à faible densité. Termovoil est un exemple de béton structurel avec de grandes propriétés d'isolation thermique. Les produits de la famille i.sound pour la performance acoustique, sont plus particulièrement destinés au lissage des sols. On obtient les propriétés d'isolation phonique grâce à l'ajout de jusqu'à 30 % de granulats en plastique recyclé, provenant de pneus usagés par exemple. Les produits de la famille i.idro permettent une meilleure gestion de l'eau, comme i.idro DRAIN, le mélange exclusif pour les trottoirs, les routes, les passages et les parcs de stationnement poreux et perméables, étudié pour la gestion des eaux de pluie et des eaux de ruissellement. La famille des produits i.active à base de TX Active®, le principe photocatalytique pour les produits cimentaires permet de réduire les polluants atmosphériques organiques et inorganiques. Des études récentes ont confirmé les propriétés bactériostatiques et anti-algues des produits TX Active® qui entravent le développement et la reproduction des bactéries, des champignons et des algues, ainsi que l'effet désodorisant. Les substances aromatiques dans des endroits situés à l'intérieur d'un bâtiment peuvent donc être limitées, avec une amélioration de la qualité de l'air et une réduction des odeurs désagréables. En 2013, de nouvelles applications à base de TX Active® sont venues agrandir la famille, comme des revêtements et de la peinture.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	<b>Production responsable</b>	<b>231</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les performances durables sont détaillées dans les brochures produits. Italcementi développe également et publie des déclarations environnementales de produit (EPD), conformes aux normes internationales, pour une communication transparente avec les personnes concernées sur les performances environnementales de produits particuliers, comme i.idro drain et i.speed Alicem.

Ciments Français contribue à l'engagement d'Italcementi en faveur d'une construction durable. Cette contribution se reflète dans le centre de recherche, i.lab, qui a certifié dans le système international de certification de la construction et enregistré *Leed NC Platinum*. i.lab se distingue par l'utilisation de matériaux à fort contenu recyclé (ciment laitier pour le renforcement de la structure en béton à 38 % de contenu recyclé), gestion des déchets de construction, matériaux de provenance locale, matériaux renouvelables, matériaux à faible taux d'émissions et bois certifié. Des bétons spéciaux ont été utilisés comme les bétons auto-plaçants et les bétons à haute résistance.

<b>Contenu recyclé* de produits cimentaires</b> (% volumes de production)	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Produits avec > 30 % de composants recyclés	7,4	4,7
Produits avec > 20 % de composants recyclés	8,7	8,3
Produits avec > 10 % de composants recyclés	14,9	13,9
Produits avec composants recyclés	82,2	51,6

\* Le contenu recyclé ne tient pas compte des matériaux recyclés utilisés dans la préparation du clinker ou des combustibles de substitution. Il se rapporte uniquement aux additions minérales au clinker dans la formulation du ciment.

<b>Contenu recyclé * moyen des produits en béton</b> (en %)	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Groupe	2,1	–

\* Contenu recyclé comme les déchets industriels, les sous-produits ou les granulats recyclés ou également le contenu recyclé de ciment usagé.

## 6.6 Rapports et informations complémentaires

### Correspondance avec le Grenelle 2 (décret n° 2012-557 du 24 avril 2012)

Les informations de nature extra-financière fournies par Ciments Français sont conformes à la loi française du 12 juillet 2010 (Grenelle 2), article 225.

Thèmes	Sous-thèmes	Page de référence
<b>Sociétal</b>		
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	En matière d'emploi et de développement régional	212, 215
	Sur les populations riveraines ou locales	212, 215
Relations entretenues avec les personnes ou organisations intéressées par l'activité de l'entreprise	Les conditions de dialogue avec ces personnes ou organisations	219, 220
	Les actions de partenariat ou de mécénat	219, 220
Sous-traitance et fournisseurs	La prise en compte dans la politique d'achat de la société des enjeux sociaux et environnementaux	231
	Politique d'approvisionnement responsable	231
Loyauté des pratiques	Les actions engagées pour prévenir la corruption	211, 212
	Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	218, 219
Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	Actions engagées en faveur des droits de l'homme	212 – 214
<b>Social</b>		
Emploi	L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique	214, 215
	Les embauches et les licenciements	214, 215
	Les rémunérations et leur évolution	214, 215
Organisation du travail	L'organisation du temps de travail	213, 214
	L'absentéisme	213, 214
Relations sociales	L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	213
	Le bilan des accords collectifs	213
Santé et sécurité	Les conditions de santé et de sécurité au travail	216, 217
	Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	216, 217
	Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	217, 218, 219
Formation	Les politiques mises en œuvre en matière de formation	212, 213
	Le nombre total d'heures de formation	215, 216

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport et informations complémentaires</b>	<b>236</b>
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

<b>Thèmes</b>	<b>Sous-thèmes</b>	<b>Page de référence</b>
Diversité et égalité des chances / égalité de traitement	La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	212
	La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	212
	La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de la lutte contre les discriminations	212
Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT relatives	Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	213
	A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	213
	A l'élimination du travail forcé ou obligatoire	213
	A l'abolition effective du travail des enfants	213, 231
<b>Environnement</b>		
Politique générale en matière environnementale	L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	224
	Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	224
	Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	224
	Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours	148, 224, 225
Pollution et gestion des déchets	Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	224, 225
	Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	224, 225
	La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	224, 225
Utilisation durable des ressources	La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	227, 228
	La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	228 – 230
	La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	221 - 224
	L'utilisation des sols	230
Changement climatique	Les rejets de gaz à effet de serre	221 – 224
	L'adaptation aux conséquences du changement climatique	221 – 224
Protection de la biodiversité	Les mesures prises pour développer la biodiversité	229 - 230

---

## Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant dont la recevabilité de la demande d'accréditation a été admise par le COFRAC sous le numéro 3-1050 et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de la société Ciments Français, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2013, présentées dans le chapitre 6 du rapport de gestion, ci-après les « Informations RSE », en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

### Responsabilité de la société

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, conformément aux référentiels utilisés par la société, composés de standards externes élaborés par la Cement Sustainable Initiative (CSI) du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) disponibles sur le site internet du WBCSD-CSI<sup>1</sup> et des procédures spécifiques de la société, dont un résumé figure dans le tableau situé au paragraphe « Matérialités et limites » du chapitre 6.6 « Rapports et informations complémentaires » du rapport de gestion (ci-après les « Référentiels »).

### Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

---

1. <http://www.wbcscement.org/>

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport et informations complémentaires</b>	<b>236</b>
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 6 personnes entre octobre 2013 et mars 2014 pour une durée d'environ 12 semaines.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000<sup>2</sup>.

### 1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical information

## 2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

### Nature et étendue des travaux

Nous avons mené 17 entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions concernées, en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d’apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité et leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d’un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l’exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l’élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l’étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l’importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes<sup>3</sup> :

- au niveau de l’entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions, etc.), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;

**3. Informations environnementales** : la politique générale en matière d’environnement, les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l’air, l’utilisation durable des ressources, et notamment la consommation de matières premières, d’énergie et les prélèvements d’eau, les rejets de gaz à effet de serre, les mesures prises pour développer la biodiversité.

**Informations sociétales** : les conditions de dialogue avec les parties prenantes, l’importance de la sous-traitance et la prise en compte dans la politique d’achat et les relations avec les fournisseurs et sous-traitants des enjeux sociaux et environnementaux, le taux d’innovation, la loyauté des pratiques, et notamment les actions engagées pour prévenir la corruption.

**Informations sociales** : l’emploi (l’effectif total et répartitions, les embauches et les licenciements), les relations sociales, les conditions de santé sécurité au travail, les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité ainsi que le nombre de travailleurs potentiellement exposés ayant fait l’objet d’une évaluation complète pour les poussières, la silice cristalline, le bruit et les vibrations, les politiques mises en œuvre en matière de formation, le nombre total d’heures de formation, la diversité et l’égalité des chances et de traitement (les mesures prises en matière d’égalité homme femme, l’emploi et l’insertion des personnes handicapées, la lutte contre les discriminations), la promotion et le respect des stipulations des conventions fondamentales de l’OIT.

La liste des Indicateurs Clé de Performance (ICP) est détaillée dans le tableau situé au paragraphe « Matérialités et limites » du chapitre 6.6 « Rapports et informations complémentaires » du rapport de gestion

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport et informations complémentaires</b>	<b>236</b>
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

– au niveau d'un échantillon représentatif de sites et d'entités opérationnelles que nous avons sélectionnés<sup>4</sup> en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 65 % des effectifs et 46% des informations quantitatives environnementales<sup>5</sup>.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

## Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

4. Trois cimenteries : Pukrang (Thaïlande), Malaga (Espagne) et Suez (Egypte) ; quatre entités opérationnelles : Unibéton et CCB (France et Belgique, agrégats et béton), ACC-JCC et ACP-JCP (Thaïlande, ciment et béton), FyM (Espagne, ciment, agrégats et béton) et Suez (Egypte, ciment).

5. 29% des émissions de CO<sub>2</sub>, 45 % en moyenne sur les émissions de SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussières, 42 % sur les consommations de matières premières pour le ciment, 71 % sur les consommations de matières premières pour le béton, 43 % pour les consommations de combustibles, 78 % des carrières et 15 % des prélèvements d'eau.

## Observations

Sans remettre en cause la conclusion ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

- Des erreurs de compréhension ont été observées dans le calcul de l'indicateur de consommation totale de matières premières pour le béton au niveau de plusieurs filiales, avec l'inclusion à tort des consommations de ciment. Ces erreurs non significatives ont été corrigées.
- Pour le calcul de l'indicateur sur les heures de formation, les données de l'Egypte incluent un nombre important, mais non significatif, d'heures de formation d'étudiants dont certains n'ont pas rejoint l'effectif du groupe. Les heures de formation de ceux qui ne font finalement pas partie de l'effectif auraient dû être rapportées au titre des « Initiatives à caractère social », mais n'ont pas pu être précisées pour la publication de ce rapport.

Paris-La Défense, le 18 mars 2014

L'Organisme Tiers Indépendant  
ERNST & YOUNG et Associés



Christophe Schmeitzky  
Associé Développement durable



Bruno Perrin  
Associé

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Perspectives	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection environnementale	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport et informations complémentaires</b>	<b>236</b>
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

## Reporting et autres informations

### Matérialité, limites et méthode de présentation

Ciments Français, fidèle à sa politique sociale, vise à maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les parties prenantes intéressées.

Ciments Français s'est donc engagé à sans cesse améliorer la qualité, le contenu, l'exhaustivité et la fiabilité de ses informations afin de garantir une transparence optimale. Il consolide et publie ses résultats en matière de développement durable depuis 2002.

Les informations sur le développement durable sont préparées par le département Développement durable d'Italcementi Group et validées au niveau du conseil d'administration. Les thèmes abordés ont été sélectionnés conformément à la matrice de matérialité d'Italcementi ; ils visent à fournir au lecteur un aperçu des principaux défis et impacts économiques, sociaux et environnementaux. Les informations sont recueillies dans une base de données centralisée à l'aide de questionnaires ciblés distribués dans les filiales et vérifiés par des tiers. Les informations extra-financières publiées par Ciments Français sont conformes aux exigences de la loi française du 12 juillet 2010 (Grenelle II), article 225 et aux directives de la *Global Reporting Initiative*, version 4.

Sauf indication contraire, les informations publiées en matière de durabilité couvrent toutes les activités contrôlées par Ciments Français à la fin 2013. À l'intérieur de cette période, les données sont consolidées à 100 %. Ciment Québec au Canada et Vassiliko Cement Works à Chypre en sont donc exclus.

Les données relatives aux émissions de CO<sub>2</sub> sont les seules données retraitées sur les années antérieures afin de maintenir la comparabilité, tel que précisé et requis par le Protocole des émissions de gaz à effet de serre du WBCSD appliqué par le Groupe.

Les secteurs opérationnels sont les suivants :

- Marchés matures : France et Belgique, Grèce, Espagne, Canada & U.S.A. ;
- Marchés émergents : Bulgarie, Égypte, Maroc, Koweït, Inde, Kazakhstan, Thaïlande ;
- Négoce : activités ciment et clinker en Albanie, Gambie, Mauritanie et Sri Lanka, ainsi que les exportations directes vers les marchés non desservis par les filiales de Ciments Français ;
- Autres opérations : cette catégorie regroupe les activités de Ciments Français SA, ainsi que les approvisionnements en combustibles solides et liquides effectués pour le compte des sociétés du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe sont les suivants :

- Opérations liées à la production et à la vente de ciment/clinker ;
- Opérations liées aux matériaux de construction (béton prêt à l'emploi et granulats) ;
- Autres opérations (transports, ingénierie, e-business et énergie).

### Matérialité et limites

Les informations publiées sont sous la responsabilité de Ciments Français. Ernst & Young, auditeur externe indépendant, a procédé à la vérification des indicateurs les plus pertinents. Par ailleurs, pour la deuxième année, Ciments Français a décidé que les résultats de cet audit figureraient dans la section extra-financière.

Le tableau suivant présente un résumé des procédures internes relatives aux indicateurs clé de performance (ICP) faisant l'objet d'un audit externe.

Référence interne	Indicateurs clés de performance	Description sommaire
SDD001 Procédure de déclaration des émissions atmosphériques	Poussière, NO <sub>x</sub> , SO <sub>2</sub> : Émissions absolues et spécifiques	La procédure couvre les émissions polluantes à la cheminée et au niveau du bypass des fours des cimenteries. Elle définit les exigences en matière de tests de qualité et recommande des méthodes de mesure selon les « Directives de l'Initiative ciment sur le reporting et le contrôle des émissions, mars 2005 ». Les informations sont entrées dans la base de données Groupe et consignées dans un rapport grâce au logiciel de reporting Groupe ou des feuilles de calcul spécifiques. Les émissions spécifiques sont établies à partir des mesures disponibles (continues ou ponctuelles), les émissions absolues font l'objet d'une extrapolation pour tous les fours.
SDD002 Mode de déclaration du CO <sub>2</sub>	Émissions brutes absolues et spécifiques de CO <sub>2</sub> et émissions de CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'électricité	La procédure est conforme au protocole de l'Initiative ciment du WBCSD : « Comptabilisation et reporting CO <sub>2</sub> dans l'industrie du ciment, juin 2005 » ver. 2. Les émissions brutes absolues et spécifiques de font l'objet d'un rapport au SDD au moyen de la feuille de calcul du protocole CO <sub>2</sub> de l'Initiative ciment du WBCSD. Les émissions de CO <sub>2</sub> tiennent compte des émissions directes totales, à l'exception des combustibles issus de la biomasse. Les produits cimentaires tiennent compte à la fois de la production de clinker et des ajouts minéraux utilisés pour le broyage du ciment.
SDD011 Instructions concernant les rapports ISO 14001	Pourcentage d'installations certifiées ISO 14001	Les installations certifiées ISO 14001 sont constituées d'installations des opérations Ciment, Granulats ou Béton (cimenteries, centres de broyage, carrières et production de granulats, centrales à béton) ayant développé et mis en place des systèmes de gestion environnementale conformes aux exigences de la norme ISO 14001:2004, dûment certifiés par des organismes reconnus.
SDD012 Instructions concernant les rapports sur les matières premières	Consommation totale de matières premières et de matières premières de substitution pour le ciment	La procédure définit ce que sont les matières premières naturelles et les matières premières de substitution. Le Centre Technique Groupe récupère les informations à partir de la base de données Groupe ; les chiffres ont été approuvés par les filiales avant l'envoi au département du développement durable. Les tonnes sèches de matières premières et matières premières de substitution sont décrites conformément aux directives de l'Initiative ciment pour le développement durable pour la sélection et l'utilisation des combustibles et des matières premières dans le processus de fabrication du ciment.
SDD013 Instructions concernant les rapports sur les combustibles	Consommation totale de combustibles et de combustibles de substitution	La procédure donne une définition des combustibles conventionnels et des combustibles de substitution. Le Centre Technique Groupe récupère les informations à partir de la base de données Groupe ; les chiffres ont été approuvés par les filiales avant l'envoi au département du développement durable. La puissance thermique issue des combustibles conventionnels et des combustibles de substitution est décrite conformément aux directives de l'Initiative ciment pour la sélection et l'utilisation des combustibles et des matières premières dans le processus de fabrication du ciment.
SDD016 Instructions de réhabilitation des carrières	Pourcentage de carrières avec un plan de réhabilitation	Les carrières d'où sont extraites les matières premières destinées aux cimenteries et aux granulats sont couvertes par les instructions et les exigences minimales pour l'évaluation des plans de réhabilitation. Les carrières ou les zones limitrophes protégées doivent être identifiées (aucun critère de distance n'est stipulé dans l'instruction).
SDD017 Hygiène industrielle – Évaluation du milieu de travail	Pourcentage d'employés potentiellement exposés à la poussière, la silice, le bruit et les vibrations couverts par l'évaluation du milieu de travail	La procédure stipule que les employés potentiellement exposés à la poussière, la silice, le bruit et les vibrations doivent être évalués au regard des normes internationales recommandées dans la procédure. Des valeurs défaut peuvent être utilisées pour corriger des rapports incomplets transmis par les pays, uniquement lors de la définition du nombre d'employés potentiellement exposés. L'activité de surveillance est toujours justifiée par des informations concrètes.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	210
Présentation du Groupe	Objectifs et ambitions	212
Gouvernement d'entreprise	Responsabilité sociale	212
Commentaires sur l'exercice	Protection de l'environnement	221
Comptes consolidés	Production responsable	231
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport et informations complémentaires	236
<b>Informations sur le développement durable</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Référence interne	Indicateurs clés de performance	Description sommaire
Guide de management de la Sécurité	Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt	La base de données Groupe, automatiquement mise à jour au niveau site, calcule les accidents avec arrêt (jours) par an et par million d'heures travaillées, conformément aux définitions de l'Initiative ciment pour le développement durable du WBCSD.
N4 Innovation Groupe	Pourcentage de chiffre d'affaires provenant de produits innovants	Le taux d'innovation correspond au ratio entre le chiffre d'affaires réalisé sur les ventes de produits innovants par rapport au chiffre d'affaires total. Les projets d'innovation sont identifiés en tant que Nouveaux produits (ciments et liants, bétons prêt à l'emploi, adjuvants, mortiers, etc.), Nouvelles applications (nouvelles solutions de construction même avec des produits existants), Nouveaux services relatifs à l'activité développement durable, distribution et emballage, Nouveaux procédés de fabrication représentés par les nouveaux procédés de fabrication disponibles sur le marché après une période de développement interne d'un savoir faire et de brevets spécifiques. Les projets d'innovation sont classés en trois catégories : établi (processus Produit-Application-Service-Fabrication déjà présent sur le marché de référence de la filiale et dans l'offre de la filiale), marginal (processus Produit-Application-Service-Fabrication déjà présent sur le marché de référence de la filiale mais pas dans l'offre de la filiale), radical (processus Produit-Application-Service-Fabrication nouveau sur le marché de référence de la filiale et dans l'offre de la filiale). En fonction du caractère innovant, la période d'innovation peut varier de 3 ans minimum à 9 ans maximum. Le taux d'innovation comprend les adjuvants sans limite de durée en raison de l'adaptation permanente du produit. Elle concerne aussi le ciment en cas de ventes communes d'adjuvants et de ciment à des tiers. Les produits existants qui ont été repositionnés en raison de leur contribution au développement durable sont également inclus dans le taux d'innovation.
Base de données Ressources humaines	Nombre total d'employés par genre, âge et distribution géographique	La base de données sur les ressources humaines qui repose sur le système SAP recueille des informations sur le sexe et l'âge des employés, ainsi que des données géographiques.
Base de données Ressources humaines	Mouvements du personnel	La base de données sur les ressources humaines qui repose sur le système SAP répertorie les entrées et sorties, classées en plusieurs catégories en fonction de leur type à l'intérieur du périmètre du Groupe, ou les réaffectations entre les différentes filiales.
Système de gestion de la formation	Heures de formation et programmes spécifiques	Les activités de formation concernent 4 domaines principaux : Conformité et limitation des risques, efficacité, développement durable et innovation, et développement du capital humain. Les heures de formation sont égales au total des heures passées en formation (sans distinction de méthode : en classe, sur le terrain, e-learning, etc.) pour chaque domaine de formation, par sexe et par catégorie de personnel (cadre, non cadre, employé). Les informations chiffrées sont collectées dans chaque pays deux fois par an (en juillet et en janvier) grâce à un système en ligne.

## Glossaire

<b>CEO</b>	Chief Executive Officer (directeur général)
<b>COO</b>	Chief Operating Officer (directeur général délégué)
<b>IBB</b>	Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois
<b>ICP</b>	Indicateurs clé de performance
<b>ISO 14001</b>	International Standards Organization model for management and external certification of environmental performance
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
<b>WBCSD</b>	World Business Council for Sustainable Development ou Conseil mondial des entreprises pour le développement durable
<b>CSI</b>	Cement Sustainability Initiative

## Composants chimiques et unités de mesure

<b>CO<sub>2</sub></b>	dioxyde de carbone
<b>SO<sub>2</sub></b>	dioxyde de soufre
<b>NO<sub>x</sub></b>	oxydes d'azote
<b>CO</b>	monoxyde de carbone
<b>VOC</b>	composés volatiles organiques
<b>PCB</b>	polychlorobiphényles
<b>CFC</b>	chlorofluorocarbones
<b>ng</b>	nanogramme (0,000000001 g)
<b>mg</b>	milligramme (0,001 g)
<b>g</b>	gramme
<b>kg</b>	kilogramme (1 000 g)
<b>t</b>	tonne (1 000 kg)
<b>kt</b>	kilotonne (1 000 tonnes)
<b>tpd</b>	tonnes par jour
<b>m<sup>3</sup></b>	mètre cube
<b>MJ</b>	mégajoule (1 million de joules)
<b>MW</b>	mégawatt (1 million de watts)
<b>kWh</b>	kilowattheure (1 000 wattheures)
<b>GWh</b>	gigawatt heure (1 milliard de wattheures)





Pour une haute performance acoustique

---

# 7

## Informations sur la société et le capital

7.1	Renseignements généraux concernant l'émetteur . . . . .	250
7.2	Évolution du capital social et des primes d'émission . . . . .	253
7.3	Composition de l'actionnariat Ciments Français . . . . .	254
7.4	Information des actionnaires . . . . .	256
7.5	Politique d'information . . . . .	259
7.6	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français . . .	259
7.7	Consultation des documents . . . . .	261
7.8	Contrats importants . . . . .	261
7.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale . . . . .	261

## 7.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur

### Actes constitutifs et statuts

<b>Raison sociale</b>	CIMENTS FRANÇAIS
<b>Forme</b>	Société anonyme française régie par la loi sur les sociétés commerciales n° 66-537 du 24 juillet 1966
<b>Siège social</b>	Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux
<b>RCS</b>	599 800 885 Nanterre
<b>APE</b>	7010 Z
<b>Date de constitution</b>	1 <sup>er</sup> janvier 1881
<b>Durée</b>	Jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2040 sauf dissolution anticipée ou prorogation
<b>Objet</b> (art. 2 des Statuts)	<p>La société a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'exploitation, la fondation, l'acquisition ou l'aliénation d'usines à ciment, à chaux ou autres liants hydrauliques et matériaux de construction en France, dans les départements d'Outre-mer ou en tout autre pays et, généralement, tout ce qui a rapport à la fabrication, au commerce, à l'industrie, aux applications de tous liants hydrauliques et de tous matériaux de construction ainsi que de tous produits entrant dans cette fabrication ou de tous produits pouvant en dériver ;</li> <li>– toutes études, recherches, expériences, essais intéressant ces applications, techniques et industries ;</li> <li>– la recherche de tous brevets d'invention, la concession de la jouissance desdits brevets, le dépôt de toutes marques commerciales et la concession en jouissance ou autrement des dites marques ;</li> <li>– la prise d'intérêts dans toutes entreprises civiles, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, soit par souscription ou achat de titres ou droits sociaux, création de sociétés nouvelles, apport, soit encore par association ou alliance, prise de commandite et octroi d'avances et de crédit ;</li> <li>– plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant, directement ou indirectement, aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.</li> </ul>
<b>Documents juridiques</b>	Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, rapports des commissaires aux comptes, etc. peuvent être consultés au siège social, Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux.

Message du Directeur Général	<b>Renseignements généraux concernant l'émetteur</b>	<b>250</b>
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	253
Gouvernement d'entreprise	Composition de l'actionnariat Ciments Français	254
Commentaires sur l'exercice	Information des actionnaires	256
Comptes consolidés	Politique d'information	259
Comptes annuels de Ciments Français SA	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient	259
Informations sur le développement durable	Ciments Français	
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	261
Assemblée générale	Contrats importants	261
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	261

## Exercice social

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

## Répartition des bénéfices

(art. 34 des Statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué le prélèvement destiné à constituer le fonds de réserve légale qui doit être au moins égal au minimum obligatoire.

Le solde augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel il est prélevé successivement :

- la somme nécessaire pour distribuer, à titre de premier dividende, un montant égal à 5 % du montant nominal libéré et non amorti du capital social ;
- toutes sommes que l'assemblée générale juge convenable de fixer pour être affectées à tous comptes de réserves spéciales ou générales ;
- la somme nécessaire pour, le cas échéant, distribuer un dividende complémentaire à toutes les actions existantes.

Le solde, s'il en existe, est reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement de ce dividende ou de cet acompte en numéraire ou en actions, dans les conditions et modalités fixées par la loi.

## Assemblées générales

(art. 27 et 28 des Statuts)

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu aux jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer personnellement ou par mandataire aux assemblées s'il est justifié, dans les conditions légales, de l'enregistrement comptable de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Lorsque le vote est exprimé par correspondance, il n'est tenu compte que des formules parvenues à la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Lors de l'assemblée, l'assistance personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou vote par correspondance.

En cas de conflit entre les deux modes de participation, la procuration prime le vote par correspondance, quelle que soit la date respective de leur émission, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

## Actions

(art. 7 des Statuts)

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. La société peut, à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les assemblées générales ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

**Droits de vote**

(art. 28 des Statuts)

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux actions au porteur est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, à la fin de l'année civile précédant la date de réunion de l'assemblée considérée. Ce droit de vote double a été instauré par l'assemblée générale du 16 juillet 1968.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission ou d'apport, le droit de vote double est également conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cesse de plein droit d'être attaché à toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert en propriété.

Néanmoins, conservera le droit acquis ou n'interrompra pas le délai de deux ans ci-dessus fixé tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Au 31 décembre 2013, le nombre d'actions à droit de vote double s'élève à 29 896 081.

**Franchissement de seuils statutaires**

(art. 8 des Statuts)

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui vient à posséder ou à céder un nombre d'actions représentant plus de 2,5 % ou un multiple de 2,5 % du capital social ou des droits de vote, est tenu d'informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours, étant toutefois précisé que pour les seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % et 95 %, le délai est réduit à cinq jours de Bourse.

Les actions, correspondant à la fraction qui aurait dû être déclarée et qui ne l'a pas été, sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi.

**Capital social**

(art. 6 des Statuts)

Le capital social s'élève à 143 192 544 euros au 31 décembre 2013, il est divisé en 35 798 136 actions de 4 euros.

**Capital autorisé**

Le capital au 1<sup>er</sup> janvier 2014 peut être augmenté de 585 700 actions par levée des options de souscription consenties au personnel.

À part les options mentionnées, il n'existe pas d'autres titres donnant accès au capital. Des informations relatives aux plans de souscription ou d'achat d'actions sont données dans les notes explicatives aux comptes consolidés (section 4.6, note 27) et en section 5.1.

Par ailleurs, l'assemblée générale mixte du 11 avril 2013 a délégué au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, jusqu'à concurrence d'un montant nominal de 100 millions d'euros, soit par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital avec droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfiques avec possibilité d'augmenter le montant de l'émission (12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> résolutions).

Le conseil d'administration n'a pas utilisé cette délégation en 2013.

**Nombre d'actionnaires**

Lors de la dernière assemblée générale mixte du 11 avril 2013, le nombre d'actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance était de 548 personnes détenant 91,16 % du capital social.

Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	250
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	253
Gouvernement d'entreprise	Composition de l'actionnariat Ciments Français	254
Commentaires sur l'exercice	Information des actionnaires	256
Comptes consolidés	Politique d'information	259
Comptes annuels de Ciments Français SA	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient	259
Informations sur le développement durable	Ciments Français	
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	261
Assemblée générale	Contrats importants	261
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	261

**Actionnaires ou groupe d'actionnaires contrôlant plus de 2,5 % du capital social** Les membres du conseil d'administration au 31 décembre 2013 détiennent 83,42 % du capital social et 91,40 % des droits de vote.

Le pourcentage du capital détenu par le personnel n'est pas significatif au 31 décembre 2013.

Voir aussi tableaux synoptiques en section 7.3 Composition de l'actionnariat Ciments Français.

## 7.2 Évolution du capital social et des primes d'émission

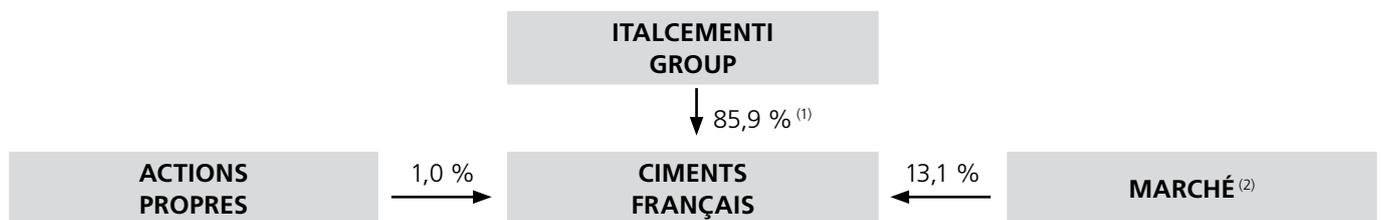
	Mouvements de titres					Capital (en euros)			Primes d'émission, de fusion, d'apport (en euros)		
	Ouverture	Options de souscription d'actions	Annulation d'actions	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture
<b>2008</b>	<b>37 684 634</b>	40 070	964 522	(924 452)	<b>36 760 182</b>	<b>150 738 536</b>	(3 697 808)	<b>147 040 728</b>	<b>941 581 652</b>	1 695 265	<b>943 276 917</b>
<b>2009</b>	<b>36 760 182</b>	29 145	430 505	(401 360)	<b>36 358 822</b>	<b>147 040 728</b>	(1 605 440)	<b>145 435 288</b>	<b>943 276 917</b>	1 689 800	<b>944 966 718</b>
<b>2010</b>	<b>36 358 822</b>	23 050	-	23 050	<b>36 381 872</b>	<b>145 435 288</b>	92 200	<b>145 527 488</b>	<b>944 966 718</b>	1 230 507	<b>946 197 225</b>
<b>2011</b>	<b>36 381 872</b>	-	603 296	(603 296)	<b>35 778 576</b>	<b>145 527 488</b>	(2 413 184)	<b>143 114 304</b>	<b>946 197 225</b>	-	<b>946 197 225</b>
<b>2012</b>	<b>35 778 576</b>	19 560	-	19 560	<b>35 798 136</b>	<b>143 114 304</b>	78 240	<b>143 192 544</b>	<b>946 197 225</b>	819 564	<b>947 016 789</b>
<b>2013</b>	<b>35 798 136</b>	-	-	-	<b>35 798 136</b>	<b>143 192 544</b>	-	<b>143 192 544</b>	<b>947 016 789</b>	-	<b>947 016 789</b>

Au cours de l'exercice 2013, la société Ciments Français SA n'a racheté aucun de ses propres titres et a cédé 13 175 actions propres. Par ailleurs, aucune action n'a été créée suite à la levée d'options de souscription.

Les achats réalisés font l'objet d'une information hebdomadaire publiée sur le site internet de la société à <http://www.cimfra.com>.

## 7.3 Composition de l'actionnariat Ciments Français

### Organigramme simplifié de l'actionnariat Ciments Français au 31 décembre 2013



(1) Dont 2,73 % détenus directement par Italmobiliare S.p.A., société mère d'Italcementi S.p.A.

(2) À la connaissance de la société, il n'existe pas d'actionnaires du marché détenant plus de 5 % du capital et des droits de vote.

Les sociétés Italcementi S.p.A. et Ciments Français sont toutes deux cotées en Bourse.

### Évolution du pourcentage de détention du capital de Ciments Français

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Italcementi S.p.A.	83,16 %	83,16 %	83,20 %
Mandataires sociaux (personnes physiques)	0,26 %	0,28 %	0,28 %
<b>Total mandataires sociaux</b>	<b>83,42 %</b>	<b>83,44 %</b>	<b>83,48 %</b>
Autres sociétés d'Italcementi Group	ns	ns	ns
Italmobiliare S.p.A.	2,73 %	2,73 %	2,43 %
Actions propres	0,98 %	1,01 %	0,21 %
Actionnariat salarié	ns	ns	ns
Public	12,87 %	12,82 %	13,88 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	250
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	253
Gouvernement d'entreprise	<b>Composition de l'actionnariat Ciments Français</b>	<b>254</b>
Commentaires sur l'exercice	Information des actionnaires	256
Comptes consolidés	Politique d'information	259
Comptes annuels de Ciments Français SA	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient	259
Informations sur le développement durable	Ciments Français	
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	261
Assemblée générale	Contrats importants	261
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	261

## Répartition du capital de Ciments Français et des droits de vote associés au 31 décembre 2013

	Italcementi Group	Italmobiliare S.p.A.	Public	Actions propres	Total actions
<b>% intérêt</b>					
Actions nominatives	29 768 425	0	224 163	350 187	30 342 775
Actions au porteur	0	977 051	4 478 310	0	5 455 361
<b>Total actions (toutes de même catégorie)</b>	<b>29 768 425</b>	<b>977 051</b>	<b>4 702 473</b>	<b>350 187</b>	<b>35 798 136</b>
<b>Total % intérêt au 31 décembre 2013</b>	<b>83,16 %</b>	<b>2,73 %</b>	<b>13,13 %</b>	<b>0,98 %</b>	<b>100 %</b>
Total % intérêt au 31 décembre 2012	83,16 %	2,73 %	13,10 %	1,01 %	100 %
<b>% droits de vote</b>					
Actions nominatives	59 536 850	0	351 819	0	59 888 669
Actions au porteur	0	977 051	4 478 310	0	5 455 361
<b>Total droits de vote</b>	<b>59 536 850</b>	<b>977 051</b>	<b>4 830 129</b>	<b>0</b>	<b>65 344 030</b>
<b>Total % droits de vote au 31 décembre 2013</b>	<b>91,11 %</b>	<b>1,50 %</b>	<b>7,39 %</b>	<b>0,00 %</b>	<b>100 %</b>
Total % droits de vote au 31 décembre 2012	91,12 %	1,50 %	7,38 %	0,00 %	100 %

## Composition de l'actionnariat Ciments Français

### Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2013



## Autres informations

Les actions Ciments Français d'Italcementi S.p.A. inscrites au nominatif pur n'ont pas fait l'objet de nantissement.

## 7.4 Information des actionnaires

### Place de cotation

Ciments Français a adhéré au segment Next Prime d'Euronext en 2001.

Toutes les actions sont cotées sur Euronext Paris - Eurolist - Valeurs locales (compartiment A) sous le code ISIN FR0000120982. Elles sont éligibles au SRD (Système de Règlement Différé).

Ciments Français fait partie des valeurs qui composent les indices créés par Euronext début 2005 : CAC Mid and Small et CAC Construction & MAT.

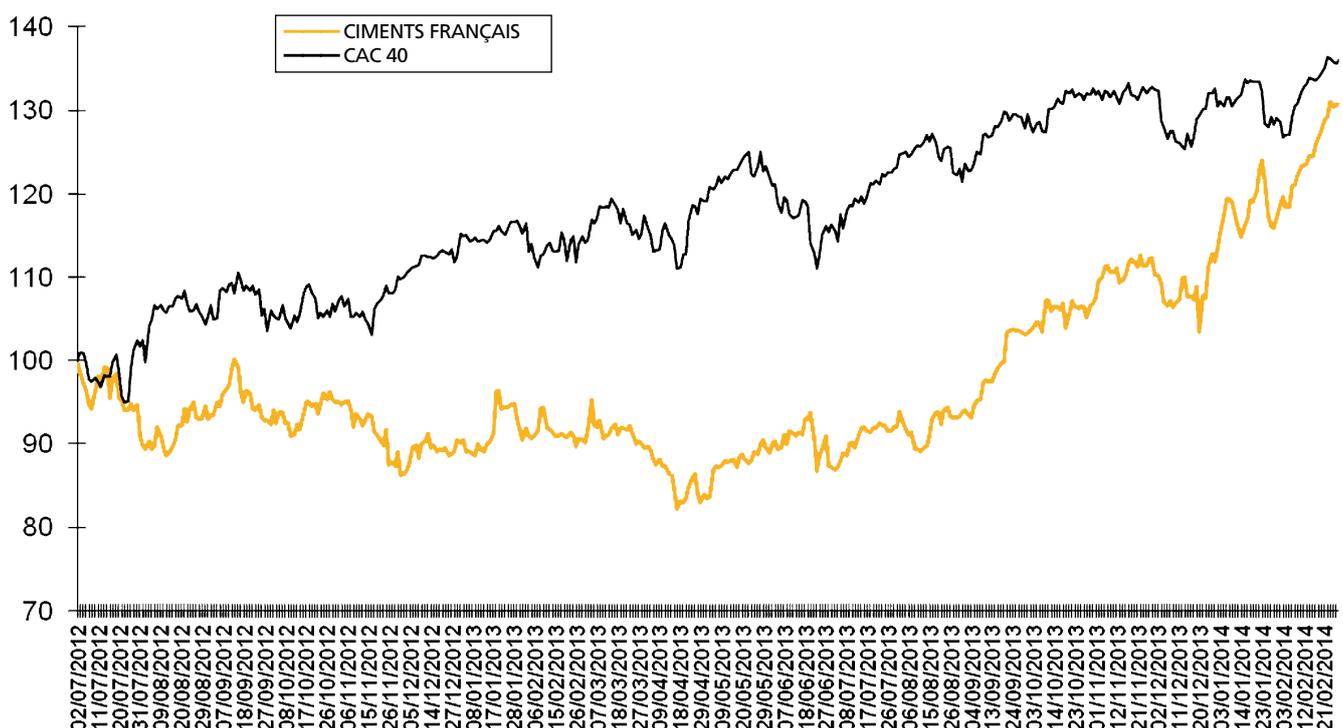
Au 31 décembre 2013, la capitalisation boursière de Ciments Français est de 1,979 milliard d'euros et son capital est de 143 192 544 euros divisé en 35 798 136 actions de 4 euros de nominal chacune.

### Évolution du cours de bourse du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 28 février 2014

(Source Euronext)

Cours le plus haut (en euros)	Cours le plus bas (en euros)	Cours au 28 février 2014 (en euros)	Volume moyen quotidien Titres	Capitaux (en million d'euros)
64,99	40,51	64,50	7 721	0,37

Base 100 au 1<sup>er</sup> juillet 2012

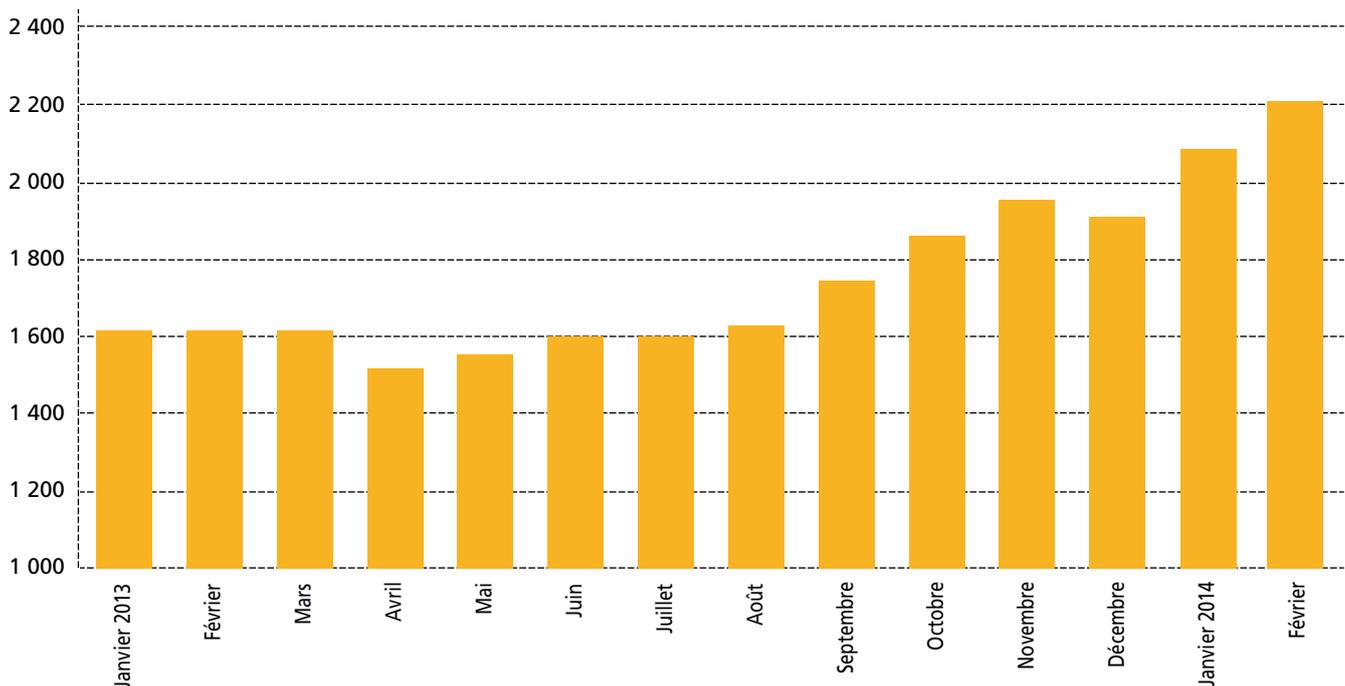


Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	250
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	253
Gouvernement d'entreprise	Composition de l'actionnariat Ciments Français	254
Commentaires sur l'exercice	<b>Information des actionnaires</b>	<b>256</b>
Comptes consolidés	Politique d'information	259
Comptes annuels de Ciments Français SA	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient	259
Informations sur le développement durable	Ciments Français	
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	261
Assemblée générale	Contrats importants	261
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	261

	Mois	Cours le plus haut en euros	Cours le plus bas en euros	Volume mensuel	
				Titres échangés	Capitaux en millions d'euros
<b>2012</b>	Juillet	49,68	44,53	128 213	6,11
	Août	48,11	42,50	81 181	3,68
	Septembre	49,98	45,66	92 837	4,37
	Octobre	48,06	44,21	176 654	8,15
	Novembre	48,00	42,31	105 021	4,73
	Décembre	45,81	42,36	123 732	5,46
<b>2013</b>	Janvier	48,29	43,79	254 466	11,65
	Février	46,98	44,30	238 913	10,81
	Mars	47,19	44,10	274 675	12,45
	Avril	44,70	40,51	208 625	8,90
	Mai	45,45	41,01	311 224	13,56
	Juin	46,59	42,86	155 456	6,96
	Juillet	46,20	42,81	117 320	5,25
	Août	46,95	43,51	155 579	7,08
	Septembre	51,45	45,34	199 902	9,72
	Octobre	53,34	50,71	165 900	8,64
	Novembre	55,85	51,11	80 315	4,37
	Décembre	55,78	51,15	134 204	7,12
<b>2014</b>	Janvier	62,00	55,30	144 114	8,41
	Février	64,99	56,97	140 740	8,63

## Évolution de la capitalisation boursière depuis janvier 2013

(en millions d'euros)



## Politique de distribution de dividendes

Dividendes par action

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende versé par action
2009	36 215 510 <sup>(1)</sup>	3,00 €
2010	36 242 360 <sup>(1)</sup>	3,00 €
Acompte sur dividende 2011	35 981 610 <sup>(1)</sup>	1,50 €
Solde 2011	35 685 105 <sup>(1)</sup>	1,50 €
Acompte sur dividende 2012	35 434 774 <sup>(1)</sup>	1,50 €
Solde 2012	35 447 949 <sup>(1)</sup>	1,50 €
<b>Acompte sur dividende 2013</b>	<b>35 447 949<sup>(2)</sup></b>	<b>1,50 €</b>
<b>Solde 2013</b>	<b>35 447 949<sup>(2)</sup></b>	<b>1,50 €<sup>(3) (4)</sup></b>

(1) Déduction faite des actions propres n'ayant pas droit à dividende.

(2) Nombre provisoire pour les actions émises au 31 décembre 2013 sous déduction des actions propres. Sera ajusté en fonction du nombre d'actions au jour de l'assemblée générale mixte du 11 avril 2014 et sous réserve de la décision de ladite assemblée.

(3) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

(4) La date de paiement du solde de dividende a été fixée au 5 mai 2014.

Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	250
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	253
Gouvernement d'entreprise	Composition de l'actionnariat Ciments Français	254
Commentaires sur l'exercice	<b>Information des actionnaires</b>	<b>256</b>
Comptes consolidés	<b>Politique d'information</b>	<b>259</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français</b>	<b>259</b>
Informations sur le développement durable		
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	261
Assemblée générale	Contrats importants	261
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	261

## 7.5 Politique d'information

### Relations investisseurs et actionnaires

Tél : 33 (0) 1 42 91 76 76 - Fax : 33 (0) 1 42 91 75 70

Courriel : [InvestorRelations@cimfra.com](mailto:InvestorRelations@cimfra.com) - Internet : <http://www.cimfra.com>

### Adresse

Ciments Français  
 Tour Ariane  
 92088 Paris-La Défense Cedex  
 France  
 Standard : 33 (0) 1 42 91 75 00

### Agenda financier 2014

	Communiqués	Conférences téléphoniques
Chiffre d'affaires 2013	6 février 2014	
Résultats annuels 2013	6 mars 2014	7 mars 2014 *
Assemblée générale annuelle	11 avril 2014 à 11 h 00	
Chiffre d'affaires et résultats 1 <sup>er</sup> trimestre 2014	8 mai 2014	9 mai 2014
Résultats 1 <sup>er</sup> semestre 2014	30 juillet 2014	31 juillet 2014
Chiffre d'affaires et résultats 3 <sup>ème</sup> trimestre 2014	7 novembre 2014	10 novembre 2014

\* Réunion analystes financiers Ciments Français.

## 7.6 Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français

Italcementi est, historiquement, le premier producteur de ciment en Italie. Depuis la prise de contrôle de Ciments Français en 1992, Italcementi est devenu l'un des principaux producteurs de ciment au niveau mondial.

### Actionnariat

Italcementi est majoritairement détenu par Italmobiliare S.p.A. dont l'actionnaire principal est la famille Pesenti. Les deux sociétés sont cotées sur le marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A.

### Activité

#### Ciment, béton prêt à l'emploi et granulats

La quasi-totalité des activités internationales du Groupe est exercée par Ciments Français.

Les usines et implantations d'Italcementi Group en Italie comprennent 11 cimenteries et 7 centres de broyage. Les usines sont situées dans toute l'Italie. Leurs positions, près des principaux centres de consommation, leur donnent un avantage compétitif (coûts de transport minimisés) tout en offrant un service efficace et de proximité aux clients.

#### Effectifs

Au 31 décembre 2013, Italcementi Group compte 18 434 personnes (y compris les effectifs de Ciments Français).

## Ventes consolidées

En 2013, les ventes consolidées d'Italcementi Group (y compris les ventes de Ciments Français) se sont élevées à 4 235,4 millions d'euros dont 64,1 % pour le ciment et 35,9 % pour les granulats, le béton prêt à l'emploi et les autres activités.

Ciments Français réalise près de 85 % du chiffre d'affaires d'Italcementi Group.

La répartition des ventes par zone géographique d'Italcementi Group est la suivante :

Pays	Pourcentage des ventes consolidées*	
	2013	2012
Italie	14,3	16,5
France/Belgique	34,6	33,4
Autres pays Europe de l'Ouest	2,0	2,2
Amérique du Nord	10,1	9,8
Europe émergente, Afrique du Nord et Moyen-Orient	21,5	21,2
Asie	12,5	11,6
Autres	5,0	5,3
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

\* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

La répartition des ventes par secteur d'activité se présente comme suit :

Secteur d'activité	Pourcentage des ventes consolidées*	
	2013	2012
Ciment et clinker	64,1	64,8
Granulats et BPE	29,5	28,6
Autres	6,4	6,6
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

\* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

## Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)	2013	2012
Chiffre d'affaires	4 235,4	4 478,8
Résultat brut d'exploitation courant	631,0	643,1
Résultat brut d'exploitation	618,0	625,5
Résultat d'exploitation	159,3	(140,2)
Résultat net, Part attribuable aux propriétaires du Groupe	(165,0)	(395,2)
Effectifs (nombre)	18 434	18 886

Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	250
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	253
Gouvernement d'entreprise	Composition de l'actionnariat Ciments Français	254
Commentaires sur l'exercice	Information des actionnaires	256
Comptes consolidés	Politique d'information	259
Comptes annuels de Ciments Français SA	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	259
Informations sur le développement durable	Ciments Français	
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	261
Assemblée générale	Contrats importants	261
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	261

## 7.7 Consultation des documents

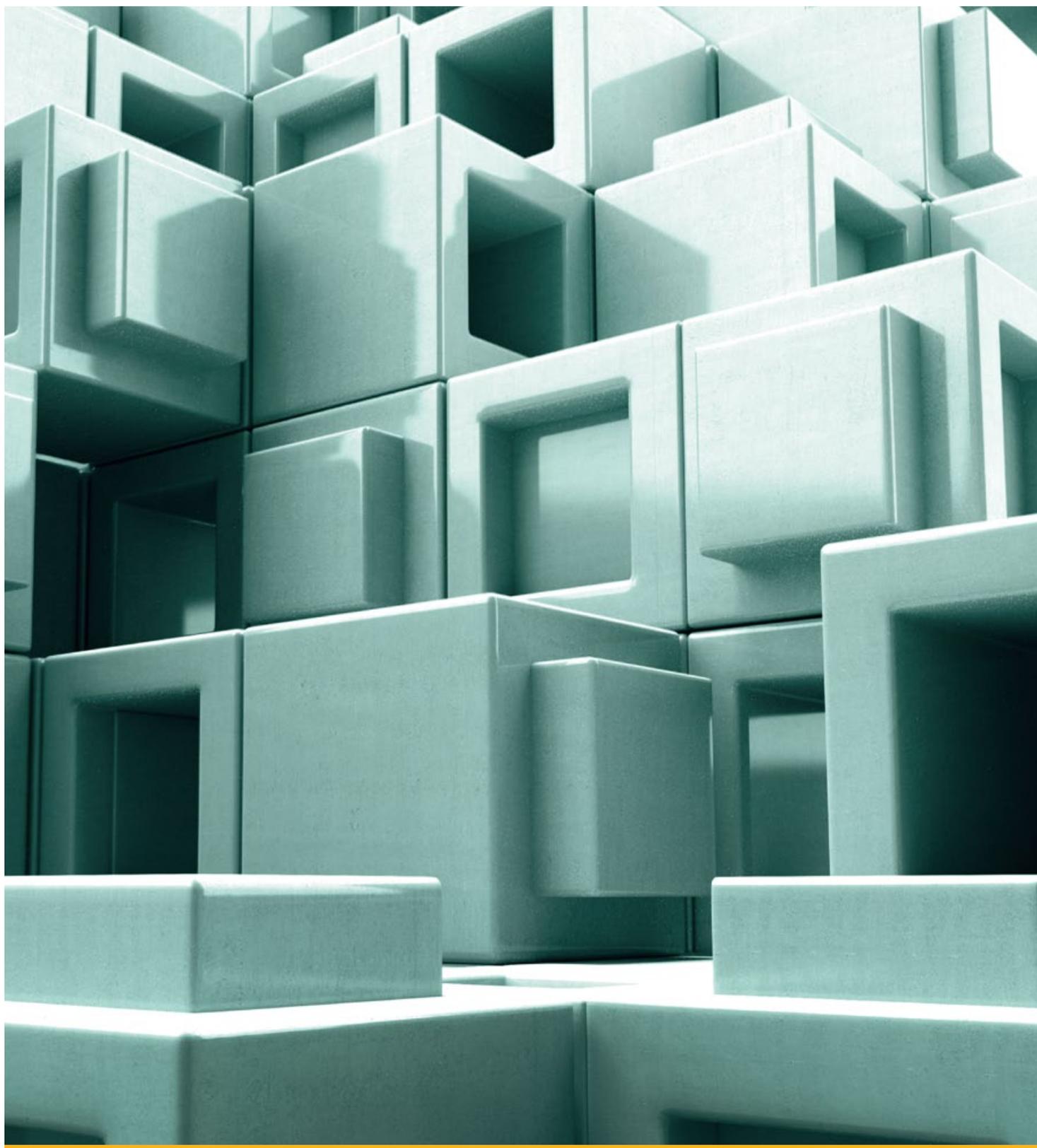
Les statuts de la société, le présent rapport annuel, ainsi que ceux des deux exercices précédents sont disponibles sur le site internet <http://www.cimfra.com>, comme au siège social conformément aux dispositions légales.

## 7.8 Contrats importants

À ce jour, Ciments Français n'a pas conclu de contrat majeur conférant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires.

## 7.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de la société n'est survenu depuis la clôture de l'exercice 2013.



Pour donner plus d'esthétique aux ouvrages

---

# 8

## Assemblée générale

8.1	Présentation et textes des résolutions . . . . .	264
8.2	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés . . . . .	273
8.3	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital . . . . .	275

## 8.1 Présentation et textes des résolutions

### Présentation des résolutions proposées à l'assemblée générale mixte du 11 avril 2014

Les résolutions proposées relèvent de la compétence de l'assemblée générale ordinaire pour les résolutions 1 à 15 et de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire pour les résolutions 16 à 18.

#### Résolutions à caractère ordinaire

##### Comptes annuels (première et deuxième résolutions)

Il est demandé à l'assemblée générale des actionnaires d'approuver les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2013.

##### Affectation du résultat (troisième résolution)

Le résultat net de l'exercice s'élève à 47,4 millions d'euros et le bénéfice disponible à 1 254,9 millions d'euros.

Il est proposé à l'assemblée de fixer à 3 euros par action le dividende net au titre de l'exercice écoulé.

Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende de 1,50 euro le 7 août 2013, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2013, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 5 mai 2014 en numéraire.

Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende.

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « report à nouveau ».

##### Rapport spécial sur les conventions réglementées (quatrième résolution)

Il est demandé à l'assemblée générale de statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions réglementées.

##### Renouvellement du mandat de sept administrateurs (cinquième à onzième résolutions)

Il est proposé de renouveler pour une durée de quatre ans les mandats des administrateurs suivants :

– Monsieur Jean-Paul Méric

La notice biographique de Jean-Paul Méric est disponible partie 2.1 - Direction, administration et contrôle.

– Madame Martina Barcaroli

Née en 1973.

Avocate aux barreaux de Rome et de Paris, diplômée de la *Harvard Law School*, de la *London School of Economics* et de l'Université de Rome *La Sapienza*, Martina Barcaroli a débuté sa carrière d'avocate à Bruxelles en 2000 auprès du cabinet Cleary Gottlieb Steen & Hamilton, puis à Paris en tant que juriste d'entreprise de Fiat France.

En 2006, elle rejoint le cabinet Vovan & Associés où elle intervient dans les domaines du droit des sociétés, du droit commercial et du droit communautaire. Elle occupe également les fonctions de correspondant du *Consiglio Nazionale Forense* (le conseil national des barreaux italien) en France.

Elle anime la Commission Italie au sein de l'Ordre des avocats de Paris et organise à ce titre des rencontres franco-italiennes sur des thèmes liés à la justice et l'économie.

Message du Directeur Général	<b>Présentation et textes des résolutions</b>	<b>264</b>
Présentation du Groupe	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	273
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital	275
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		

- Société Italcementi Finance SA représentée par Monsieur Giovanni Ferrario

La notice biographique de Giovanni Ferrario est disponible en partie 2.1 - Direction, administration et contrôle.

- Société Italcementi Ingegneria Srl représentée par Monsieur Sebastiano Mazzoleni

Né en 1968.

Diplômé en géologie - Université d'état de Milan (Italie), maîtrise en Administration des Affaires (MBA) - SDA Bocconi, Milan (Italie).

Il commence sa carrière en 1996 au CTG S.p.A. où, en qualité de chercheur géologue, il est responsable de l'évaluation des réserves de matières premières pour la production cimentière et de la coordination des équipes internationales en Italie, France, Espagne et Thaïlande.

En 2000, il rejoint Italcementi S.p.A. à la direction Marketing où, en tant que Directeur de projet, il est coresponsable du développement de plans marketing pour le lancement de nouveaux produits et d'analyses de benchmark pour le positionnement stratégique.

En 2003, il contribue à la création de la nouvelle direction des nouveaux produits d'Italcementi Group, où il est responsable de la gestion de l'innovation pour les États-Unis, la Grèce, la Bulgarie, la Turquie, l'Égypte, la Thaïlande, le Kazakhstan et l'Inde jusqu'en 2009. Il était également responsable de l'initiative novatrice du Groupe en matière de valorisation des déchets récupérables.

Depuis 2010, il s'est engagé dans des initiatives à but non lucratif, l'entrepreneuriat social et le conseil en gestion de l'innovation.

- Madame Élisabeth Lulin

Née en 1966.

Diplômée de l'École Normale Supérieure, de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'École Nationale d'Administration, agrégée de lettres modernes, Élisabeth Lulin a débuté sa carrière à l'Inspection générale des finances (1991-1994), puis a rejoint le cabinet du Premier ministre (Édouard Balladur, puis Alain Juppé) comme chargé de mission puis conseiller technique. Elle a enfin dirigé le service de marketing et de communication externe de l'INSEE (1996-1998).

Elle a siégé, au cours des dix dernières années, dans plusieurs commissions gouvernementales : commission Juppé-Rocard sur le « Grand Emprunt » et les priorités nationales d'investissement (2009) ; commission Balladur sur la réforme des collectivités locales (2008) ; commission Lévy-Jouyet sur l'économie de l'immatériel (2006) ; commission Lancelot sur la régulation de la concentration dans les médias (2005) ; commission Camdessus sur la relance de la croissance française (2004) ; commission Landau sur le financement des objectifs du millénaire (2003).

Elle est directrice générale de la société « Paradigmes et cætera », société d'études et de conseil qu'elle a fondée en 1998, consacrée à la prospective et à l'innovation.

Elle est présidente du conseil d'administration de l'ENSCI (Ecole nationale supérieure de création industrielle) et administrateur de Safran et Bongrain.

---

– Monsieur Dario Massi

Né en 1942.

Docteur en Sciences Économiques et Commerciales, diplômé de l'Université Bocconi de Milan, Dario Massi a commencé sa carrière dans le Groupe chimique MONTEDISON (1967-1975), dans l'Audit, la Comptabilité et le Contrôle de Gestion.

Entré chez Italcementi en novembre 1975, il a contribué à créer la Direction Budget et Contrôle de Gestion dont il a pris la responsabilité, avant de devenir, en 1995, le Directeur Central Finance, Administration et Contrôle de la société.

De janvier 2000 à mai 2008, il a exercé les fonctions de Directeur Administration et Contrôle d'Italcementi Group et de Directeur Administration et Contrôle de Ciments Français.

– Monsieur Marc Viénot

Né en 1928.

Président d'Honneur et administrateur de la Société Générale (France);

Administrateur de la Société Générale Marocaine de Banques (Maroc);

Membre du Conseil de Surveillance du Groupe Barrière (France).

**Avis sur les éléments de la rémunération attribuée au titre de l'exercice 2013 aux dirigeants mandataires sociaux (douzième à quatorzième résolutions)**

Conformément aux recommandations du code AFEP-MEDEF auquel la société se réfère, les éléments ci-après de la rémunération attribuée à chaque dirigeant mandataire social sont soumis à l'avis des actionnaires :

- Part fixe;
- Part variable annuelle et, le cas échéant, pluriannuelle;
- Options sur actions, actions de performance et tout autre élément de rémunération à long terme;
- Indemnités liées à la prise ou à la cessation de fonctions;
- Régime de retraite supplémentaire;
- Avantage de toute nature.

Message du Directeur Général	<b>Présentation et textes des résolutions</b>	<b>264</b>
Présentation du Groupe	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	273
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital	275
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		

Il vous est proposé d'émettre un avis favorable sur les éléments de rémunération détaillés ci-après :

– **Jean-Paul Méric, Président**

(en euros)	2013	
	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe		
– en qualité de directeur général délégué (1 <sup>er</sup> janvier au 11 avril 2013)	175 000	175 000
– en qualité de président du conseil d'administration (à compter du 12 avril 2013)	107 499	107 499
<b>Total rémunération fixe</b>	<b>282 499</b>	<b>282 499</b>
Rémunération variable		
– en qualité de directeur général délégué (1 <sup>er</sup> janvier au 11 avril 2013)	202 050 <sup>(1)</sup>	380 175
– en qualité de président du conseil d'administration (à compter du 12 avril 2013)	–	–
<b>Total rémunération variable</b>	<b>202 050</b>	<b>380 175</b>
Rémunération exceptionnelle	553 981 <sup>(2)</sup>	553 981
Jetons de présence (Ciments Français)	32 856	20 864
Jetons de présence (filiales)	40 696	40 696
Avantages en nature <sup>(3)</sup> (voiture avec chauffeur) en qualité de directeur général (1 <sup>er</sup> janvier au 11 avril 2013)	28 003	28 003
Avantages en nature <sup>(3)</sup> (voiture avec chauffeur) en qualité de président du conseil d'administration (à compter du 12 avril 2013)	71 157	71 157
<b>Total</b>	<b>1 211 242</b>	<b>1 377 375</b>

(1) En 2011, le conseil d'administration avait, sur proposition du comité des rémunérations, fixé les objectifs et critères du programme de rémunération variable pluriannuel 2011-2013 (Long-Term Incentive Program – LTI). Après évaluation de la réalisation des critères retenus – amélioration du résultat brut d'exploitation, évolution de la présence au Maroc, évolution des coûts fixes France/Belgique - le conseil, sur proposition du comité des rémunérations, a fixé à 202 050 euros la rémunération au titre du LTI.

(2) M. Méric ayant fait valoir ses droits à la retraite, lui ont été versées une indemnité de départ à la retraite de 362 148 euros et des indemnités compensatrices de congés payés et d'expatriation pour 91 833 euros ; en outre, sur proposition du comité des rémunérations, le conseil d'administration lui a accordé une gratification exceptionnelle de 100 000 euros.

(3) Montant comptable.

– **Giovanni Ferrario, Directeur général**

(en euros)	2013	
	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	750 000	750 000
Rémunération variable	1 411 500 *	714 000
Jetons de présence (Ciments Français)	–	–
Jetons de présence (Filiales)	–	–
Avantages en nature	–	–
<b>Total</b>	<b>2 161 500</b>	<b>1 464 000</b>

\* En 2011, le conseil d'administration avait, sur proposition du comité des rémunérations, fixé les objectifs et critères du programme de rémunération variable pluriannuel 2011-2013 (Long-Term Incentive Program – LTI). Après évaluation de la réalisation des critères retenus - amélioration du résultat brut d'exploitation, plan d'amélioration des risques, plan d'amélioration de la satisfaction client - le conseil, sur proposition du comité des rémunérations, a fixé à 900 000 euros la rémunération au titre du LTI pour la période écoulée qui sera versé en 2014.

Sur proposition du comité des rémunérations, le conseil d'administration a fixé la part variable annuelle pour 2013 – établie en fonction d'objectifs liés au résultat consolidé (hors dépréciations d'actifs), au besoin moyen en fonds de roulement opérationnel, à la réalisation du plan d'efficacité France/Belgique et à l'achèvement du Safety Road Plan – à 511 500 euros versés en 2014.

## – Fabrizio Donegà, Directeur général délégué (depuis le 12 avril 2013)

(en euros)

	2013	
	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	275 197	275 197
Rémunération variable	115 000 <sup>(1)</sup>	–
Jetons de présence (filiales)	–	–
Avantages en nature (voiture + appartement)	41 540	41 540
<b>Total</b>	<b>431 737</b>	<b>316 737</b>

(1) Sur proposition du comité des rémunérations, le conseil d'administration a fixé la part variable annuelle pour 2013 – établie en fonction d'objectifs liés au résultat de Ciments Français, au résultat brut d'exploitation de la zone dont il a directement la supervision, à l'évolution de l'efficacité France/Belgique, à l'achèvement du plan sécurité sur la zone – à 115 000 euros auxquels s'ajoutent 30 000 euros au titre de ses anciennes fonctions, et qui seront versés en 2014.

(2) Montant comptable.

### Programme d'achat d'actions (quinzième résolution)

Comme chaque année, il vous est proposé de conférer à votre conseil la possibilité – si les conditions de marché et la situation de la trésorerie de la société s'y prêtent - de faire acheter par la société ses propres actions en vue de leur annulation, de l'animation du cours ou de leur remise ultérieure en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Il est rappelé que votre conseil n'a pas utilisé en 2013 l'autorisation qui lui avait été conférée.

### Résolutions à caractère extraordinaire

#### Modification des articles 14, 15 et 16 des statuts (seizième résolution)

Cette résolution est proposée en application de la loi du 14 juin 2013 sur la sécurisation de l'emploi : le ou les administrateurs représentant les salariés seraient désignés par le comité d'entreprise de la société. Celui-ci a émis un avis favorable sur cette proposition.

Le conseil d'administration de la société remplit les critères fixés par la loi (le conseil d'administration étant composé de moins de douze membres) pour la désignation d'un administrateur représentant les salariés.

Par ailleurs, la durée des mandats des administrateurs serait alignée sur la pratique actuelle et fixée à quatre ans.

#### Réduction du capital dans le cadre du programme d'achat d'action (dix-septième résolution)

Il vous est proposé d'autoriser votre conseil à réduire le capital dans le cas de la mise en œuvre du programme d'achat objet de la quinzième résolution.

#### Pouvoirs en vue de l'accomplissement de formalités légales (dix-huitième résolution)

Une dernière résolution est destinée à conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de l'assemblée en vue d'accomplir toutes formalités de dépôts et publicités.

Message du Directeur Général	<b>Présentation et textes des résolutions</b>	<b>264</b>
Présentation du Groupe	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions	273
Gouvernement d'entreprise	et engagements réglementés	
Commentaires sur l'exercice	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital	275
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		

## Résolutions

### À CARACTÈRE ORDINAIRE

#### Première résolution (Approbation des comptes sociaux de l'exercice)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration, du président sur le fonctionnement du conseil et les procédures de contrôle interne, et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, approuve les comptes annuels de la société de l'exercice 2013 tels qu'ils lui sont présentés. Elle donne au conseil pleine et entière décharge pour sa gestion pendant ledit exercice.

#### Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013, approuve les comptes consolidés de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés.

#### Troisième résolution (Affectation du bénéfice et fixation du dividende)

L'assemblée, après avoir pris acte du montant du report à nouveau après versement du dividende relatif à l'exercice 2012 aux actions existantes au jour de l'assemblée du 11 avril 2013 ayant droit à dividende au jour du versement, constate que le montant du bénéfice disponible s'établit comme suit :

(en euros)

Report à nouveau antérieur	1 263 649 200,83
Résultat net au 31 décembre 2012	50 173 492,58
Solde du dividende au titre de 2012 versé en 2013 (35 447 949 actions rémunérées)	(53 171 923,50)
Acompte sur dividende 2013	(53 171 923,50)
<b>Report à nouveau au 31 décembre 2013</b>	<b>1 207 478 846,41</b>
<b>Résultat net au 31 décembre 2013</b>	<b>47 425 379,03</b>
<b>Bénéfice disponible</b>	<b>1 254 904 225,44</b>

L'assemblée générale fixe le dividende à 3 euros.

Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende de 1,50 euro le 7 août 2013, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2013, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 5 mai 2014 en numéraire.

Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende.

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « Report à nouveau ».

Le dividende payé en 2014 est éligible à un abattement de 40 % (art. 158 du code général des impôts) avant d'être soumis obligatoirement au barème de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est par ailleurs précisé qu'un prélèvement à la source de 21 % - obligatoire et non libératoire - calculé sur le montant brut du dividende sera opéré par l'établissement payeur (sous certaines conditions, une dispense de ce prélèvement peut être obtenue pour certaines personnes physiques en fonction de leur revenu fiscal de référence). Ce prélèvement est imputable sur l'impôt sur le revenu.

A l'impôt proprement dit s'ajoutent les prélèvements sociaux (CSG, CRDS, prélèvement social et sa contribution additionnelle, prélèvement de solidarité) s'élevant à 15,5 % du montant brut du dividende.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Acompte	Dividende net
2010	36 242 360		3,00 €
2011			
– Acompte versé en 2011	35 981 610	1,50 €	
– Solde versé en 2012	35 685 105	1,50 €	
Dividende net total 2011			3,00 €
2012			
– Acompte versé en 2012	35 434 774	1,50 €	
– Solde versé en 2013	35 447 949	1,50 €	
Dividende net total 2012			3,00 €

#### **Quatrième résolution (Conventions réglementées)**

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du code de commerce, prend acte de ce rapport et approuve l'opération qui en fait l'objet.

#### **Cinquième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Paul Méric pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

#### **Sixième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Madame Martina Barcaroli pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

#### **Septième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur d'Italcementi Finance SA représentée par Monsieur Giovanni Ferrario pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

#### **Huitième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur d'Italcementi Ingegneria Srl représentée par Monsieur Sebastiano Mazzoleni pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

#### **Neuvième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Madame Elisabeth Lulin pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

#### **Dixième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Dario Massi pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

#### **Onzième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Marc Viénot pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Message du Directeur Général	<b>Présentation et textes des résolutions</b>	<b>264</b>
Présentation du Groupe	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	273
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital	275
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		

### **Douzième résolution (Avis sur les éléments de la rémunération attribuée à Jean-Paul Méric, Président, en 2013)**

L'assemblée générale émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération attribuée à Monsieur Jean-Paul Méric, Président, tels que figurant dans la présentation de cette résolution.

### **Treizième résolution (Avis sur les éléments de la rémunération attribuée à Giovanni Ferrario, Directeur général, en 2013)**

L'assemblée générale émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération attribuée à Monsieur Giovanni Ferrario, Directeur général, tels que figurant dans la présentation de cette résolution.

### **Quatorzième résolution (Avis sur les éléments de la rémunération attribuée à Fabrizio Donegà, Directeur général délégué, en 2013)**

L'assemblée générale émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération attribuée à Monsieur Fabrizio Donegà, Directeur général délégué, tels que figurant dans la présentation de cette résolution.

### **Quinzième résolution (Programme d'achat d'actions)**

Conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à acheter, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, des actions de la société dans la limite de 10 % du capital social au 31 décembre 2013, soit 3 579 813 actions de 4 euros nominal, sans que la société ne puisse détenir à tout moment plus de 10 % de son capital.

Les objectifs de ce programme de rachat sont, par ordre décroissant, les suivants :

- l'annulation des actions;
- l'animation du cours au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AMAFI;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le prix d'achat par action ne devra pas être supérieur à 100 euros. Ce prix sera ajusté en cas d'opérations sur le capital, notamment d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou regroupement d'actions.

Le montant maximal des fonds nécessaires à la réalisation du programme sera de 357 981 300 euros.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, sur le marché ou hors marché (notamment sous forme de blocs de titres), y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat.

Le conseil d'administration est expressément autorisé à déléguer au directeur général et au directeur général délégué avec faculté de subdélégation l'exécution des décisions prises dans le cadre de la présente autorisation.

Cette autorisation est valable pour une durée de 18 mois ou jusqu'à la date de son renouvellement par l'assemblée générale ordinaire.

## À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE

### Seizième résolution (modification des articles 14, 15 et 16 des statuts)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de compléter comme mentionné en italique les articles 14, 15 et 16 des statuts :

#### Article 14: Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, le nombre maximum étant celui fixé par la loi.

*Si la société remplit les conditions fixées par la loi, et en application des dispositions de celle-ci, le comité d'entreprise de la société désigne un administrateur représentant des salariés lorsque le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale est inférieur ou égal à douze, deux administrateurs représentant des salariés lorsque le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale est supérieur à douze. La durée du mandat de ces administrateurs est de quatre ans.*

*Si le nombre de membres du conseil d'administration nommés par l'assemblée générale devient inférieur ou égal à douze, ou si la société ne remplit plus les conditions fixées par la loi, le mandat du ou des administrateurs représentant les salariés se poursuit jusqu'à son terme.*

*En cas de vacance par décès, démission, révocation, rupture du contrat de travail ou pour toute autre cause que ce soit d'un siège d'administrateur représentant des salariés, le comité d'entreprise de la société désigne son remplaçant qui exercera son mandat jusqu'au terme du mandat de son prédécesseur.*

#### Article 15: Durée de fonction des administrateurs

##### Limite d'âge - Renouvellement - Cooptation

Les administrateurs (*autres que les administrateurs représentant des salariés*) sont nommés pour une durée maximum de quatre ans. Ils sont rééligibles. En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges, le conseil peut, dans les conditions fixées par la loi, procéder par cooptation à des nominations à titre provisoire, sous réserve de ratification à la plus prochaine assemblée.

#### Article 16: Qualité d'actionnaires

Pendant la durée de leur mandat, les administrateurs (*autres que les administrateurs représentant des salariés*) doivent être propriétaires chacun de cinquante actions au moins, dans les conditions prévues par la loi.

### Dix-septième résolution (Réduction de capital dans le cadre du programme d'achat d'actions)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions acquises en vertu de l'autorisation donnée par l'assemblée générale dans la huitième résolution, dans la limite de 10 % du capital social et par période de vingt-quatre mois.

La présente autorisation est valable pour une durée de vingt-quatre mois.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs pour constater la ou les réductions du capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution et pour procéder à la modification corrélative des statuts.

### Dix-huitième résolution (Pouvoirs)

L'assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente réunion en vue d'accomplir toutes formalités de dépôts et publicités.

Message du Directeur Général	Présentation et textes des résolutions	264
Présentation du Groupe	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	273
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital	275
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		

## 8.2 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **Ernst & Young Audit**

1/2 place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

### Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec M. Jean-Paul Méric, président du conseil d'administration

#### **Nature et objet**

Garantie de retraite accordée au directeur général délégué.

#### **Modalités**

Dans sa séance du 27 juillet 2011, le conseil d'administration a confirmé que la garantie de retraite dont bénéficiait M. Jean-Paul Méric antérieurement à sa nomination en qualité de directeur général délégué continuait à s'appliquer pendant la durée d'exercice de son mandat. Cette période ainsi que la rémunération perçue au titre de son mandat de directeur général délégué sont prises en compte dans les calculs respectivement de l'ancienneté utilisée pour la détermination de ses droits et du montant de la pension. La garantie de retraite s'est poursuivie jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2013, date à compter de laquelle M. Jean-Paul Méric a fait valoir ses droits à la retraite.

Le montant de cet avantage de retraite correspondait à une rente annuelle de € 89.594,54 au 1<sup>er</sup> mai 2013. Aucune charge n'a été enregistrée au titre de cet engagement au cours de l'exercice par la société, l'organisme d'assurance externe qui assure la gestion de cet engagement disposant à la date à laquelle M. Jean-Paul Méric a fait valoir ses droits à la retraite des actifs nécessaires à sa couverture.

Paris-La Défense, le 19 mars 2014

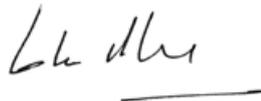
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Michel Piette



Laurent des Places



Pierre-Henri Pagnon

Message du Directeur Général	Présentation et textes des résolutions	264
Présentation du Groupe	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	273
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital	275
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		

## 8.3 Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital

Assemblée générale extraordinaire du 11 avril 2014 (dix-septième résolution)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer, pour une durée de 24 mois, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Paris-La Défense, le 19 mars 2014

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Michel Piette



Laurent des Places



Pierre-Henri Pagnon



Pour une fonction dépolluante et auto-nettoyante

---

# 9

## Informations complémentaires

9.1	Attestation des personnes physiques responsables du Document de Référence (contenant le Rapport Financier Annuel) . . . . .	278
9.2	Responsables du contrôle des comptes et honoraires . . . . .	279
9.3	Table de référence AMF du Document de Référence . . . . .	280
9.4	Table de réconciliation . . . . .	283

## 9.1 Attestation des personnes physiques responsables du document de référence (contenant le rapport financier annuel)

### Personnes physiques responsables du document de référence (contenant le rapport financier annuel)

Monsieur Jean-Paul Méric, président du conseil d'administration, nommé par le conseil d'administration du 11 avril 2013, Monsieur Giovanni Ferrario, directeur général, nommé par le conseil d'administration du 4 novembre 2009 et Monsieur Fabrizio Donegà, directeur général délégué, nommé par le conseil d'administration du 11 avril 2013.

### Attestation

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Nous attestons en outre que le rapport de gestion (voir partie 2) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que la partie 1 « Présentation du Groupe », section 1.8, présente une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en partie 4.7, page 175 et en partie 5.8, page 206 dudit document. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, le rapport des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés contient une observation portant sur l'application de la norme IAS 19 révisée.

Fait à Paris-La Défense, le 20 mars 2014



Le président du conseil d'administration  
Jean-Paul MÉRIC



Le directeur général  
Giovanni FERRARIO



Le directeur général délégué  
Fabrizio DONEGÀ

Message du Directeur Général	Attestation des personnes physiques responsables	278
Présentation du Groupe	du Document de Référence (contenant le Rapport Financier Annuel)	
Gouvernement d'entreprise	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	279
Commentaires sur l'exercice	Table de référence AMF du Document de Référence	280
Comptes consolidés	Table de réconciliation	283
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
<b>Informations complémentaires</b>		

## 9.2 Responsables du contrôle des comptes et honoraires

### Identité des commissaires aux comptes

Commissaires titulaires	Date de nomination	Date de premier mandat	Date d'expiration	Commissaires suppléants
<b>KPMG Audit</b> Michel Piette Laurent des Places 1, cours Valmy 92923 Paris-La Défense Cedex	AGO du 11 avril 2013	AGO du 10 mai 1995	2018	KPMG Audit IS SAS
<b>ERNST &amp; YOUNG Audit</b> Pierre-Henri Pagnon 1/2 place des Saisons 92400 Courbevoie Paris-La Défense 1	AGO du 13 avril 2012	AGO du 29 mai 1974	2017	AUDITEX

### Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des autres professionnels de leur réseau enregistrés dans les comptes de la société Ciments Français SA et de ses filiales consolidées par intégration globale sont les suivants :

Types de prestations (en milliers d'euros)	ERNST & YOUNG AUDIT				KPMG AUDIT			
	2013		2012		2013		2012	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>AUDIT</b>								
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes consolidés</b>								
émetteur	1 596,3	88,5	1 652,8	87,2	1 161,6	93,9	1 103,8	92,1
filiales intégrées globalement	323,5		338,8		367,9		340,7	
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes</b>								
émetteur	102,4	5,7	118,1	6,2	53,3	4,3	63,0	5,3
filiales intégrées globalement	84,4		93,1		0,8		-	
<b>Sous-total</b>	<b>1 698,7</b>		<b>1 770,9</b>		<b>1 214,9</b>		<b>1 166,8</b>	
<b>AUTRES PRESTATIIONS RENDUES PAR LES RESEAUX AUX FILIALES INTEGREEES GLOBALEMENT</b>								
Juridique, fiscal, social	104,8		124,0		22,6		31,7	
Autres	-		-		-		-	
<b>Sous-total</b>	<b>104,8</b>	<b>5,8</b>	<b>124,0</b>	<b>6,5</b>	<b>22,6</b>	<b>1,8</b>	<b>31,7</b>	<b>2,6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 803,4</b>	<b>100,0</b>	<b>1 895,1</b>	<b>100,0</b>	<b>1 237,5</b>	<b>100,0</b>	<b>1 198,5</b>	<b>100,0</b>

### 9.3 Table de référence AMF du document de référence

Le présent tableau de concordance permet d'identifier les informations de référence à inclure dans le rapport financier annuel déposé comme document de référence.

Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004	Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français
<b>1. Personnes responsables</b>	9.1 Attestation des personnes physiques responsables du document de référence
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes</b>	
1. Nom et adresse des contrôleurs légaux	9.2 Responsables du contrôle des comptes et honoraires
2. Démission des contrôleurs légaux	Non applicable
<b>3. Informations financières sélectionnées</b>	
1. Informations financières historiques sélectionnées	1.1 Chiffres clés
2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	Non applicable
<b>4. Facteurs de risque</b>	1.8 Facteurs de risques
<b>5. Information sur Ciments Français</b>	
1. Histoire et évolution de la société	1.2 Historique 7.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
2. Investissements	1.4 Métiers et marchés du Groupe 3.3 Investissements et financement
<b>6. Aperçu des activités</b>	
1. Principales activités	1.4 Métiers et marchés du Groupe
2. Principaux marchés	1.4 Métiers et marchés du Groupe
3. Événements exceptionnels	Non applicable
4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1.4 Métiers et marchés du Groupe
5. Position concurrentielle	1.4 Métiers et marchés du Groupe
<b>7. Organigramme</b>	
1. Description du Groupe	1.3 Structure générale du Groupe
2. Liste des filiales importantes de Ciments Français	4.6 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 39 5.6 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices 5.7 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2013
<b>8. Propriétés immobilières, usines et équipements</b>	
1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	3.3 Investissements et financement
2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	6. Informations sur le développement durable

Message du Directeur Général	Attestation des personnes physiques responsables	278
Présentation du Groupe	du Document de Référence (contenant le Rapport Financier Annuel)	
Gouvernement d'entreprise	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	279
Commentaires sur l'exercice	<b>Table de référence AMF du Document de Référence</b>	<b>280</b>
Comptes consolidés	Table de réconciliation	283
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
<b>Informations complémentaires</b>		

<b>Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004</b>	<b>Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français</b>
<b>9. Examen de la situation financière et du résultat</b>	
1. Situation financière	3. Commentaires sur l'exercice
	4.6 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 19
2. Résultat d'exploitation	3.2 Analyse de l'activité et des résultats consolidés
	3.4 Commentaires par pays
	4.2 Compte de résultat consolidé
	4.6 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 4
<b>10. Trésorerie et capitaux</b>	3.3 Investissements et financement
	4.6 Notes explicatives aux comptes consolidés - notes 19, 30 et 36
	1.8 Facteurs de risques
<b>11. Recherche et développement, brevets et licences</b>	1.5 Recherche et innovation
	6.5 Production responsable - Recherche et innovation
<b>12. Information sur les tendances</b>	3.4 Commentaires par pays
	3.6 Événements postérieurs à la clôture
	3.7 Perspectives
	4.6 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 37
<b>13. Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	Non applicable
<b>14. Conseil d'administration et direction générale</b>	2.1 Direction, administration et contrôle
<b>15. Rémunérations et avantages</b>	2.2 Rémunération et avantages des membres des organes d'administration et de direction
<b>16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>	2.4 Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne
<b>17. Salariés</b>	
1. Nombre de salariés	1.7 Ressources humaines
	6.3 Responsabilité sociale - Valorisation des personnes
2. Participation et stock-options	2.2 Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction
	2.3 Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital
3. Accords de participation des salariés dans le capital de Ciments Français	Non applicable
<b>18. Principaux actionnaires</b>	7.3 Composition de l'actionnariat de Ciments Français
	7.6 Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français
<b>19. Opérations avec les apparentés</b>	4.6 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 34

Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004	Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français
<b>20. Informations financières</b>	
1. Informations financières historiques	1.1 Chiffres clés
	4. Comptes consolidés
2. Informations financières pro forma	Non applicable
3. États financiers	4. Comptes consolidés
4. Vérification des informations financières historiques annuelles	4.7 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
	5.8 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
5. Dates des dernières informations financières	Non applicable
6. Informations financières intermédiaires et autres	Non applicable
7. Politique de distribution des dividendes	7.4 Information des actionnaires
8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	1.8 Facteurs de risques - Risques juridiques
	3.5 Litiges et procédures en cours
	4.6 Note 21.2
9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	7.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale
<b>21. Informations complémentaires</b>	
1. Capital social	7.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
	7.2 Évolution du capital social et des primes d'émission
2. Acte constitutif et statuts	7.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
<b>22. Contrats importants</b>	7.8 Contrats importants
<b>23. Informations provenant de tiers</b>	Non applicable
<b>24. Documents accessibles au public</b>	7.7 Consultation des documents
<b>25. Informations sur les participations</b>	5.6 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices
	5.7 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2013

En application de l'article 28 du règlement CE n° 809/2004, les informations financières historiques sont présentées conformément au règlement CE n° 1606/2002 sur l'application des normes internationales d'information financière. Les informations incorporées par référence sont :

- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, les notes annexes et le rapport des commissaires aux comptes y afférent présentés dans la partie « Comptes consolidés » du document de référence 2012 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2013 sous le numéro D.13-0192.
- L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2012 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2013 sous le numéro D.13-0192.
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les notes annexes et le rapport des commissaires aux comptes y afférent présentés dans la partie « Comptes consolidés » du document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 mars 2012 sous le numéro D.12-0176.
- L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 mars 2012 sous le numéro D.12-0176.

Message du Directeur Général	Attestation des personnes physiques responsables	278
Présentation du Groupe	du Document de Référence (contenant le Rapport Financier Annuel)	
Gouvernement d'entreprise	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	279
Commentaires sur l'exercice	<b>Table de référence AMF du Document de Référence</b>	<b>280</b>
Comptes consolidés	<b>Table de réconciliation</b>	<b>283</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Informations sur le développement durable		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
<b>Informations complémentaires</b>		

## 9.4 Table de réconciliation

(vers le rapport financier et le rapport de gestion)

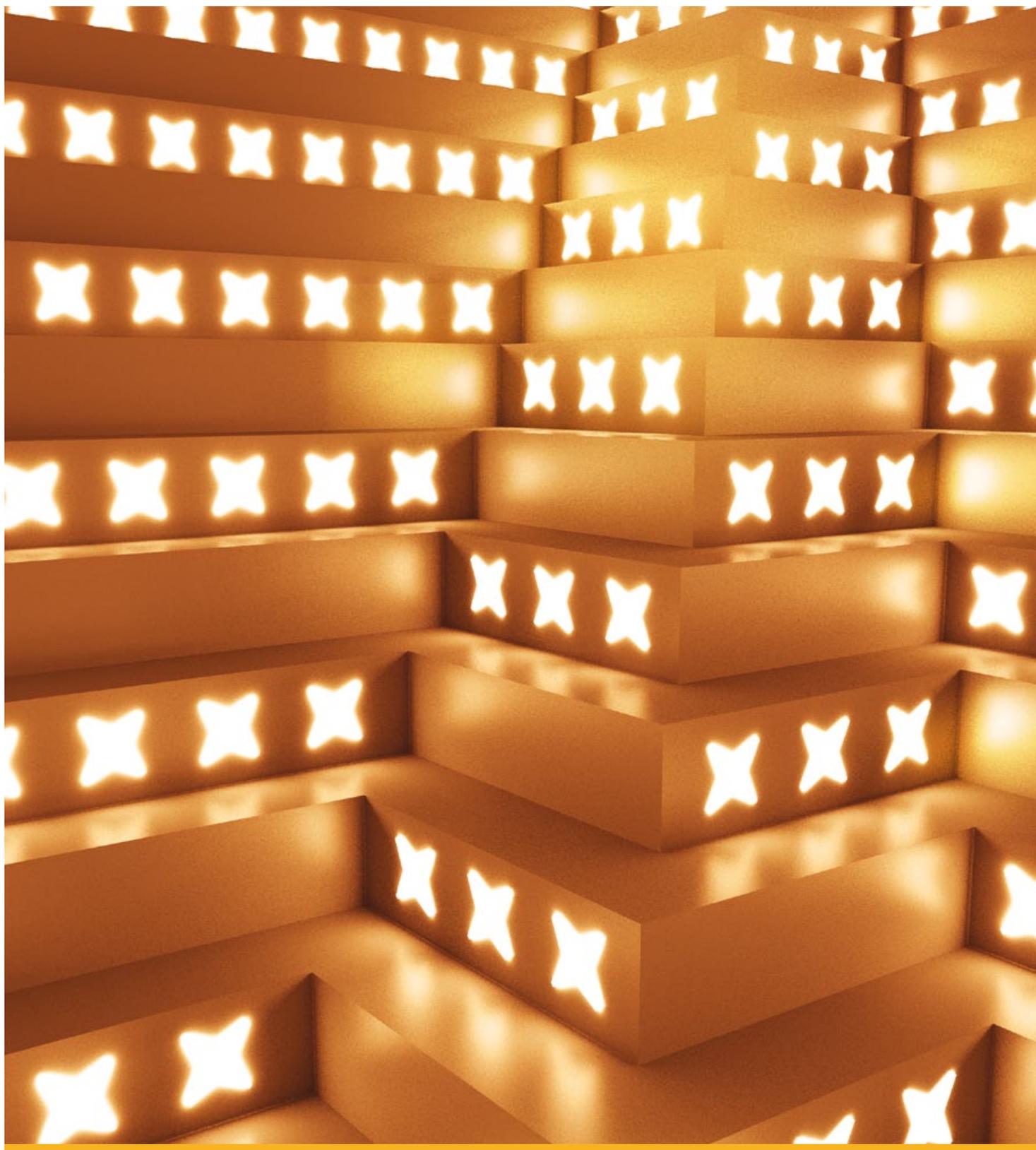
Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel (article 451-1-2 du code monétaire et financier et article 222-3 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers) et du rapport de gestion de Ciments Français (article L.225-100 et suivants du code de commerce) intégré dans le présent document de référence, la table de réconciliation suivante permet d'identifier les chapitres le constituant.

Les informations non applicables au Groupe Ciments Français sont indiquées « N/A ».

Information	Sections du document de référence Ciments Français
<b>1 Rapport de gestion social du conseil d'administration</b>	
1.1 Situation de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé et, le cas échéant, de ses filiales et des sociétés qu'elle contrôle	3.2 et 5.1
1.2 Résultats de l'activité pour la Société, ses filiales et les sociétés contrôlées par branche d'activité	3.2 et 5.1 à 5.7
1.3 Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	5.4 § B17
1.4 Difficultés rencontrées et perspectives d'avenir	3.6 et 3.7
1.5 Activités en matière de recherche et développement	1.5 et 6.5
1.6 Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	5.4
1.7 Indicateurs clés de performance de nature financière	1.1 et 5.1
1.8 Indicateurs clés en matière d'environnement et de personnel	1.7, 5.1 et 5.4 § B5, 6
1.9 Description des principaux risques et incertitudes	1.8
1.10 Indications sur l'utilisation des instruments financiers et objectifs et politique de la Société en matière de gestion des risques financiers	1.8 et 4.6 note 19.3
1.11 État de la participation des salariés au capital social	N/A
1.12 Rémunération totale et avantages de toute nature versés à chaque mandataire social	5.4 § A9 et 2.2
1.13 Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social, gouvernement d'entreprise	2.1
1.14 Conséquences sociales et environnementales de l'activité	5.1 et 6
1.15 Information sur la politique de prévention du risque d'accident technologique, la capacité de la Société à couvrir sa responsabilité civile vis-à-vis des biens et des personnes du fait d'installations classées, et moyens prévus pour assurer la gestion de l'indemnisation de victimes en cas d'accident technologique engageant la responsabilité de la Société	6.3 Responsabilité sociale - Sécurité et 1.8 - Protection des actifs et des personnes
1.16 Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	5.4 § A6 et 7.4
1.17 Informations sur les programmes de rachat d'actions	4.6 notes 1.18 et 27, 5.1, 5.4 § B5, 2.2
1.18 Information sur l'actionariat de la Société	7.
1.19 Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres	2.2
1.20 Éléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital et des options de souscription ou d'achat d'actions	7.1

Information	Sections du document de référence Ciments Français
1.21 Prises de participation dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française et représentant plus du 1/20, du 1/10, du 1/5, du 1/3, de la 1/2 ou des 2/3 du capital ou des droits de vote de ces sociétés et prise de contrôle de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République	5.4 § B2
1.22 Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées	N/A
1.23 Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique (par application de l'article L.225-100-3 du code de commerce)	N/A
1.24 Information sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients	1.8 et 5.4 § B12
1.25 Modifications apportées au mode de présentation et d'évaluation des comptes	5.4 Principes généraux et Méthodes d'évaluation
<b>2 Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital (et de leur utilisation en cours d'exercice)</b>	<b>N/A</b>
<b>3 Rapport de gestion consolidé du conseil d'administration</b>	<b>3. et 4.</b>
3.1 Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	3.2 et 4.6
3.2 Situation de l'ensemble constitué par les sociétés consolidées	4.1 et 4.6 note 39
3.3 Évolution prévisible	3.4 et 3.7
3.4 Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	3.6
3.5 Activités en matière de recherche et développement	1.5 et 6.5
3.6 Description des principaux risques et incertitudes	1.8 et 4.6 note 19
3.7 Indicateurs clés de performance de nature financière	1.1
3.8 Indicateurs clés en matière d'environnement et de personnel	1.7 et 6
3.9 Indications sur l'utilisation des instruments financiers et objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers	1.8 et 4.6 note 19.3
<b>4 Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices</b>	<b>5.6</b>
<b>5 Comptes annuels</b>	<b>5.</b>
<b>6 Comptes consolidés</b>	<b>4.</b>
<b>7 Attestation du responsable du document de référence (contenant le rapport financier annuel)</b>	<b>9.1</b>
<b>8 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels</b>	<b>5.8</b>
<b>9 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b>	<b>4.7</b>





Pour laisser filtrer la lumière



Direction de la Communication Ciments Français

Edition avril 2014

Conception et réalisation : C&CO

Crédit photos : Italcementi Group



# Ciment et béton. Demandez la performance.



[www.i-nova.net](http://www.i-nova.net)



LA PERFORMANCE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DÉDIÉE À SES MARCHÉS LOCAUX

Ciments Français

Tour Ariane

92088 Paris-La Défense Cedex - France

Tél. : 33 (0) 1 42 91 75 00

Fax : 33 (0) 1 47 74 59 55

[www.cimfra.com](http://www.cimfra.com)